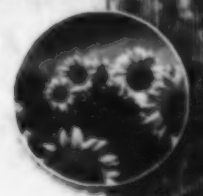
Agriculture et Agroalimentaire Canada
Agriculture and Agri-Food Canada



Vue d'ensemble du système agricole et agroalimentaire canadien

2008

Canada

Vue d'ensemble du système agricole et agroalimentaire canadien

Chargée de projet
Kathleen Kittson

Équipe de projet
Julie Smith, Nasreen Islam, Jordan Sheldrick et d'autres membres de la Section de l'analyse du circuit agroalimentaire et de la gestion intégrée des risques.

La présente publication renferme des données et des analyses provenant des quatre divisions de la Direction de la recherche et de l'analyse, ainsi que d'autres divisions et directions générales d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, principalement le Bureau de la chaîne de valeur des aliments.

Juin 2008

Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques
Agriculture et Agroalimentaire Canada

Note aux lecteurs

La présente publication renferme les plus récentes données disponibles au mois de juin 2008. Comme les montants ont été arrondis, il se peut que les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des éléments.

AVIS IMPORTANTS

Droits d'auteur ou de copie
Les documents présents dans cette publication ont été produits ou rassemblés par Agriculture et Agroalimentaire Canada pour offrir aux Canadiens et Canadiennes un accès direct à l'information sur les programmes et les services offerts par le gouvernement du Canada.

Les documents présents sur ce site sont protégés par la Loi sur le droit d'auteur, par les lois, les politiques et les règlements du Canada et des accords internationaux. Ces dispositions permettent d'identifier la source de l'information et, dans certains cas, d'interdire la copie de documents sans permission écrite.

Copie non commerciale
L'information présente dans cette publication y a été fourni afin qu'elle y soit facilement disponible pour une utilisation personnelle ou publique non commerciale et peut être copiée, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais ou autre permission de l'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Nous demandons seulement :

que l'utilisateur fasse preuve d'une diligence raisonnable en s'assurant de l'exactitude des documents copiés; que l'Agriculture et Agroalimentaire Canada soit identifié comme le ministère source; et que la copie ne soit pas présentée comme une version officielle des documents copiés, ni comme une copie faite en affiliation avec l'Agriculture et Agroalimentaire Canada ou avec son aval.

Reproduction à des fins commerciales
La reproduction à de multiples exemplaires des documents figurant dans cette publication, en tout ou en partie, pour diffusion à des fins commerciales est interdite, sauf avec la permission écrite de l'administrateur des droits d'auteur du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). En autorisant la reproduction, TPSGC cherche à s'assurer que les personnes ou les organisations qui désirent copier des documents du gouvernement du Canada à des fins commerciales ont accès aux versions les plus exactes et à jour. Pour obtenir la permission de copier toutes parties de cette publication à des fins commerciales, veuillez contacter TPSGC à l'addresse ci-dessous.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Éditions et Services de dépôt
350, rue Albert, 4e étage
Ottawa (Ontario), Canada
K1A 0S5

Documents d'une tierce partie
Certains documents et éléments graphiques présents dans cette publication du gouvernement du Canada sont assujettis aux droits d'auteur d'autres organisations, en particulier dans le cas de sites exploités conjointement par une institution du gouvernement du Canada et une organisation externe, dans le cadre d'un accord de collaboration. Dans de tels cas, certaines restrictions sur la reproduction de documents ou d'éléments graphiques peuvent s'appliquer et il peut être nécessaire d'obtenir la permission du détenteur des droits d'auteur avant de faire la copie.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2008

Publication 10770F
ISSN 1708-4164
ISBN 978-1-100-90030-8
Catalogue A38-1/1-2008F-PDF
Project 08-028-r

Vous pouvez obtenir une version électronique des publications de la Direction de la recherche et de l'analyse dans l'Internet, à l'adresse suivante :
http://www.agr.gc.ca/pol/index_f.php

Also available in English under the title:
"An Overview of the Canadian Agriculture and Agri-Food System"

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos ..... ***xi***

Faits saillants ..... ***xiii***

Sommaire ..... ***xv***

Section A ***Section spéciale*** ***1***
A1. L'inflation des prix des aliments dans le monde 3

Section B ***Le système agricole et agroalimentaire et l'économie canadienne*** ***11***
B1. PIB et emploi 13
B2. Commerce international 19
B3. Productivité, R-D et innovation 29

Section C ***Éléments constituants du système agricole et agroalimentaire*** ***41***
C1. Consommateurs 43
C2. Distribution alimentaire (vente au détail ou en gros et services alimentaires) 49
C3. Transformation des aliments, des boissons et du tabac 57
C4. Agriculture primaire 69
C5. Fournisseurs d'intrants et de services agricoles 93
C6. Utilisation des ressources naturelles et répercussions environnementales 99

Section D ***L'État et le système agricole et agroalimentaire*** ***109***
D1. Dépenses publiques 111
D2. Estimation du soutien aux producteurs (ESP) et politiques agricoles en vigueur dans d'autres pays 119

Glossaire ***123***
Acronymes 124
Composantes du système 125
Secteurs d'activité non financiers 128
Types de fermes 129
Catégories commerciales 130
Catégories d'aide gouvernementale 131
Mesures d'aide gouvernementale 132
Termes de nature économique et statistique 133

Sources de données et références ***137***

LISTE DES GRAPHIQUES

Section A Section spéciale

A1 L'inflation des prix des aliments dans le monde 3

A1.1 Indice mondial des prix des aliments, 1980-2008 4
A1.2 Indices des prix du maïs et du blé, 1996-2007 4
A1.3 Indices des prix du soja et du riz, 1996-2007 4
A1.4 Population mondiale et croissance de la population, 1970-2007 5
A1.5 Croissance annuelle du PIB de la Chine et de l'Inde, 2000-2007 5
A1.6 Augmentation de la consommation de denrées de premier plan dans certaines économies émergentes, 1990-2005 5
A1.7 Consommation d'énergie primaire (BTU) dans le monde, 1980-2005 6
A1.8 Prix du pétrole brut dans le monde, 2002-2007 6
A1.9 Prix de l'ammoniac anhydre et du gaz naturel, 1997-2007 6
A1.10 Production de blé en Australie, 1987-2007 7
A1.11 Ratios stocks/utilisation, 1995-2007 7
A1.12 Indices des prix des aliments dans le monde et au Canada et taux de change É.-U./Canada, 2000-2007 8
A1.13 Indices des prix à la consommation, divers pays, 2007 8
A1.14 IPC des aliments et de l'énergie et taux global d'inflation, 1981-2007 9
A1.15 Inflation des prix des aliments au détail, par catégorie, Canada, juin 2007-juin 2008 9
A1.16 Part des dépenses des ménages consacrée aux aliments et aux boissons non alcoolisées, certains pays de l'OCDE, 2006 10
A1.17 Part des dépenses des ménages consacrée à l'alimentation dans les pays en développement dont la population dispose de moins de 1 $US par jour, 2006 10

Section B Le système agricole et agroalimentaire et l'économie canadienne

B1 PIB et emploi 13

B1.1 Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB, 2006 14
B1.2 Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB, 1991-2006 14
B1.3 Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi, 2006 15
B1.4 Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi, 1991-2007 15
B1.5 Contribution de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments au PIB des provinces, 2006 16
B1.6 Contribution des provinces au PIB canadien de l'agriculture et de la transformation des aliments, 2006 16
B1.7 Part de l'emploi que représente le système agricole et agroalimentaire dans les provinces, 2006 17
B1.8 Contribution des provinces à l'emploi dans le secteur canadien de l'agriculture et de la transformation des aliments, 2006 17

B2 Commerce international 19
B2.1 Part des exportations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays d'origine, 2007 20
B2.2 Indice de taux de change effectif (indice TCEC) du dollar canadien 20
B2.3 Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires (BICO), 2007 21
B2.4 Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires (BICO), 1990-2007 21
B2.5 Destinations des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 2007 22
B2.6 Valeur des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires selon le pays de destination, 1992 et 2007 22
B2.7 Ventilation des exportations par produit, 2007 23
B2.8 Ventilation des exportations par produit, 1998 et 2007 23
B2.9 Valeur des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires vers les marchés émergents, 1992-2007 24
B2.10 Valeur des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires vers les marchés émergents, 1992-2007 24
B2.11 Part des importations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays d'origine, 2007 25
B2.12 Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires (BICO), 1990-2007 25
B2.13 Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires selon le pays d'origine, 2007 26
B2.14 Valeur des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires selon le pays d'origine, 1996 et 2007 26
B2.15 Ventilation des importations par produit, 1998 et 2007 27
B2.16 Importations de produits agricoles en provenance de l'Amérique du Nord et du reste du monde, 1996-2007 27
B2.17 Contribution du secteur agricole et agroalimentaire au total des exportations, 2007 28
B2.18 Contribution du secteur agricole et agroalimentaire au total des importations, 2007 28

B3 Productivité, R-D et innovation 29
B3.1 Comparaison de la croissance de la productivité totale des facteurs dans le secteur de l'agriculture primaire, Canada et États-Unis, 1988-2004 30
B3.2 Croissance de la productivité dans le secteur de la transformation des aliments et l'ensemble du secteur manufacturier, 1988-2004 30
B3.3 Croissance de la productivité dans les industries de la transformation ABT, Canada et États-Unis, 1988-2004 31
B3.4 Étapes du développement technologique ou de l'innovation 32
B3.5 Étendue de l'innovation au Canada, 2002-2004 33
B3.6 Obstacles à l'innovation dans le secteur de la transformation ABT, 2002-2004 33
B3.7 Dépenses en R-D du secteur privé dans le secteur agricole et agroalimentaire, 1980-2007 34
B3.8 Dépenses en R-D du secteur privé en proportion du PIB, par secteur d'activité, 1980-2004 34
B3.9 Dépenses à la recherche du gouvernement fédéral à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire, exercices financiers 2005-2006 à 2007-2008 35
B3.10 Dépenses à la recherche des gouvernements provinciaux à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire, exercices financiers 2005-2006 à 2007-2008 35
B3.11 Soutien public à la R-D destiné au secteur agricole et agroalimentaire, 1986-2007 36
B3.12 Dépenses gouvernementales totales à la recherche agricole, par région 36
B3.13 Taux de rendement de la R-D en agriculture financée par le gouvernement au Canada 37

B3.14 Augmentations du rendement du blé par suite d'améliorations génétiques, 1972-2006 ... 37
B3.15 Revenu tiré des bioproduits par région, 2005 et 2006 ... 38
B3.16 Nombre d'entreprises dans l'industrie des bioproduits et leur revenu moyen selon la taille, 2003 et 2006 ... 38
B3.17 Nombre d'entreprises signalant une activité dans le domaine des bioproduits, 2003-2006 ... 39
B3.18 Activité dans le domaine des bioproduits signalée par les entreprises, 2006 ... 39

Section C Éléments constituants du système agricole et agroalimentaire

C1 Consommateurs ... 43
C1.1 Répartition des dépenses personnelles consacrées aux biens, 2007 ... 44
C1.2 Répartition des dépenses personnelles consacrées aux services, 2007 ... 44
C1.3 Revenu personnel disponible réel par habitant, 1981-2007 ... 45
C1.4 Répartition des revenus bruts des ménages en quintiles, 2006 ... 45
C1.5 Part des dépenses des ménages consacrée aux aliments selon le quintile de revenu, 2006 ... 45
C1.6 Dépenses personnelles consacrées aux aliments, 1981-2007 ... 46
C1.7 Dépenses personnelles moyennes consacrées aux aliments en pourcentage des dépenses personnelles totales, 1981-2007 ... 46
C1.8 Endroit où les consommateurs canadiens prennent leurs repas, 2007 ... 47
C1.9 Moyenne des dépenses des ménages consacrées aux aliments, par province, 2006 ... 47
C1.10 Pourcentage des répondants qui ont des préoccupations particulières lorsqu'ils achètent des fruits et légumes frais, Canada, 2007 ... 48
C1.11 Pourcentage des répondants qui ont des préoccupations particulières lorsqu'ils achètent de la viande et de la volaille, Canada, 2007 ... 48

C2 Distribution alimentaire (vente au détail ou en gros et services alimentaires) ... 49
C2.1 Nombre de magasins d'alimentation au Canada et chiffre d'affaires moyen, 1990-2007 ... 50
C2.2 Part de marché des quatre plus gros détaillants en alimentation au Canada, 2004-2007 ... 50
C2.3 Ratio moyen de marge bénéficiaire des détaillants d'aliments et de boissons, 1999-2007 ... 51
C2.4 Chiffre d'affaires au titre des aliments et des boissons selon le genre de point de vente, 2007 ... 52
C2.5 Part des produits de marque maison sur le chiffre d'affaires total des produits alimentaires au Canada, 1999-2007 ... 52
C2.6 Chiffre d'affaires des services alimentaires commerciaux et nombre d'établissements, 1998-2007 ... 53
C2.7 Nombre de faillites de restaurants commerciaux, 1991-2007 ... 53
C2.8 Part de marché des 50 principaux établissements de services alimentaires commerciaux, 1998-2004 ... 54
C2.9 Part de marché des services alimentaires selon la catégorie, 2007 ... 54
C2.10 Marge bénéficiaire des services alimentaires et des débits de boisson, 1999-2006 ... 55

C3 Transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT) ... 57
C3.1 Composition des intrants utilisés pour la transformation des aliments et répartition des extrants, 2004 ... 58
C3.2 Répartition du PIB dans l'industrie manufacturière, par secteur, 2007 ... 59
C3.3 Répartition des emplois dans l'industrie manufacturière, par secteur, 2007 ... 59
C3.4 Valeur des ventes du secteur de la transformation ABT, 1992-2007 ... 60

C3.5 Croissance de la valeur des ventes réalisées par le secteur de la transformation ABT, en dollars réels, 1995-2007 60
C3.6 Répartition des ventes du secteur de la transformation ABT et nombre d'établissements en fonction du nombre d'employés, 2005 61
C3.7 Ratio de concentration (RC-4) dans le secteur de la transformation des aliments, 2005 61
C3.8 Taux d'exportation dans le secteur de la transformation ABT, par sous-secteur, 2007 62
C3.9 Taux d'importation dans le secteur de la transformation ABT, par sous-secteur, 2007 62
C3.10 Coûts des intrants variables dans le secteur de la transformation des aliments, 2006 63
C3.11 Taux de rémunération horaire dans le secteur de transformation des aliments, des boissons et du tabac, 1992-2005 63
C3.12 Ratio de marge bénéficiaire dans l'industrie alimentaire et dans le secteur manufacturier en général, 1999-2007 64
C3.13 Taux d'imposition fédéral-provincial combiné des sociétés des secteurs de la fabrication et de la transformation, Ontario et Québec, 1986-2007 64
C3.14 Rendement des capitaux propres dans l'industrie alimentaire et dans le secteur manufacturier en général, 1999-2007 64
C3.15 Ratio d'endettement dans l'industrie alimentaire et le secteur manufacturier en général, 1999-2007 65
C3.16 Stock de capital, secteur canadien de la transformation des aliments, 1961-2007 65
C3.17 Stock d'IED dans le secteur de la transformation des aliments au Canada, par pays d'origine, 1999-2007 66
C3.18 Stock d'IED dans le secteur de la transformation des boissons et du tabac au Canada, par pays d'origine, 2000-2007 66
C3.19 Investissements étrangers accumulés dans le secteur de la transformation des aliments, par pays d'origine, 1999-2007 67

C4 Agriculture primaire 69
C4.1 Répartition de la valeur de la production agricole, 2004 70
C4.2 Terres agricoles et fermes dans chaque province, 2006 71
C4.3 Nombre et taille des fermes, 2006 71
C4.4 Recettes des marchés agricoles par produit, 1990 et 2007 72
C4.5 Recettes des marchés agricoles régionaux par catégorie de produit, 2007 72
C4.6 Part des recettes agricoles provenant des exportations, 2004-2006 73
C4.7 Part des recettes des marchés agricoles provenant des exportations, au Canada, aux États-Unis et dans les pays membres de l'UE, 1999-2006 73
C4.8 Prix du maïs, du blé et du soja aux É.-U., 1980-2008 74
C4.9 Indice des prix des produits agricoles : Prix des cultures et prix du bétail, 1991-2007 74
C4.10 Recettes des marchés agricoles par produit, en 2007, par rapport à la moyenne quinquennale 75
C4.11 Recettes des marchés agricoles par région, en 2007, par rapport à la moyenne quinquennale 75
C4.12 Paiements de programme par exploitation agricole, 2003-2008 76
C4.13 Revenu monétaire net par exploitation agricole, 2003-2008 76
C4.14 Valeur ajoutée à l'agriculture, 1991-2008 77
C4.15 Répartition de la valeur ajoutée nette, 2008 77
C4.16 Nombre de fermes par catégorie de recettes, 1980-2005 78
C4.17 Pourcentage de fermes par catégorie de recettes, 1980-2005 78

C4.18 Répartition des recettes agricoles brutes par catégorie de recettes (en dollars constants de 2005), 1986-2006 79
C4.19 Revenu monétaire net moyen par catégorie de recettes, 2008 80
C4.20 Revenu monétaire net moyen par province, 2008 80
C4.21 Revenu monétaire net moyen par type de ferme, 2008 80
C4.22 Revenu net moyen du marché et paiements de programme, 2003-2008 81
C4.23 Revenu total moyen des familles agricoles par province, 2008 82
C4.24 Revenu total moyen des familles agricoles par type de ferme, 2008 82
C4.25 Revenu moyen des familles agricoles par source de revenu, 2008 83
C4.26 Répartition des fermes ayant des recettes agricoles brutes de 10 000 $ ou plus, 2006 84
C4.27 Définition des types de ferme 84
C4.28 Données sur les types de ferme, 2006 85
C4.29 Principal objectif d'affaires par type de ferme, 2007 86
C4.30 Ratios de marge bénéficiaire brute signalés par les fermes les moins rentables et les plus rentables, par type de ferme, 2006 86
C4.31 Valeur nette moyenne des fermes, 1995-2006 87
C4.32 Valeur nette moyenne des fermes par province 2004-2006 87
C4.33 Éléments d'actif et de passif et valeur nette en moyenne par type de ferme, 2006 88
C4.34 Valeur moyenne des quotas des fermes soumises à la gestion de l'offre, 1995-2006 88
C4.35 Ratios d'endettement de l'ensemble des fermes du Canada, 1995-2006 89
C4.36 Stress financier subi par l'ensemble des fermes du Canada, Canada, 2006 89
C4.37 Niveaux de stress financier subi par les producteurs de céréales et d'oléagineux au Canada, 2006 90
C4.38 Niveaux de stress financier subi par les producteurs de porcs au Canada, 2006 90
C4.39 Taux de rendement moyens dans le secteur de l'agriculture par type de ferme, 1997-2006 91
C4.40 Taux de rendement des fermes céréalières, 1997-2006 91
C4.41 Taux de rendement des fermes porcines, 1997-2006 92

C5 Fournisseurs d'intrants et de services agricoles 93
C5.1 Chaîne de valeur des fournisseurs d'intrants et de services agricoles 94
C5.2 Prix des intrants agricoles et prix des produits agricoles, 1971-2007 95
C5.3 Dépenses nettes d'exploitation agricole et frais d'amortissement, 2007 95
C5.4 Utilisation de produits chimiques en agriculture, 1971-2007 96
C5.5 Dépenses agricoles associées au carburant utilisé pour la machinerie, 1980-2007 96
C5.6 Part de marché des coopératives en ce qui a trait aux fournitures agricoles, 1986-2005 97
C5.7 Ventes de fournitures par les coopératives, 2005 97

C6 Utilisation des ressources naturelles et répercussions environnementales 99
C6.1 Terres arables et terres cultivées en permanence à l'échelle mondiale, 1961-2005 100
C6.2 Superficie de terres arables au Canada comparativement à d'autres pays, 2005 100
C6.3 Proportion des terres totales correspondant à des terres agricoles et à des terres forestières, 2001 101
C6.4 Utilisation des terres agricoles au Canada, 2006 101
C6.5 Proportion des ressources hydriques renouvelables globales possédées par les principaux pays, moyenne de 1998-2002 102
C6.6 Proportion des prélèvements d'eau dans le monde effectués par les pays sélectionnés, moyenne de 1998-2002 102

C6.7 Prélèvements d'eau à des fins agricole exprimés en pourcentage des prélèvements d'eau totaux dans les pays sélectionnés, moyenne de 1998-2002 102
C6.8 Prélèvements d'eau à des fins agricoles exprimés en pourcentage des ressources renouvelables totales des pays sélectionnés, moyenne de 1998-2002 103
C6.9 Répartition de l'utilisation totale de l'eau à des fins agricoles au Canada, par type, 2006 . 103
C6.10 Volume total d'eau utilisé à des fins agricoles, par province, 2001 et 2006 104
C6.11 Superficie des zones irriguées, par province, 2000 et 2005 104
C6.12 Modification de l'utilisation des terres, par province, 2001 et 2006 105
C6.13 Pratiques de travail du sol, par région, 2001 et 2006 105
C6.14 Répartition de la superficie total des terres cultivées, par catégories de risque d'érosion, 1981-2006 106
C6.15 Nombre d'animaux d'élevage par province, 2001 et 2006 107
C6.16 Teneur en éléments nutritifs des zones fertilisées, par province, 2000 et 2005 107
C6.17 Estimations des pertes d'azote encourues pendant l'hiver et des concentrations d'azote des nitrates dans les eaux de drainage à l'échelle nationale, 1981-2006 108
C6.18 Émissions de GES, 2001 et 2006, par secteur et province 108

Section D L'État et le système agricole et agroalimentaire

D1 Dépenses publiques 111
D1.1 Aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, 1985-86 à 2006-07 112
D1.2 Aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, exprimée en pourcentage du PIB, 1985-86 à 2007-08 112
D1.3 Aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, par province, en 2007-08 113
D1.4 Aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, exprimée en pourcentage du PIB du secteur, par province, en 2007-08 113
D1.5 Aide gouvernementale fédérale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, par catégorie principale, en 2007-08 114
D1.6 Aide gouvernementale provinciale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, par catégorie principale, en 2007-08 114
D1.7 Dépenses gouvernementales consacrées à la recherche dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, 1990-91 à 2006-07 115
D1.8 Aide gouvernementale accordée aux producteurs agricoles sous forme de remboursements de taxes et d'exemptions fiscales, 1991-92 à 2007-08 116
D1.9 Stock d'infrastructure publique au Canada, 1961-2007 116
D1.10 Infrastructures de génie : pourcentage par ordre de gouvernement, 1961-2007 117

D2 Estimation du soutien aux producteurs (ESP) et politiques agricoles en vigueur dans d'autres pays 119
D2.1 Pourcentage de l'ESP, pays sélectionnés, 1986-2007 120
D2.2 Composition du soutien aux producteurs, Canada, 1986-1988 et 2005-2007 120
D2.3 Composition du soutien aux producteurs, UE, 1986-1988 et 2005-2007 121
D2.4 Composition du soutien aux producteurs, É.-U., 1986-1988 et 2005-2007 121

AVANT-PROPOS

Le présent rapport donne un aperçu de la situation économique du système agricole et agroalimentaire canadien en 2008.

Il a été conçu comme un document de référence polyvalent qui :

- constitue une introduction au système agricole et agroalimentaire;
- donne un aperçu des transformations structurelles qui surviennent à l'échelle du système en réaction à différents facteurs;
- présente des données et des renseignements généraux visant à éclairer les discussions publiques sur les défis et les possibilités dans le secteur agricole et agroalimentaire du Canada.

Des graphiques et des tableaux accompagnés d'explications succinctes résument l'information et fournissent des indicateurs de base du rendement.

L'aperçu de 2008 débute par une section spéciale qui décrit l'évolution récente des marchés des denrées à l'échelle mondiale, sur lesquels les prix ont énormément augmenté au cours de la dernière année.

Il examine ensuite chaque segment du système en remontant le long de la chaîne agroalimentaire, du consommateur à la distribution des aliments, à la transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT), à l'agriculture primaire et aux fournisseurs d'intrants. Il se termine par un examen des dépenses gouvernementales à l'appui de l'agriculture, y compris les mesures de soutien prises dans d'autres pays. Pour la première fois cette année, on y trouve un chapitre sur les ressources naturelles du Canada et sur les répercussions de l'agriculture sur l'environnement.

Le rapport décrit le système agricole et agroalimentaire canadien comme une composante très complexe, intégrée et concurrentielle sur le plan international, dont l'importance au sein de l'économie canadienne va en augmentant. C'est un système résilient, qui doit relever d'importants défis mais aussi exploiter des possibilités en se restructurant et en s'adaptant aux exigences des consommateurs, aux progrès technologiques, à la demande accrue de produits autres que ceux qui sont destinés à la consommation humaine ou animale, à l'intégration nord-américaine et à la mondialisation.

FAITS SAILLANTS

- Le système agricole et agroalimentaire englobe divers secteurs d'activité, notamment la fourniture d'intrants et de services agricoles, l'agriculture primaire, la transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT), la vente en gros et au détail ainsi que les services alimentaires. Il continue de jouer un rôle important dans l'économie du Canada et des provinces, puisqu'il contribue dans une large mesure au produit intérieur brut (PIB) et à l'emploi. En 2006, il fournissait directement un emploi sur huit et représentait 8 % du PIB total.

- Les possibilités d'exportation jouent un rôle primordial dans la croissance de la plupart des secteurs d'activité agricoles et agroalimentaires au Canada. En 2007, le Canada venait au quatrième rang des exportateurs et au sixième rang des importateurs de produits agricoles et agroalimentaires dans le monde; ses exportations étaient évaluées à 32 milliards de dollars et ses importations, à 26 milliards de dollars.

- Le système agricole et agroalimentaire est de plus en plus tourné vers l'étranger, puisque la part canadienne du commerce mondial des produits agricoles et agroalimentaires a augmenté au cours des quinze dernières années en raison de la libéralisation du commerce et de la croissance des économies à l'échelle mondiale. La nature du commerce a également changé; en effet, on observe des exportations de plus en plus nombreuses de produits de consommation répondant à une demande internationale changeante.

- Les exigences changeantes des consommateurs sont à l'origine des modifications dans l'ensemble du système agricole et agroalimentaire. Les consommateurs veulent de plus en plus de variété et de commodité, des choix alimentaires plus écologiques et plus sains et des garanties appropriées de qualité et de salubrité.

- Au Canada, les coûts des aliments sont parmi les moins élevés au monde; en effet, au cours des dernières années, les consommateurs canadiens n'ont consacré que 10 % de leur budget aux achats d'aliments.

- En réponse aux défis à relever et aux conditions changeantes du marché, le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire a subi une transformation majeure; la tendance est en effet à des fermes et à des entreprises moins nombreuses mais plus vastes et à une concentration accrue. Il y a également de plus en plus de fermes et d'entreprises qui diversifient leur production, qui offrent des produits biologiques et qui adoptent des méthodes de production respectueuses de l'environnement.

- De plus, le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire propose constamment des produits novateurs comme les bioproduits ainsi que les aliments fonctionnels et produits neutraceutiques (AFPN), qui offrent d'excellentes occasions de diversifier la production et de relever les défis sur un marché mondial concurrentiel.

- La prospérité du secteur dépend de sa productivité et de sa compétitivité. Le Canada est de plus en plus concurrentiel au chapitre de l'exportation nette de divers produits agricoles et agroalimentaires, mais sa compétitivité a accusé un recul dans divers secteurs en raison de prix à la hausse.

- L'innovation est un facteur déterminant pour la compétitivité et les dépenses publiques et privées à la recherche-développement (R-D) constituent un intrant majeur pour l'innovation. Les dépenses publiques à la R-D dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire ont augmenté au fil des ans.

Cependant, en proportion du PIB, les dépenses privées à la R-D dans le secteur de la fabrication de produits alimentaires sont sensiblement inférieures aux dépenses privées dans le secteur manufacturier en général.

- L'agriculture primaire représente un segment limité de l'économie totale, mais elle est au cœur du système agricole et agroalimentaire. Tout changement sur les marchés des denrées peut donc se répercuter sur le rendement de l'agriculture primaire et sur l'ensemble de la chaine d'approvisionnement.

- Au Canada, les fermes varient selon la taille, l'ampleur de la production et le type; quant aux exploitants agricoles, ils se distinguent les uns des autres par leurs aptitudes en matière de gestion et leurs stratégies commerciales. Cette diversité peut expliquer les différences sur le plan du rendement des fermes.

- Les revenus agricoles varient selon la taille et le type de la ferme et la région. Généralement, les fermes très rentables exercent un meilleur contrôle des coûts, ce qui, en plus des politiques et programmes gouvernementaux, les aide à assumer la variabilité du revenu. Certaines fermes familiales comptent davantage sur un revenu hors-ferme.

- Le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT), qui transforme la production primaire, vient au deuxième rang parmi les industries manufacturières du Canada.

- En 2007, le secteur de la transformation ABT a affiché une croissance qui a contribué à la hausse du PIB, mais l'augmentation des coûts des intrants a réduit les marges et obligé le secteur à adapter ses stratégies commerciales.

- Les fournisseurs d'intrants et de services assurent d'importantes fonctions dans le système agricole et agroalimentaire. En 2007, les producteurs ont engagé des dépenses d'exploitation de plus de 38 milliards de dollars, dont les aliments commerciaux pour les animaux constituaient la majeure partie. Outre des dépenses d'exploitation déjà élevées, les récentes augmentations du coût du carburant, de l'engrais et des pesticides accentuent la pression sur les revenus des agriculteurs. Les récentes augmentations du prix des aliments pour animaux ont également accru les pressions financières qui s'exercent sur les fermes d'élevage en particulier.

- L'aide gouvernementale cumulée (fédérale et provinciale) accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire a affiché un niveau record en 2007-2008 pour atteindre une valeur estimée de 8,1 milliards de dollars, soit un peu moins de 40 % du PIB total du secteur.

- Les paiements de programme ont continué de représenter la part la plus importante de l'aide fédérale et provinciale au secteur en 2006-2007; venaient ensuite les dépenses consacrées à la recherche et aux inspections.

- L'aide gouvernementale varie selon la province. Les agriculteurs du Québec, de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve-et-Labrador sont ceux qui reçoivent le plus d'aide gouvernementale en proportion du PIB.

- Les politiques agricoles du Canada et d'autres pays ont évolué au fil des ans. Certains pays ont procédé à une réforme majeure de leur politique agricole, ce qui a donné lieu à une réduction du niveau d'aide et à des changements dans les genres d'aide offerte.

- Selon les estimations du soutien aux producteurs (ESP) du Canada pour toutes les denrées était de 18 % en 2007, comparativement à 10 % aux États-Unis et à 26 % dans les pays membres de l'Union européenne (27). En 2007, l'ESP a diminué en pourcentage dans les principaux pays membres de l'OCDE, ce qui s'explique principalement par la hausse des recettes agricoles brutes et la réduction du soutien des prix du marché en raison de prix mondiaux plus élevés dans tous les pays, sauf les États-Unis.

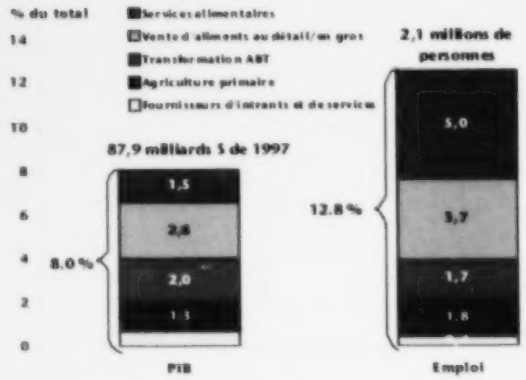
SOMMAIRE

Le système agricole et agroalimentaire continue d'englober un groupe complexe et hautement intégré de secteurs d'activité qui apportent une contribution significative à l'économie canadienne.

Le système agricole et agroalimentaire continue de jouer un rôle important dans l'économie canadienne, en particulier si on considère l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. En 2006, sa contribution au produit intérieur brut (PIB) du Canada représentait 87,9 milliards de dollars (en dollars constants de 1997) ou 8 % de l'économie canadienne; de plus, il employait 2,1 millions de Canadiens et de Canadiennes. Ce système de production et de distribution complexe et intégré inclut les fournisseurs d'intrants et de services, les producteurs du secteur de l'agriculture primaire, les transformateurs d'aliments, de boissons et de tabac (ABT), les détaillants et grossistes de produits alimentaires ainsi que les services alimentaires.

L'importance du secteur agricole et agroalimentaire varie selon la province; ainsi, la transformation des aliments est plus importante dans l'Est du Canada, alors que l'agriculture primaire est plus importante dans les Prairies.

Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB et à l'emploi, 2006



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

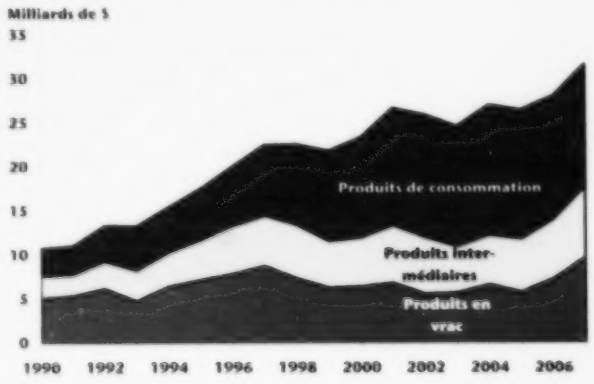
Le système agricole et agroalimentaire du Canada dépend du commerce.

Le système agricole et agroalimentaire a affiché un taux de croissance moyen de 2,4 % par année au cours de la dernière décennie et la plus grande partie de l'augmentation du PIB s'est manifestée dans les domaines de la transformation ABT, de la vente d'aliments au détail/en gros et des services alimentaires.

La croissance du système est attribuable en partie à la croissance des exportations, plus particulièrement les exportations de produits de consommation. En 2007, les exportations totalisaient 32 milliards de dollars, dont près de 50 % représentaient des produits de consommation.

En 2007, le Canada occupait toujours le quatrième rang des exportateurs de produits agricoles et agroalimentaires dans le monde, après le Brésil, les États-Unis et l'Union européenne; sa part du total des exportations mondiales se chiffrait à 5,6 % si on compte les pays de l'Union européenne comme un seul bloc commercial, et à 3,1 % si on les compte séparément.

Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires (BICO)*, 1990-2007



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

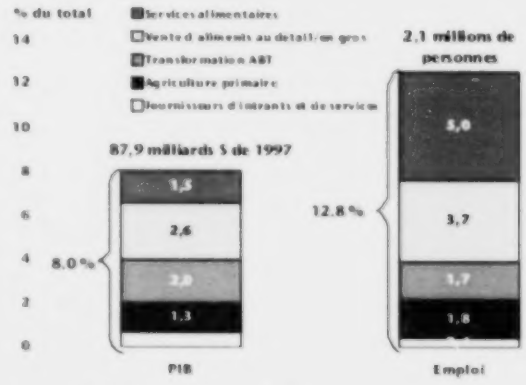
*BICO : Produits en vrac, produits intermédiaires et produits de consommation.

Le système agricole et agroalimentaire continue d'englober un groupe complexe et hautement intégré de secteurs d'activité qui apportent une contribution significative à l'économie canadienne.

Le système agricole et agroalimentaire continue de jouer un rôle important dans l'économie canadienne, en particulier si on considère l'ensemble de la chaine d'approvisionnement. En 2006, sa contribution au produit intérieur brut (PIB) du Canada représentait 87,9 milliards de dollars (en dollars constants de 1997) ou 8 % de l'économie canadienne; de plus, il employait 2,1 millions de Canadiens et de Canadiennes. Ce système de production et de distribution complexe et intégré inclut les fournisseurs d'intrants et de services, les producteurs du secteur de l'agriculture primaire, les transformateurs d'aliments, de boissons et de tabac (ABT), les détaillants et grossistes de produits alimentaires ainsi que les services alimentaires.

L'importance du secteur agricole et agroalimentaire varie selon la province; ainsi, la transformation des aliments est plus importante dans l'Est du Canada, alors que l'agriculture primaire est plus importante dans les Prairies.

Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB et à l'emploi, 2006



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

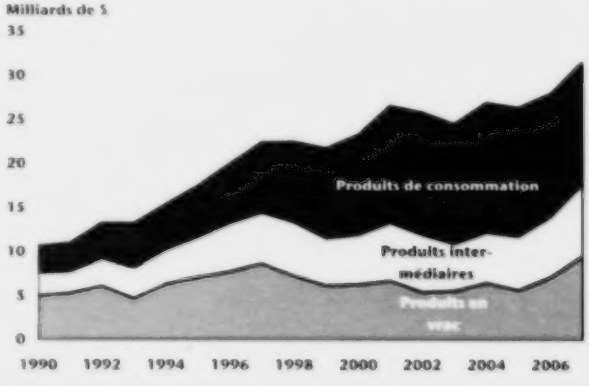
Le système agricole et agroalimentaire du Canada dépend du commerce.

Le système agricole et agroalimentaire a affiché un taux de croissance moyen de 2,4 % par année au cours de la dernière décennie et la plus grande partie de l'augmentation du PIB s'est manifestée dans les domaines de la transformation ABT, de la vente d'aliments au détail/en gros et des services alimentaires.

La croissance du système est attribuable en partie à la croissance des exportations, plus particulièrement les exportations de produits de consommation. En 2007, les exportations totalisaient 32 milliards de dollars, dont près de 50 % représentaient des produits de consommation.

En 2007, le Canada occupait toujours le quatrième rang des exportateurs de produits agricoles et agroalimentaires dans le monde, après le Brésil, les États-Unis et l'Union européenne; sa part du total des exportations mondiales se chiffrait à 5,6 % si on compte les pays de l'Union européenne comme un seul bloc commercial, et à 3,1 % si on les compte séparément.

Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires (BICO)*, 1990-2007



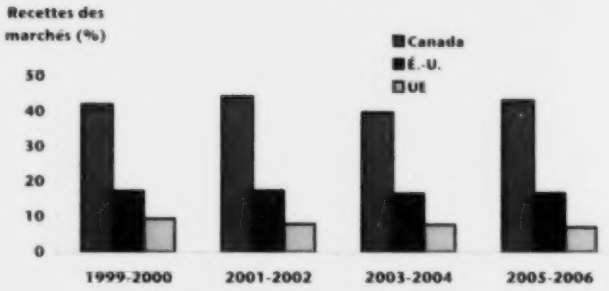
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

*BICO : Produits en vrac, produits intermédiaires et produits de consommation

Dans l'ensemble, les producteurs agricoles du Canada dépendent beaucoup plus des exportations que leurs homologues des États-Unis et de l'Union européenne.

En 2006, par exemple, environ 45 % de la production agricole du Canada a été exportée, comparativement à 18 % de la production des États-Unis et à 7 % de celle de l'Union européenne. Les producteurs de céréales et d'oléagineux et de viande rouge dépendaient particulièrement des exportations.

Part des recettes des marchés agricoles provenant des exportations, au Canada, aux États-Unis et dans les pays membres de l'UE, 1999-2006



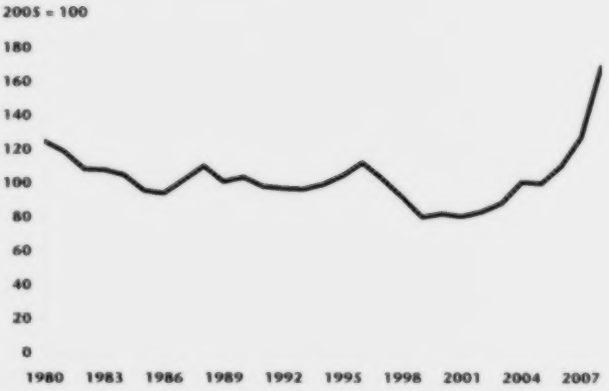
Source : Statistique Canada, OCDE et calculs d'AAC.

Nota : On calcule la dépendance aux exportations en fonction de la moyenne pondérée de la production des produits suivants, absorbée sur les marchés d'exportation : blé, céréales secondaires, oléagineux, bœuf, porcs, produits laitiers et volaille. Ces denrées représentent environ la moitié de la production agricole totale des pays membres de l'UE (25), 60 % de la production des É.-U. et 75 % de la production du Canada.

La hausse qu'ont affichée les prix mondiaux des denrées en 2007 et au début de 2008 s'est répercutée sur le rendement du système agricole et agroalimentaire.

Les prix mondiaux des denrées ont augmenté considérablement en 2007 et au début de 2008 à la suite de changements qui se sont manifestés dans l'offre et la demande à l'échelle mondiale. Entre 2002 et 2008, l'Indice mondial des prix des aliments a presque doublé. Pendant la première moitié de 2008 en particulier, les prix mondiaux des aliments affichaient une hausse de 32 % par rapport aux prix de 2007.

Indice mondial des prix des aliments, 1980-2008



Source : Fonds monétaire international (FMI).

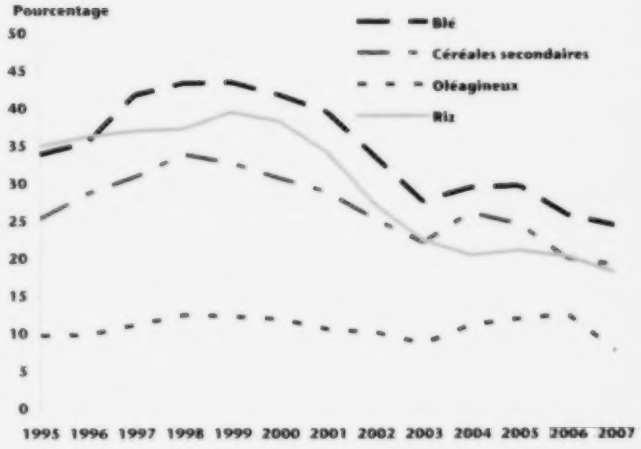
Nota : Les données de 2008 reflètent les prix de juin 2008

L'évolution de l'offre et de la demande dans le monde s'est traduite par une hausse des prix des denrées.

Une nouvelle classe moyenne dans les économies émergentes est l'un des facteurs qui expliquent la demande accrue de denrées agricoles de plus grande valeur comme la viande et les produits laitiers.

Ce phénomène, combiné aux sécheresses en Australie et au mauvais temps en Europe, a contribué à resserrer l'offre et s'est traduit par les ratios stocks/utilisation les plus faibles depuis plusieurs années pour les céréales et les oléagineux. Les ratios stocks/utilisation du blé s'établissaient à 25 % en 2007, par rapport à 44 % en 1999. Les ratios stocks/utilisation des céréales secondaires ont reculé à 20 % en 2007, par rapport à 33 % en 1999. En même temps, beaucoup de pays ont réduit leurs réserves gouvernementales de céréales pendant cette période.

Ratios stocks/utilisation, 1995-2007



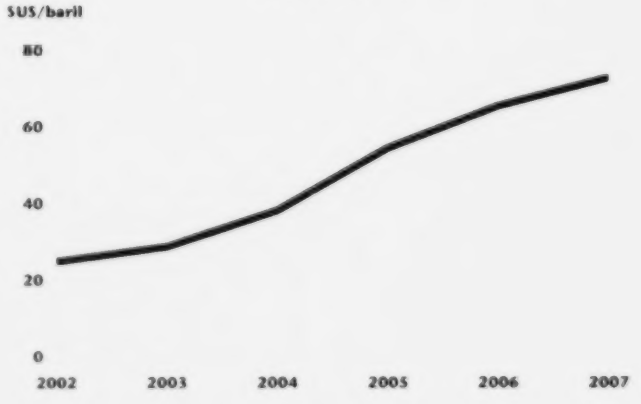
Source : OCDE

En même temps, l'augmentation de la consommation d'énergie a contribué à un accroissement des prix du pétrole brut, ce qui a exercé des pressions à la hausse sur les coûts des intrants.

Les prix du pétrole brut ont augmenté, passant de 25 $US le baril en 2002 à 72 $US en 2007; ils ont atteint plus de 140 $US le baril au milieu de 2008, avant de retomber.

Des prix plus élevés en matière d'énergie entrent directement dans les coûts de production des agriculteurs et des fabricants de produits alimentaires, font augmenter les coûts du transport et influencent indirectement les prix d'autres intrants.

Prix du pétrole brut dans le monde, 2002-2007

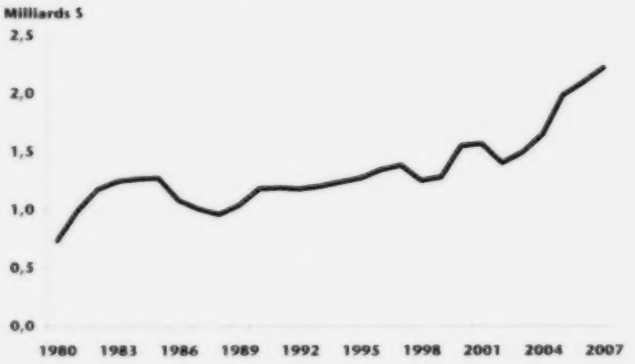


Source : FMI et calculs d'AAC.

Les prix croissants de l'énergie et des denrées agricoles ont nui au rendement du secteur.

Les prix plus élevés du pétrole brut ont également exercé des pressions à la hausse sur les coûts des intrants, par exemple les dépenses des agriculteurs au chapitre du carburant pour les machines agricoles et de l'engrais, en plus de faire augmenter les coûts du transport des produits alimentaires autour du monde.

Dépenses agricoles associées au carburant utilisé pour la machinerie, 1980-2007

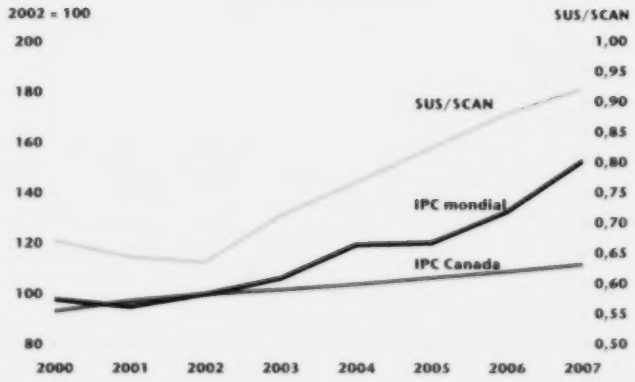


Source : Statistique Canada.

Au Canada, les prix croissants des denrées ont exercé des pressions limitées sur l'inflation des prix des aliments, car l'appréciation du dollar depuis 2003 a compensé en partie la hausse des prix des aliments.

L'appréciation du dollar canadien a également eu d'autres répercussions sur le secteur agricole et agroalimentaire canadien, soit le ralentissement de la demande d'exportation, la réduction du revenu agricole et du revenu d'exportation et la hausse des coûts relatifs de main-d'œuvre au Canada et aux États-Unis. Elle a aussi eu pour effet de réduire le coût des intrants importés comme les machines et l'équipement, et ainsi d'encourager les investissements dans le secteur.

Indices des prix des aliments dans le monde et au Canada et taux de change É.-U./Canada, 2000-2007

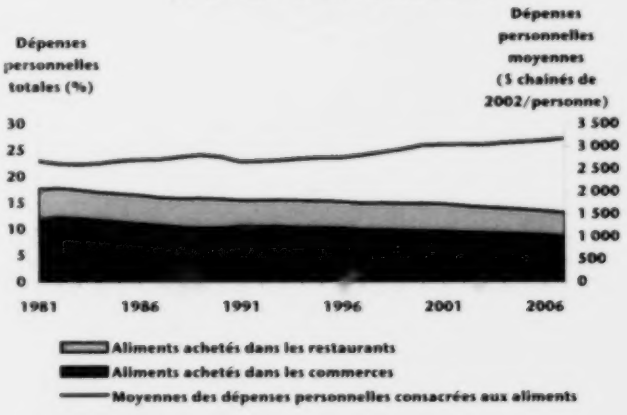


Source : Banque du Canada, Statistique Canada et FMI.

Encore une fois en 2007, les consommateurs canadiens ont consacré une part moindre de leur budget à l'alimentation.

En 2007, les Canadiens et les Canadiennes ont consacré 150 milliards de dollars aux aliments achetés chez les détaillants et aux repas au restaurant. Cela représentait seulement 13 % de leurs dépenses personnelles, par rapport à 17 % en 1981, et ce, au moment même où le revenu personnel disponible réel par habitant affichait une hausse en 2007. Même si les dépenses consacrés aux aliments achetés chez les détaillants avaient reculé à moins de 10 % des dépenses totales, la part consacrée aux repas au restaurant a continué de s'accroître.

Dépenses personnelles moyennes consacrées aux aliments en pourcentage des dépenses personnelles totales, 1981-2007

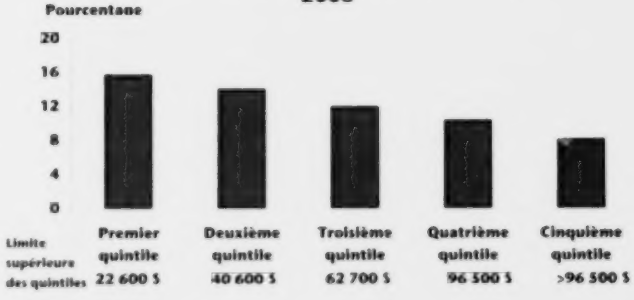


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Cependant, les ménages canadiens dont le revenu était le plus faible consacraient à l'alimentation une part de leurs dépenses supérieure à la moyenne (16 % en 2006).

Même si les prix des aliments au Canada n'ont affiché que des hausses modérées au regard de l'inflation mondiale des prix des aliments, les Canadiens et les Canadiennes à faible revenu en sont touchés, puisqu'ils consacrent plus d'argent à l'alimentation.

Part des dépenses des ménages consacrée aux aliments selon le quintile de revenu*, 2006



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

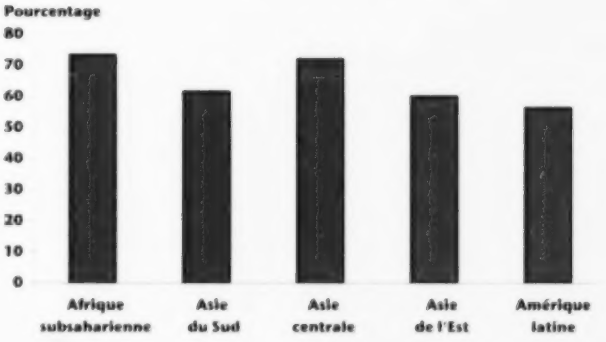
*Quintiles de revenu des ménages : Catégories de revenu qu'on obtient en classant les ménages par ordre ascendant selon de leur revenu total et en répartissant l'ensemble ménages également entre ces cinq catégories. Le premier quintile représente le cinquième des ménages qui affichent le revenu le plus faible et le cinquième quintile, le cinquième des ménages qui affichent le revenu le plus élevé.

Par rapport aux citoyens de beaucoup d'autres pays, les Canadiens et les Canadiennes consacrent une proportion relativement faible de leurs dépenses aux aliments achetés dans les commerces (10 %), au même titre que les citoyens des États-Unis et du Royaume-Uni.

Il faut savoir que dans les pays émergents, des segments importants de la population vivent de moins de 1 $US par jour et consacrent bien au-delà de 60 % des dépenses totales des ménages à la nourriture.

Les hausses qui ont caractérisé les prix mondiaux des denrées en 2008 ont frappé particulièrement durement les citoyens de ces pays, ce qui a donné lieu à des revendications en faveur de l'augmentation de l'aide alimentaire à destination de ces régions.

Part des dépenses consacrée à l'alimentation dans les pays en développement dont la population dispose de moins de 1 $US par jour, 2006

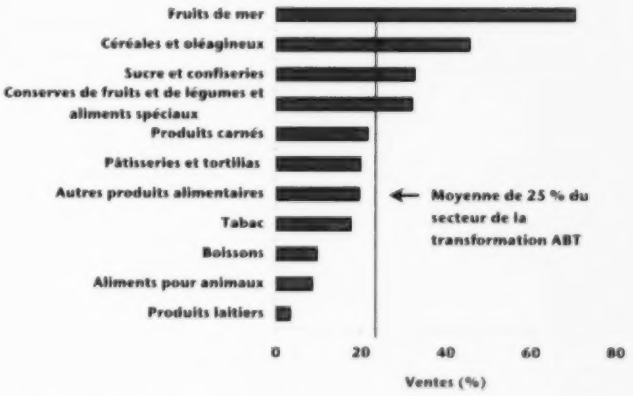


Source : International Food Policy Research Institute (IFPRI).

Le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT) a lui aussi été touché par l'évolution du marché international en 2007 et en 2008.

La transformation ABT représente le deuxième secteur manufacturier au Canada, se classant tout de suite après l'équipement de transport. Le secteur ABT dépend grandement des exportations, et certains sous-secteurs dépendent davantage des échanges commerciaux que d'autres. Par conséquent, le secteur a été touché par l'appréciation de la devise canadienne. Mais son PIB n'en a pas moins affiché une hausse de 2,2 % en 2007.

Taux d'exportation dans le secteur de la transformation ABT, par sous-secteur, 2007

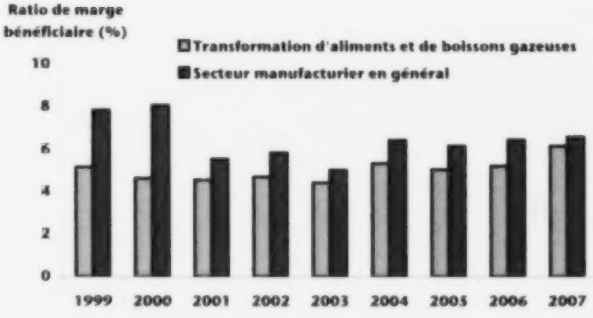


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Les marges bénéficiaires étaient en hausse en 2007, mais l'écart entre le secteur ABT et l'ensemble de l'industrie manufacturière s'est rétréci.

En 2008, on a observé des hausses des coûts des matières premières, de la main-d'œuvre, du transport et de l'énergie. Ce facteur, parallèlement à l'appréciation de la devise, exerce des pressions concurrentielles qui amènent l'industrie à se rationaliser et à se restructurer davantage.

Ratio de marge bénéficiaire dans l'industrie alimentaire et dans le secteur manufacturier en général, 1999-2007

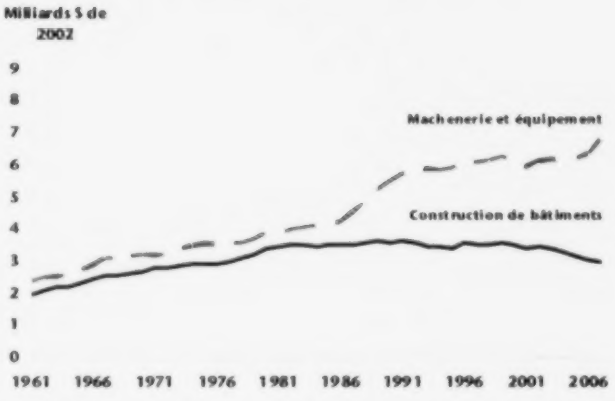


Source : Statistique Canada.

Nota : Voir le glossaire pour obtenir une définition de ratio de marge bénéficiaire.

La réduction des coûts des importations de machines et d'équipement en raison de l'appréciation de la devise a signifié que les fabricants de produits alimentaires ont pu investir dans de nouvelles immobilisations, particulièrement les machines et l'équipement. Cela se traduira peut-être par des améliorations de la productivité et une compétitivité accrue à l'avenir.

Stock de capital, secteur canadien de la transformation des aliments, 1961-2007



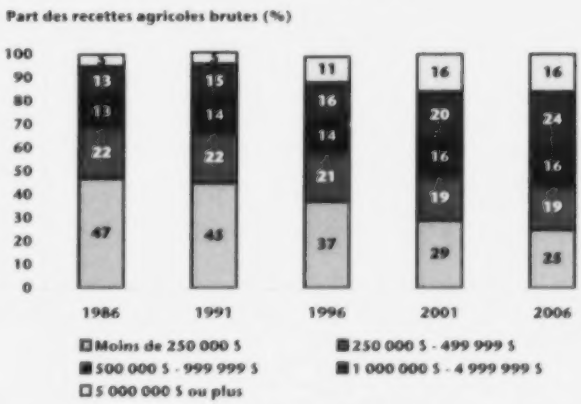
Source : Statistique Canada.

Nota : Valeur nette des stocks à la fin de l'exercice (amortissement géométrique).

Le secteur de l'agriculture primaire continue de s'adapter aux forces du marché international.

Le secteur de l'agriculture primaire se caractérise par un nombre croissant de grandes fermes qui dominent la production. Les fermes millionnaires représentent seulement 2,5 % du nombre de fermes, mais 40 % des revenus, et leur importance s'est accrue au fil du temps. Les fermes se sont consolidées pour pouvoir profiter d'économies d'échelle et des améliorations de la productivité et des nouvelles technologies et être en mesure de mieux soutenir la concurrence.

Répartition des recettes agricoles brutes par catégorie de recettes (en dollars constants de 2005), 1986-2006

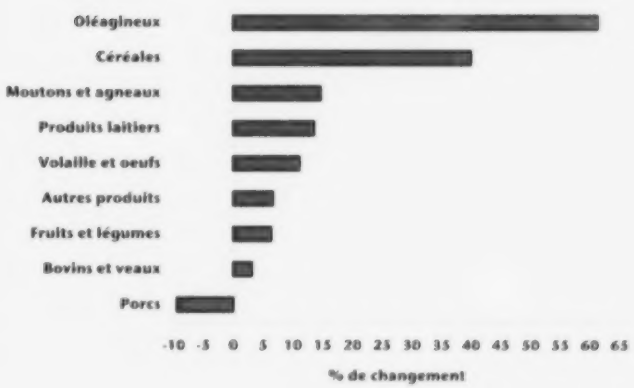


Source : Statistique Canada, Enquête sur l'agriculture de 2006.

L'agriculture demeure un secteur très diversifié. Certaines fermes très rentables sont des entreprises commerciales de petite taille, tandis que d'autres fermes moins rentables sont des fermes d'agrément dont les exploitants comptent beaucoup sur un revenu hors-ferme.

En 2007 et en 2008, à mesure que les prix des marchandises augmentaient, les recettes monétaires agricoles et le revenu agricole net des exploitations consacrées aux céréales et aux oléagineux ont aussi augmenté. Les fermes d'élevage, par ailleurs, ont dû faire face à la hausse du coût des aliments pour animaux et à la baisse des prix en raison du grand nombre de liquidations de troupeaux, de sorte que leurs recettes et leurs revenus agricoles nets sont en baisse.

Recettes des marchés agricoles par produit, en 2007, par rapport à la moyenne quinquennale



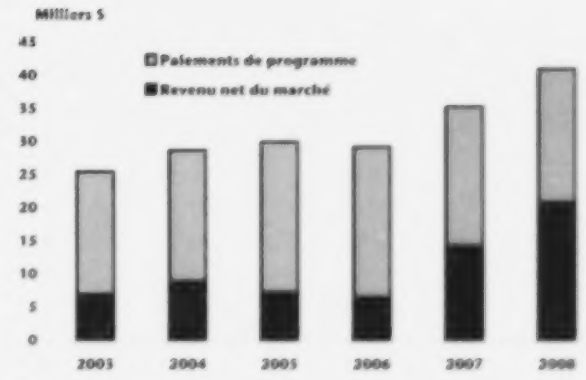
Source : Statistique Canada.

On s'attend à ce que les paiements de programme accusent une baisse en 2008 par rapport aux années précédentes, car le revenu a augmenté.

Le revenu net devrait augmenter, passant de 14 300 $ à 20 877 $ par exploitation entre 2007 et 2008.

Les paiements de programme devraient diminuer, passant de 21 013 $ à 20 144 $ par exploitation entre 2007 et 2008.

Revenu net moyen du marché et paiements de programme, 2003-2008



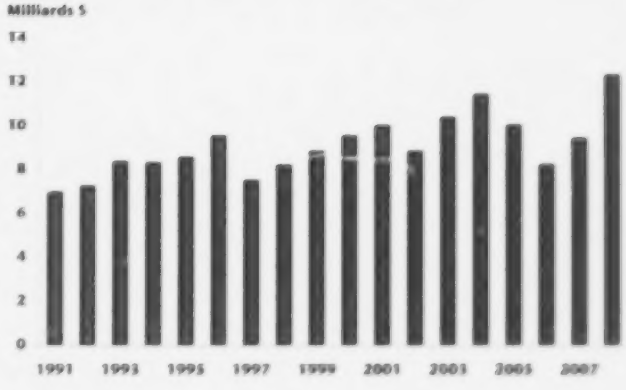
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : Les données de 2008 sont des prévisions.

La valeur ajoutée nette de l'agriculture, qui mesure l'activité économique globale dans le secteur agricole, devrait être plus élevée en 2007 et en 2008 qu'au cours des années précédentes.

La valeur ajoutée nette de l'agriculture se chiffrera à 12,2 milliards de dollars en 2008, par rapport à 9,4 milliards de dollars en 2007. Cette hausse s'explique par la croissance rapide de la valeur de la production agricole, car l'amélioration des prix dans le secteur des cultures compensera plus que largement les coûts élevés de production et le recul des recettes des producteurs de viande rouge.

Valeur ajoutée à l'agriculture, 1991-2008



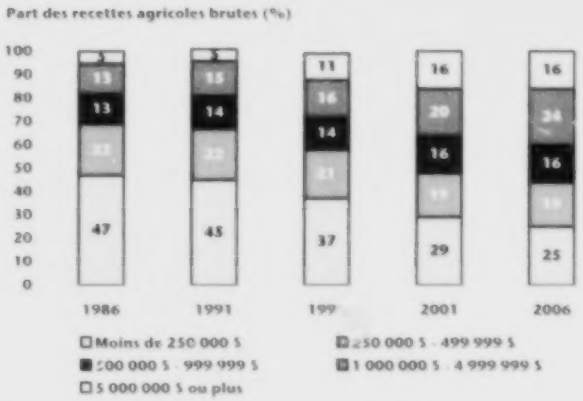
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : Les données de 2008 sont des prévisions.

Le secteur de l'agriculture primaire continue de s'adapter aux forces du marché international.

Le secteur de l'agriculture primaire se caractérise par un nombre croissant de grandes fermes qui dominent la production. Les fermes millionnaires représentent seulement 2,5 % du nombre de fermes, mais 40 % des revenus, et leur importance s'est accrue au fil du temps. Les fermes se sont consolidées pour pouvoir profiter d'économies d'échelle et des améliorations de la productivité et des nouvelles technologies et être en mesure de mieux soutenir la concurrence.

Répartition des recettes agricoles brutes par catégorie de recettes (en dollars constants de 2005), 1986-2006

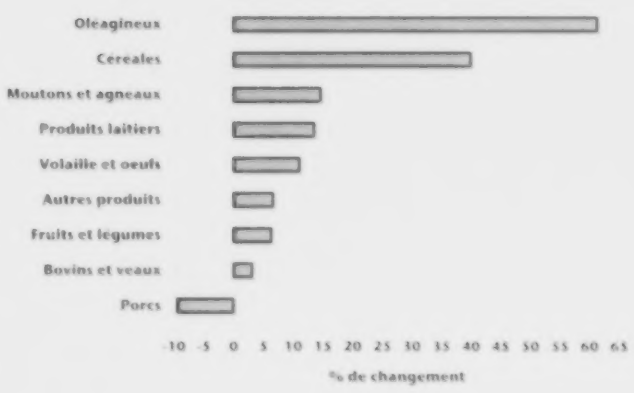


Source : Statistique Canada, Enquête sur l'agriculture de 2006

L'agriculture demeure un secteur très diversifié. Certaines fermes très rentables sont des entreprises commerciales de petite taille, tandis que d'autres fermes moins rentables sont des fermes d'agrément dont les exploitants comptent beaucoup sur un revenu hors-ferme.

En 2007 et en 2008, à mesure que les prix des marchandises augmentaient, les recettes monétaires agricoles et le revenu agricole net des exploitations consacrées aux céréales et aux oléagineux ont aussi augmenté. Les fermes d'élevage, par ailleurs, ont dû faire face à la hausse du coût des aliments pour animaux et à la baisse des prix en raison du grand nombre de liquidations de troupeaux, de sorte que leurs recettes et leurs revenus agricoles nets sont en baisse.

Recettes des marchés agricoles par produit, en 2007, par rapport à la moyenne quinquennale



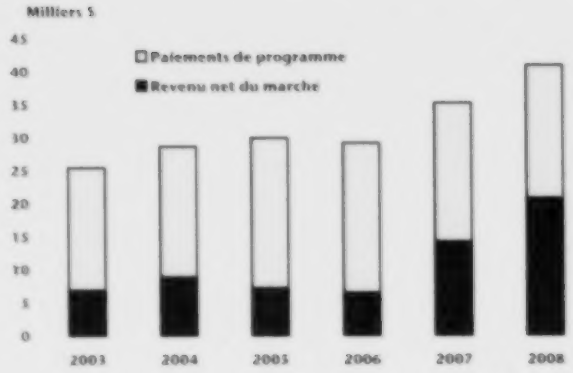
Source : Statistique Canada

On s'attend à ce que les paiements de programme accusent une baisse en 2008 par rapport aux années précédentes, car le revenu a augmenté.

Le revenu net devrait augmenter, passant de 14 300 $ à 20 877 $ par exploitation entre 2007 et 2008.

Les paiements de programme devraient diminuer, passant de 21 013 $ à 20 144 $ par exploitation entre 2007 et 2008.

Revenu net moyen du marché et paiements de programme, 2003-2008



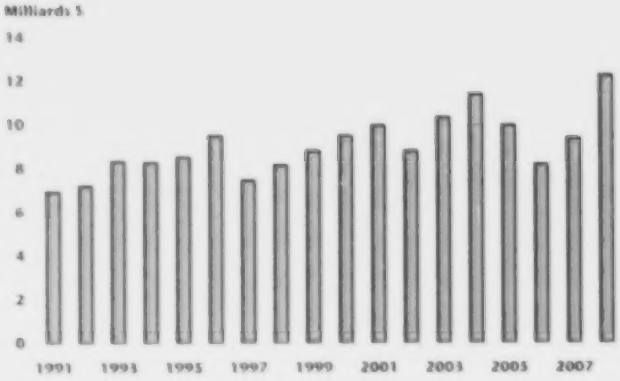
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Note : Les données de 2008 sont des prévisions.

La valeur ajoutée nette de l'agriculture, qui mesure l'activité économique globale dans le secteur agricole, devrait être plus élevée en 2007 et en 2008 qu'au cours des années précédentes.

La valeur ajoutée nette de l'agriculture se chiffrera à 12,2 milliards de dollars en 2008, par rapport à 9,4 milliards de dollars en 2007. Cette hausse s'explique par la croissance rapide de la valeur de la production agricole, car l'amélioration des prix dans le secteur des cultures compensera plus que largement les coûts élevés de production et le recul des recettes des producteurs de viande rouge.

Valeur ajoutée à l'agriculture, 1991-2008



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

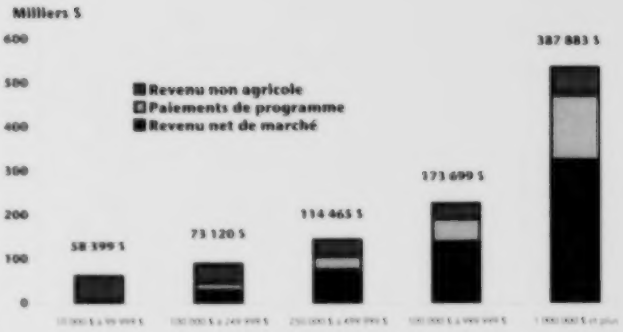
Note : Les données de 2008 sont des prévisions.

Les familles qui exploitent de petites fermes dépendent davantage des revenus hors-ferme.

Dans les petites exploitations, les revenus horsferme et les paiements de programme suffisent à compenser les revenus agricoles négatifs ou faibles.

Même les grandes fermes comptent dans une certaine mesure sur des revenus hors-ferme.

Revenu moyen des familles agricoles par source de revenu, 2008



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

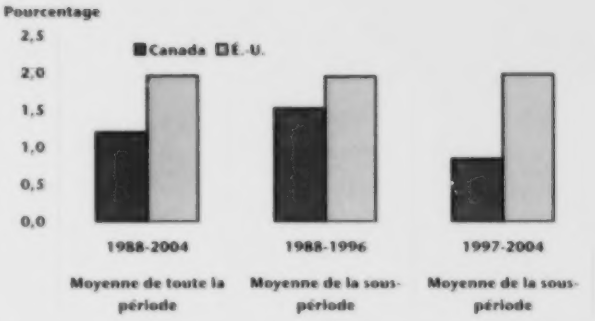
Nota : Les données de 2008 sont des prévisions.
Le revenu net du marché ne comprend pas la DPA.

La croissance de la productivité du secteur agricole a ralenti ces dernières années, mais celle du secteur de la transformation ABT s'est accentuée par rapport à l'ensemble du secteur manufacturier.

La croissance de la productivité totale des facteurs, qui mesure la croissance de la production par unité d'intrants, a ralenti dans le secteur agricole, passant de taux annuels moyens de 1,5 % entre 1988 et 1996 à 0,9 % entre 1997 et 2004. Elle a été systématiquement inférieure à celle des États-Unis.

La croissance de la productivité dans le secteur de la transformation ABT a été relativement faible par rapport à l'ensemble du secteur manufacturier, mais ces dernières années, elle s'est accentuée plus rapidement qu'aux États-Unis.

Comparaison de la croissance de la productivité totale des facteurs dans le secteur de l'agriculture primaire, Canada et États-Unis, 1988-2004



Source : Statistique Canada et U.S. Dept. of Agriculture (Economic Research Service).

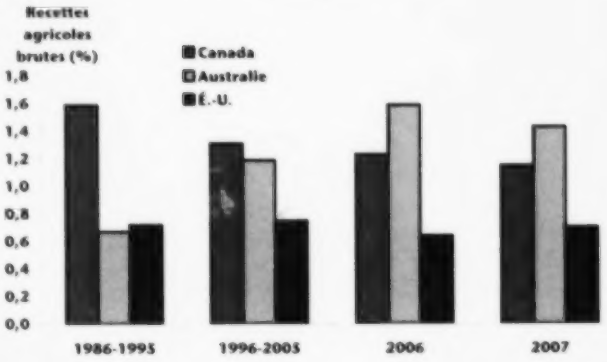
Nota : Moyennes géométriques des taux de croissance, calculées à partir d'une mesure reposant sur la production brute de la croissance totale de la productivité des facteurs.

Les améliorations de la productivité sont le résultat des investissements dans la R-D et de l'innovation.

Dans le secteur de l'agriculture primaire, les dépenses gouvernementales à la R-D ont diminué en termes absolus et en proportion des recettes agricoles brutes; elles ont aussi reculé par rapport à celles de l'Australie et des États-Unis.

Les dépenses privées à la R-D dans le secteur de la transformation ABT, qui sont moindres que dans l'ensemble du secteur manufacturier, se sont stabilisées après avoir connu une augmentation en 2004.

Soutien public à la R-D destiné au secteur agricole et alimentaire, 1986-2007



Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama, 2008.

Le Canada est doté d'une abondance relative de terres arables et de ressources en eau.

Le Canada vient au deuxième rang dans le monde au chapitre de la disponibilité de terres arables par personne, ce qui explique sa position de gros producteur et de gros exportateur de produits agricoles. Les terres qui conviennent à la production agricole au Canada ne représentent qu'un petit pourcentage (5 %) du total.

Superficie de terres arables au Canada comparativement à d'autres pays, 2005

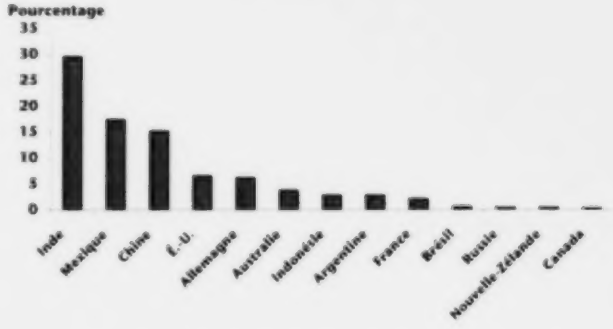
	Terres arables	% des terres arables mondiales	Population	ha/ personne	Rang
	(milliers d'hectares)		(milliers de personnes)		
Australie	49 742	3.2	20 000	2.49	**1**
Canada	**52 110**	**3.3**	**32 000**	**1.63**	**2**
Russie	123 581	7.9	143 000	0.86	**3**
Ukraine	33 353	2.1	47 000	0.71	**4**
É.-U.	17 7178	11.3	296 000	0.60	**5**
Brésil	66 600	4.3	184 000	0.36	**6**
Nigéria	35 000	2.2	134 000	0.26	**7**
Indonésie	36 600	2.3	220 000	0.17	**8**
Inde	169 650	10.9	1 102 000	0.15	**9**
Chine	156 327	10.0	1 304 000	0.12	**10**

Source : Nations unies, Annuaire démographique, 2005.
Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).
http://faostat.fao.org

Au Canada, l'agriculture utilise une proportion relativement limitée des ressources en eau abondantes et renouvelables du pays à des fins d'irrigation et d'élevage.

Au Canada, seulement 0,18 % du total des ressources en eau renouvelables servent à des fins agricoles, par rapport à 30 % en Inde.

Prélèvements d'eau à des fins agricoles exprimés en pourcentage des ressources renouvelables totales des pays sélectionnés, moyenne de 1998-2002

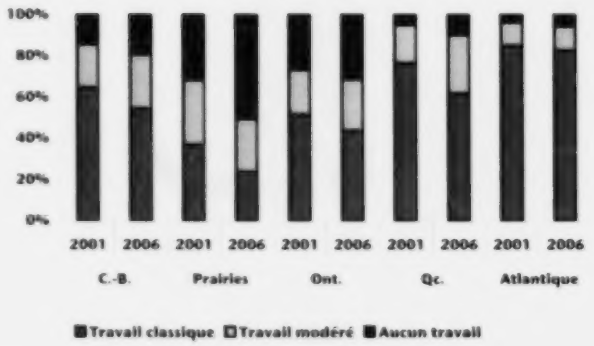


Source : Calculée à partir des données provenant de la base de données AQUASTAT de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Les agriculteurs canadiens adoptent des pratiques de gestion respectueuses de l'environnement et durables.

Les agriculteurs canadiens sont de plus en plus nombreux à pratiquer une gestion agricole respectueuse de l'environnement, en adoptant des pratiques exemplaires qui permettent de conserver les sols, de protéger la qualité de l'eau et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. L'utilisation de plus en plus fréquente de pratiques de culture sans travail du sol est un exemple de mesure qui permet de réduire les coûts de carburant et d'engrais tout en contribuant à conserver les sols.

Pratiques de travail du sol, par région, 2001 et 2006

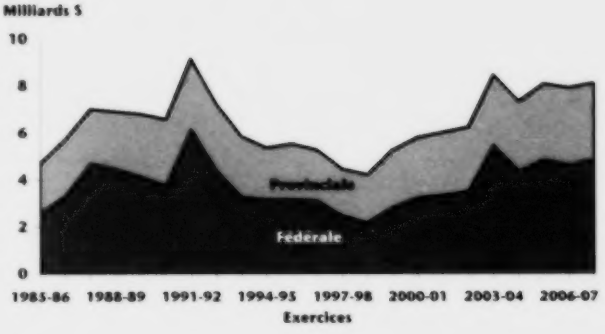


Source : Recensement de l'agriculture, 2006.

Les dépenses gouvernementales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire ont augmenté au fil du temps, mais elles ont diminué en proportion du PIB.

Les dépenses du gouvernement fédéral et des provinces à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire ont atteint 8,1 milliards de dollars au cours de l'exercice 2007-2008, soit une légère hausse par rapport à l'exercice précédent. En proportion du PIB toutefois, elles sont tombées sous la barre des 40 %, soit leur niveau le plus bas depuis vingt ans.

Aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, 1985-1986 à 2007-2008

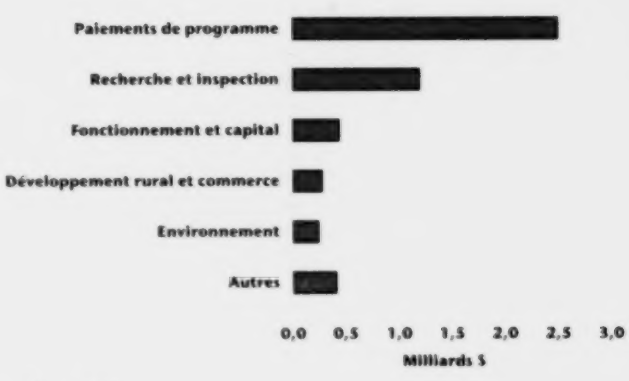


Source : AAC.

Nota : Les données de 2007-2008 sont des prévisions.

Les paiements de programme constituent la plus grande part du soutien du gouvernement fédéral, représentant 50 % du total en 2007-2008. Les dépenses consacrées à la recherche et aux inspections viennent au deuxième rang, à 24 % du total.

Aide gouvernementale fédérale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, par catégorie principale, en 2007-2008



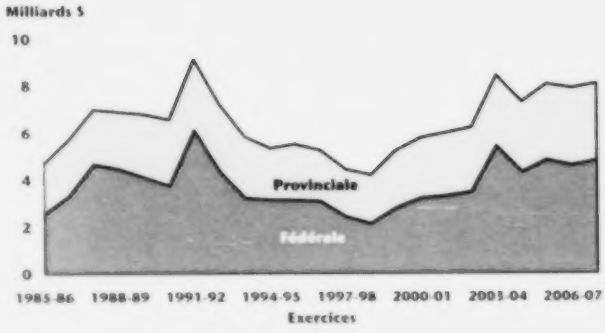
Source : AAC.

Nota : Les données de 2007-2008 sont des prévisions.

Les dépenses gouvernementales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire ont augmenté au fil du temps, mais elles ont diminué en proportion du PIB.

Les dépenses du gouvernement fédéral et des provinces à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire ont atteint 8,1 milliards de dollars au cours de l'exercice 2007-2008, soit une légère hausse par rapport à l'exercice précédent. En proportion du PIB toutefois, elles sont tombées sous la barre des 40 %, soit leur niveau le plus bas depuis vingt ans.

Aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, 1985-1986 à 2007-2008

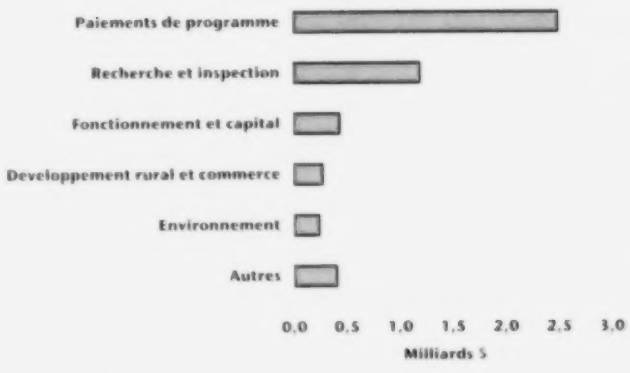


Source : AAC

Nota : Les données de 2007-2008 sont des prévisions.

Les paiements de programme constituent la plus grande part du soutien du gouvernement fédéral, représentant 50 % du total en 2007-2008. Les dépenses consacrées à la recherche et aux inspections viennent au deuxième rang, à 24 % du total.

Aide gouvernementale fédérale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, par catégorie principale, en 2007-2008

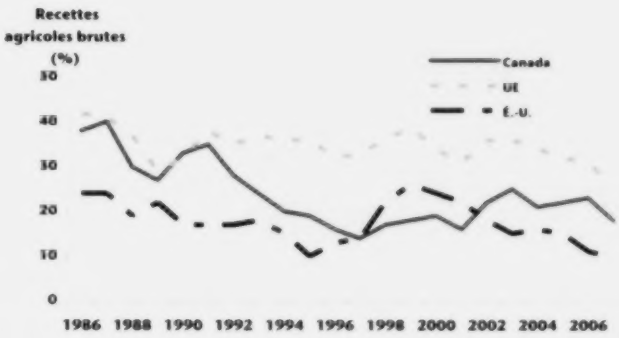


Source : AAC

Nota : Les données de 2007-2008 sont des prévisions.

Selon des estimations de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) établies par de l'OCDE, le soutien aux agriculteurs canadiens en proportion des recettes agricoles brutes a reculé, passant de 20 % en 2006 à 18 % en 2007, ce qui s'explique principalement par une augmentation des recettes agricoles et une diminution du soutien des prix du marché par suite de la hausse des prix des marchandises à l'échelle mondiale. La même année, l'ESP se chiffrait à 26 % dans l'Union européenne et à 10 % aux États-Unis.

Pourcentage de l'ESP, pays sélectionnés, 1986-2007



Source : OCDE, Direction des échanges et de l'agriculture, Estimation du soutien aux producteurs et aux consommateurs, base de données de l'OCDE de 1986-2007.

SECTION A

Section spéciale

SECTION A1

L'inflation des prix des aliments dans le monde

Les prix mondiaux de marchandises comme le pétrole brut, le blé et le riz ont augmenté en 2008 à la suite des fluctuations de l'offre et de la demande dans le monde. Une nouvelle classe moyenne dans les économies émergentes est l'un des facteurs qui expliquent la demande accrue de marchandises, alors que des sécheresses en Australie et le mauvais temps en Europe ont contribué à resserrer l'offre, ce qui s'est traduit par les ratios stocks/utilisation les plus faibles depuis plusieurs années pour les céréales. Les prix plus élevés du pétrole brut ont également exercé des pressions à la hausse sur les coûts d'intrants agricoles comme le carburant et l'engrais. Au Canada, un dollar fort par rapport à la devise américaine a ralenti les hausses des prix de la plupart des marchandises agricoles et produits alimentaires.

Les prix des marchandises à l'échelle mondiale ont augmenté en 2007 et 2008, après avoir reculé pendant plusieurs années

- **L'indice mondial des prix des aliments a presque doublé entre 2002 et 2008.**

  Pendant la première moitié de 2008, les prix mondiaux des aliments étaient de 33 % plus élevés qu'en 2007.

Graphique A1.1

Indice mondial des prix des aliments, 1980-2008

Source : Fonds monétaire international (FMI).

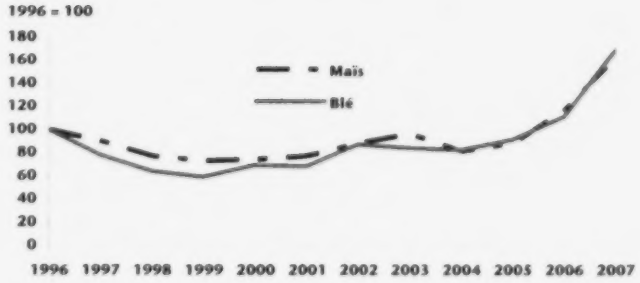
Note : Les données de 2008 reflètent les prix de juin 2008.

- **Les prix du maïs et du blé ont affiché une solide croissance ces dernières années.**

  Les prix du maïs ont augmenté de 84 % entre 2002 et 2007, et ceux du blé, de 94 %.

Graphique A1.2

Indices des prix du maïs et du blé, 1996-2007



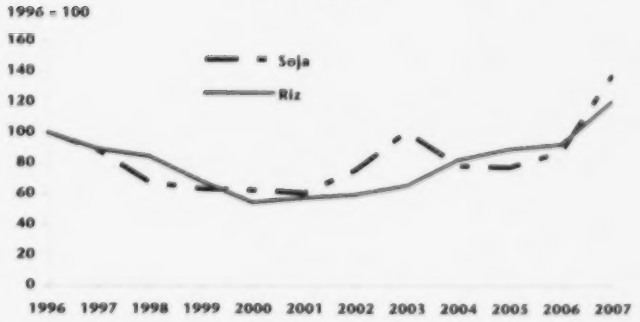
Source : OCDE, USDA et calculs d'ACC.

- **Les prix du soja et du riz ont eux aussi connu une forte augmentation.**

  Les prix du soja ont augmenté de 83 % entre 2002 et 2007 et ceux du riz, de 104 %.

Graphique A1.3

Indices des prix du soja et du riz, 1996-2007



Source : OCDE, USDA et calculs d'ACC.

La croissance vigoureuse des économies émergentes s'est traduite par une demande accrue d'aliments de plus grande valeur comme la viande et les produits laitiers

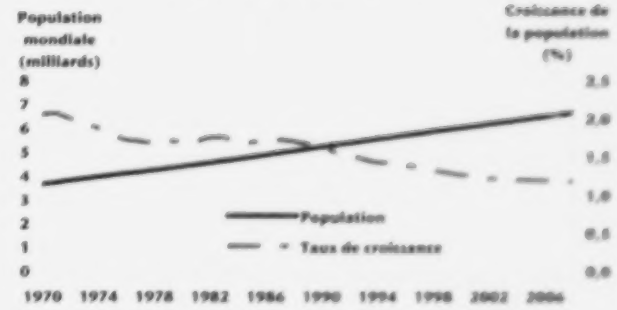
- **La population mondiale continue de s'accroître, mais à un rythme moins rapide.**

  La population de la planète est passée de 3,7 milliards d'habitants en 1970 à approximativement 6,7 milliards en 2008.

  Toutefois, la croissance démographique annuelle a ralenti, passant de 2,1 % en 1970 à approximativement 1,2 % en 2008.

Graphique A1.4

Population mondiale et croissance de la population, 1970-2007



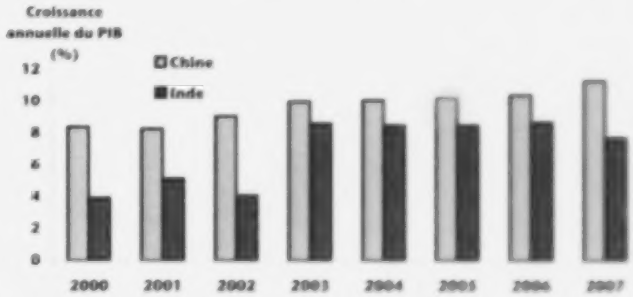
Source : U.S. Census Bureau.

- **L'augmentation de la demande mondiale de certaines marchandises s'explique en partie par la hausse des revenus dans les pays émergents comme la Chine et l'Inde.**

  En Chine, le PIB s'est accru de plus de 10 % par année depuis 2003; en Inde, il a augmenté de 7,7 % en 2007, après avoir affiché une croissance de 8,7 % en 2006.

Graphique A1.5

Croissance annuelle du PIB de la Chine et de l'Inde, 2000-2007



Source : OCDE.

- **À mesure que les revenus augmentaient dans les marchés émergents, les tendances de consommation des principales marchandises changeaient.**

  Des revenus en hausse ont nourri une demande accrue de viande, de produits laitiers, de poisson et de fruits et légumes. En Chine, par exemple, la consommation de viande a augmenté de 140 % et celle de lait de 200 % entre 1990 et 2005.

  La hausse de la consommation de viande et de produits laitiers dans les économies émergentes a également exercé des pressions à la hausse sur la demande d'aliments pour les animaux, et partant, sur le prix des céréales.

Graphique A1.6

Augmentation de la consommation de denrées de premier plan dans certaines économies émergentes, 1990-2005

	Inde	Chine	Brésil
Céréales	-	20 %	20 %
Viande	20 %	140 %	70 %
Lait	20 %	200 %	20 %
Poisson	20 %	130 %	10 %
Fruits	30 %	250 %	20 %
Légumes	30 %	190 %	30 %

Source : IFPRI.

Les marchés émergents comprennent les pays qui étaient autrefois classés parmi les économies en développement mais qui affichent aujourd'hui une solide croissance annuelle et qui jouent un plus grand rôle dans l'économie mondiale. Il s'agit notamment de l'Inde, de la Chine et du Brésil.

La consommation d'énergie ainsi que la population ont elles aussi augmenté sans arrêt à l'échelle mondiale

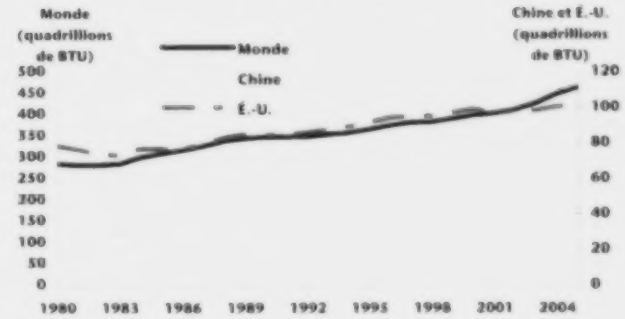
- **Les marchés émergents sont rapidement en train de rattraper les pays développés du point de vue de la consommation d'énergie.**

  La consommation d'énergie dans le monde a augmenté de 63 % entre 1980 et 2005, et encore plus dans les marchés émergents comme la Chine, où elle a affiché une hausse de 283 % pendant la même période.

  La Chine est rapidement en train de rattraper les États-Unis, pays qui consomme le plus d'énergie au monde.

Graphique A1.7

Consommation d'énergie primaire (BTU) dans le monde, 1980-2005



Source: Energy Information Administration.

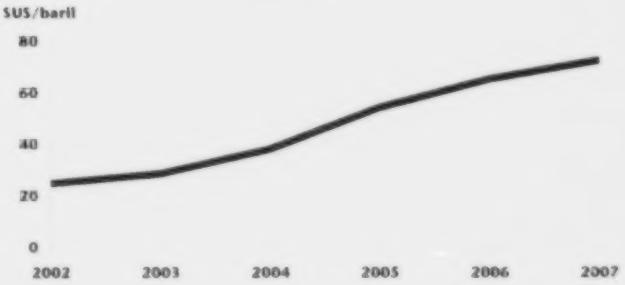
- **Une consommation d'énergie croissante a contribué à la hausse du prix du pétrole brut.**

  Le prix du pétrole brut est passé de 25 $US le baril en 2002 à 72 $US en 2007; il se chiffrait à plus de 140 $US le baril au milieu de 2008.

  Des prix plus élevés en matière d'énergie entrent directement dans les coûts de production des agriculteurs, font augmenter les coûts du transport et influencent indirectement les prix d'autres intrants.

Graphique A1.8

Prix du pétrole brut dans le monde, 2002-2007



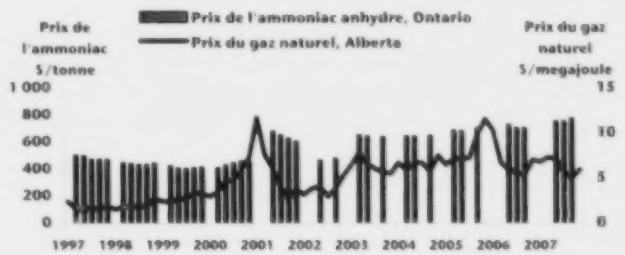
Sources : FMI et calculs d'AAC.

- **Par exemple, les prix plus élevés du pétrole ont également eu une influence sur les prix d'importants intrants agricoles, comme les engrais.**

  Les prix des engrais ont augmenté de 6 % entre 2006 et 2007 et se situaient à plus de 1 074 $ la tonne au milieu de 2008.

Graphique A1.9

Prix de l'ammoniac anhydre et du gaz naturel, 1997-2007



Source : Ressources naturelles Canada et Collège Ridgetown, Université de Guelph.

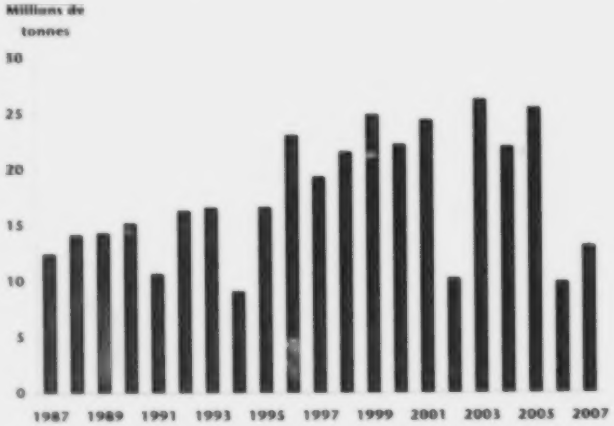
Nota : Les prix signalés peuvent varier d'une année à l'autre, car ils dépendent du nombre d'enquêtes dans l'année.

Parallèlement à une demande croissante, les pressions du côté de l'offre qui s'exercent sur les céréales à cause des sécheresses en Australie et du mauvais temps en Europe font que les stocks sont au plus bas niveau depuis dix ans

- **Les conditions climatiques que l'Europe et l'Australie ont connues se sont répercutées sur l'offre mondiale de denrées agricoles, ce qui a influencé les prix.**

  L'Australie, gros exportateur de blé, a connu des sécheresses en 2002 et en 2006. Ce phénomène a contribué à la réduction des réserves de blé à l'échelle mondiale.

Graphique A1.10
Production de blé en Australie, 1987-2007



Source : Australian Bureau of Agricultural and Resource Economics et OCDE.

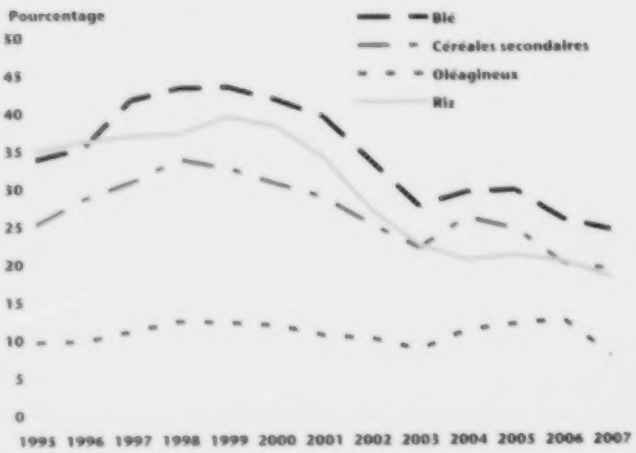
- **Par suite de pressions du côté de l'offre comme du côté de la demande, les réserves de céréales ont atteint leur niveau le plus bas depuis dix ans, ce qui a créé des pressions supplémentaires sur les prix dans le monde.**

  Beaucoup de pays ont réduit leurs réserves publiques de céréales pendant cette période.

  Les ratios stocks/utilisation du blé s'établissaient à 25 % en 2007, par rapport à 44 % en 1999. Les ratios stocks/utilisation des céréales secondaires ont reculé à 20 % en 2007, par rapport à 33 % en 1999.

  Entre 1995 et 2007, la production céréalière mondiale s'est accrue de 22 % et la consommation de 20 %.

Graphique A1.11
Ratios stocks/utilisation, 1995-2007



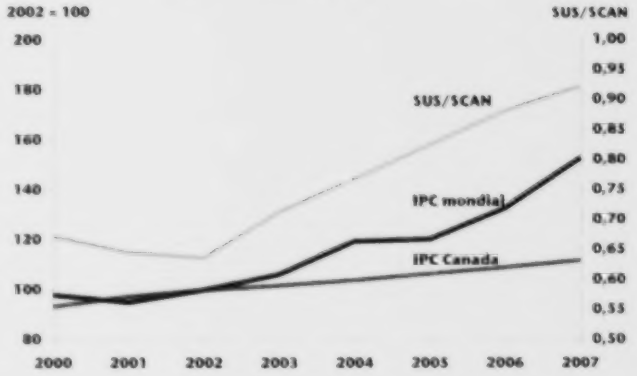
Source : OCDE.

Au Canada, les prix croissants des denrées ont exercé des pressions limitées sur l'inflation des prix des aliments, qui a été compensée en partie par l'appréciation du dollar

- **Les prix mondiaux des denrées alimentaires ont augmenté considérablement en 2007 et au début de 2008, mais au Canada, les prix des aliments au détail n'ont augmenté que modérément, à des rythmes inférieurs à ceux d'autres pays.**

  Le dollar canadien s'est apprécié de 40 % depuis 2003, ce qui a atténué la hausse des prix des aliments au Canada.

Graphique A1.12
Indices des prix des aliments dans le monde et au Canada et taux de change É.-U./Canada, 2000-2007



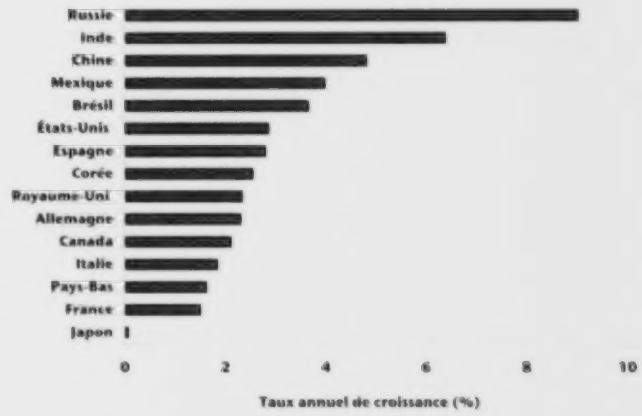
Sources : Banque du Canada, Statistique Canada et FMI.

- **En 2007, les prix à la consommation ont augmenté beaucoup moins au Canada que dans beaucoup de pays membres de l'OCDE et pays émergents.**

  En 2007, les prix à la consommation ont augmenté de 2,1 % au Canada, soit moins qu'aux États-Unis (2,9 %) et qu'au Royaume-Uni (2,3 %).

  Les pays émergents ont généralement connu une inflation générale des prix à la consommation beaucoup plus élevée. Par exemple, en 2007, les prix à la consommation ont augmenté de 9 % en Russie, de 6 % en Inde et de 5 % en Chine.

Graphique A1.13
Indices des prix à la consommation, divers pays, 2007



Sources : OCDE; Bureau national de la statistique de Chine.

L'inflation des prix à la consommation demeure faible au Canada par rapport aux normes historiques

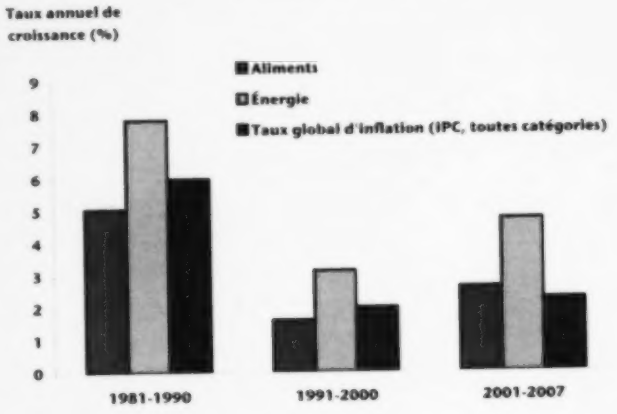
- **L'inflation des prix des aliments, qui a diminué depuis les années 1980, se compare à l'inflation en général.**

L'inflation des prix des aliments s'est établie en moyenne à 2,6 % par année depuis 2000, soit à peine plus que le taux d'inflation annuel moyen de l'ensemble des prix à la consommation, qui s'est chiffré à 2,3 %.

L'inflation des prix des aliments a diminué par rapport à son taux annuel moyen de 5,1 % dans les années 1980, à l'époque où l'inflation globale était de 6 % en moyenne et l'inflation des prix de l'énergie de 8 % en moyenne.

Graphique A1.14

IPC des aliments et de l'énergie et taux global d'inflation, 1981-2007



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **En juin 2008, au Canada, l'indice des prix à la consommation (IPC) pour les aliments était de 2,8 % plus élevé qu'à la même époque l'année précédente.**

Ce taux était inférieur à la hausse des prix à la consommation en général, qui se situait à 3,1 %.

Il y a eu une augmentation perceptible des prix des produits à base de céréales et des produits de boulangerie, des graisses et des huiles et des légumes frais, et cette augmentation a exercé des pressions à la hausse sur l'IPC des aliments.

Toutefois, au début de 2008, les prix des fruits avaient diminué par rapport à la même période en 2007, alors qu'un gel en Floride avait contribué à une hausse.

De plus, les prix du bœuf et du porc sont encore en train de s'ajuster, à mesure que les propriétaires de bétail liquident leurs troupeaux à cause de la hausse des prix des aliments pour animaux.

Graphique A1.15

Inflation des prix des aliments au détail, par catégorie, Canada, juin 2007 à juin 2008

Catégorie	Inflation (%)
IPC global	**3,1**
Aliments	**2,8**
Aliments achetés dans un commerce de détail	**3,0**
Bœuf, frais ou congelé	-1,3
Porc, frais ou congelé	0,7
Volaille, fraîche ou congelée	2,8
Produits laitiers	3,7
Œufs	2,9
Produits de boulangerie et produits céréaliers	13,1
Fruits frais	-2,8
Légumes frais	1,4
Sucre et confiseries	2,4
Graisses et huiles	14,5
Repas au restaurant	**2,5**

Source : Statistique Canada.

L'inflation des prix à la consommation demeure faible au Canada par rapport aux normes historiques

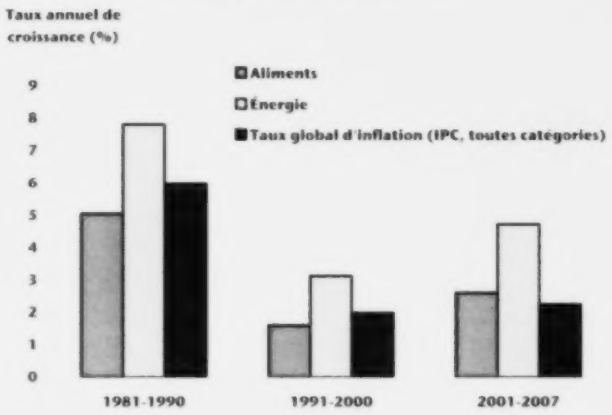
- **L'inflation des prix des aliments, qui a diminué depuis les années 1980, se compare à l'inflation en général.**

L'inflation des prix des aliments s'est établie en moyenne à 2,6 % par année depuis 2000, soit à peine plus que le taux d'inflation annuel moyen de l'ensemble des prix à la consommation, qui s'est chiffré à 2,3 %.

L'inflation des prix des aliments a diminué par rapport à son taux annuel moyen de 5,1 % dans les années 1980, à l'époque où l'inflation globale était de 6 % en moyenne et l'inflation des prix de l'énergie de 8 % en moyenne.

Graphique A1.14

IPC des aliments et de l'énergie et taux global d'inflation, 1981-2007



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **En juin 2008, au Canada, l'indice des prix à la consommation (IPC) pour les aliments était de 2,8 % plus élevé qu'à la même époque l'année précédente.**

Ce taux était inférieur à la hausse des prix à la consommation en général, qui se situait à 3,1 %.

Il y a eu une augmentation perceptible des prix des produits à base de céréales et des produits de boulangerie, des graisses et des huiles et des légumes frais, et cette augmentation a exercé des pressions à la hausse sur l'IPC des aliments.

Toutefois, au début de 2008, les prix des fruits avaient diminué par rapport à la même période en 2007, alors qu'un gel en Floride avait contribué à une hausse.

De plus, les prix du bœuf et du porc sont encore en train de s'ajuster, à mesure que les propriétaires de bétail liquident leurs troupeaux à cause de la hausse des prix des aliments pour animaux.

Graphique A1.15

Inflation des prix des aliments au détail, par catégorie, Canada, juin 2007 à juin 2008

Catégorie	Inflation (%)
IPC global	**3,1**
Aliments	**2,8**
Aliments achetés dans un commerce de détail	**3,0**
Bœuf, frais ou congelé	1,3
Porc, frais ou congelé	0,7
Volaille, fraîche ou congelée	2,8
Produits laitiers	3,7
Œufs	2,9
Produits de boulangerie et produits céréaliers	13,1
Fruits frais	-2,8
Légumes frais	1,4
Sucre et confiseries	2,4
Graisses et huiles	14,5
Repas au restaurant	**2,5**

Source : Statistique Canada.

Les consommateurs canadiens sont moins touchés par la hausse des prix des denrées que les consommateurs de beaucoup d'autres pays, car ils consacrent une part peu élevée de leur budget à l'alimentation et ils consomment plus d'aliments hautement transformés

- **Les répercussions de la hausse des prix de détail est limitée pour les consommateurs canadiens, car l'alimentation ne représente qu'une faible part des dépenses des ménages.**

  En moyenne, environ 10 % de l'ensemble des dépenses des ménages canadiens va à l'alimentation. Le Canada est l'un des pays où la proportion des dépenses totales consacrée à l'alimentation est la plus faible, après les États-Unis (7 %) et le Royaume-Uni (9 %).

  L'alimentation représente toutefois une part plus élevée des dépenses des ménages à faible revenu du Canada. En effet, elle constitue 16 % des dépenses de ces ménages (voir le graphique C1.5).

  Les consommateurs canadiens achètent également davantage d'aliments hautement transformés, dont les produits agricoles entrent pour une moins grosse part dans le prix final. Les hausses des prix des produits agricoles en sont ainsi atténuées.

Graphique A1.16

Part des dépenses des ménages consacrée aux aliments et aux boissons non alcoolisées, certains pays de l'OCDE, 2006

Source : OCDE.

*Note : Chiffres de 2004 pour le Mexique et chiffres de 2005 pour le Royaume-Uni.

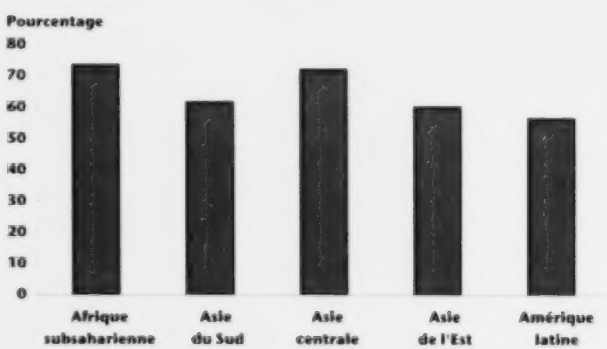
- **La hausse des prix des aliments a des répercussions beaucoup plus importantes dans les pays dont les ménages affichent généralement un faible revenu.**

  L'alimentation représente une part plus importante du budget des ménages dans les pays à faible revenu, dont de vastes segments de la population disposent de moins de 1 $US par jour. Dans leur cas, les aliments constituent bien au-delà de 60 % des dépenses totales des ménages.

  Compte tenu des prix plus élevés des aliments à l'échelle mondiale, on observe une augmentation de l'insécurité alimentaire et des revendications en faveur de l'accroissement de l'aide alimentaire dans ces régions.

Graphique A1.17

Part des dépenses consacrée à l'alimentation dans les pays en développement dont la population dispose de moins de 1 $US par jour, 2006



Source : International Food Policy Research Institute (IFPRI).

SECTION B

Le système agricole et agroalimentaire et l'économie canadienne

SECTION B1

PIB et emploi

Le système agricole et agroalimentaire canadien est une chaîne d'approvisionnement complexe et intégrée qui joue un rôle important au sein de l'économie canadienne. Il contribue directement et indirectement au produit intérieur brut (PIB) et à l'emploi au Canada, mais son importance varie selon la province.

Le système agricole et agroalimentaire joue un rôle important dans l'économie canadienne

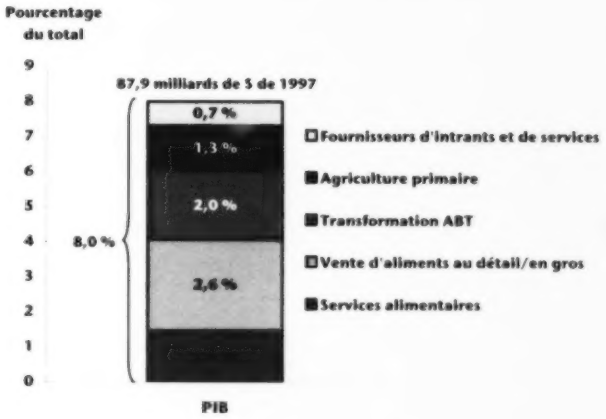
- **Le système agricole et agroalimentaire canadien représentait 8 % du produit intérieur brut (PIB) du Canada en 2006.**

  L'industrie de la vente d'aliments au détail/en gros a apporté la plus forte contribution au PIB du système agricole et agroalimentaire; venait ensuite la transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT).

  L'agriculture primaire représentait environ 1,3 % du PIB national.

Graphique B1.1

Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB, 2006



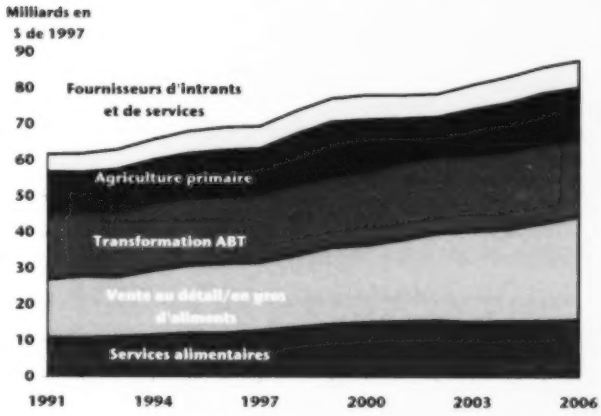
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Depuis 1991, le secteur agricole et agroalimentaire dans son ensemble affiche une croissance annuelle moyenne de 2,4 %, soit un taux inférieur à celui de l'économie générale, qui est de 3,1 %.**

  La vente d'aliments au détail/en gros est la composante qui connaît la croissance la plus rapide, à un taux annuel moyen de 4,0 %. Les PIB de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments affichent respectivement des taux de croissance annuelle moyenne de 1,3 % et de 1,4 %.

Graphique B1.2

Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB, 1991-2006



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

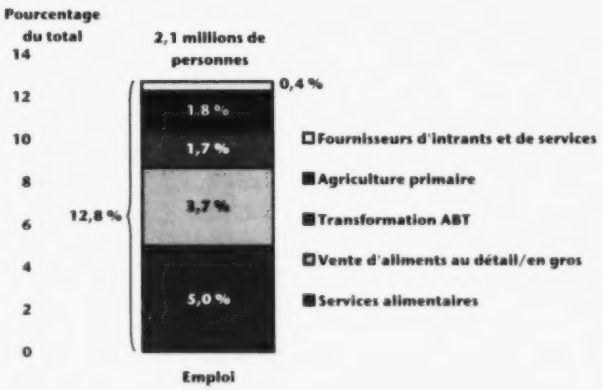
Il apporte également une importante contribution à l'emploi au Canada

- **Le système agricole et agroalimentaire canadien représente un emploi sur huit et près de 2,1 millions de personnes y travaillent. Le système génère aussi d'autres emplois indirects dans d'autres secteurs.**

  L'industrie des services alimentaires était le principal employeur du système agricole et agroalimentaire, suivie par l'industrie de la vente d'aliments au détail/en gros.

Graphique B1.3

Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi, 2006



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

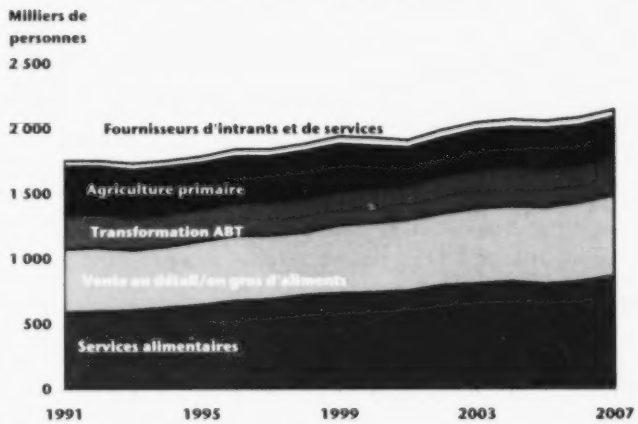
- **L'emploi dans le système agricole et agroalimentaire affiche une croissance annuelle moyenne de 1,3 % depuis 1991, taux qui est près de la moyenne de 1,7 % dans l'ensemble de l'économie.**

  L'industrie des services alimentaires était le principal employeur du secteur, avec un taux de croissance annuelle moyenne de 2,4 %.

  L'emploi dans l'industrie de l'agriculture primaire et l'emploi dans l'industrie de la transformation ABT, qui représentent des proportions semblables de l'emploi global dans le secteur, se sont accrus à des rythmes semblables. L'emploi dans l'industrie de la transformation des aliments a augmenté à taux annuel moyen de 0,8 %.

Graphique B1.4

Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi, 1991-2007



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Le système agricole et agroalimentaire joue un rôle important dans l'économie canadienne

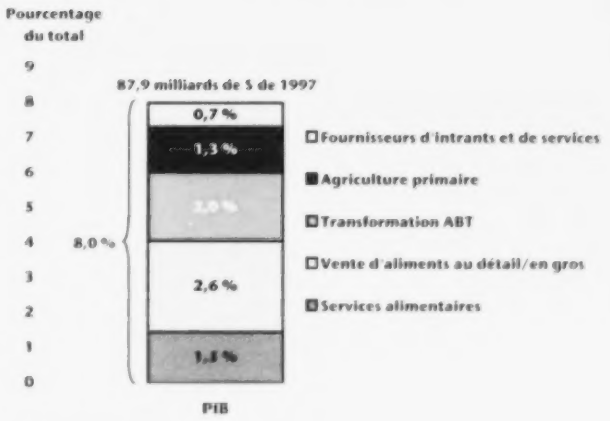
- **Le système agricole et agroalimentaire canadien représentait 8 % du produit intérieur brut (PIB) du Canada en 2006.**

  L'industrie de la vente d'aliments au détail/en gros a apporté la plus forte contribution au PIB du système agricole et agroalimentaire; venait ensuite la transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT).

  L'agriculture primaire représentait environ 1,3 % du PIB national.

Graphique B1.1

Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB, 2006



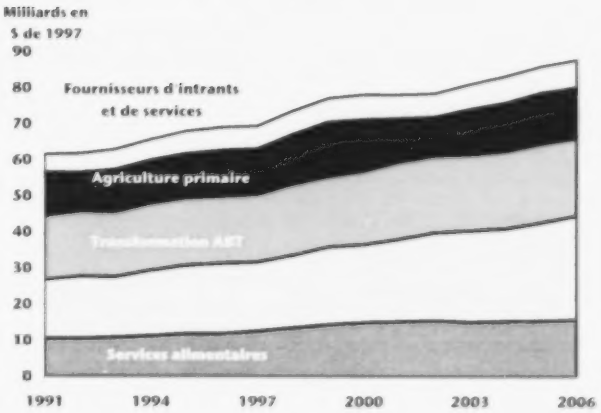
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Depuis 1991, le secteur agricole et agroalimentaire dans son ensemble affiche une croissance annuelle moyenne de 2,4 %, soit un taux inférieur à celui de l'économie générale, qui est de 3,1 %.**

  La vente d'aliments au détail/en gros est la composante qui connaît la croissance la plus rapide, à un taux annuel moyen de 4,0 %. Les PIB de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments affichent respectivement des taux de croissance annuelle moyenne de 1,3 % et de 1,4 %.

Graphique B1.2

Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB, 1991-2006



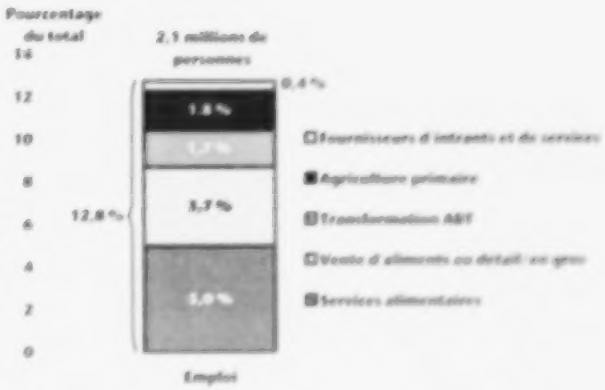
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Le système agricole et agroalimentaire canadien représente un emploi sur huit et près de 2,1 millions de personnes y travaillent. Le système génère aussi d'autres emplois indirects dans d'autres secteurs.**

  L'industrie des services alimentaires était le principal employeur du système agricole et agroalimentaire, suivie par l'industrie de la vente d'aliments au détail/en gros.

Graphique B1.3

Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi, 2006



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

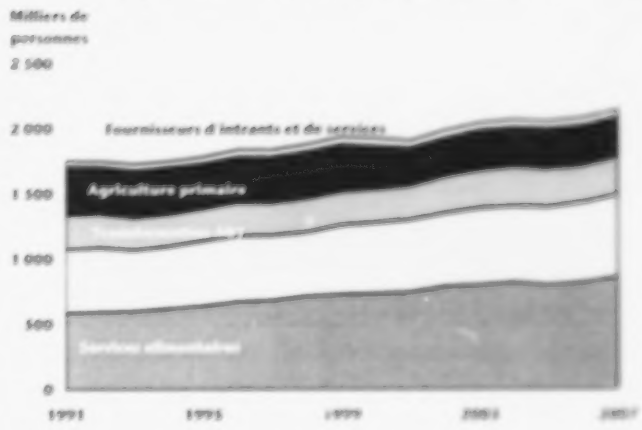
- **L'emploi dans le système agricole et agroalimentaire affiche une croissance annuelle moyenne de 1,3 % depuis 1991, taux qui est près de la moyenne de 1,7 % dans l'ensemble de l'économie.**

  L'industrie des services alimentaires était le principal employeur du secteur, avec un taux de croissance annuelle moyenne de 2,4 %.

  L'emploi dans l'industrie de l'agriculture primaire et l'emploi dans l'industrie de la transformation ABT, qui représentent des proportions semblables de l'emploi global dans le secteur, se sont accrus à des rythmes semblables. L'emploi dans l'industrie de la transformation des aliments a augmenté à taux annuel moyen de 0,8 %.

Graphique B1.4

Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi, 1991-2007



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

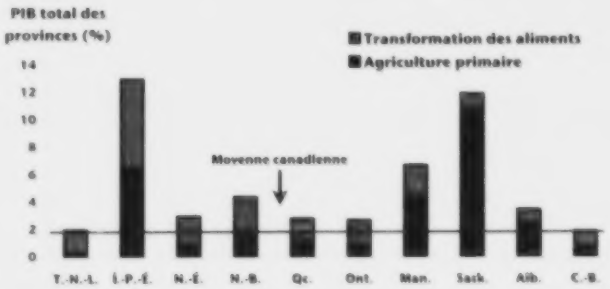
Le secteur agricole et agroalimentaire est une importante source de revenu dans la plupart des provinces

- **Du point de vue de leur contribution au PIB provincial total, l'agriculture et la transformation des aliments jouent le rôle le plus important à l'Île-du-Prince-Édouard et en Saskatchewan, y représentant respectivement près de 13 % et près de 12 % du PIB provincial.**

  La place relative de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments varie aussi selon les provinces. À l'est du Manitoba, sauf à l'Î.-P.-É., la transformation des aliments représente la plus grande part du PIB provincial. Dans les Prairies, l'agriculture primaire joue un rôle plus important.

Graphique B1.5

Contribution de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments au PIB des provinces, 2006



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

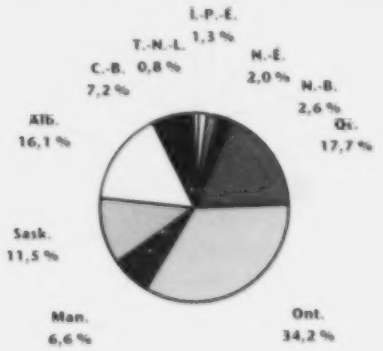
Nota : À l'exclusion de la transformation des boissons et du tabac.
La contribution de la transformation des aliments à l'Î.-P.-É. et au N.-B. est une estimation.

- **La contribution des provinces au PIB total du secteur canadien de l'agriculture et de la transformation des aliments varie.**

  En 2006, l'Ontario, le Québec et l'Alberta représentaient près de 70 % du PIB de l'ensemble du secteur canadien de l'agriculture et de la transformation des aliments.

Graphique B1.6

Contribution des provinces au PIB canadien de l'agriculture et de la transformation des aliments, 2006



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : À l'exclusion de la transformation des boissons et du tabac.
La contribution de l'Î.-P.-É. et du N.-B. est une estimation d'AAC.

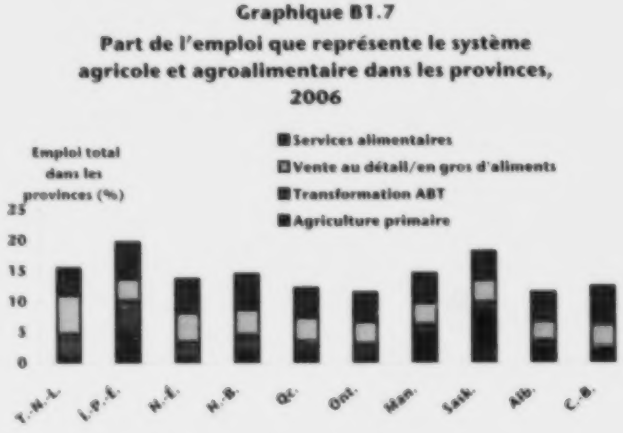
Le système agricole et agroalimentaire est également un employeur important dans les économies provinciales

- **C'est le système agricole et agroalimentaire qui est le plus gros employeur dans les économies provinciales de l'Île-du-Prince-Édouard et de la Saskatchewan.**

Dans beaucoup de provinces, les services alimentaires représentaient la plus grosse part de l'emploi total dans le secteur agricole et agroalimentaire, sauf en Saskatchewan, où c'est l'agriculture primaire qui dominait. À l'Î.-P.-É., l'agriculture primaire vient au second rang au chapitre de l'emploi, après les services alimentaires.

Graphique B1.7

Part de l'emploi que représente le système agricole et agroalimentaire dans les provinces, 2006



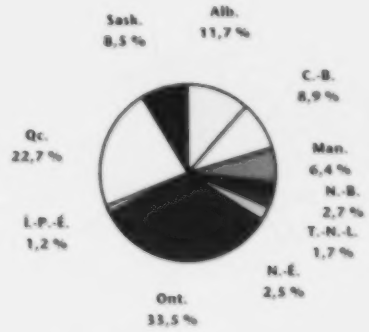
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : Les fournisseurs d'intrants et de services des provinces ont été exclus à cause de problèmes de fiabilité et de confidentialité des données concernant un grand nombre des composantes de ce secteur.

- **L'Ontario et le Québec comptent le plus grand nombre de personnes employées en agriculture; ces deux provinces représentent 56 % de l'emploi total dans le secteur de la transformation des aliments au Canada.**

Graphique B1.8

Contribution des provinces à l'emploi dans le secteur canadien de l'agriculture et de la transformation des aliments, 2006



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : À l'exclusion de la transformation des boissons et du tabac.

SECTION B2

Le commerce international

La réussite du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire dépend des échanges commerciaux, puisque le marché intérieur canadien est relativement petit. Au cours des quinze dernières années, le Canada a augmenté sa part du commerce mondial dans le secteur de l'agroalimentaire par suite de la libéralisation du commerce et des nouvelles conditions du marché, en offrant de plus en plus de produits à valeur ajoutée qui répondent aux nouvelles exigences du marché. La récente appréciation du dollar canadien a donné lieu à des défis pour le secteur, notamment la diminution de la demande pour les exportations et l'augmentation de la concurrence de la part des économies émergentes. Mais les exportations agricoles et agroalimentaires n'en ont pas moins continué de s'accroître.

Le Canada est un acteur important sur les marchés agroalimentaires mondiaux

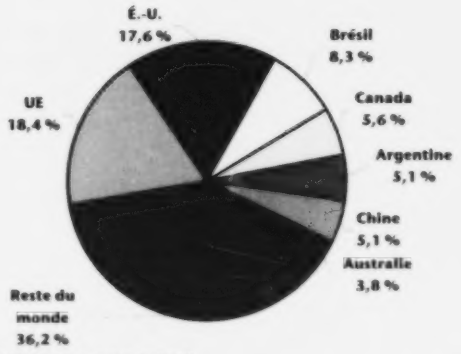
- **Le Canada vient au quatrième rang des exportateurs de produits agricoles et agroalimentaires dans le monde,** après l'Union européenne, les États-Unis et le Brésil.

  La part canadienne du total des exportations agricoles et agroalimentaires mondiales se chiffre à 5,6 % si on compte les pays de l'Union européenne comme un seul bloc commercial.

  Elle se chiffre à 3,1 % si on compte séparément les pays de l'Union européenne.

Graphique B2.1

Part* des exportations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays d'origine, 2007



Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC.

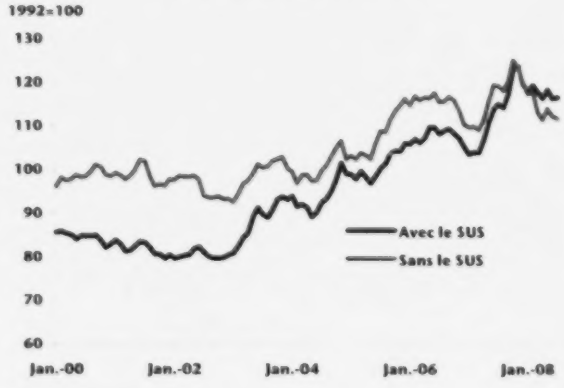
*Nota : 1) À l'exclusion du commerce entre les pays membres de l'UE.
2) À l'exclusion des fruits de mer frais.

- **L'indice de taux de change effectif du dollar canadien (TCEC) s'est accru de 40 % entre 2002 et 2007, avant de reculer partiellement en 2008.** Une grande partie de l'augmentation globale s'explique par l'appréciation de la devise canadienne par rapport au dollar américain. Pendant la même période, l'indice TCEC a également grimpé de 25 % par rapport à la devise d'autres grands partenaires commerciaux, y compris le peso mexicain, le yen japonais et le yuan chinois.

  L'indice TCEC est une mesure synthétique des fluctuations du dollar canadien par rapport aux monnaies de grands partenaires commerciaux.

Graphique B2.2

Indice de taux de change effectif (indice TCEC)* du dollar canadien



Source : Banque du Canada.

*Le panier de devises comprend le dollar US, l'euro, le yen japonais, le yuan chinois, le peso mexicain et la livre sterling.

Les exportations de produits agricoles et agroalimentaires s'entendent ici des produits agricoles et des aliments, des boissons et des produits du tabac transformés. Elles comprennent les fruits de mer, à l'exclusion des fruits de mer frais.

Le commerce des produits agricoles et agroalimentaires a été passé par les produits de consommation

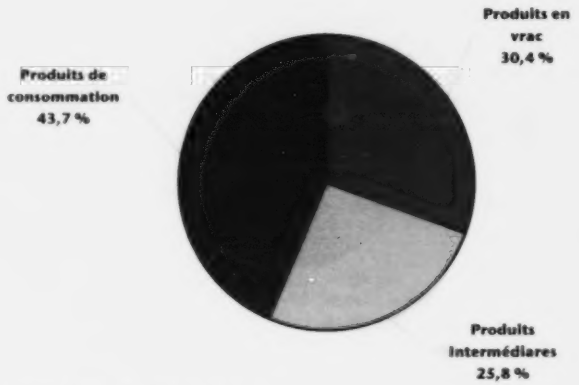
- **En 2007, les produits de consommation représentaient 13,8 milliards de dollars sur l'ensemble des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires.**

La valeur des exportations de produits de consommation a plus que quadruplé depuis 1990, lorsqu'elle se chiffrait à 3,1 milliards de dollars. Les produits de consommation représentent aujourd'hui 43,7 % de toutes les exportations.

En 2007, les exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires totalisaient 31,6 milliards de dollars; elles dépassaient ainsi le sommet de 28 milliards atteint en 2006.

Graphique B2.3

Exportation canadienne des produits agricoles et agroalimentaire (BICO)*, 2007



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

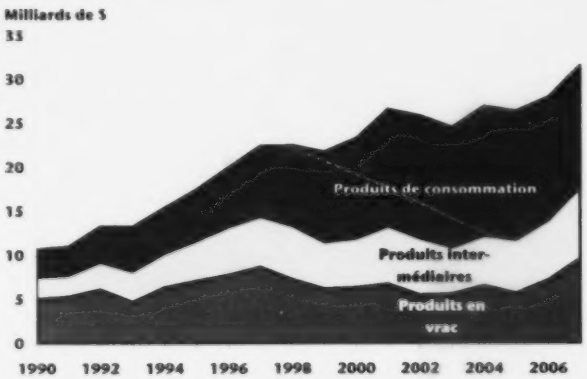
*BICO : Produits en vrac, produits intermédiaires et produits de consommation.

- **Les hausses des prix sont à l'origine d'une augmentation de la part des produits en vrac, qui est passée de 25,7 % en 2006 à 30,4 % en 2007.**

En 2007, les exportations canadiennes se sont chiffrées à 9,6 milliards de dollars pour les produits en vrac et à 8,2 milliards de dollars pour les produits intermédiaires.

Graphique B2.4

Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires (BICO)*, 1990-2007



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

*BICO : Produits en vrac, produits intermédiaires et produits de consommation.

Les produits de consommation nécessitent peu ou pas de nouvelle transformation et sont généralement prêts à être consommés. Les fruits et légumes frais, les viandes et les fruits de mer transformés en sont des exemples.

Les produits en vrac englobent les produits agricoles peu ou pas transformés, tandis que les produits intermédiaires ont été partiellement transformés, mais ne sont pas prêts à être consommés tels quels.

Le commerce des produits agricoles et agroalimentaires a été passé par les produits de consommation

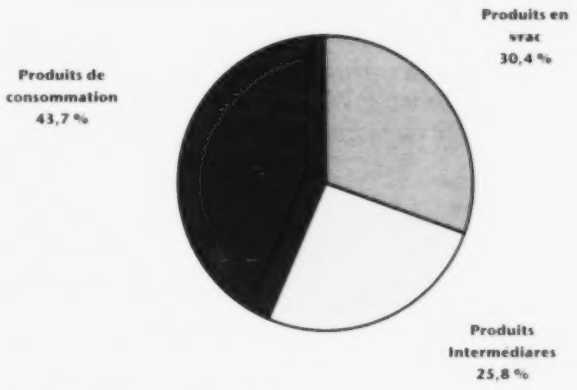
- **En 2007, les produits de consommation représentaient 13,8 milliards de dollars sur l'ensemble des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires.**

La valeur des exportations de produits de consommation a plus que quadruplé depuis 1990, lorsqu'elle se chiffrait à 3,1 milliards de dollars. Les produits de consommation représentent aujourd'hui 43,7 % de toutes les exportations.

En 2007, les exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires totalisaient 31,6 milliards de dollars; elles dépassaient ainsi le sommet de 28 milliards atteint en 2006.

Graphique B2.3

Exportation canadienne des produits agricoles et agroalimentaire (BICO)*, 2007



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

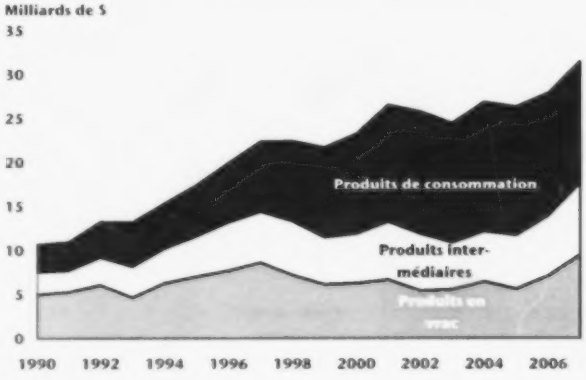
*BICO : Produits en vrac, produits intermédiaires et produits de consommation.

- **Les hausses des prix sont à l'origine d'une augmentation de la part des produits en vrac, qui est passée de 25,7 % en 2006 à 30,4 % en 2007.**

En 2007, les exportations canadiennes se sont chiffrées à 9,6 milliards de dollars pour les produits en vrac et à 8,2 milliards de dollars pour les produits intermédiaires.

Graphique B2.4

Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires (BICO)*, 1990-2007



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

*BICO : Produits en vrac, produits intermédiaires et produits de consommation.

Les produits de consommation nécessitent peu ou pas de nouvelle transformation et sont généralement prêts à être consommés. Les fruits et légumes frais, les viandes et les fruits de mer transformés en sont des exemples.

Les produits en vrac englobent les produits agricoles peu ou pas transformés, tandis que les produits intermédiaires ont été partiellement transformés, mais ne sont pas prêts à être consommés tels quels.

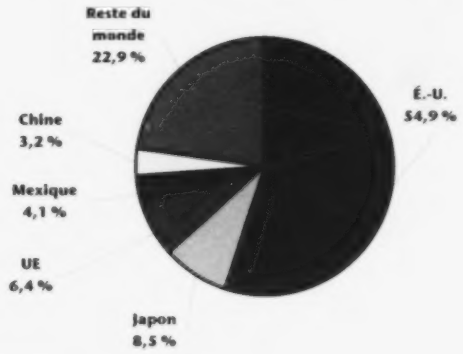
La plus grande partie du commerce agricole et agroalimentaire du Canada est destinée aux États-Unis, car en Amérique du Nord, le commerce est de plus en plus intégré

- **En 2007, 54,9 % des exportations totales de produits agricoles et agroalimentaires canadiens sont allées aux États-Unis, par rapport à 40 % en 1990**

  Les exportations à destination du Mexique, de l'Union européenne et du Japon ont elles aussi augmenté au fil du temps.

Graphique B2.5

Destinations des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 2007



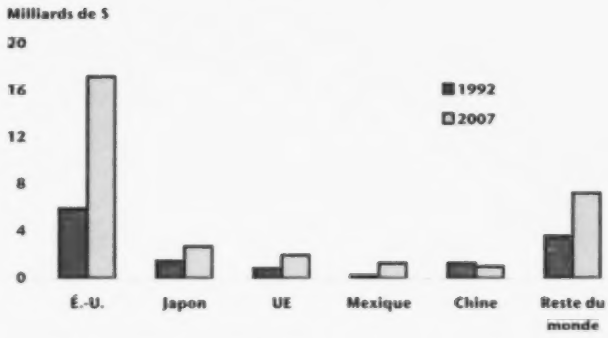
Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC.

- **Les exportations de produits agricoles et agroalimentaires canadiens à destination des États-Unis ont presque triplé depuis 1992 et les exportations à destination du Mexique sont devenues six fois plus nombreuses.**

  Le Japon et l'Union européenne sont également devenus des destinations importantes pour les exportations canadiennes.

Graphique B2.6

Valeur des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires selon le pays de destination, 1992 et 2007



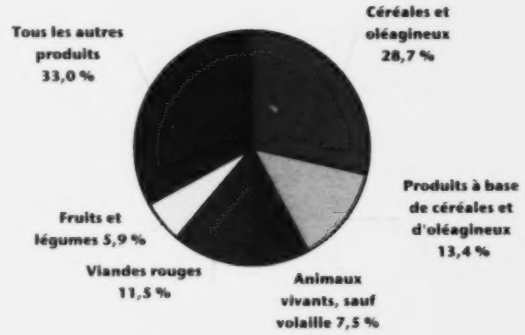
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

La composition des produits canadiens exportés est demeurée assez constante au cours de la dernière décennie

- **En 2007, les céréales et les oléagineux et leurs produits ont représenté 42 % de la valeur totale des exportations agricoles et agroalimentaires.**

  La viande rouge et les animaux vivants (à l'exclusion de la volaille) venaient au deuxième rang des exportations, à 19 %.

Graphique B2.7
Composition des exportations par produit, 2007



Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC.

- **La composition des produits canadiens exportés est demeurée assez constante au cours de la dernière décennie.**

  Les exportations de viande rouge, de fruits et légumes et de produits à base de céréales et d'oléagineux ont affiché des hausses au cours des dix dernières années.

Graphique B2.8
Composition des exportations par produit, 1998 et 2007

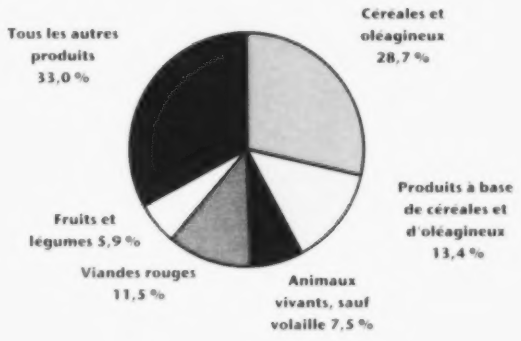
Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC.

La composition des produits canadiens exportés est demeurée assez constante au cours de la dernière décennie

- **En 2007, les céréales et les oléagineux et leurs produits ont représenté 42 % de la valeur totale des exportations agricoles et agroalimentaires.**

  La viande rouge et les animaux vivants (à l'exclusion de la volaille) venaient au deuxième rang des exportations, à 19 %.

Graphique B2.7
Composition des exportations par produit, 2007

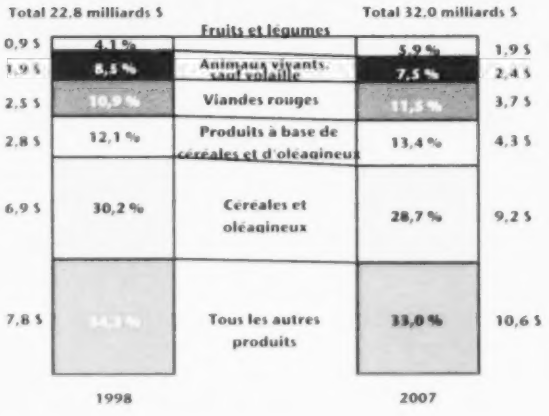


Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC.

- **La composition des produits canadiens exportés est demeurée assez constante au cours de la dernière décennie.**

  Les exportations de viande rouge, de fruits et légumes et de produits à base de céréales et d'oléagineux ont affiché des hausses au cours des dix dernières années.

Graphique B2.8
Composition des exportations par produit, 1998 et 2007



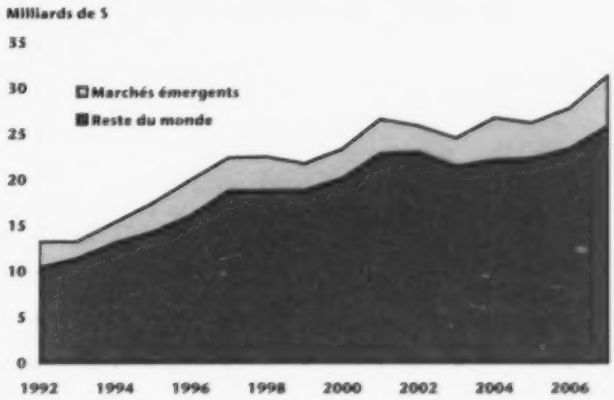
Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC.

Le commerce avec les marchés émergents joue un rôle important dans le secteur

- **En 2007, les exportations de produits agricoles et agroalimentaires canadiens à destination des marchés émergents ont représenté 17 % du total, soit une légère hausse depuis les années 1990.**

Graphique B2.9

Valeur des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires vers les marchés émergents*, 1992-2007



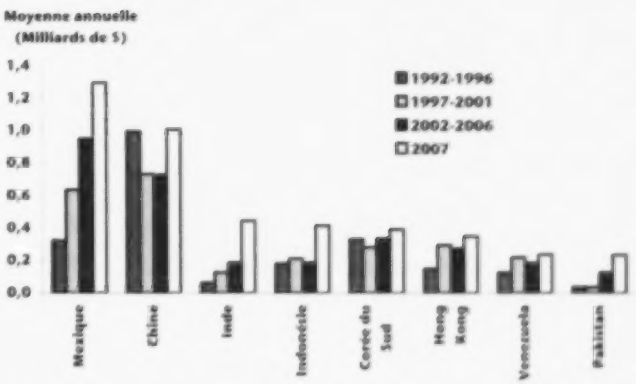
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Les exportations de produits agricoles et agroalimentaires canadiens à destination des marchés émergents ont plus que doublé entre le début des années 1990 et 2007.**

  Les exportations à destination du Mexique ont quadruplé pendant cette période et les exportations à l'intention de l'Inde sont devenues sept fois plus importantes.

Graphique B2.10

Valeur des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires vers les marchés émergents*, 1992-2007



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

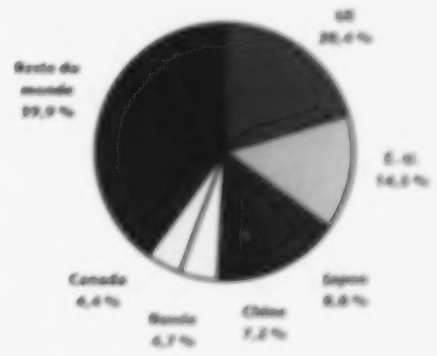
* Les marchés émergents sont généralement les pays qui ont connu une rapide croissance depuis dix ans, comme le Mexique, la Russie, la Chine, l'Inde et le Brésil.

Le Canada continue d'être un importateur relativement important de produits agricoles et agroalimentaires

- **Le Canada vient au sixième rang des importateurs de produits agricoles et agroalimentaires dans le monde,** après l'Union européenne, les États-Unis, le Japon, la Chine et la Russie.

  Le Canada reçoit 2,5 % des importations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires.

Graphique 02.11
Importation mondiale de produits agricoles et agroalimentaire par pays d'origine, 2007



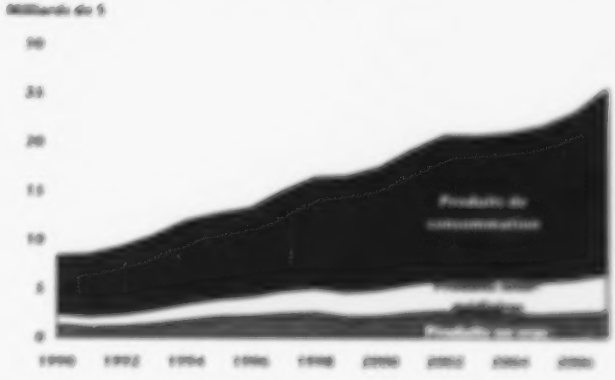
Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC

*Notes : 1) À l'exclusion du commerce entre les pays membres de l'UE
2) À l'exclusion des fruits de mer frais

- **Les produits de consommation représentent la majorité des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires,** comptant pour 74 % du total en 2007.

  En 2007, les importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires se sont chiffrées à 25,5 milliards de dollars.

Graphique 02.12
Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires (SICO)*, 1990-2007



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

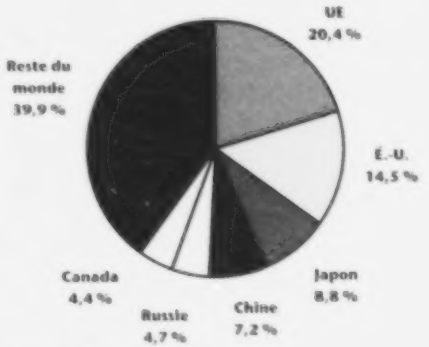
*SICO : Produits en vrac, produits intermédiaires et produits de consommation

Le Canada continue d'être un importateur relativement important de produits agricoles et agroalimentaires

- **Le Canada vient au sixième rang des importateurs de produits agricoles et agroalimentaires dans le monde,** après l'Union européenne, les États-Unis, le Japon, la Chine et la Russie.

  Le Canada reçoit 2,5 % des importations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires.

Graphique B2.11
Importation mondiale de produits agricoles et agroalimentaire par pays d'origine, 2007



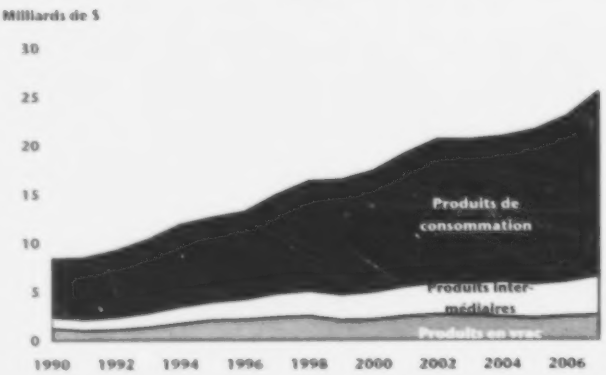
Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC.

*Notes : 1) À l'exclusion du commerce entre les pays membres de l'UE.
2) À l'exclusion des fruits de mer frais.

- **Les produits de consommation représentent la majorité des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires,** comptant pour 74 % du total en 2007.

  En 2007, les importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires se sont chiffrées à 25,5 milliards de dollars.

Graphique B2.12
Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires (BICO)*, 1990-2007



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

*BICO : Produits en vrac, produits intermédiaires et produits de consommation.

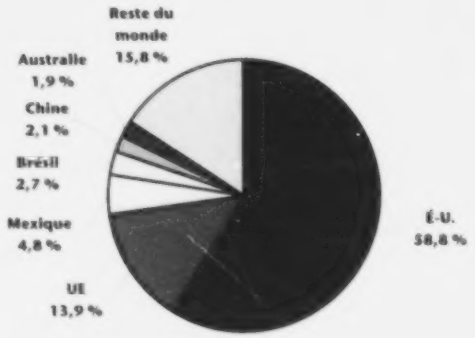
Le Canada continue d'importer des produits agricoles et agroalimentaires des États-Unis

- **Les États-Unis sont la principale source des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires,** représentant 58,8 % du total; suivis par l'Union européenne, avec près de 13,9 %.

  Environ 4,8 % et 2,7 % de nos importations viennent du Mexique et du Brésil respectivement.

Graphique B2.13

Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires selon le pays d'origine, 2007



Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC.

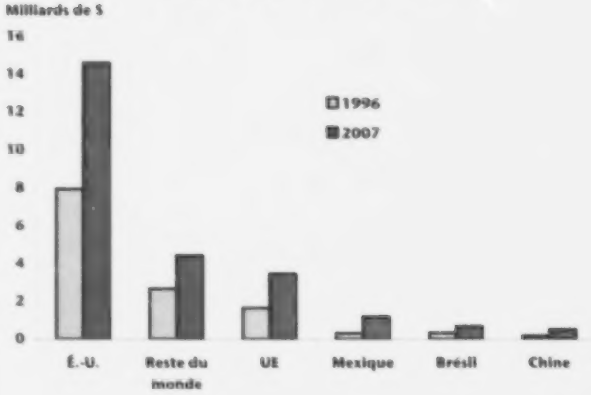
- **Le Canada importe plus de produits agricoles et agroalimentaires de partenaires commerciaux traditionnels et de marchés émergents.**

  Les marchés émergents comme le Brésil, le Mexique et la Chine sont de plus en plus concurrentiels sur la scène internationale.

  Les importations en provenance du Mexique, du Brésil et de la Chine se sont accrues respectivement de 275 %, de 111 % et de 180 % entre 1996 et 2007.

Graphique B2.14

Valeur des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires selon le pays d'origine, 1996 et 2007



Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC.

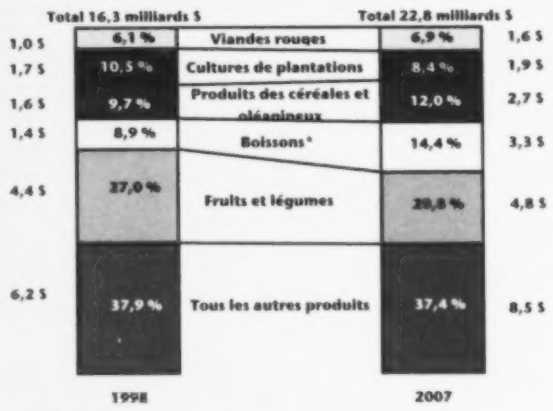
La nature et l'origine des importations de produits agricoles et agroalimentaires ont changé au fil du temps

- **En 2007, les fruits et légumes représentaient la catégorie la plus importante des importations, avec 20,8 % du total.** Il s'agissait d'une baisse par rapport à la proportion de 27 % de 1998.

  Les importations de boissons alcoolisées et non alcoolisées ont augmenté pour atteindre 14,4 % en 2007, par rapport à environ 9 % en 1998.

Graphique B2.15

Ventilation des importations par produit, 1998 et 2007



Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC.

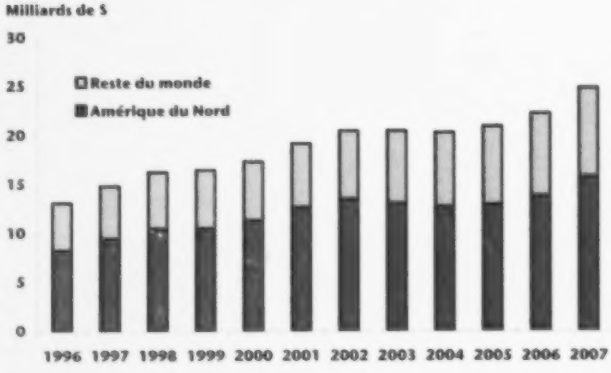
*Note : Y compris les céréales et oléagineux et leurs produits.

- **Les produits en provenance des pays signataires de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) représente grosso modo les deux tiers des importations du Canada.**

  En 2007, les importations en provenance des pays de l'ALENA ont totalisé 15,8 milliards de dollars et les importations en provenance des autres pays, 9,0 milliards de dollars.

Graphique B2.16

Importations de produits agricoles et agroalimentaires en provenance de l'Amérique du Nord et du reste du monde, 1996-2007



Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC

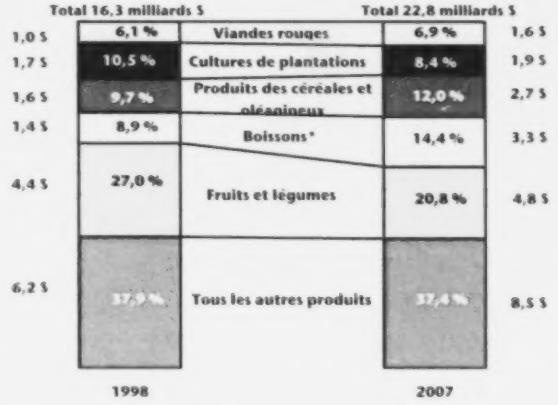
La nature et l'origine des importations de produits agricoles et agroalimentaires ont changé au fil du temps

- **En 2007, les fruits et légumes représentaient la catégorie la plus importante des importations, avec 20,8 % du total.** Il s'agissait d'une baisse par rapport à la proportion de 27 % de 1998.

  Les importations de boissons alcoolisées et non alcoolisées ont augmenté pour atteindre 14,4 % en 2007, par rapport à environ 9 % en 1998.

Graphique B2.15

Ventilation des importations par produit, 1998 et 2007



Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC.

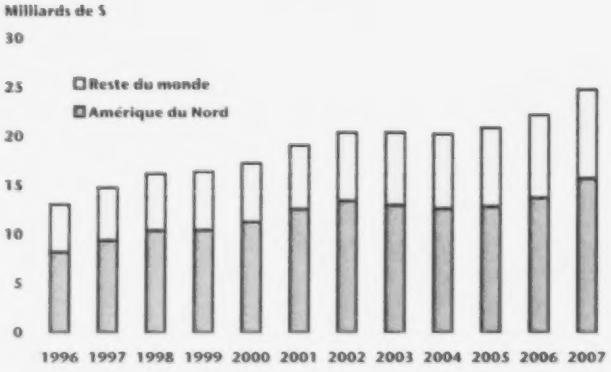
*Note : Y compris les céréales et oléagineux et leurs produits.

- **Les produits en provenance des pays signataires de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) représente grosso modo les deux tiers des importations du Canada.**

  En 2007, les importations en provenance des pays de l'ALENA ont totalisé 15,8 milliards de dollars et les importations en provenance des autres pays, 9,0 milliards de dollars.

Graphique B2.16

Importations de produits agricoles et agroalimentaires en provenance de l'Amérique du Nord et du reste du monde, 1996-2007



Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC.

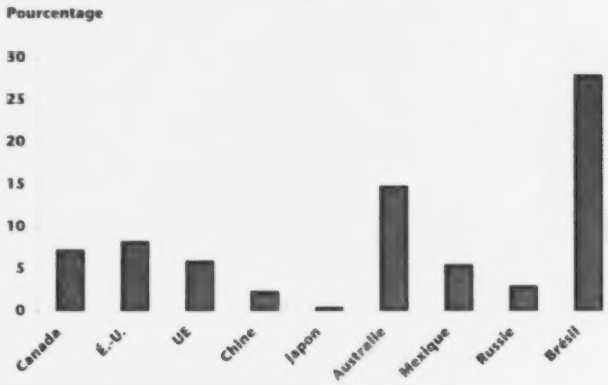
Les échanges agricoles et agroalimentaires du Canada apportent une contribution significative à l'excédent commercial global du Canada

- **En 2007, les exportations de produits agricoles et agroalimentaires représentaient 7 % du total des exportations canadiennes. Cette part est comparable à la proportion des exportations des États-Unis, soit 8 %, et de l'Union européenne, soit 6 %.**

  L'ensemble des exportations canadiennes a totalisé 428 milliards de dollars en 2007. Au Brésil et en Australie, les exportations de produits agricoles et agroalimentaires représentaient une part beaucoup plus vaste du total, soit 28 % et 15 % respectivement.

Graphique B2.17

Contribution du secteur agricole et agroalimentaire au total des exportations, 2007



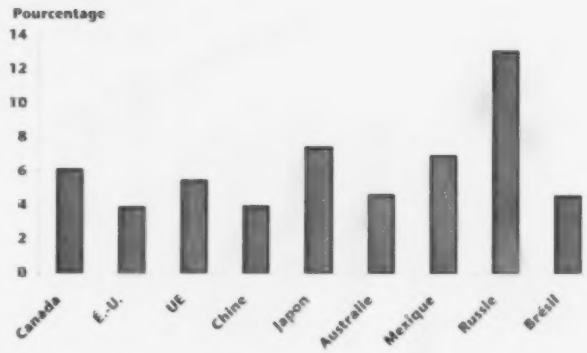
Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC.

- **En 2007, les importations de produits agricoles et agroalimentaires ont représenté 6 % du total des importations canadiennes, qui a atteint 387 milliards de dollars. Cette part était légèrement plus élevée que celle de 4 % aux États-Unis et de 5 % dans l'Union européenne.**

  En Russie et au Japon, les importations de produits agricoles et agroalimentaires représentaient des parts beaucoup plus importantes du total des importations, soit 13 % et 7 % respectivement.

Graphique B2.18

Contribution du secteur agricole et agroalimentaire au total des importations, 2007



Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC.

SECTION B3

Productivité, R-D et innovation

L'innovation est essentielle pour assurer la hausse de la productivité et la prospérité à long terme du système agricole et agroalimentaire. L'innovation permet d'améliorer la façon de combiner le capital et la main-d'œuvre, ce qui donne lieu à une production plus efficiente et plus efficace. Il y a eu une certaine innovation dans le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac, mais elle a été entravée par les obstacles qui se posent au moment de la conception et de la commercialisation de nouveaux produits et de nouveaux procédés.

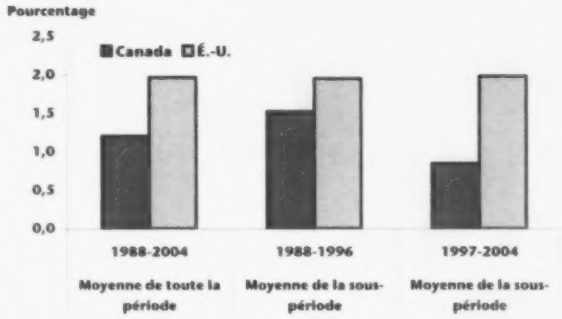
La croissance de la productivité dans le secteur agricole canadien a ralenti ces dernières années

- **La croissance annuelle moyenne de la productivité de l'agriculture primaire a été élevée au Canada comme aux États-Unis.** Toutefois, elle a été systématiquement moins élevée au Canada. En effet, pendant les 17 ans entre 1988 de 2004, le taux annuel moyen de croissance de la productivité a été de 1,2 % au Canada et de 2,0 % aux États-Unis.

  Au Canada, les taux annuels moyens de croissance de la productivité ont reculé, passant de 1,5 % en 1988-1996 à 0,9 % en 1997-2004. Aux États-Unis, ils sont demeurés comparables au cours de la période.

Graphique B3.1

Comparaison de la croissance de la productivité totale des facteurs dans le secteur de l'agriculture primaire, Canada et États-Unis, 1988-2004



Source : Statistique Canada et U.S. Dept. of Agriculture (Economic Research Service).

Nota : Moyennes géométriques des taux de croissance, calculées à partir d'une mesure reposant sur la production brute de la croissance totale de la productivité des facteurs.

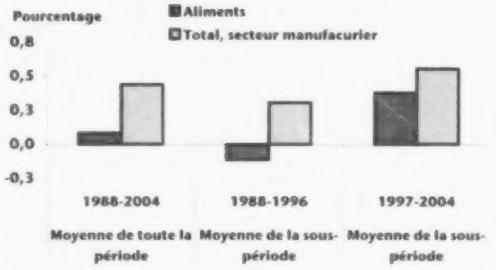
- **La croissance de la productivité dans le secteur de la transformation des aliments, même si elle a été faible par rapport à celle de l'ensemble du secteur manufacturier, a néanmoins augmenté ces dernières années.**

  Entre 1988 et 2004, le taux annuel moyen de croissance de la productivité dans le secteur de la transformation des aliments s'est chiffré à 0,1 %, par rapport à environ 0,4 % pour l'ensemble du secteur manufacturier.

  Les taux de croissance ont été différents pendant différentes périodes : dans le secteur de la transformation des aliments, la croissance annuelle de la productivité a été de -0,1 %, en moyenne, entre 1988 et 1996, mais elle a augmenté à 0,4 % entre 1997 et 2004. Cela s'est traduit par une amélioration du rendement au chapitre de la productivité par rapport à l'ensemble du secteur manufacturier.

Graphique B3.2

Croissance de la productivité dans le secteur de la transformation des aliments et l'ensemble du secteur manufacturier, 1988-2004



Source : Statistique Canada.

Nota : Moyennes géométriques des taux de croissance, calculées à partir d'une mesure reposant sur la production brute de la croissance totale de la productivité des facteurs.

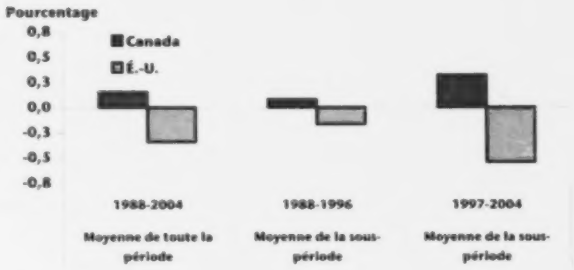
Ces dernières années, au Canada, la croissance de la productivité s'est accélérée dans le secteur de la transformation ABT

- **Depuis la fin des années 1980, la productivité du secteur de la transformation ABT s'est accrue plus rapidement au Canada qu'aux États-Unis.** En effet, aux États-Unis, la croissance de la productivité a été négative entre 1988 et 2004, se situant à une moyenne de -0,34 % par année. Au Canada, le taux moyen de croissance de la productivité a été faible mais positif et il s'est chiffré à 0,15 % par année.

  Si on examine les deux sous-périodes de référence, on constate qu'au fil du temps, le taux de croissance de la productivité suit une courbe à la hausse au Canada, mais une courbe à la baisse aux États-Unis. Au Canada, l'augmentation du taux de croissance de la productivité entre 1988 et 1996 s'explique en grande partie par la croissance de la productivité dans les industries des boissons et du tabac; mais entre 1997 et 2004, elle est principalement attribuable à des changements dans l'industrie des aliments.

Graphique B3.3

Croissance de la productivité dans les industries de la transformation ABT, Canada et É.-U., 1988-2004

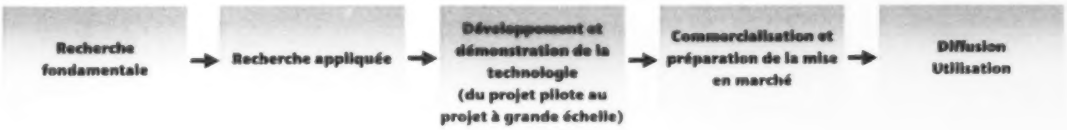


Source : Statistique Canada, U.S. Bureau of Labor Statistics.

Nota : Moyennes géométriques des taux de croissance, calculées à partir d'une mesure reposant sur la production brute de la croissance totale de la productivité des facteurs.

Les données canadiennes sont des données agrégées.

Graphique B3.4
Étapes du développement technologique ou de l'innovation



Source : D'après Technologies du développement durable Canada (TDDC).
http://www.sdtc.ca/fr/about/innovation_chain.htm

Version linéaire simplifiée de l'innovation illustrant les diverses étapes du développement.

Recherche fondamentale - recherche faisant appel à la science, qui est orientée vers une nouvelle idée ou une nouvelle démarche technologique.

Recherche appliquée - recherche axée sur un problème particulier et qui peut donner lieu à une technologie montrant suffisamment de promesses techniques et de potentiel commercial pour attirer du soutien pour la mise à l'échelle.

Développement de la technologie - une technologie donnée passe de l'étape de la recherche en laboratoire à l'étape du projet pilote, où peuvent se produire plusieurs faux départs qui devront être rectifiés. Le résultat est une technologie réunissant suffisamment d'appui pour soutenir la mise à l'échelle et la démonstration en grandeur réelle.

Démonstration - réalisation de tests sur des prototypes grandeur réelle dans diverses situations, pour illustrer le rendement, déterminer l'applicabilité et les faiblesses, optimiser les paramètres opérationnels et déterminer les coûts. L'étape de la démonstration est une étape de modification substantielle et de débogage du prototype, jusqu'à ce que la robustesse finale du produit soit établie et son optimisation achevée. Les résultats finals pourront être utilisés pour promouvoir le produit auprès de bailleurs de fonds, voire même de clients.

Vérification - lorsqu'elle est prête à être commercialisée, la technologie est testée selon des protocoles conçus par les parties prenantes et des procédures d'assurance de la qualité, et les résultats sont publiés. S'ils sont positifs, ils sont exploités directement à des fins de mise en marché.

Mise à l'échelle en vue de la commercialisation - se préparer en vue des activités de fabrication et de mise en marché, financer ces activités et les mettre en œuvre, passant d'un ou de quelques prototypes à une technologie reproduisible et de fabrication fiable. Cette étape suppose fréquemment l'élaboration de plans commerciaux, la conclusion de partenariats, l'obtention de fonds d'exploitation, la recherche d'installations de fabrication et la mise sur pied de canaux :

de diffusion - mise en œuvre d'un plan de commercialisation à grande échelle, y compris les interfaces avec les autorités compétentes. Cette étape se caractérise par des activités intensives de mise en marché auprès de toutes les parties prenantes concernées; le gouvernement peut intervenir par le biais d'un vaste éventail d'outils comme des sites Web, des conférences ciblées, des serveurs de liste et la distribution d'information à l'intention des autorités provinciales et locales;

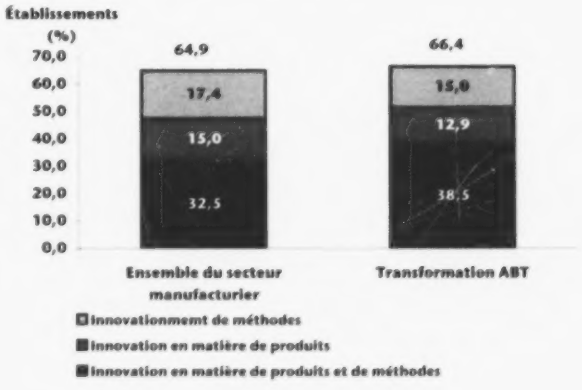
d'utilisation - l'adoption et/ou l'achat de la nouvelle technologie qui a fait ses preuves sont encouragés par la distribution d'information dans le domaine ciblé, qui représente les premiers utilisateurs, et l'élimination des obstacles réglementaires à la mise en œuvre de la technologie.

Au Canada, les industries de la transformation ABT ont fait preuve d'innovation

- **Selon l'Enquête sur l'innovation de 2005, au Canada, environ 66 % des usines du secteur de la transformation ABT et 65 % des usines du secteur manufacturier ont adopté des innovations en matière de produits et de processus entre 2002 et 2004.**

  Plus de 50 % des usines de transformation ABT qui ont fait place à l'innovation ont introduit des produits nouveaux ou améliorés, et plus de 40 %, des méthodes de fabrication nouvelles ou améliorées.

Graphique B3.5
Étendue de l'innovation au Canada, 2002-2004



Source : Statistique Canada, Enquête sur l'innovation de 2005.

- **Toujours selon l'Enquête sur l'innovation de 2005, l'obstacle le plus important à l'innovation dans le secteur de la transformation ABT est l'incapacité d'affecter du personnel à des projets axés sur l'innovation.**

  Une demande incertaine de biens ou de services novateurs et des marchés dominés par des entreprises établies étaient aussi des obstacles importants à la commercialisation des innovations.

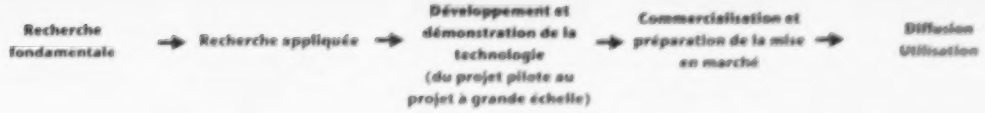
Graphique B3.6
Obstacles à l'innovation dans le secteur de la transformation ABT, 2002-2004

Étape/facteurs	% des établissements
Élaboration de l'innovation	
Incapacité d'affecter du personnel à temps plein permanent à des projets d'innovation à cause des exigences de la production.	61,0
Manque de personnel qualifié pour travailler aux projets d'innovation.	47,8
Coûts trop élevés de l'innovation.	45,7
Commercialisation de l'innovation	
Incertitude de la demande de biens ou de services novateurs.	57,7
Marchés dominés par des firmes établies.	57,2
Insuffisance de l'effort de marketing.	36,9

Source : Statistique Canada, Enquête sur l'innovation de 2005.

L'innovation comporte diverses phases qui vont de l'idée de base à la recherche et au développement jusqu'à la commercialisation, c'est-à-dire la mise en marché de nouveaux produits et de nouveaux processus.

Graphique B3.4
Étapes du développement technologique ou de l'innovation



Source : D'après Technologies du développement durable Canada (TDDC).
http://www.sdtc.ca/fr/about/innovation_chain.htm

Version linéaire simplifiée de l'innovation illustrant les diverses étapes du développement.

Recherche fondamentale - recherche faisant appel à la science, qui est orientée vers une nouvelle idée ou une nouvelle démarche technologique.

Recherche appliquée - recherche axée sur un problème particulier et qui peut donner lieu à une technologie montrant suffisamment de promesses techniques et de potentiel commercial pour attirer du soutien pour la mise à l'échelle.

Développement de la technologie - une technologie donnée passe de l'étape de la recherche en laboratoire à l'étape du projet pilote, où peuvent se produire plusieurs faux départs qui devront être rectifiés. Le résultat est une technologie réunissant suffisamment d'appui pour soutenir la mise à l'échelle et la démonstration en grandeur réelle.

Démonstration - réalisation de tests sur des prototypes grandeur réelle dans diverses situations, pour illustrer le rendement, déterminer l'applicabilité et les faiblesses, optimiser les paramètres opérationnels et déterminer les coûts. L'étape de la démonstration est une étape de modification substantielle et de débogage du prototype, jusqu'à ce que la robustesse finale du produit soit établie et son optimisation achevée. Les résultats finals pourront être utilisés pour promouvoir le produit auprès de bailleurs de fonds, voire même de clients.

Vérification - lorsqu'elle est prête à être commercialisée, la technologie est testée selon des protocoles conçus par les parties prenantes et des procédures d'assurance de la qualité, et les résultats sont publiés. S'ils sont positifs, ils sont exploités directement à des fins de mise en marché.

Mise à l'échelle en vue de la commercialisation - se préparer en vue des activités de fabrication et de mise en marché, financer ces activités et les mettre en œuvre, passant d'un ou de quelques prototypes à une technologie reproduisible et de fabrication fiable. Cette étape suppose fréquemment l'élaboration de plans commerciaux, la conclusion de partenariats, l'obtention de fonds d'exploitation, la recherche d'installations de fabrication et la mise sur pied de canaux :

de diffusion - mise en œuvre d'un plan de commercialisation à grande échelle, y compris les interfaces avec les autorités compétentes. Cette étape se caractérise par des activités intensives de mise en marché auprès de toutes les parties prenantes concernées; le gouvernement peut intervenir par le biais d'un vaste éventail d'outils comme des sites Web, des conférences ciblées, des serveurs de liste et la distribution d'information à l'intention des autorités provinciales et locales;

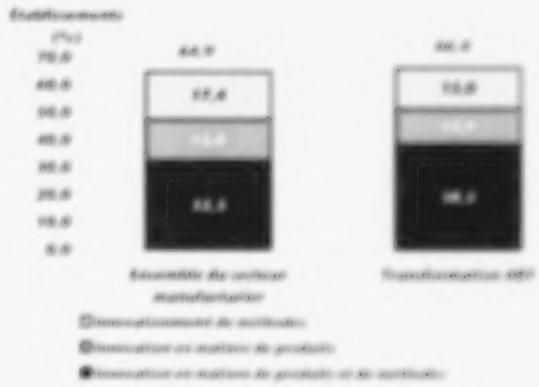
d'utilisation - l'adoption et/ou l'achat de la nouvelle technologie qui a fait ses preuves sont encouragés par la distribution d'information dans le domaine ciblé, qui représente les premiers utilisateurs, et l'élimination des obstacles réglementaires à la mise en œuvre de la technologie.

Au Canada, les industries de la transformation ABT ont fait preuve d'innovation

- **Selon l'Enquête sur l'innovation de 2005, au Canada, environ 66 % des usines du secteur de la transformation ABT et 65 % des usines du secteur manufacturier ont adopté des innovations en matière de produits et de processus entre 2002 et 2004.**

  Plus de 50 % des usines de transformation ABT qui ont fait place à l'innovation ont introduit des produits nouveaux ou améliorés, et plus de 40 %, des méthodes de fabrication nouvelles ou améliorées.

Graphique 9.1.5
Étendue de l'innovation au Canada, 2002-2004



Source : Statistique Canada, Enquête sur l'innovation de 2005.

- **Toujours selon l'Enquête sur l'innovation de 2005, l'obstacle le plus important à l'innovation dans le secteur de la transformation ABT est l'incapacité d'affecter du personnel à des projets axés sur l'innovation.**

  Une demande incertaine de biens ou de services novateurs et des marchés dominés par des entreprises établies étaient aussi des obstacles importants à la commercialisation des innovations.

Graphique 9.1.6
Obstacles à l'innovation dans le secteur de la transformation ABT, 2002-2004

Source : Statistique Canada, Enquête sur l'innovation de 2005.

L'innovation comporte diverses phases qui vont de l'idée de base à la recherche et au développement jusqu'à la commercialisation, c'est-à-dire la mise en marché de nouveaux produits et de nouveaux processus.

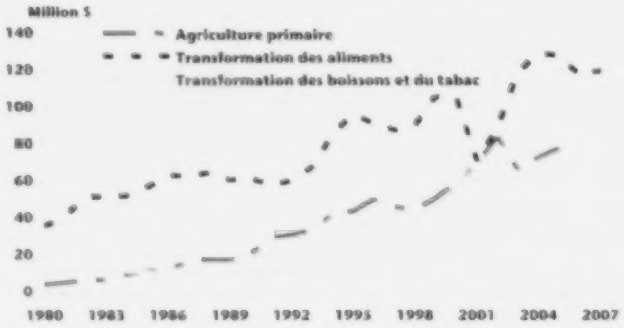
Les dépenses en recherche et développement du secteur privé et du secteur public sont un intrant de premier plan de l'innovation

- **Les dépenses privées à la R-D dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, après avoir augmenté considérablement entre 1980 et 2000, ont ralenti ces derniers temps.**

Les dépenses privées à la R-D en agriculture primaire ont augmenté, passant de 66 millions de dollars en 2003 à 78 millions en 2005. Les dépenses à la R-D dans le domaine de la transformation des aliments, qui s'étaient accrues considérablement depuis 2003, ont accusé un recul en 2007.

Graphique B3.7

Dépenses en R-D du secteur privé dans le secteur agricole et agroalimentaire, 1980-2007



Source : Statistique Canada

Nota : 1) Les chiffres de 2005, 2006 et 2007 sont préliminaires.
2) Cela comprend toutes les dépenses à la R-D effectuées par le secteur privé, qu'elles soient autofinancées ou que les fonds proviennent de subventions/contrats du gouvernement ou d'autres entreprises.

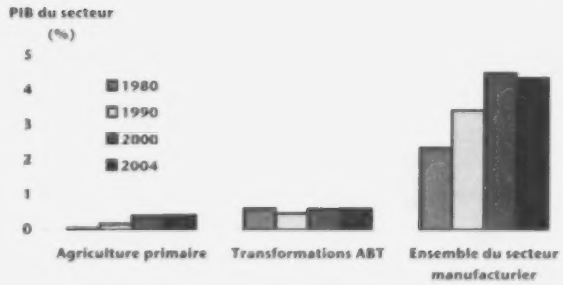
- **En proportion du PIB, les dépenses du secteur privé en matière de R-D sont sensiblement plus faibles en agriculture primaire et en transformation des aliments que dans l'ensemble des industries manufacturières.**

En 2004, 4,0 % du PIB du secteur manufacturier était affecté à la R-D, comparativement à seulement 0,4 % dans le cas de l'agriculture primaire et à 0,6 % dans le cas de la transformation des aliments ABT.

L'agriculture primaire profite des investissements à la R-D effectués par les fournisseurs d'intrants et le secteur public.

Graphique B3.8

Dépenses en R-D du secteur privé en proportion du PIB, par secteur d'activité, 1980-2004



Source : Statistique Canada.

Nota : Cela comprend toutes les dépenses à la R-D effectuées par le secteur privé, qu'elles soient autofinancées ou que les fonds proviennent de subventions/contrats du gouvernement ou d'autres entreprises.

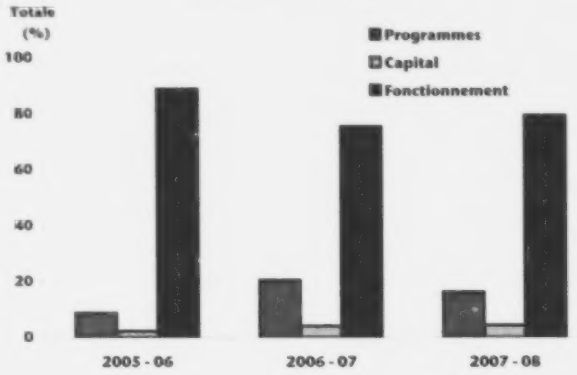
Le gouvernement fédéral autant que les provinces investissent en R-D dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire

- **Environ 80 % des dépenses fédérales à la recherche à l'appui du secteur agroalimentaire sont consacrés au soutien des activités des directions générales de la recherche ainsi que des centres de recherche fédéraux.**

Au Canada, une grande partie de la recherche financée par le gouvernement est le fait du gouvernement fédéral; cela comprend des subventions et des contributions accordées à des universités et à l'industrie privée pour la réalisation de la recherche.

Graphique B3.9

Dépenses à la recherche du gouvernement fédéral à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire, exercices financiers 2005-2006 à 2007-2008



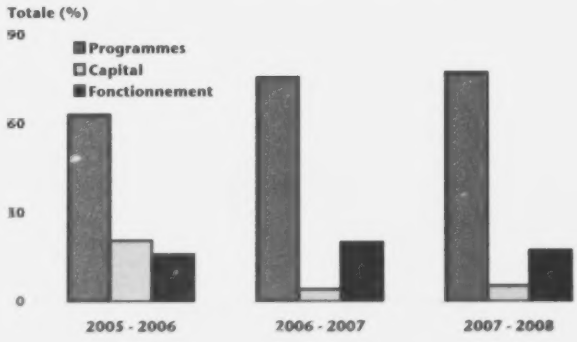
Source: AAC, Données sur le revenu agricole, les modalités financières et l'aide gouvernementale.

- **Au niveau provincial, au cours des trois derniers exercices, les dépenses de programme représentaient le poste le plus important des dépenses à la recherche.**

Environ les trois quarts des sommes que les provinces consacrent à la recherche sont versés sous la forme de subventions et de contributions consenties à des universités et des organismes scientifiques aux fins du développement technologique dans le secteur agricole.

Graphique B3.10

Dépenses à la recherche des gouvernements provinciaux à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire, exercices financiers 2005-2006 à 2007-2008



Source: AAC, Données sur le revenu agricole, les modalités financières et l'aide gouvernementale.

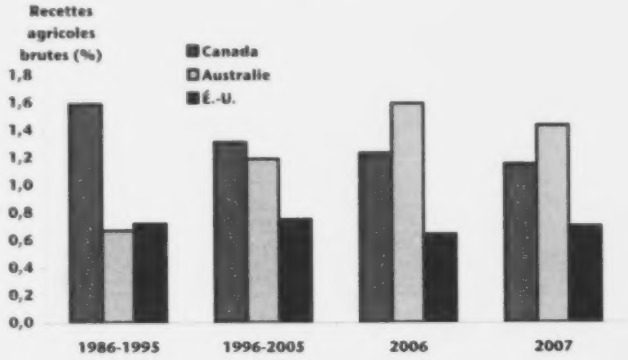
Les dépenses gouvernementales à la R-D en agriculture diminuent au Canada et dans d'autres pays

- **Au Canada, les dépenses gouvernementales à la R-D dans le secteur agricole et agroalimentaire ont reculé, passant de 1,6 % entre 1986 et 1995 à 1,3 % entre 1996 et 2005 et à 1,1 % en 2007.**

  En 2007, en proportion des revenus agricoles bruts, la R-D financée par le gouvernement au Canada était moins élevée qu'en Australie, mais plus élevée qu'États-Unis. En Australie, cette proportion est passée de 0,7 % entre 1986 et 1995 à 1,2 % entre 1996 et 2005 et à 1,4 % en 2007. Aux États-Unis, la proportion est demeurée autour de 0,7 % au cours des vingt dernières années.

Graphique B3.11

Soutien public à la R-D destiné au secteur agricole et alimentaire, 1986-2007



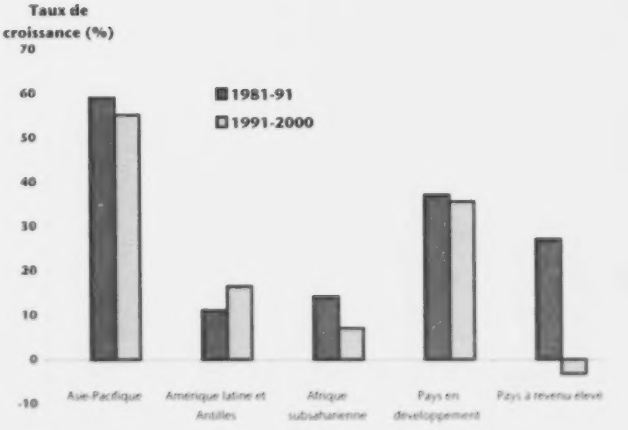
Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama, 2008.

- **Depuis le début des années 1990, on a observé un recul important du soutien envers les dépenses gouvernementales à la R-D dans le secteur agricole, en particulier dans les pays développés à revenu élevé, et dans une moindre mesure dans les pays emergents.**

  Les taux de croissance des dépenses gouvernementales à la R-D ne sont plus comparables à ceux qu'on observaient dans les années 1970, à l'époque où un accroissement du soutien public à la R-D s'était traduit par la Révolution verte en Asie et en Amérique latine.

Graphique B3.12

Dépenses gouvernementales totales à la recherche agricole, par région



Source : Pardey, Beintema, Dehmer, et Wood (2006).

Les taux de rendement de la recherche agricole financée par le secteur public ont été systématiquement élevés au Canada, et particulièrement dans le domaine des cultures

- **Comme d'autres pays, le Canada a connu des taux de rendement élevés au chapitre des dépenses gouvernementales à la R-D en matière de cultures à grande échelle, où les améliorations incrémentielles s'amplifient en proportion de la superficie cultivée.**

  Ces taux de rendement élevés indiquent que des ressources plus nombreuses pourraient être consacrées avantageusement à la recherche agricole.

Graphique B3.13

Taux de rendement de la R-D en agriculture financée par le gouvernement au Canada

	Ratio avantages-coûts	Taux de rendement
Blé (Galushko et Gray. 2008)	14,83	43-53 %*
Orge (Scott et coll. 2005)	4,12	36,8 %*
Légumineuses (Gray et Scott 2003)*	---	20,4 %*
Canola (Boyd, Goddard et Benkie. 2008)	6,65	---

Source : Diverses sources.

Nota : 1) *Chiffres basés sur les contributions des producteurs et le financement du secteur public à la R-D en génétique/sélection animale.
2) Les estimations varient selon le calendrier de référence et les données commerciales utilisées.

- **Entre 1972 et 2007, les améliorations génétiques issues de la sélection des plantes ont permis d'accroître de 16 % les rendements de diverses variétés de blé tendre de l'Ouest.**

Graphique B3.14

Augmentations du rendement du blé par suite d'améliorations génétiques, 1972-2006

Source : Adapté de Galushko et Gray, 2008, et Statistique Canada.

L'accroissement des rendements attribuable aux améliorations génétiques a été calculé à partir d'un indice moyen pondéré (Galuschko et Gray, 2008) qui permet d'isoler les répercussions de la sélection sur les rendements du blé dans les Prairies, compte tenu de la part de chaque catégorie de blé.

Les taux de rendement de la recherche agricole financée par le secteur public ont été systématiquement élevés au Canada, et particulièrement dans le domaine des cultures

- **Comme d'autres pays, le Canada a connu des taux de rendement élevés au chapitre des dépenses gouvernementales à la R-D en matière de cultures à grande échelle, où les améliorations incrémentielles s'amplifient en proportion de la superficie cultivée.**

  Ces taux de rendement élevés indiquent que des ressources plus nombreuses pourraient être consacrées avantageusement à la recherche agricole.

Graphique B3.13

Taux de rendement de la R-D en agriculture financée par le gouvernement au Canada

	Ratio avantages-coûts	Taux de rendement
Blé (Galushko et Gray. 2008)	14,83	43-53 %*
Orge (Scott et coll. 2005)	4,12	36,8 %*
Légumineuses (Gray et Scott 2003)*	---	20,4 %*
Canola (Boyd, Goddard et Benkie. 2008)	6,65	---

Source : Diverses sources.

Nota : 1) *Chiffres bases sur les contributions des producteurs et le financement du secteur public à la R-D en genetique/selection animale.
2) Les estimations varient selon le calendrier de reference et les donnees commerciales utilisées.

- **Entre 1972 et 2007, les améliorations génétiques issues de la sélection des plantes ont permis d'accroître de 16 % les rendements de diverses variétés de blé tendre de l'Ouest.**

Graphique B3.14

Augmentations du rendement du blé par suite d'améliorations génétiques, 1972-2006

Source : Adapté de Galushko et Gray, 2008, et Statistique Canada.

L'accroissement des rendements attribuable aux améliorations génétiques a été calculé à partir d'un indice moyen pondéré (Galuschko et Gray, 2008) qui permet d'isoler les répercussions de la sélection sur les rendements du blé dans les Prairies, compte tenu de la part de chaque catégorie de blé.

L'industrie des bioproduits est un exemple d'industrie ayant affiché une croissance attribuable à l'innovation

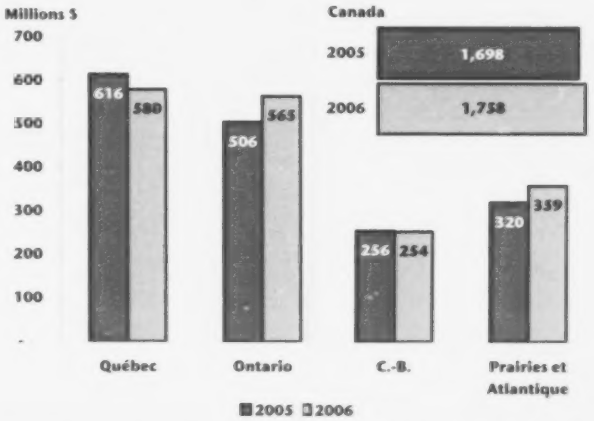
- **L'industrie des bioproduits a pris de l'expansion.** Selon l'Enquête de 2006 sur le développement des bioproduits, 239 entreprises ont signalé des activités se rapportant aux bioproduits au Canada.

  Ces entreprises ont généré des revenus de 1,7 milliard de dollars et des exportations de 828 millions de dollars, en plus d'avoir investi 90 millions de dollars dans la R-D et d'avoir employé 3 900 personnes.

  Ce sont les entreprises de bioproduits du Québec et de l'Ontario qui ont généré les revenus les plus élevés.

Graphique B3.15

Revenu tiré des bioproduits par région, 2005 et 2006



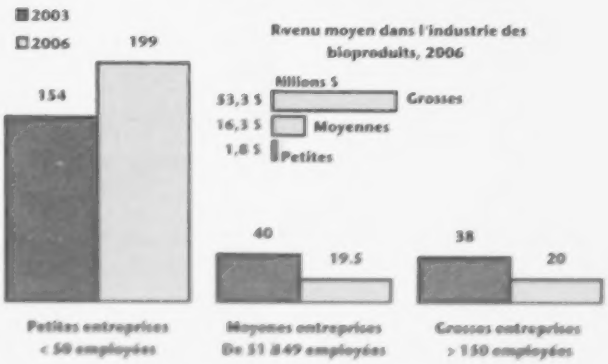
Source: Statistique Canada, Enquête sur le développement et la production de bioproduits, 2006.

- **Comme beaucoup d'industries émergentes, l'industrie des bioproduits se caractérise par une forte proportion de petites et moyennes entreprises.** Plus de 80 % des entreprises dans l'industrie sont de petite taille (moins de 50 employés).

  Les vingt plus grosses entreprises de l'industrie des bioproduits en représentent 60 % des revenus (avec une moyenne de 53 millions de dollars par entreprise).

Graphique B3.16

Nombre d'entreprises dans l'industrie des bioproduits et leur revenu moyen, selon la taille, 2003 et 2006



Source : Statistique Canada, Enquête sur le développement et la production bioproduits, 2006.

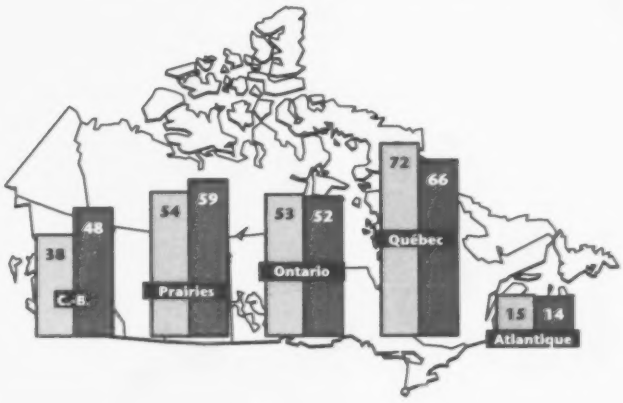
Les bioproduits (à l'exclusion des aliments, du fourrage et des médicarents) sont fabriqués à partir d'intrants biologiques renouvelables (souvent appelés biomasse). L'expression englobe les nouveaux produits bio ainsi que les produits traditionnels qui ont été adaptés por remplacer des intrants non renouvelables. Les produits industriels de fabrication classique (comme l bois d'œuvre) n'en font pas partie. L'expression « biomasse » s'entend des matières d'origine forestièr, agricole (végétaux, produits ou sous-produits d'origine animale), marine et aquicole, ainsi que des décets industriels et municipaux.

L'industrie des bioproduits, qui est présente dans toutes les provinces, englobe de nombreux secteurs établis

- **L'industrie des bioproduits s'est déplacée vers l'Ouest. Dès la fin de 2006, 48 % des entreprises de bioproduits se retrouvaient dans l'Ouest canadien, par rapport à 40 % en 2003.**

Graphique B3.17

Nombre d'entreprises signalant une activité dans le domaine des bioproduits, 2003, 2006

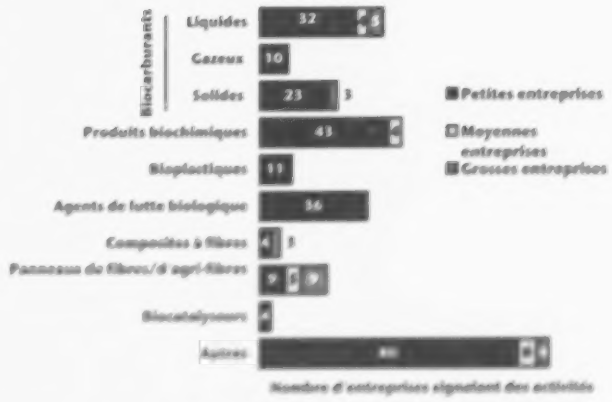


Source : Statistique Canada, Enquête sur le développement et la production de bioproduits, 2006.

- **Les entreprises de bioproduits ont signalé des activités dans un vaste éventail de marchés, y compris ceux des biocarburants, des produits chimiques, des plastiques et des composites, des panneaux de fibres, des agents de lutte biologique (pesticides, fongicides, herbicides) et des biocatalyseurs.** Les petites entreprises sont plus diversifiées et les grosses entreprises sont spécialisées.

Graphique B3.18

Activité dans le domaine des bioproduits signalée par les entreprises, 2006



Source : Statistique Canada, Enquête sur le développement et la production de bioproduits, 2006.

L'industrie des bioproduits est un exemple d'industrie ayant affiché une croissance attribuable à l'innovation

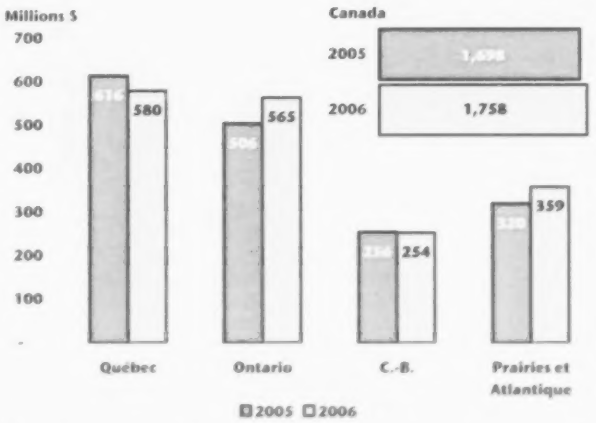
- **L'industrie des bioproduits a pris de l'expansion.** Selon l'Enquête de 2006 sur le développement des bioproduits, 239 entreprises ont signalé des activités se rapportant aux bioproduits au Canada.

  Ces entreprises ont généré des revenus de 1,7 milliard de dollars et des exportations de 828 millions de dollars, en plus d'avoir investi 90 millions de dollars dans la R-D et d'avoir employé 3 900 personnes.

  Ce sont les entreprises de bioproduits du Québec et de l'Ontario qui ont généré les revenus les plus élevés.

Graphique B3.15

Revenu tiré des bioproduits par région, 2005 et 2006



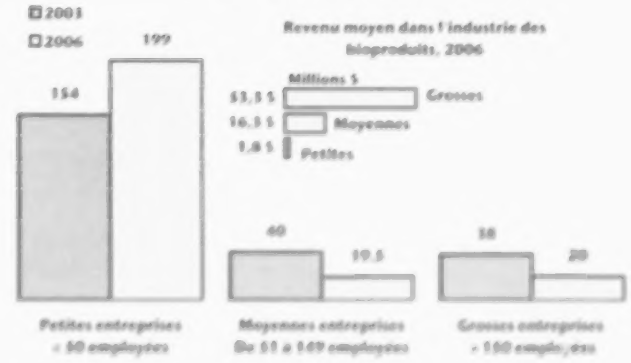
Source : Statistique Canada, Enquête sur le développement et la production de bioproduits, 2006.

- **Comme beaucoup d'industries émergentes, l'industrie des bioproduits se caractérise par une forte proportion de petites et moyennes entreprises.** Plus de 80 % des entreprises dans l'industrie sont de petite taille (moins de 50 employés).

  Les vingt plus grosses entreprises de l'industrie des bioproduits en représentent 60 % des revenus (avec une moyenne de 53 millions de dollars par entreprise).

Graphique B3.16

Nombre d'entreprises dans l'industrie des bioproduits et leur revenu moyen, selon la taille, 2003 et 2006



Source : Statistique Canada, Enquête sur le développement et la production de bioproduits, 2006.

Les bioproduits (à l'exclusion des aliments, du fourrage et des médicaments) sont fabriqués à partir d'intrants biologiques renouvelables (souvent appelés biomasse). L'expression englobe les nouveaux produits bio ainsi que les produits traditionnels qui ont été adaptés pour remplacer des intrants non renouvelables. Les produits industriels de fabrication classique (comme le bois d'œuvre) n'en font pas partie. L'expression « biomasse » s'entend des matières d'origine forestière, agricole (végétaux, produits ou sous-produits d'origine animale), marine et aquicole, ainsi que des déchets industriels et municipaux.

L'industrie des bioproduits, qui est présente dans toutes les provinces, englobe de nombreux secteurs établis

- **L'industrie des bioproduits s'est déplacée vers l'Ouest. Dès la fin de 2006, 48 % des entreprises de bioproduits se retrouvaient dans l'Ouest canadien, par rapport à 40 % en 2003.**

Graphique B3.17

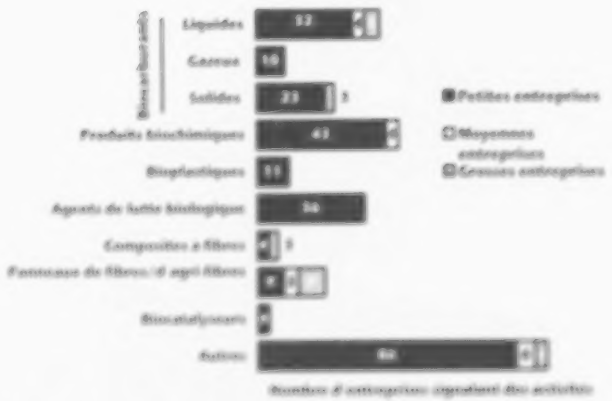
Nombre d'entreprises signalant une activité dans le domaine des bioproduits, 2003, 2006

Source : Statistique Canada, Enquête sur le développement et la production de bioproduits, 2006

- **Les entreprises de bioproduits ont signalé des activités dans un vaste éventail de marchés, y compris ceux des biocarburants, des produits chimiques, des plastiques et des composites, des panneaux de fibres, des agents de lutte biologique (pesticides, fongicides, herbicides) et des biocatalyseurs.** Les petites entreprises sont plus diversifiées et les grosses entreprises sont spécialisées.

Graphique B3.18

Activité dans le domaine des bioproduits signalée par les entreprises, 2006



Source : Statistique Canada, Enquête sur le développement et la production de bioproduits, 2006

SECTION C

Éléments constituants du système agricole et agroalimentaire

SECTION C1

Consommateurs

Les consommateurs canadiens sont représentatifs des consommateurs des pays développés. Ils consacrent généralement un pourcentage relativement peu élevé de leur revenu personnel disponible à l'alimentation. En fait, la proportion consacrée aux aliments par le consommateur moyen diminue.

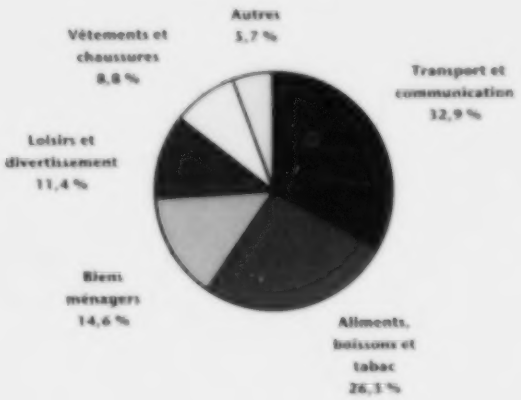
À mesure que leurs revenus augmentent, les consommateurs ont les moyens d'acheter des produits autres que les denrées de base, selon leurs nouvelles préférences et leurs valeurs propres. En réponse aux exigences des consommateurs, l'industrie offre une variété de produits alimentaires qui tiennent compte non seulement des préférences des clients en matière de commodité et de santé, mais également des méthodes de production respectueuses de l'environnement, axées sur le commerce équitable et le bien-être des animaux.

Les Canadiens et les Canadiennes consacrent plus de 150 milliards de dollars par année aux aliments achetés dans les commerces et aux repas au restaurant

- **Les sommes consacrées aux aliments, aux boissons et au tabac (ABT) représentent le deuxième poste de dépenses dans la catégorie des achats de biens par les consommateurs.**

  En 2007, les Canadiens et les Canadiennes ont consacré 106 milliards de dollars (soit 26,5 % du total des dépenses que les particuliers consacrent à l'achat de biens) à des produits ABT achetés dans les commerces.

Graphique C1.1
Répartition des dépenses personnelles consacrées aux biens, 2007



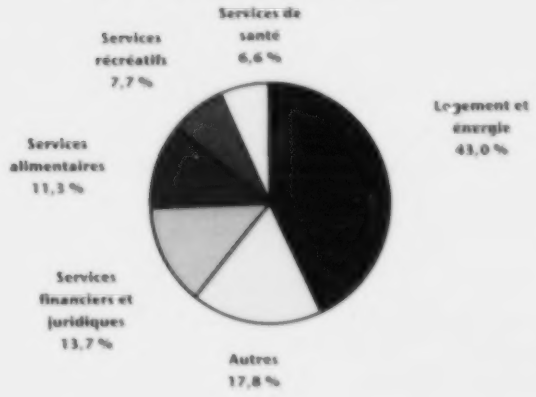
Source : Statistique Canada

- **Les sommes consacrées aux services alimentaires représentent le troisième poste de dépenses dans la catégorie des services achetés par les consommateurs.**

  En 2007, les Canadiens et les Canadiennes ont consacré 50 milliards de dollars aux services alimentaires, soit 11 % du total des sommes que les particuliers consacrent à l'achat de services au Canada.

  Ensemble, les dépenses consacrées à la nourriture achetée dans les commerces et aux services alimentaires (156 milliards de dollars) constituaient 18 % des dépenses des particuliers en matière de biens et de services.

Graphique C1.2
Répartition des dépenses personnelles consacrées aux services, 2007



Source : Statistique Canada

De telles dépenses sont possibles parce que le revenu disponible augmente

- **Le revenu personnel disponible continue d'augmenter au Canada; en 2007, il a atteint 30 063 $ par personne.**

Graphique C1.3

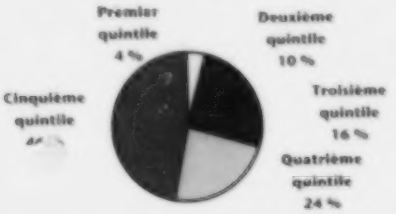
Revenu personnel disponible réel par habitant, 1981-2007

Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **En 2006, les ménages canadiens dont le revenu était le plus faible (le premier quintile) n'affichaient que 4 % du revenu personnel brut global, par rapport à 46 % pour les ménages canadiens dont le revenu était le plus élevé (cinquième quintile).**

Graphique C1.4

Répartition des revenus bruts des ménages en quintiles*, 2006



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

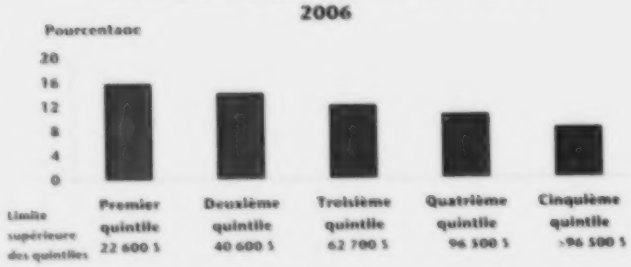
*Quintiles de revenu des ménages : Catégories de revenu qu'on obtient en classant les ménages par ordre ascendant selon de leur revenu total et en répartissant l'ensemble ménages également entre ces cinq catégories. Le premier quintile représente les 20 % des ménages qui affichent le revenu le plus faible et le cinquième quintile, les 20 % des ménages qui affichent le revenu le plus élevé.

- **En 2006, les Canadiens et les Canadiennes dont le revenu était le plus faible (premier quintile) ont consacré 15,6 % des dépenses des ménages à l'achat d'aliments dans les commerces. C'était la proportion la plus élevée parmi tous les quintiles de revenu.**

  Les Canadiens et les Canadiennes dont le revenu était le plus élevé (cinquième quintile), quant à eux, n'ont consacré que 8 % des dépenses des ménages à l'achat d'aliments dans les commerces.

Graphique C1.5

Part des dépenses des ménages consacrée aux aliments selon le quintile de revenu*, 2006



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

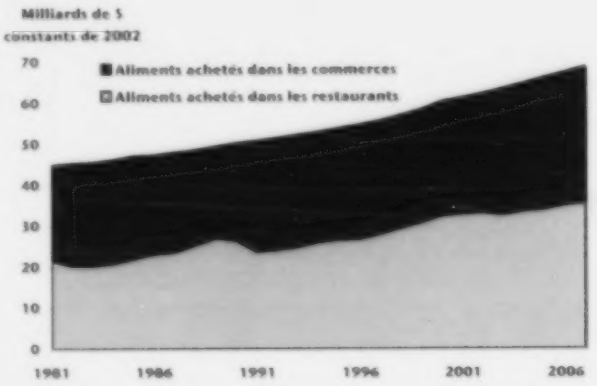
*Quintiles de revenu des ménages : Catégories de revenu qu'on obtient en classant les ménages par ordre ascendant selon de leur revenu total et en répartissant l'ensemble ménages également entre ces cinq catégories. Le premier quintile représente les 20 % des ménages qui affichent le revenu le plus faible et le cinquième quintile, les 20 % des ménages qui affichent le revenu le plus élevé.

La part que les Canadiens et les Canadiennes consacrent aux repas au restaurant a continué d'augmenter en 2007

- **En 2007, le total des dépenses personnelles réelles consacrées aux aliments achetés dans les commerces et aux repas au restaurant a continué d'augmenter au Canada, pour atteindre 68 milliards de dollars et 35 milliards de dollars respectivement.** Les sommes consacrées aux aliments ont augmenté pour atteindre 3 183 $ par habitant annuellement, dont 36 % consacrés aux repas dans les restaurants.

Graphique C1.6

Dépenses personnelles consacrées aux aliments, 1981-2007



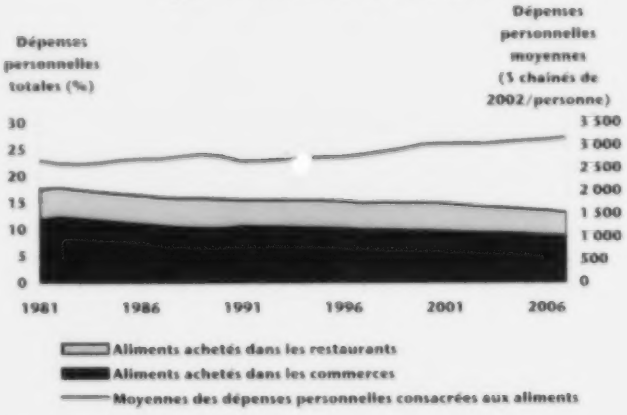
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Même si les dépenses personnelles réelles consacrées aux aliments ont augmenté, leur part du total des dépenses personnelles a suivi une courbe à la baisse au cours des 26 dernières années.**

  Les Canadiens et les Canadiennes n'ont consacré que 13 % de leurs dépenses totales aux aliments en 2007, par rapport à 17 % en 1981. Les consommateurs consacrent une plus grande part de leurs dépenses à d'autres biens et services comme le logement, les ordinateurs et l'équipement électronique.

Graphique C1.7

Dépenses personnelles moyennes consacrées aux aliments en pourcentage des dépenses personnelles totales, 1981-2007



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Toutefois, la plus grande part des sommes consacrées à l'alimentation est toujours consacrée aux aliments achetés dans les commerces.

- **Près de 75 % de tous les repas consommés par les Canadiens et les Canadiennes sont composés d'aliments achetés dans les commerces.**

  Les services alimentaires commerciaux représentent environ 10 % des repas.

Graphique C1.8

Endroit où les consommateurs canadiens prennent leurs repas, 2007

Catégorie de repas	% des repas
Repas achetés dans un commerce de détail et consommés à la maison	67
Dans un restaurant	8
Repas sautés	8
Repas apportés de la maison	8
Tous les autres repas pris à l'extérieur de la maison	7
Repas achetés dans un restaurant et consommés à la maison	2

Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires (Données obtenues de National Eating Trends Canada, NPD Group Canada Inc.).

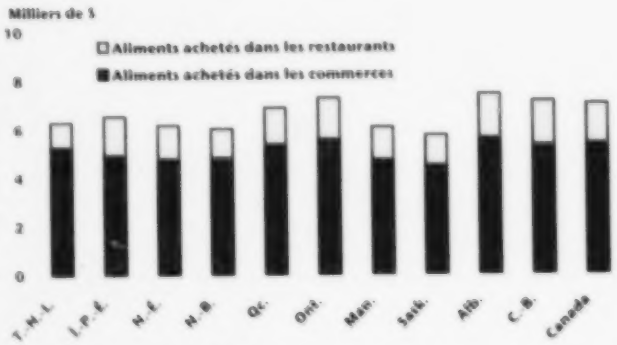
- **Au Canada, le consommateur moyen est allé 184 fois au restaurant en 2007, par rapport à 192 fois en 2006. La majorité des repas (60 %) étaient des repas dans des établissements de restauration rapide.**

  Les habitants de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de l'Île-du-Prince-Édouard et de l'Ontario ont consacré une plus grande part de leurs dépenses d'alimentation que la moyenne aux repas dans les restaurants par rapport aux habitants des autres provinces.

  Ces différences ne sont pas attribuables à la différences des taxes de vente provinciale (TVP) puisque seuls les repas de moins de 4,00 $ sont exemptés de taxe en Alberta, en Saskatchewan et en Ontario.

Graphique C1.9

Moyenne des dépenses des ménages consacrées aux aliments, par province, 2006



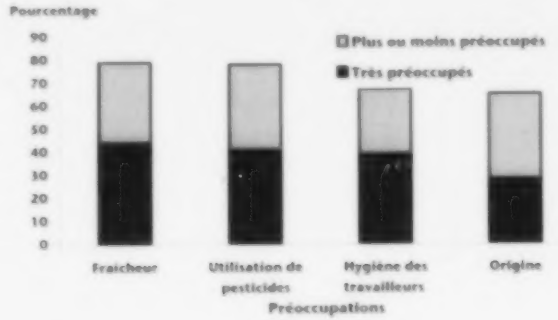
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : Cette variable comprend le montant des pensions versées à des ménages privés.

Les enjeux liés à la qualité et à la salubrité des aliments, l'utilisation des pesticides et des hormones, la fraîcheur et les mesures sanitaires sont des enjeux importants pour les consommateurs canadiens lorsqu'ils achètent des produits alimentaires.

- **Les consommateurs canadiens affirment être préoccupés de la façon dont les fruits et les légumes sont transformés, de l'utilisation possible de pesticides et de la fraîcheur des produits.**

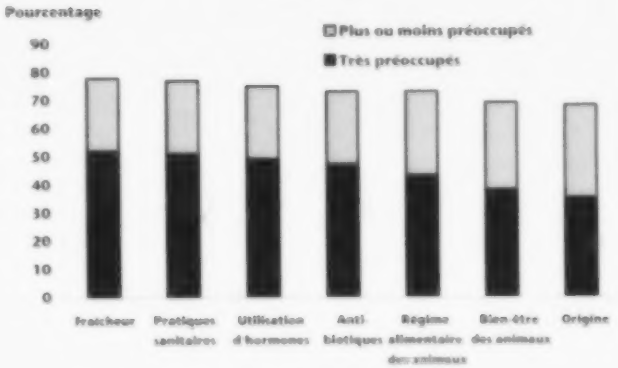
Graphique C1.10
Pourcentage des répondants qui ont des préoccupations particulières lorsqu'ils achètent des fruits et légumes frais, Canada, 2007



Source : Fédération canadienne de l'agriculture (FCA) et Meyers Norris Penny, Canadian Label Project: Branding Canada at Home.

- **Les consommateurs canadiens affirment qu'ils sont davantage préoccupés par la fraîcheur, les mesures sanitaires des travailleurs et l'utilisation d'hormones lorsqu'ils achètent de la viande rouge ou de la volaille.**

Graphique C1.11
Pourcentage des répondants qui ont des préoccupations particulières lorsqu'ils achètent de la viande et de la volaille, Canada, 2007



Source : Fédération canadienne de l'agriculture (FCA) et Meyers Norris Penny, Canadian Label Project: Branding Canada at Home.

SECTION C2

Distribution alimentaire

(vente au détail ou en gros et services alimentaires)

La distribution alimentaire et les services alimentaires sont des composantes de premier plan du système agricole et agroalimentaire canadien. Pour répondre à l'évolution du marché et à l'arrivée de nouveaux joueurs (p. ex. Wal-Mart), les détaillants en alimentation ont choisi la restructuration pour préserver, voire accroître, leur part de marché, ce qui s'est traduit par davantage de concentration. Les établissements de services alimentaires continuent également d'adapter les produits/services qu'ils offrent, afin d'augmenter leur chiffre d'affaires en réaction à la concurrence des détaillants qui offrent aux consommateurs la commodité qu'ils souhaitent en leur proposant une variété croissante d'aliments préparés et de repas à emporter.

On observe une consolidation de plus en plus poussée dans le commerce alimentaire de détail

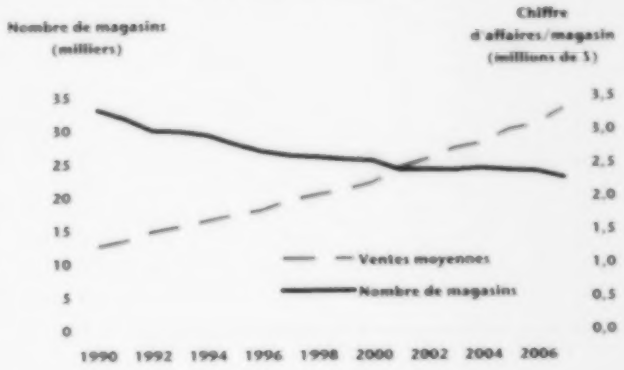
- **Au cours de la dernière décennie, on a assisté à une rationalisation accrue des points de vente au détail et on a vu apparaître des magasins de plus en plus gros.**

Le nombre de marchés d'alimentation a continué de diminuer, pour se situer à 22 870 en 2007. Les supermarchés appartenant à des chaînes et les dépanneurs représentent 60 % du chiffre d'affaires des détaillants alimentaires. En 2007, Loblaws possédait 1 036 succursales ou franchises et Sobeys, 1 332 magasins.

Les trois plus gros détaillants en alimentation au Canada sont Loblaws, Sobeys et Métro.

Graphique C2.1

Nombre de magasins d'alimentation au Canada et chiffre d'affaires moyen, 1990-2007



Source : Canadian Grocer, Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : Les chiffres de 2007 sont des estimations.

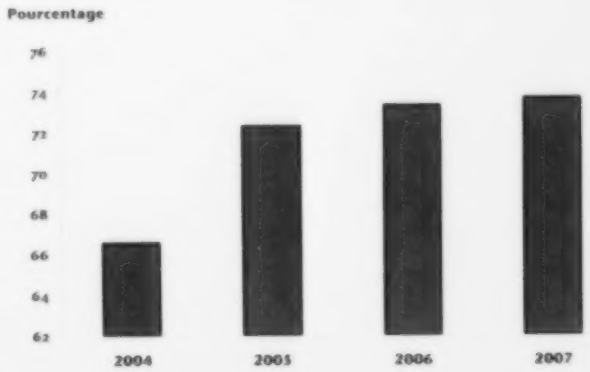
- **Les chaînes de supermarchés classiques se sont consolidées pour faire face à une concurrence de plus en plus vive de la part de nouveaux venus dotés d'un solide financement comme Wal-Mart et Costco.**

La réaction des détaillants canadiens face à ces nouveaux entrants aura peut-être pour effet de modifier les relations entre détaillants, transformateurs et exploitants agricoles.

La part de marché des quatre principaux détaillants du secteur de l'alimentation est passée de 67 % en 2004 à 74 % en 2006. Une bonne partie de cette hausse s'explique par l'acquisition d'A&P par Métro en 2005.

Chart C2.2

Part de marché des quatre plus gros détaillants en alimentation au Canada, 2004-2007



Source : Canadian Grocer et calculs d'AAC.

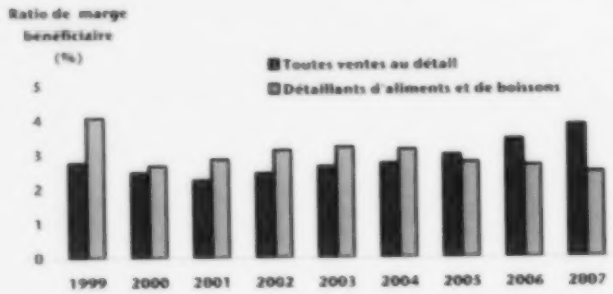
Les marges bénéficiaires des détaillants canadiens du secteur des aliments et des boissons diminuent

- **Les marges bénéficiaires des détaillants canadiens du secteur des aliments et des boissons sont tombées en-dessous des marges des autres types de détaillants.**

Les marges bénéficiaires des détaillants du secteur des aliments et des boissons tournent autour de 3 % par année. Au début des années 2000, leurs marges étaient plus élevées que celles des autres détaillants, mais depuis 2005, la situation s'est inversée.

Graphique C2.3

Ratio moyen de marge bénéficiaire des détaillants d'aliments et de boissons, 1999-2007



Source : Statistique Canada, Statistiques financières trimestrielles des entreprises.

Nota : *Voir les définitions du ratio de marge bénéficiaire et des industries non financières dans le glossaire.

Ne comprend pas les coopératives contrôlées par l'État, notamment la LCBO et la SAQ.

Les lignes de démarcation entre la vente au détail de produits alimentaires et de produits non alimentaires, la vente en gros d'aliments et la transformation des aliments sont de plus en plus floues

- **Les grands magasins, les pharmacies et les stations-service sont de plus en plus nombreux à vendre des produits alimentaires, alors que les détaillants/grossistes traditionnels du secteur alimentaire ont élargi leur sélection de produits non alimentaires.**

Dans les magasins de marchandises diverses, les aliments et les boissons représentaient la catégorie qui a affiché la plus forte hausse des ventes en 2007, soit 11 % par rapport à 2006. Pour la première fois, la catégorie de vente des aliments et des boissons étaient la plus importante dans ce genre de magasins.

Les magasins de marchandises diverses constituent aujourd'hui 10,1 % du marché des aliments et des boissons, par rapport à 7,4 % en 1998.

Graphique C2.4

Chiffre d'affaires au titre des aliments et boissons selon le genre de point de vente, 2007

Genre de point de vente	%
Magasins d'aliments et boissons	41,4
Magasins de marchandises diverses	10,1
Stations-service et concessionnaires automo	2,6
Pharmacies	1,6
Autres	0,3

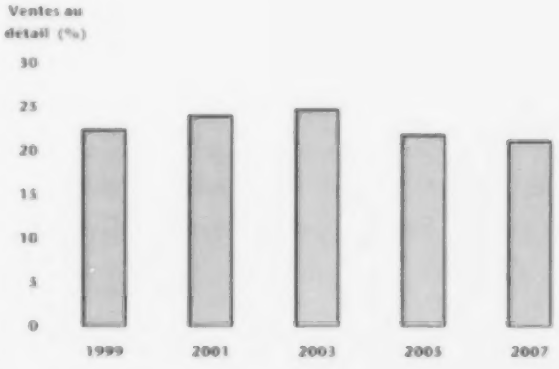
Source : Statistique Canada, Enquête trimestrielle sur les marchandises vendues au détail, totalisations spéciales.

- **Les produits de marque maison représentent une part significative des ventes d'aliments (21 %) et les détaillants en alimentation continuent de se concentrer sur la conception de tels produits pour attirer et conserver des clients.**

La mise au point de produits de marque maison demeure une stratégie concurrentielle de premier plan pour les grands détaillants en alimentation. Par exemple, les ventes des produits de la marque maison de Loblaws, *Le Choix du Président*, représentent actuellement 24 % du chiffre d'affaires de la chaîne. La marque maison de Sobeys, *Compliments*, a été lancée en 2005 et compte maintenant environ 4 800 produits.

Graphique C2.5

Part des produits de marque maison sur le chiffre d'affaires total des produits alimentaires au Canada, 1999-2007



Source : A.C. Nielsen.

Les lignes de démarcation entre la vente au détail de produits alimentaires et de produits non alimentaires, la vente en gros d'aliments et la transformation des aliments sont de plus en plus floues

- **Les grands magasins, les pharmacies et les stations-service sont de plus en plus nombreux à vendre des produits alimentaires, alors que les détaillants/grossistes traditionnels du secteur alimentaire ont élargi leur sélection de produits non alimentaires.**

Dans les magasins de marchandises diverses, les aliments et les boissons représentaient la catégorie qui a affiché la plus forte hausse des ventes en 2007, soit 11 % par rapport à 2006. Pour la première fois, la catégorie de vente des aliments et des boissons étaient la plus importante dans ce genre de magasins.

Les magasins de marchandises diverses constituent aujourd'hui 10,1 % du marché des aliments et des boissons, par rapport à 7,4 % en 1998.

Graphique C2.4

Chiffre d'affaires au titre des aliments et boissons selon le genre de point de vente, 2007

Genre de point de vente	%
Magasins d'aliments et boissons	85,4
Magasins de marchandises diverses	10,1
Stations-service et concessionnaires automo	2,6
Pharmacies	1,6
Autres	0,3

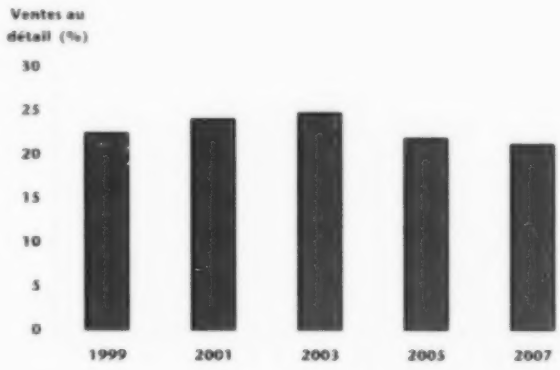
Source : Statistique Canada, Enquête trimestrielle sur les marchandises vendues au détail, totalisations spéciales.

- **Les produits de marque maison représentent une part significative des ventes d'aliments (21 %) et les détaillants en alimentation continuent de se concentrer sur la conception de tels produits pour attirer et conserver des clients.**

La mise au point de produits de marque maison demeure une stratégie concurrentielle de premier plan pour les grands détaillants en alimentation. Par exemple, les ventes des produits de la marque maison de Loblaws, *Le Choix du Président*, représentent actuellement 24 % du chiffre d'affaires de la chaîne. La marque maison de Sobeys, *Compliments*, a été lancée en 2005 et compte maintenant environ 4 800 produits.

Graphique C2.5

Part des produits de marque maison sur le chiffre d'affaires total des produits alimentaires au Canada, 1999-2007



Source : A.C. Nielsen.

Le chiffre d'affaires continue d'augmenter et le nombre de faillites est en baisse dans le domaine des services alimentaires

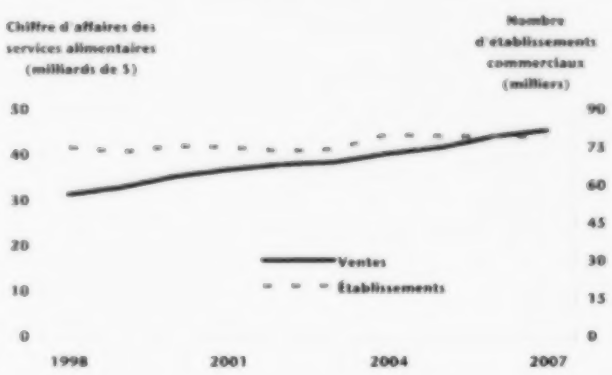
- **Les ventes des services alimentaires commerciaux ont augmenté de 45 % au cours de la dernière décennie, tandis que le nombre d'établissements s'est stabilisé, s'accroissant de 5 % seulement.**

Le chiffre d'affaires des services alimentaires commerciaux était évalué à 46,6 milliards de dollars en 2007; cela représentait une hausse de 3 % par rapport à 2006.

En 2007, il y avait approximativement 79 000 établissements de services alimentaires commerciaux au Canada, dont 39 % étaient en Ontario et 23 % au Québec.

Graphique C2.6

Chiffre d'affaires des services alimentaires commerciaux et nombre d'établissements, 1998-2007



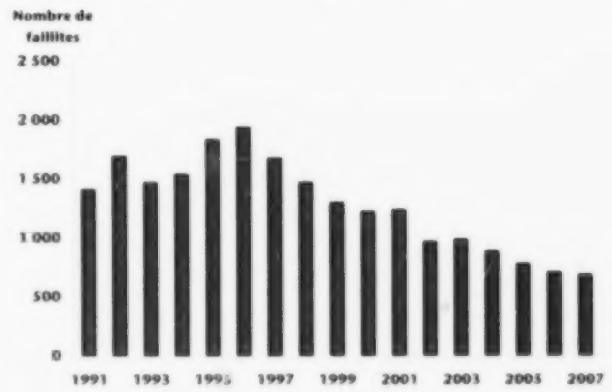
Source : Statistique Canada.

- **Le nombre de faillites de restaurants commerciaux a chuté de 3 % en 2007 par rapport à 2006.**

Le nombre de faillites a diminué sensiblement et systématiquement depuis une dizaine d'années, passant d'un sommet de 1 933 en 1996 à 683 en 2007.

Graphique C2.7

Nombre de faillites de restaurants commerciaux, 1991-2007



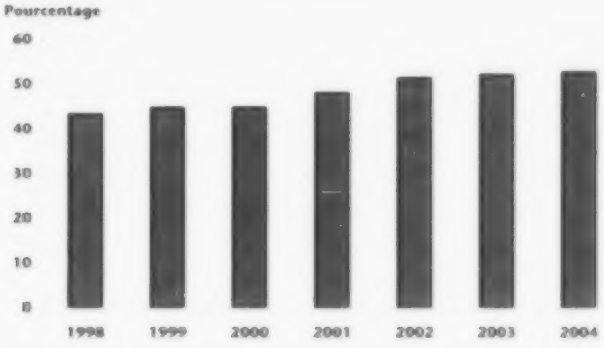
Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires, InfoStat trimestriel.

Les Canadiens et les Canadiennes peuvent choisir parmi une grande variété d'établissement de services alimentaires

- **On a également observé une consolidation dans le secteur des services alimentaires.**

Graphique C2.8

Part de marché des 50 principaux établissements de services alimentaires, 1998-2004



Source : Canadian Restaurant and Foodservices Association

- **Lorsque les Canadiens et les Canadiennes mangent au restaurant, ils ont tendance à privilégier les établissements qui offrent davantage de services.** Les restaurants à service complet représentent plus du tiers du chiffre d'affaires des services alimentaires commerciaux.

  Les ventes des services alimentaires non commerciaux se sont accrues de 5 % en 2007, soit une proportion plus élevée que les services alimentaires commerciaux, dont la croissance a été de 3 %.

  Le chiffre d'affaires de l'ensemble des services alimentaires (commerciaux et non commerciaux) était estimé à 57,5 milliards de dollars en 2007.

Graphique C2.9

Part de marché des services alimentaires selon la catégorie, 2007

Catégorie	%
Services alimentaires commerciaux	**79**
Restaurants à service complet	36
Restaurants à service restreint	32
Traiteurs et traiteurs à contrat	7
Pubs, tavernes et boîtes de nuit	4
Services alimentaires non commerciaux	**21**
Restauration hôtelière	9
Restauration collective	6
Services d'alimentation de détail	2
Autres services alimentaires	4

Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires et calculs d'AAC.

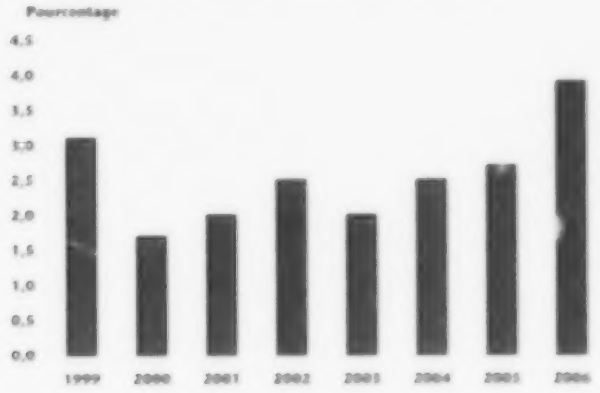
Nota : Les chiffres de 2007 sont préliminaires.

Comme les Canadiens et les Canadiennes consacrent plus d'argent aux repas dans les restaurants, les marges bénéficiaires ont augmenté

- **Les services alimentaires et les débits de boissons ont vu leurs marges bénéficiaires moyennes augmenter, passant de 2,7 % en 2005 à 3,9 % en 2006.**

Graphique C2.10

Marge bénéficiaire des services alimentaires et des débits de boisson, 1999-2006



Source : Statistique Canada, Statistiques financières et fiscales des entreprises, Annuel

SECTION C3

Transformation des aliments, des boissons et du tabac

Le secteur canadien de la transformation des aliments, des boissons et du tabac est le lien entre les agriculteurs, les détaillants, les services alimentaires et les consommateurs (au Canada et à l'étranger). Ce lien est de plus en plus intégré alors que les entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac s'associent avec des agriculteurs et des détaillants (au Canada et à l'étranger) pour offrir aux consommateurs les produits qu'ils recherchent. Le secteur canadien de la transformation des aliments, des boissons et du tabac a eu d'importants obstacles à surmonter ces dernières années par suite de la hausse de la valeur du dollar et du resserrement du marché du travail. Ceci a eu pour effet d'entraîner une hausse des coûts de la main-d'œuvre, d'augmenter le prix des intrants pour les matières brutes et d'accroître la compétitivité internationale.

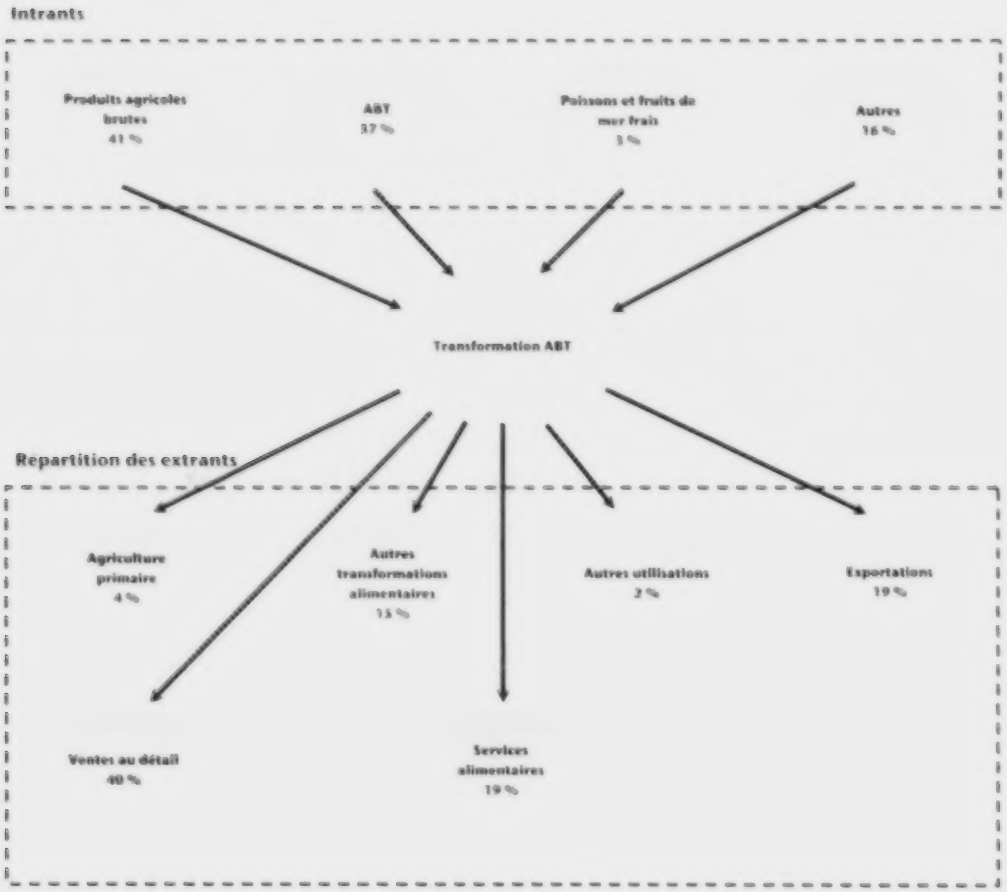
Le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac est un grand groupe d'entreprises variées qui joue un rôle clé dans le système agricole et agroalimentaire

- **Le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac est formé d'une série d'industries allant des entreprises de transformation primaire, telles que les minoteries et les abattoirs, aux entreprises de transformation secondaire, comme les boulangeries et les usines de transformation de la viande.**

Les produits agricoles et les poissons et fruits de mer frais représentent 47 % de la valeur totale des intrants utilisés pour la transformation des aliments, des boissons et du tabac. Les aliments, les boissons et les produits du tabac qui subissent un second cycle de transformation représentent 37 % de la valeur totale. Le reste des intrants (16 %) correspond principalement aux matériaux d'emballage, à l'énergie, aux additifs chimiques et à l'équipement.

Les extrants de la transformation des aliments, des boissons et du tabac sont principalement vendus à des détaillants (40 %) et à des prestataires de services alimentaires (19 %), exportés (19 %) ou utilisés par d'autres entreprises pour la transformation secondaire (15 %).

Graphique C3.1
Composition des intrants utilisés pour la transformation des aliments et répartition des extrants, 2004



Source : Matrice des entrées-sorties de Statistique Canada et calculs d'AAC.

Note : Le total ne donne pas 100 % parce qu'il manque des données confidentielles.

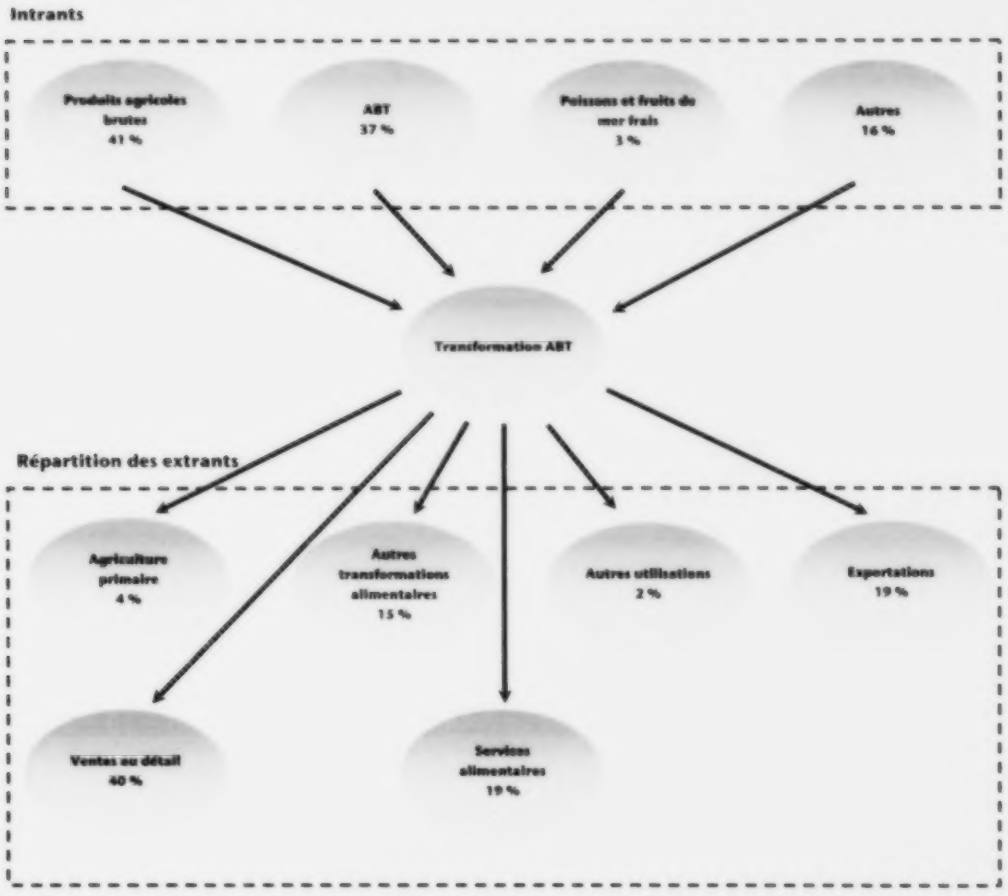
Le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac est un grand groupe d'entreprises variées qui joue un rôle clé dans le système agricole et agroalimentaire

- **Le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac est formé d'une série d'industries allant des entreprises de transformation primaire, telles que les minoteries et les abattoirs, aux entreprises de transformation secondaire, comme les boulangeries et les usines de transformation de la viande.**

Les produits agricoles et les poissons et fruits de mer frais représentent 47 % de la valeur totale des intrants utilisés pour la transformation des aliments, des boissons et du tabac. Les aliments, les boissons et les produits du tabac qui subissent un second cycle de transformation représentent 37 % de la valeur totale. Le reste des intrants (16 %) correspond principalement aux matériaux d'emballage, à l'énergie, aux additifs chimiques et à l'équipement.

Les extrants de la transformation des aliments, des boissons et du tabac sont principalement vendus à des détaillants (40 %) et à des prestataires de services alimentaires (19 %), exportés (19 %) ou utilisés par d'autres entreprises pour la transformation secondaire (15 %).

Graphique C3.1
Composition des intrants utilisés pour la transformation des aliments et répartition des extrants, 2004



Source : Modèle des entrées-sorties de Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : Le total ne donne pas 100 % parce qu'il manque des données confidentielles.

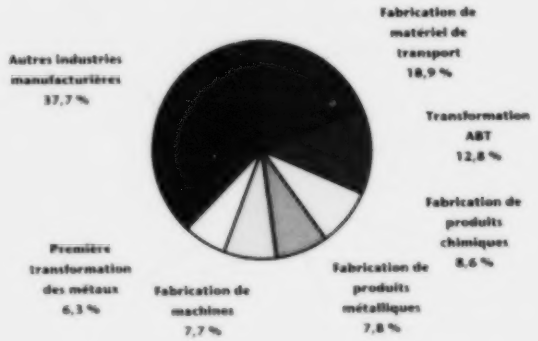
La transformation des aliments, des boissons et du tabac est l'un des principaux secteurs manufacturiers du Canada

- **La transformation des aliments, des boissons et du tabac vient au deuxième rang pour ce qui est de la contribution au PIB total du secteur manufacturier du Canada, juste après la fabrication d'équipement de transport.**

  En 2007, la part du PIB du secteur manufacturier générée par la transformation des aliments, des boissons et du tabac a été de 12,8 % (à elle-seule, dont 10,3 % sont attribuable à la transformation des aliments).

Graphique C3.2

Répartition du PIB dans l'industrie manufacturière, par secteur, 2007

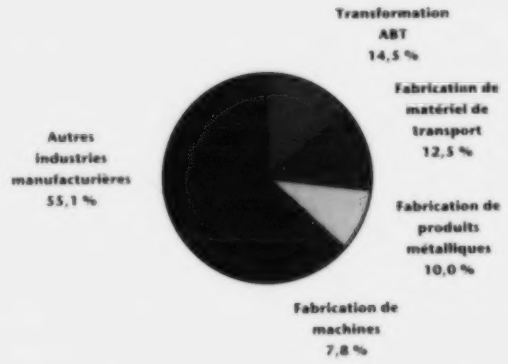


Source : Statistique Canada.

- **Le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac est le principal employeur manufacturier,** avec près de 14,5 % du total des emplois manufacturiers en 2007.

Graphique C3.3

Répartition des emplois dans l'industrie manufacturière, par secteur, 2007



Source : Statistique Canada, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH).

La production est à la baisse

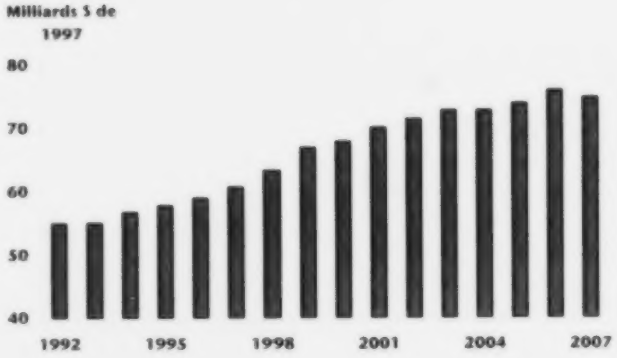
- **Après des années de croissance consécutives, la valeur des ventes du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac a légèrement diminué en 2007.**

  Toutefois, les ventes du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac ont augmenté de 20 milliards de dollars depuis le début des années 1990.

  La principale industrie de transformation des aliments, des boissons et du tabac est celle des produits de la viande; les industries de transformation des produits laitiers et des boissons viennent au deuxième et au troisième rangs.

  La transformation des produits de la viande et des produits laitiers représente environ 40 % de la valeur des ventes dans le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac.

Graphique C3.4
Valeur des ventes du secteur de la transformation ABT, 1992-2007

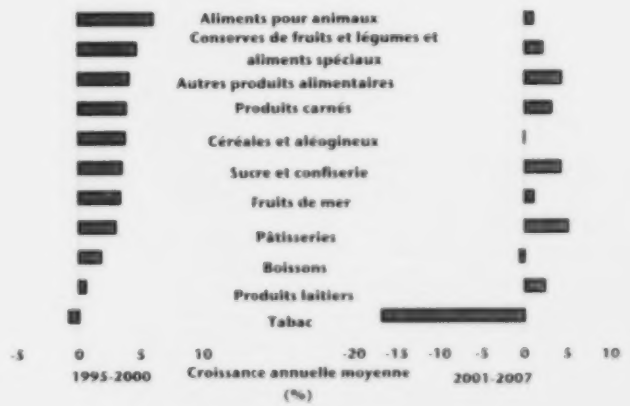


Source : Statistique Canada

- **La croissance de la majorité des industries de la transformation des aliments a ralenti par rapport à la fin des années 1990, sauf dans le cas des industries des pâtisseries, des confiseries et de la transformation des produits laitiers et du sucre.**

  Certaines industries, notamment celle de la transformation des boissons, ont enregistré une croissance légèrement négative au cours des dernières années, alors que la taille de l'industrie des produits du tabac a diminué considérablement en raison d'une réduction importante de la demande.

Graphique C3.5
Croissance de la valeur des ventes réalisées par le secteur de la transformation ABT, en dollars réels, 1995-2007



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

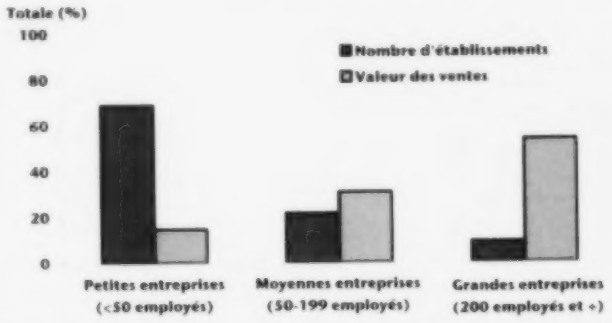
Les grandes entreprises génèrent la moitié de la production dans le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac

- **En 2005, il y avait 3 347 entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac au Canada**, chacune générant des ventes d'au moins 23 000 $.

  Les grandes entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac (200 employés ou plus) génèrent la majeure partie de la production. En 2005, elles ne représentaient que 10 % du nombre total d'entreprises, mais elles généraient 54 % de la valeur des ventes.

  En revanche, les petites entreprises (moins de 50 employés) représentaient 70 % des établissements mais seulement 15 % de la valeur totale des ventes.

Graphique C3.6
Répartition des ventes du secteur de la transformation ABT et nombre d'établissements en fonction du nombre d'employés, 2005 *



Source : Statistique Canada.

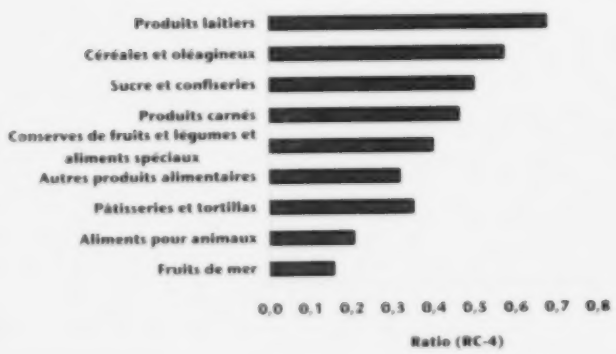
Nota : * Ces données ne sont pas comparables aux données antérieures en raison de la modification apportée aux définitions.

- **Les ratios de concentration (RC-4) dans le secteur de la transformation des aliments varient entre le secteur le plus concentré des produits laitiers et le secteur le moins concentré de la transformation des fruits de mer.**

  Le secteur canadien de la transformation des aliments a subi d'importants changements structurels depuis le début des années 1990 et est de plus en plus consolidé.

  Les joueurs les plus importants dans ces secteurs, qui ont connu une hausse du RC-4, se sont consolidés par le biais de fusions et d'acquisitions pour réaliser des économies d'échelle dans le but de demeurer concurrentiels dans le marché global.

Graphique C3.7
Ratio de concentration (RC-4) dans le secteur de la transformation des aliments, 2005



Source : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière.

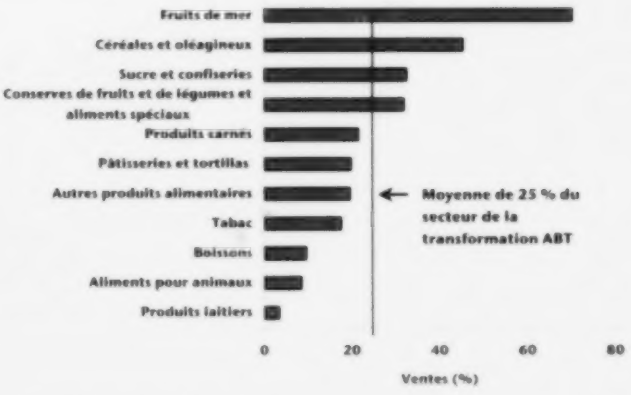
Certaines industries du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac dépendent plus du commerce

- **Environ trois quarts des ventes du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac au Canada visent les consommateurs canadiens; l'autre quart vise le marché d'exportation.**

  Cependant, certains sous-secteurs sont davantage tournés vers les exportations. Par exemple, près de trois quart des produits de la mer et de la moitié des céréales et des oléagineux sont exportés.

  En 2007, environ 71 % des exportations d'aliments, de boissons et de tabac transformés au Canada étaient destinées aux États-Unis.

Graphique C3.8
Taux d'exportation dans le secteur de la transformation ABT, par sous-secteur, 2007

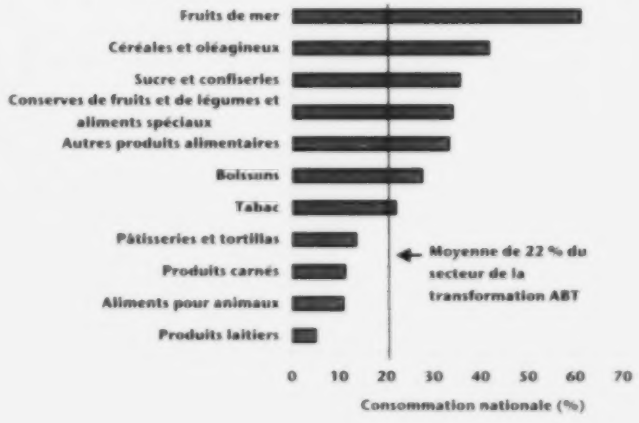


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Les entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac concurrencent les importations pour ce qui est des ventes nationales. En moyenne, les importations d'aliments, de boissons et de tabac représentaient 22 % du marché intérieur en 2007.**

  En général, les sous-secteurs affichant les taux d'exportation les plus élevés et les plus bas affichent également les taux d'importation les plus élevés et les plus bas respectivement.

Graphique C3.9
Taux d'importation dans le secteur de la transformation ABT, par sous-secteur, 2007



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

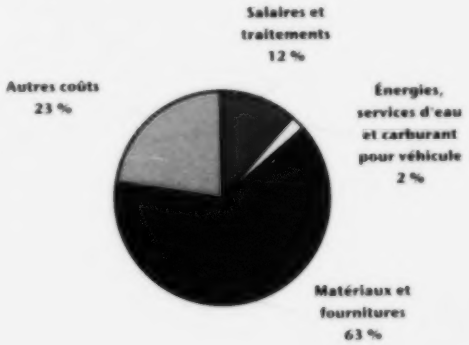
Les taux d'exportation mesurent la part de production (ventes) qui est exportée. Les taux d'importation mesurent la part de la consommation intérieure qui est importée.

La hausse des prix des intrants entraîne une réduction des marges bénéficiaires dans de nombreux secteurs

- **Le coût des matériaux et des fournitures représente les deux tiers des dépenses totales des entreprises de transformation des aliments. Pour chaque dollar de vente, environ 64 cents sont consacrés à l'acquisition de matériaux et de fournitures.**

  Le coût de l'énergie, des services d'eau et du carburant pour véhicule correspond à un faible pourcentage (2 %) des dépenses alors que les coûts de main-d'œuvre représentent 12 % des dépenses totales.

Graphique C3.10
Coûts des intrants variables dans le secteur de la transformation des aliments, 2006



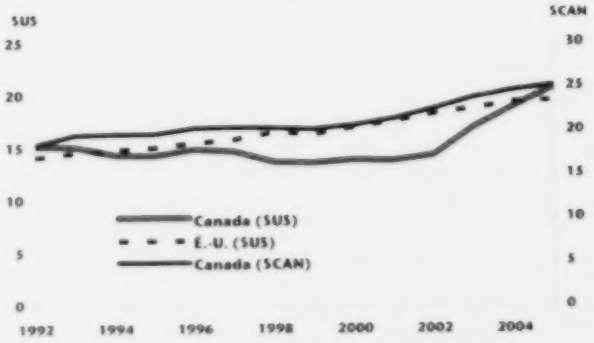
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

- **Le coût de la main-d'œuvre dans le secteur canadien de la transformation des aliments, des boissons et du tabac, qui était moins élevé qu'aux États-Unis par le passé, était légèrement supérieur à celui observé aux États-Unis en 2005 lorsqu'ils sont mesurés en dollars américains.**

  Le taux de rémunération horaire dans le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac au Canada est passé de 13,89 $US en 2000 à 20,74 $US en 2005. En 2005, le taux de rémunération aux États-Unis était de 19,50 $US l'heure.

  Mesurés en devises nationales, la croissance des traitements aux États-Unis et au Canada a suivi une tendance similaire entre 1992 et 2005.

Graphique C3.11
Taux de rémunération horaire dans le secteur de transformation des aliments, des boissons et du tabac, 1992-2005



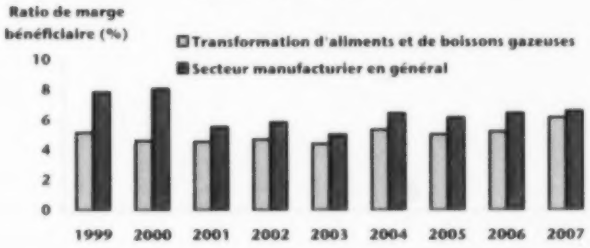
Source : Statistique Canada et U.S. Bureau of Labor Statistics

Les marges bénéficiaires dans le secteur de la transformation des aliments ont augmenté en 2007

- **Les marges bénéficiaires dans le secteur de la transformation des aliments et des boissons gazeuses ont toujours été inférieures à celles observées dans l'ensemble du secteur manufacturier, mais l'écart s'est rétréci en 2007.**

  Ces marges bénéficiaires sont le résultat de recettes accrues malgré la hausse des coûts. Certaines entreprises ont procédé à une restructuration pour se concentrer sur les activités à valeur ajoutée alors que d'autres se sont regroupées pour réduire les coûts et demeurer concurrentielles.

Graphique C3.12
Ratio de marge bénéficiaire dans l'industrie alimentaire et dans le secteur manufacturier en général, 1999-2007



Source : Statistique Canada.

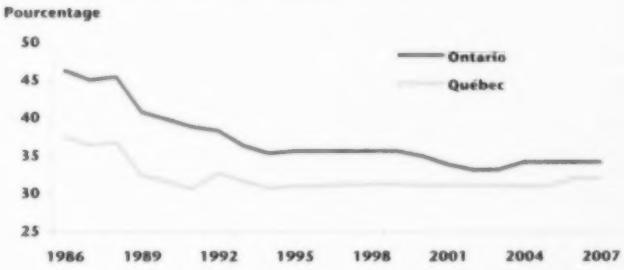
Nota : Voir le glossaire pour obtenir une définition de ratio de marge bénéficiaire.

- **Le taux d'imposition sur le revenu des sociétés œuvrant dans les secteurs de la fabrication et de la transformation a diminué considérablement dans toutes les provinces depuis le milieu des années 1980 dû aux changements des mesures d'imposition gouvernementales.**

  Par exemple, en Ontario et au Québec, le taux d'imposition fédéral-provincial combiné se situait autour de 46 % et de 37 % respectivement au milieu des années 1980. En 2007, ces taux n'étaient plus que de 34 % et 32 % respectivement.

  Les taux d'imposition plus faibles ont contribué à l'amélioration du rendement des sociétés.

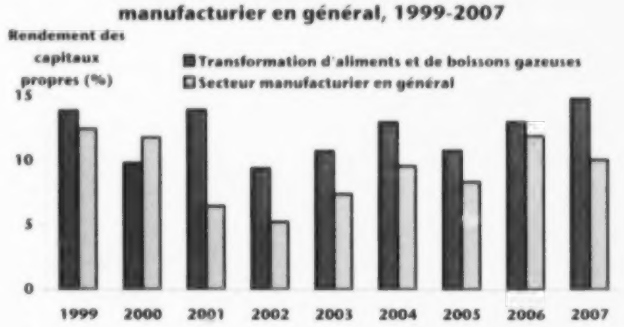
Graphique C3.13
Taux d'imposition fédéral-provincial combiné des sociétés des secteurs de la fabrication et de la transformation, Ontario et Québec, 1986-2007



Source : AAC, « Base de données sur le taux d'imposition des sociétés : Canada et les provinces, 1960-2007 » (revisée en août 2008).

- **Le rendement des capitaux propres, qui permet d'établir le taux de rendement des propriétaires, varie considérablement dans le secteur de la transformation des aliments et des boissons gazeuses. Toutefois, la tendance est à la hausse depuis les trois dernières années.**

Graphique C3.14
Rendement des capitaux propres dans l'industrie alimentaire et dans le secteur manufacturier en général, 1999-2007



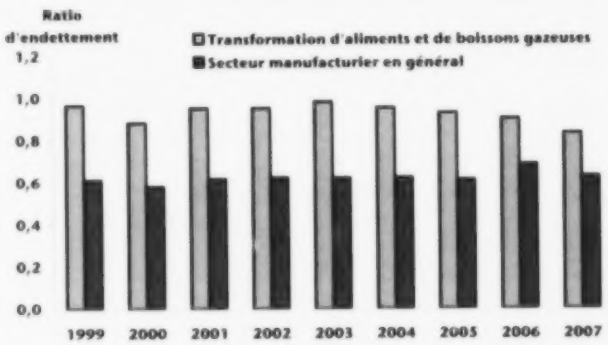
Source : Statistique Canada.

Nota : Voir le glossaire pour obtenir une définition du rendement des capitaux propres.

De plus faibles ratios d'endettement dans le secteur de la transformation des aliments reflètent une baisse des emprunts pour financer les investissements en capital

- **Le ratio d'endettement des sociétés de l'industrie alimentaire et du secteur des boissons gazeuses a diminué au cours des dernières années, mais demeure supérieur à celui de l'ensemble du secteur manufacturier en général.**

Graphique C3.15
Ratio d'endettement dans l'industrie alimentaire et le secteur manufacturier en général, 1999-2007



Source : Statistique Canada.

Nota : Voir le glossaire pour obtenir une définition de ratio d'endettement.

- **La croissance du stock total de capital productif dans le secteur de la transformation des aliments a ralenti au cours de la dernière décennie, atteignant seulement 0,3 % par année entre 1998 et 2007.**

Durant cette période, le stock de machinerie et d'équipement a augmenté de 1,2 % par année, mais le stock de bâtiments a diminué de 1,7 %.

Ces données illustrent un changement important de la composition du capital, avec une hausse des investissements dans la machinerie et l'équipement en raison du taux de changement apprécié depuis 2003, ce qui a entraîné la baisse du coût des marchandises importées.

Graphique C3.16
Stock de capital, secteur canadien de la transformation des aliments, 1961-2007

Source : Statistique Canada.

Nota : Valeur nette des stocks à la fin de l'exercice financier (amortissement géométrique).

La source des investissements étrangers directs (IED) diffère au sein du secteur de la transformation des aliments et des boissons

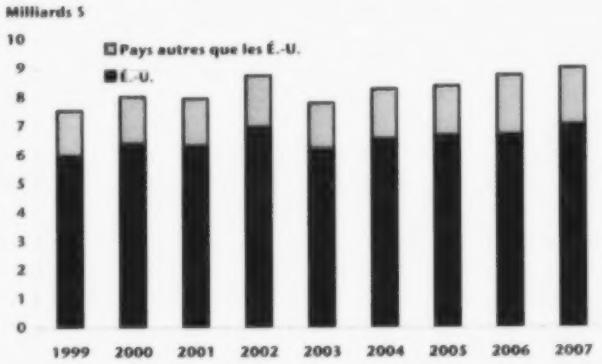
- **Le secteur canadien de la transformation des aliments est très lié à celui des États-Unis.**

  La plupart des IED dans le secteur canadien de la transformation des aliments proviennent des États-Unis.

  En 2007, Les États-Unis étaient à l'origine de 78 % de tous les IED dans le secteur de la transformation des aliments au Canada.

Graphique C3.17

Stock d'IED dans le secteur de la transformation des aliments au Canada, par pays d'origine, 1999-2007



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

- **Par ailleurs, les IED dans le secteur canadien de la transformation des boissons et du tabac proviennent principalement de pays autres que ceux de l'Amérique du Nord.**

Graphique C3.18

Stock d'IED dans le secteur de la transformation des boissons et du tabac au Canada, par pays d'origine, 2000-2007

Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Nota : Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

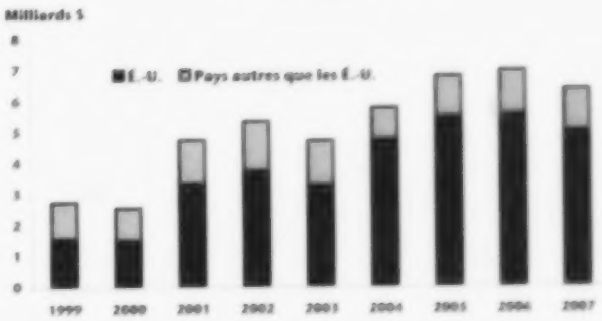
Les entreprises canadiennes de transformation des aliments et des boissons investissent également à l'étranger

- **Les entreprises canadiennes investissent également dans les entreprises de transformation des aliments d'autres pays.**

  Plus de 79 % des IED des entreprises canadiennes dans le secteur de la transformation des aliments de pays étrangers visaient les États-Unis en 2007.

Graphique C3.19

Investissements à l'étranger accumulés dans le secteur de la transformation des aliments, par pays de destination, 1999-2007



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

SECTION C4

Agriculture primaire

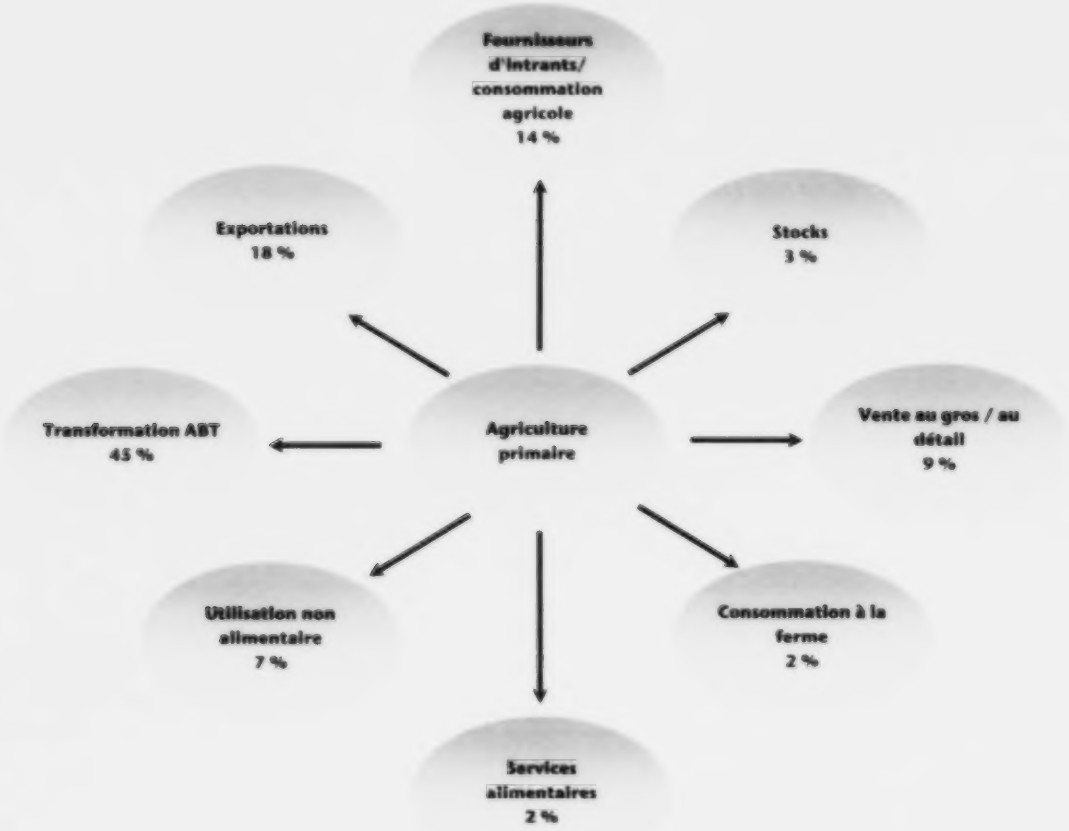
Les producteurs agricoles ont des liens directs avec d'autres intervenants de la chaîne d'approvisionnement et la production est de plus en plus intégrée. Par conséquent, les développements sur le plan du marché des produits de base, notamment les tendances en matière de production et de prix, ont une incidence sur le rendement de l'agriculture primaire et sur la chaîne d'approvisionnement en général. À un niveau désagrégé, les fermes ont des stratégies commerciales et des compétences en gestion différentes et varient également selon la typologie, la taille et le type. Cette diversité explique les différences de rendement entre les fermes.

Les producteurs agricoles ont des liens directs avec tous les intervenants de la chaîne d'approvisionnement

- **Le secteur canadien de la transformation des aliments, des boissons et du tabac est le plus important marché unique pour les produits agricoles.** Il utilise près de la moitié (45 %) de la valeur des produits agricoles au Canada.

Les producteurs agricoles ont de nombreux de choix pour la commercialisation de leurs produits. En 2004, 18 % de la production agricole était exportée directement (une portion de cette production est dirigée vers le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac et par la suite exportée sous forme de produits alimentaires), 14 % était utilisée par le secteur de l'agriculture primaire (à titre d'aliments pour les animaux, de semences, etc.), 12 % était destinée à la distribution alimentaire (principalement des fruits et légumes frais) et 7 % était vouée à une utilisation non alimentaire.

Graphique C4.1
Répartition de la valeur de la production agricole, 2004

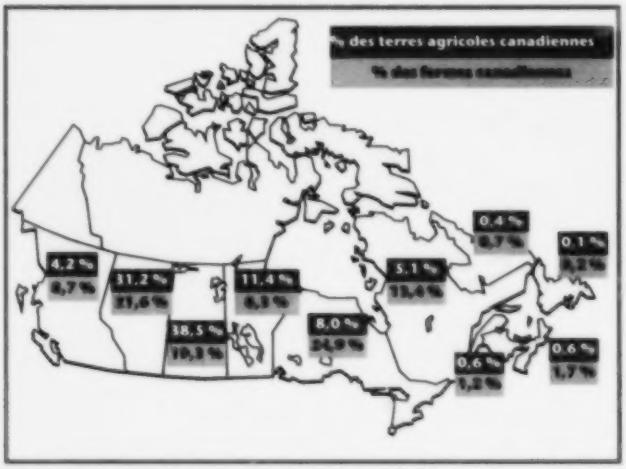


Source : Modèle d'entrées-sorties de Statistique Canada et calculs d'AAC.

La production est très variée dans toutes les provinces

- **Dans les provinces des Prairies, on retrouve environ 81 % de l'ensemble des terres agricoles. Un autre 17 % se trouve en Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec.** Les 2 % qui restent sont situés dans la région de l'Atlantique. Cependant, la plupart des fermes sont situées en Ontario, en Alberta et en Saskatchewan.

Graphique C4.2
Terres agricoles et fermes dans chaque province, 2006



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006.

- **Au Canada, la taille des fermes varie principalement selon le secteur d'activité et les caractéristiques géographiques des régions.**

  La taille moyenne des fermes en Ontario, où les cultures sont plus intensives, est d'environ 230 acres. En Saskatchewan, les cultures sont plus extensives et les fermes sont en moyenne six fois plus grosses, soit une superficie de 1 450 acres.

  Il y a plus d'exploitants agricoles que de fermes en raison des partenariats et d'autres accords de copropriété.

Graphique C4.3
Nombre et taille des fermes, 2006

	Terres agricoles (en milliers d'acres)	Nombre de fermes	Taille moyenne des fermes (acres)	Nombre d'exploitants	Nombre d'ouvriers agricoles
Canada	**167 010**	**229 373**	**728**	**327 055**	**304 600**
T.-N.-L.	89	558	160	715	1 700
Î.-P.-É.	620	1 700	365	2 335	3 700
N.-É.	996	3 795	262	5 095	4 300
N.-B.	977	2 776	352	3 695	5 800
Qc.	8 557	30 675	279	45 470	61 900
Ont.	13 310	57 211	233	82 410	88 000
Man.	19 073	19 054	1 001	26 620	25 500
Sask.	64 254	44 329	1 449	59 185	41 800
Alb.	52 128	49 431	1 055	71 660	41 200
C.-B.	7 007	19 844	353	29 870	30 500

Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006, enquête sur la population active.

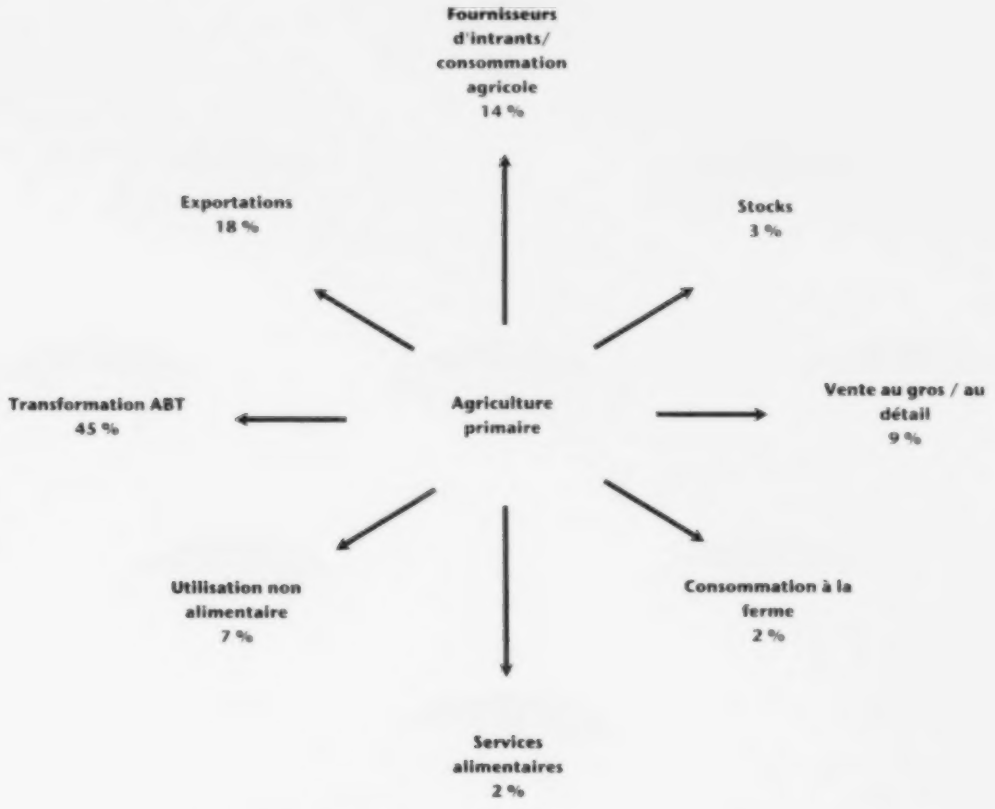
Nota : Les exploitants agricoles sont les personnes qui gèrent l'exploitation agricole. L'emploi est mesuré en fonction de grandes catégories d'activités. Si un exploitant agricole tire une grande partie de son revenu d'activités non agricoles, il n'est pas considéré comme exerçant un emploi agricole.

Les producteurs agricoles ont des liens directs avec tous les intervenants de la chaîne d'approvisionnement

- **Le secteur canadien de la transformation des aliments, des boissons et du tabac est le plus important marché unique pour les produits agricoles.** Il utilise près de la moitié (45 %) de la valeur des produits agricoles au Canada.

Les producteurs agricoles ont de nombreux de choix pour la commercialisation de leurs produits. En 2004, 18 % de la production agricole était exportée directement (une portion de cette production est dirigée vers le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac et par la suite exportée sous forme de produits alimentaires), 14 % était utilisée par le secteur de l'agriculture primaire (à titre d'aliments pour les animaux, de semences, etc.), 12 % était destinée à la distribution alimentaire (principalement des fruits et légumes frais) et 7 % était vouée à une utilisation non alimentaire.

Graphique C4.1
Répartition de la valeur de la production agricole, 2004

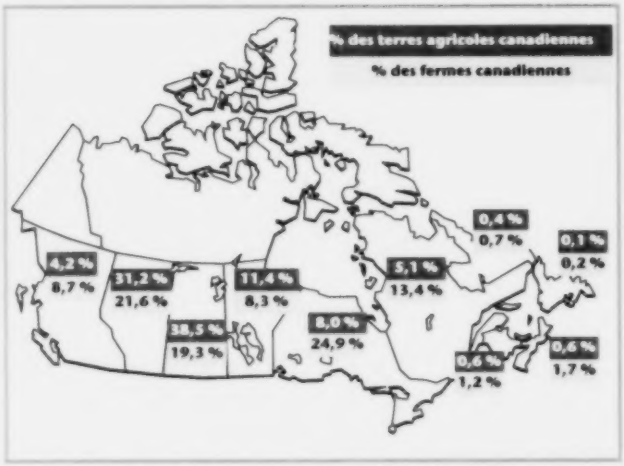


Source : Modèle d'entrées-sorties de Statistique Canada et calculs d'AAC.

La production est très variée dans toutes les provinces

- **Dans les provinces des Prairies, on retrouve environ 81 % de l'ensemble des terres agricoles. Un autre 17 % se trouve en Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec.** Les 2 % qui restent sont situés dans la région de l'Atlantique. Cependant, la plupart des fermes sont situées en Ontario, en Alberta et en Saskatchewan.

Graphique C4.2
Terres agricoles et fermes dans chaque province, 2006



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006.

- **Au Canada, la taille des fermes varie principalement selon le secteur d'activité et les caractéristiques géographiques des régions.**

  La taille moyenne des fermes en Ontario, où les cultures sont plus intensives, est d'environ 230 acres. En Saskatchewan, les cultures sont plus extensives et les fermes sont en moyenne six fois plus grosses, soit une superficie de 1 450 acres.

  Il y a plus d'exploitants agricoles que de fermes en raison des partenariats et d'autres accords de copropriété.

Graphique C4.3
Nombre et taille des fermes, 2006

	Terres agricoles (en milliers d'acres)	Nombre de fermes	Taille moyenne des fermes (acres)	Nombre d'exploitants	Nombre d'ouvriers agricoles
Canada	**167 010**	**229 373**	**728**	**327 055**	**384 600**
T.-N.-L.	89	558	160	715	1 700
Î.-P.-É.	620	1 700	365	2 335	3 700
N.-É.	996	3 795	262	5 095	4 300
N.-B.	977	2 776	352	3 695	5 800
Qc.	8 557	30 675	279	45 470	61 900
Ont.	13 330	57 211	233	82 410	88 000
Man.	19 073	19 054	1 001	26 620	25 500
Sask.	64 254	44 329	1 449	59 185	41 800
Alb.	52 128	49 431	1 055	71 660	41 200
C.-B.	7 007	19 844	353	29 870	30 500

Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006, enquête sur la population active.

Nota : Les exploitants agricoles sont les personnes qui gèrent l'exploitation agricole. L'emploi est mesuré en fonction de grandes catégories d'activités. Si un exploitant agricole tire une grande partie de son revenu d'activités non agricoles, il n'est pas considéré comme exerçant un emploi agricole.

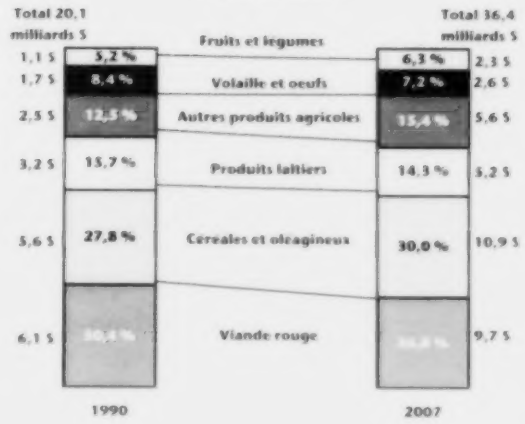
Le Canada produit un ensemble diversifié de denrées qui évolue et varie selon la province

- **L'éventail varie à mesure que les producteurs diversifient leur production.**

  En 2007, les recettes des marchés agricoles s'élevaient à 36,4 milliards de dollars, en hausse par rapport à 20,1 milliards de dollars en 1990. Depuis 1990, l'apport des fruits et légumes, des céréales et oléagineux et des autres produits agricoles a augmenté par rapport à celui d'une combinaison traditionnelle de produits, tels que les produits laitiers et la viande rouge.

Graphique C4.4

Recettes des marchés agricoles par produit, 1990 et 2007



Source : Statistique Canada

- **La combinaison de produits varie selon la province.**

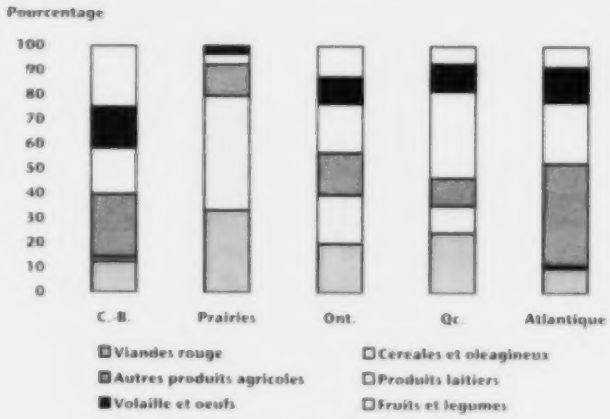
  Dans les Prairies, la viande rouge et les céréales et oléagineux ont généré la plus importante part des recettes des marchés agricoles, alors qu'en Colombie-Britannique, la plus forte contribution était attribuable aux fruits et légumes et aux autres produits agricoles.

  Au Québec, la viande rouge et les produits laitiers ont généré la majorité des recettes des marchés agricoles.

  Dans les provinces de l'Atlantique, les autres produits agricoles, notamment les cultures spéciales, ont généré environ 40 % des recettes des marchés agricoles en 2007.

Graphique C4.5

Recettes des marchés agricoles régionaux par catégorie de produit, 2007



Source : Statistique Canada

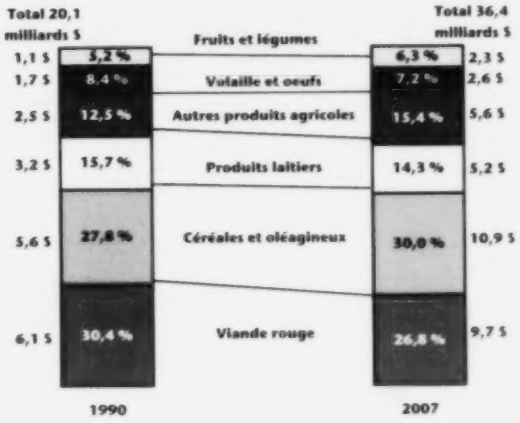
Le Canada produit un ensemble diversifié de denrées qui évolue et varie selon la province

- **L'éventail varie à mesure que les producteurs diversifient leur production.**

  En 2007, les recettes des marchés agricoles s'élevaient à 36,4 milliards de dollars, en hausse par rapport à 20,1 milliards de dollars en 1990. Depuis 1990, l'apport des fruits et légumes, des céréales et oléagineux et des autres produits agricoles a augmenté par rapport à celui d'une combinaison traditionnelle de produits, tels que les produits laitiers et la viande rouge.

Graphique C4.4

Recettes des marchés agricoles par produit, 1990 et 2007



Source: Statistique Canada.

- **La combinaison de produits varie selon la province.**

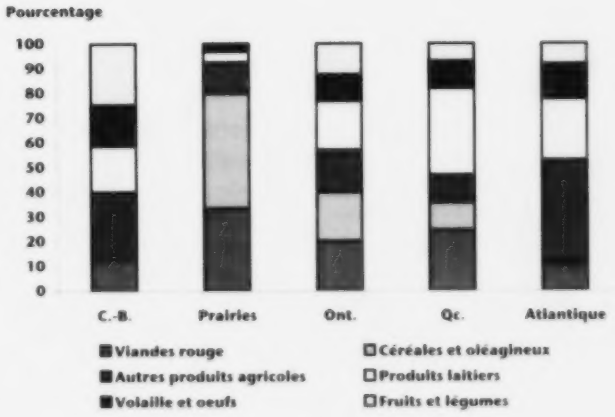
  Dans les Prairies, la viande rouge et les céréales et oléagineux ont généré la plus importante part des recettes des marchés agricoles, alors qu'en Colombie-Britannique, la plus forte contribution était attribuable aux fruits et légumes et aux autres produits agricoles.

  Au Québec, la viande rouge et les produits laitiers ont généré la majorité des recettes des marchés agricoles.

  Dans les provinces de l'Atlantique, les autres produits agricoles, notamment les cultures spéciales, ont généré environ 40 % des recettes des marchés agricoles en 2007.

Graphique C4.5

Recettes des marchés agricoles régionaux par catégorie de produit, 2007



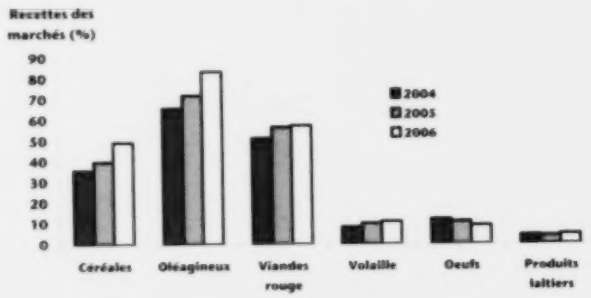
Source : Statistique Canada.

Le secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire est très axé sur les exportations, tant au niveau de la marchandise qu'à l'échelle nationale

- **Les producteurs de céréales et d'oléagineux et de viande rouge ont augmenté leur part des marchés d'exportation au fil des ans.**

  En 2006, les producteurs de céréales et d'oléagineux et de viande rouge ont tiré 49 %, 84 % et 58 % respectivement de leurs recettes des marchés agricoles de l'exportation. Il s'agissait là d'une amélioration par rapport à l'année précédente.

Graphique C4.6
Part des recettes agricoles provenant des exportations, 2004-2006



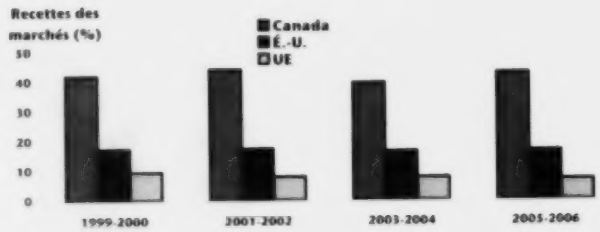
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : On calcule la dépendance aux exportations en fonction des volumes de façon à annuler la différence entre le prix à l'exportation et le prix à la ferme. La dépendance à l'exportation des producteurs de céréales et d'oléagineux est calculée en fonction de l'année agricole; celle des producteurs laitiers est calculée en fonction de l'année laitière.

- **Globalement, les producteurs agricoles du Canada dépendent beaucoup plus des exportations que leurs homologues des États-Unis et de l'UE.**

  Environ 45 % de la production agricole au Canada a été exportée en 2006, comparativement à 18 % et 7 % respectivement dans le cas des États-Unis et de l'UE.

Graphique C4.7
Part des recettes des marchés agricoles provenant des exportations, au Canada, aux États-Unis et dans les pays membres de l'UE, 1999-2006



Source : Statistique Canada, OCDE et calculs d'AAC.

Nota : On calcule la dépendance aux exportations en fonction de la moyenne pondérée de la production des produits suivants, absorbée sur les marchés d'exportation : blé, céréales secondaires, oléagineux, bœuf, porcs, produits laitiers et volaille. Ces denrées représentent environ la moitié de la production agricole totale des pays membres de l'UE (25), 60 % de la production des É.-U. et 75 % de la production du Canada.

En 2007 et 2008, les prix dans le secteur des céréales et des oléagineux ont augmenté rapidement, alors que les prix du bétail sont demeurés en grande partie stables

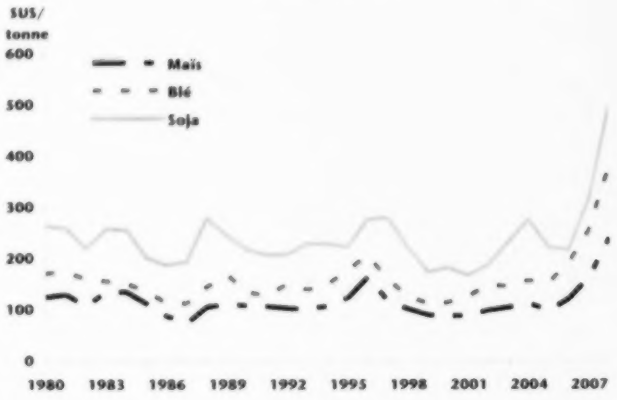
- **Les prix du maïs, du blé et du soja ont augmenté de 34 %, 33 % et 46 % respectivement entre 2006 et 2007. Cette tendance à la hausse s'est maintenue en 2008.**

  Les prix plus élevés des céréales et des oléagineux ont entraîné une hausse des recettes agricoles des agriculteurs.

  Toutefois, la hausse des prix du maïs a eu une incidence négative sur les éleveurs qui utilisent les céréales comme aliments pour animaux.

Graphique C4.8

Prix du maïs, du blé et du soja aux É.-U., 1980-2008



Source : Prix des produits de base du FMI.

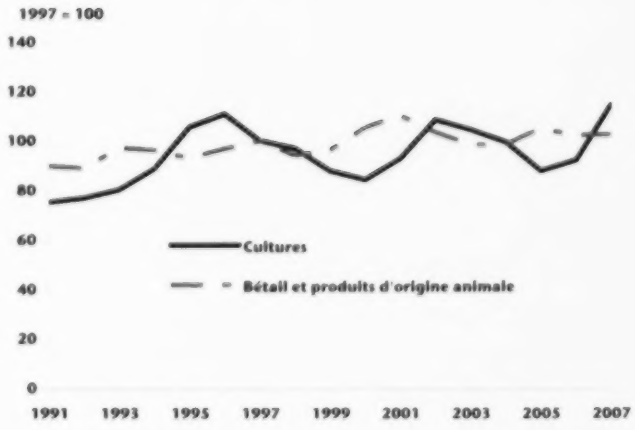
Nota : Les données tiennent compte des prix en vigueur en juin 2008.

- **Globalement, les prix des cultures ont augmenté de 24 % entre 2006 et 2007. Les prix du bétail n'ont que très peu changé.**

  Les propriétaires de bétail ont réagi à la hausse des prix des aliments pour animaux en réduisant les stocks d'animaux, ce qui a eu pour effet de stabiliser les prix du bétail et des animaux.

Graphique C4.9

Indice des prix des produits agricoles : Prix des cultures et prix du bétail, 1991-2007



Source : Statistique Canada.

En 2007, les recettes des marchés agricoles ont augmenté en raison de la hausse des prix dans le secteur des céréales et des oléagineux

- **En 2007, les recettes des marchés agricoles s'élevaient à 36 milliards de dollars, soit 13 % supérieures à la moyenne quinquennale précédente.**

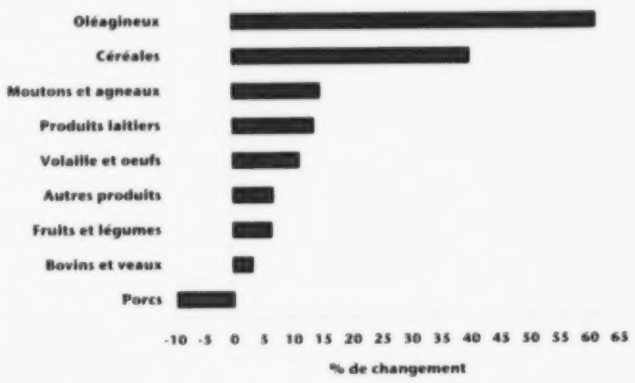
Les recettes de producteurs de céréales et d'oléagineux ont augmenté considérablement en 2007, en partie en raison des prix plus élevés découlant d'une plus forte demande pour les cultures céréalières et oléagineuses.

Le secteur du bétail et du veau s'est graduellement remis des conséquences de la crise de l'ESB. Les recettes des marchés en 2007 ont augmenté de 3 % par rapport à la moyenne quinquennale précédente.

Les recettes des marchés ont diminué dans le secteur porcin pour une troisième année consécutive, soit 3 % inférieures à la moyenne quinquennale, en raison des faibles prix du porc.

Graphique C4.10

Recettes des marchés agricoles par produit, en 2007, par rapport à la moyenne quinquennale



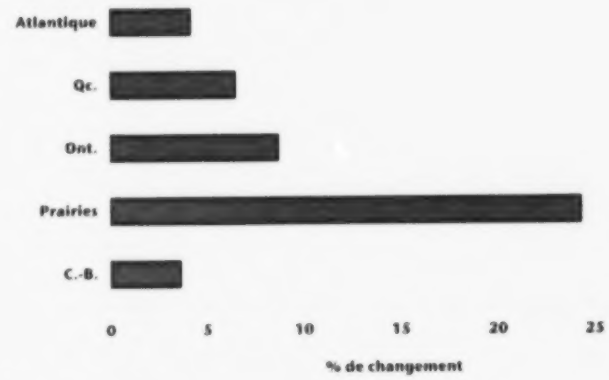
Source : Statistique Canada.

- **À l'échelle régionale, les Prairies ont connu une hausse rapide des recettes des marchés agricoles en raison des prix des cultures céréalières et oléagineuses.**

En 2007, on a observé dans la plupart des autres provinces une croissance modérée des recettes des marchés agricoles par rapport à la moyenne quinquennale.

Graphique C4.11

Recettes des marchés agricoles par région, en 2007, par rapport à la moyenne quinquennale



Source : Statistique Canada.

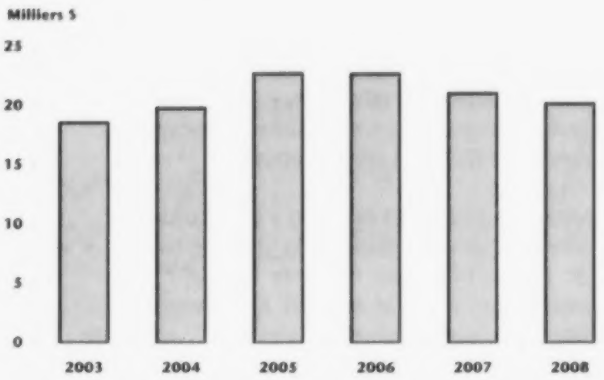
Les paiements de programme ont diminué de façon générale au cours des dernières années en raison de la hausse du revenu marchand

- **Après avoir atteint un sommet durant la période de 2005 à 2006, les paiements de programme par exploitation agricole ont baissé en 2007 et devraient baisser encore en 2008 en raison du rétablissement partiel des revenus.**

  Les paiements de programme par exploitation agricole devraient continuer de baisser jusqu'à 20 144 $ en 2008, comparativement au sommet de 22 730 $ atteint en 2005.

Graphique C4.12

Paiements de programme par exploitation agricole, 2003-2008



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

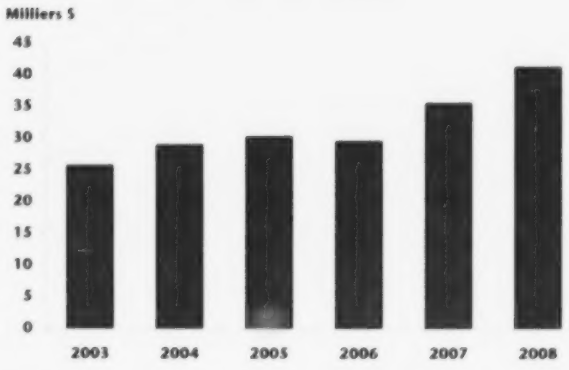
Nota : Les données de 2008 sont des prévisions.

- **Le revenu monétaire net par exploitation agricole devrait rebondir en 2008 en raison de la hausse des prix des cultures.**

  En 2008, le revenu monétaire net par exploitation agricole sera de 41 021 $ en moyenne, par rapport à 35 314 $ l'année précédente. Toutefois, le revenu varie d'un producteur à l'autre selon le type de produits, le degré de spécialisation et de diversification, la taille de l'exploitation et la situation financière.

Graphique C4.13

Revenu monétaire net par exploitation agricole, 2003-2008



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : Les données de 2008 sont des prévisions.

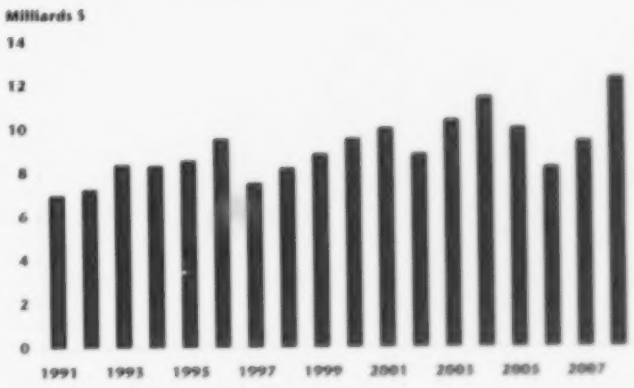
Le résultat a été une hausse de la valeur ajoutée nette

- **La valeur ajoutée nette permet de mesurer la valeur de la production économique dans le secteur canadien de l'agriculture.**

La valeur ajoutée nette à l'agriculture devrait augmenter à 12,2 milliards de dollars en 2008, par rapport à 9,4 milliards de dollars en 2007.

En 2008, la valeur ajoutée à l'agriculture augmentera en raison de la croissance rapide de la valeur de la production agricole, puisque les prix plus élevés exigés dans le secteur des cultures compenseront amplement les coûts élevés de production et les recettes plus faibles des producteurs de viande rouge.

Graphique C4.14
Valeur ajoutée à l'agriculture, 1991-2008



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : Les données de 2008 sont des prévisions.

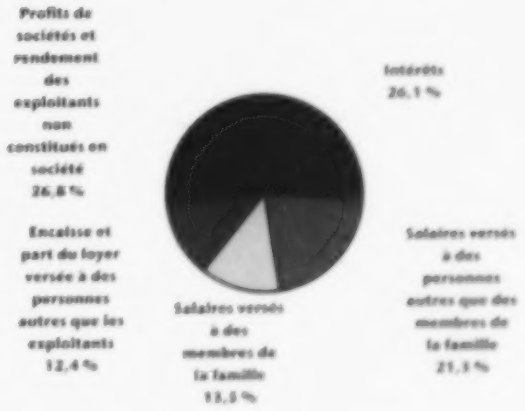
- **La valeur ajoutée nette permet de mesurer le rendement des différents facteurs de production, notamment le loyer versé à des propriétaires non exploitants, les intérêts versés aux prêteurs et les salaires versés à des personnes autres que des membres de la famille.**

Les intérêts et les salaires devraient représenter 61 % de la valeur ajoutée nette en 2008.

Les profits des sociétés et le taux de rendement des exploitants agricoles non constitués en société représenteront environ 27 % de la valeur ajoutée nette en 2008.

Une proportion importante (12 %) de la valeur ajoutée est attribuable aux propriétaires non exploitants.

Graphique C4.15
Répartition de la valeur ajoutée nette, 2008



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : Les données de 2008 sont des prévisions.

La valeur ajoutée nette représente la valeur de la production économique des établissements agricoles et est calculée en tant que valeur ajoutée brute moins les allocations d'amortissement. La valeur ajoutée brute correspond au revenu provenant de toutes les sources (ventes, paiements de programme, loyer et revenu en nature) moins les dépenses au titre des intrants et les taxes d'affaires.

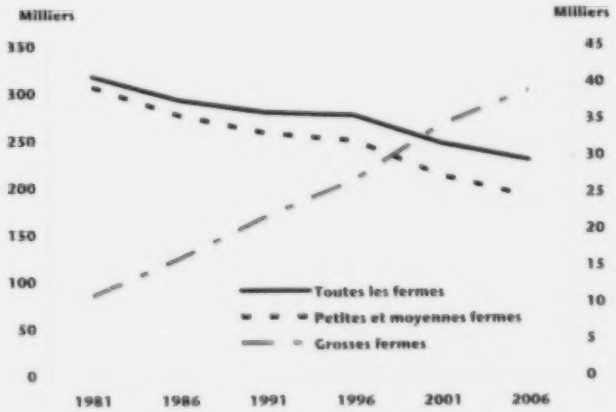
Les grosses fermes augmentent en nombre et en importance

- **Alors que le nombre total de fermes au Canada est à la baisse, les technologies ont entraîné un changement de l'échelle optimale de production d'un grand nombre de produits agricoles.**

  Au cours des 25 dernières années, le nombre total de fermes a diminué de 28 % au Canada. Le nombre de grosses fermes, qui ont des recettes brutes de 250 000 $ et plus, a triplé, en passant de 11 005 fermes en 1981 à 38 980 en 2006.

  Au cours de la même période, le nombre de petites et moyennes fermes, dont les recettes brutes sont inférieures à 250 000 $, a diminué de 38 %.

Graphique C4.16
Nombre de fermes par catégorie de recettes, 1981-2006



Source : Statistique Canada, Enquête sur l'agriculture, années diverses.

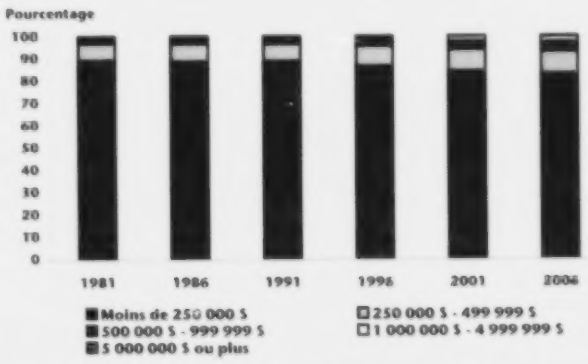
- **Le nombre et la proportion des fermes « millionnaires » au Canada sont à la hausse.**

  Les fermes « millionnaires » représentent 2,5 % des fermes au Canada.

  Entre 1981 et 2006, le nombre de fermes ayant des recettes brutes entre 1 million de dollars et 4,9 millions de dollars a quadruplé (hausse de 430 %) pour atteindre 5 339 fermes en 2006.

  Pendant la même période, le nombre de fermes ayant des recettes de 5 millions de dollars et plus a augmenté d'un facteur de sept (660 %) pour atteindre 563 fermes en 2006.

Graphique C4.17
Pourcentage de fermes par catégorie de recettes, 1981-2006



Source : Statistique Canada, Enquête sur l'agriculture, années diverses.

Nota : Les catégories de revenus sont fondées sur l'année de référence et sont présentées en dollars constants de 2005.

Les fermes ayant des recettes de plus d'un million de dollars produisent une part croissante des ventes totales de produits agricoles

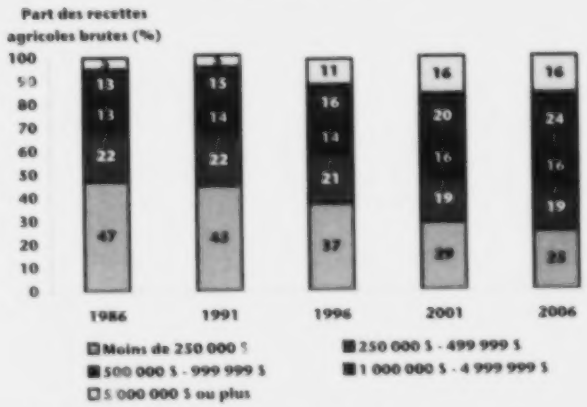
- **Les fermes « millionnaires » génèrent maintenant 40 % des recettes brutes. Elles ont doublé leur part des recettes brutes, de 18 % en 1986 à 40 % en 2006.**

La plupart des fermes « millionnaires » ont des recettes entre 1 million de dollars et 1,5 million de dollars, et cette catégorie connaît une croissance constante.

Les fermes ayant des recettes de cinq millions de dollars ou plus sont celles qui ont augmenté leur part le plus rapidement.

Graphique C4.18

Répartition des recettes agricoles brutes par catégorie de recettes (en dollars constants de 2005), 1986-2006



Source : Statistique Canada, Enquête sur l'agriculture de 2006.

Les fermes ayant des recettes de plus d'un million de dollars produisent une part croissante des ventes totales de produits agricoles

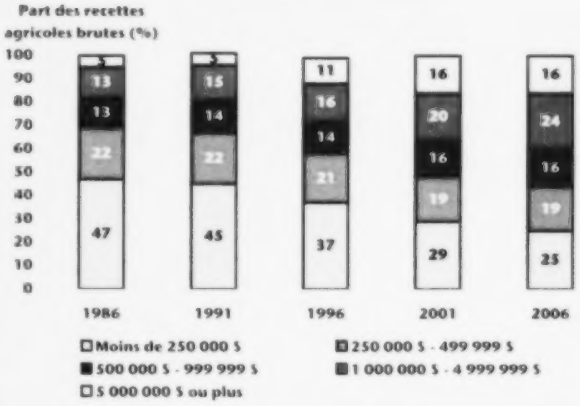
- **Les fermes « millionnaires » génèrent maintenant 40 % des recettes brutes. Elles ont doublé leur part des recettes brutes, de 18 % en 1986 à 40 % en 2006.**

La plupart des fermes « millionnaires » ont des recettes entre 1 million de dollars et 1,5 million de dollars, et cette catégorie connaît une croissance constante.

Les fermes ayant des recettes de cinq millions de dollars ou plus sont celles qui ont augmenté leur part le plus rapidement.

Graphique C4.18

Répartition des recettes agricoles brutes par catégorie de recettes (en dollars constants de 2005), 1986-2006



Source : Statistique Canada, Enquête sur l'agriculture de 2006.

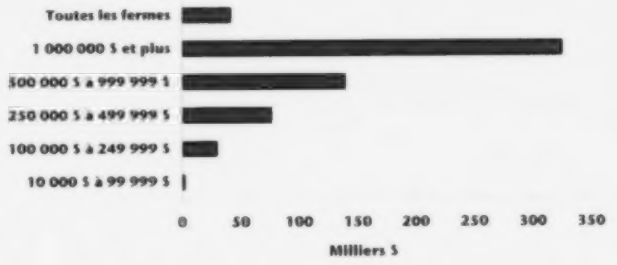
Le revenu monétaire net global masque la différence entre les fermes, qui varie selon la taille, le type de ferme et la province

- **Le revenu monétaire net moyen devrait être de 41 021 $ en 2008.**

  Le revenu monétaire net moyen varie de 1 651 $ pour les fermes ayant des recettes brutes de 10 000 $ à 99 999 $ à 324 257 $ pour les exploitations dont les recettes brutes s'élèvent à un million de dollars ou plus.

Graphique C4.19

Revenu monétaire net moyen par catégorie de recettes, 2008



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

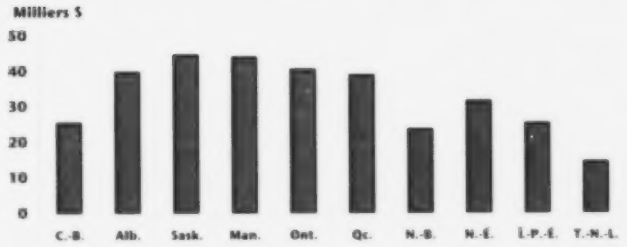
Nota : Les données de 2008 sont des prévisions.

- **On prévoit que la Saskatchewan et le Manitoba afficheront le revenu monétaire net moyen le plus élevé.**

  Le revenu monétaire net moyen variera de 14 267 $ à Terre-Neuve-et-Labrador à 44 480 $ en Saskatchewan.

Graphique C4.20

Revenu monétaire net moyen par province, 2008



Source: Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : Les données de 2008 sont des prévisions.

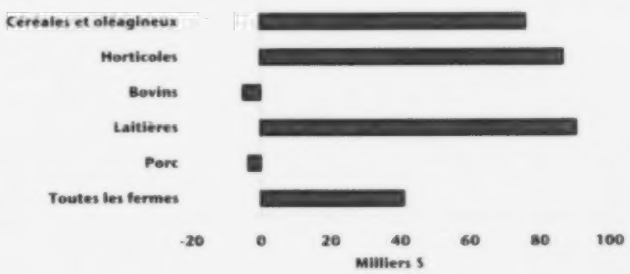
- **En moyenne, les fermes laitières et les exploitations horticoles devraient avoir le revenu monétaire net le plus élevé parmi toutes les fermes en 2008.**

  Les fermes porcines et bovines devraient signaler le revenu monétaire net moyen le plus faible en 2008.

  Les prix élevés record des céréales et des oléagineux favoriseront un meilleur rendement pour les fermes céréalières et oléagineuses, mais se traduiront également par des coûts de carburant plus élevés pour les fermes bovines et porcines.

Graphique C4.21

Revenu monétaire net moyen par type de ferme, 2008



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : Les données de 2008 sont des prévisions.

Le revenu agricole net du marché a augmenté grâce aux paiements de programme qui permettent de compenser les baisses du revenu du marché

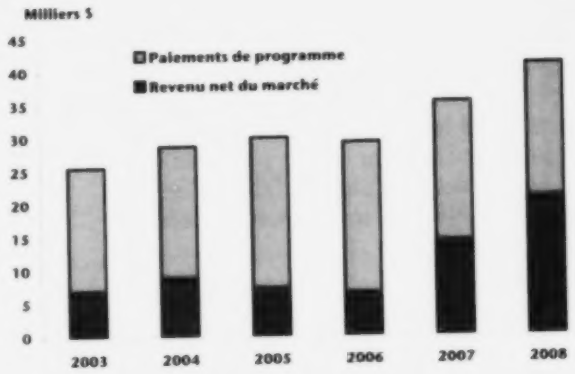
- **Le revenu net du marché par ferme devrait augmenter de 14 300 à 20 877 $ entre 2007 et 2008.**

Les paiements de programme par ferme diminueront de 21 013 $ entre 2007 et 2008.

Le revenu du marché est à la hausse en raison des prix plus élevés des céréales et des oléagineux.

Graphique C4.22

Revenu net moyen du marché et paiements de programme, 2003-2008



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : Les données de 2008 sont des prévisions.

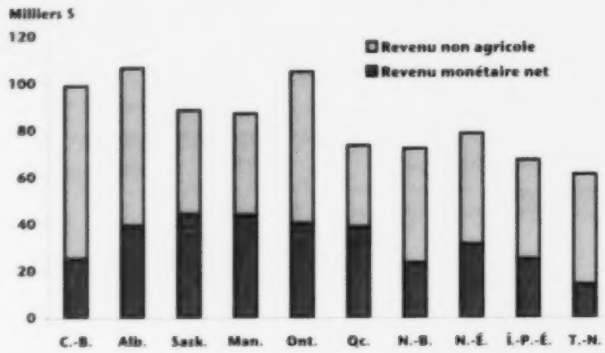
Le revenu agricole familial total moyen varie également selon la province et le type de ferme

- **Le revenu agricole familial total moyen varie d'une province à l'autre.**

  Les familles agricoles en Alberta, en Colombie-Britannique et en Ontario ont en moyenne les revenus non agricoles et totaux les plus élevés.

  Le revenu total moyen des familles agricoles à Terre-Neuve-et-Labrador est le plus faible au pays. Les familles agricoles du Québec ont les plus faibles revenus de source non agricole.

Graphique C4.23
Revenu total moyen des familles agricoles par province, 2008



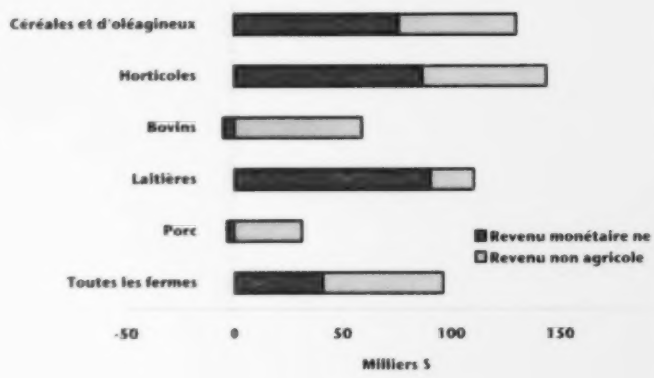
Source: Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : Les données de 2008 sont des prévisions.

- **Les familles qui exploitent des fermes horticoles et laitières ont le revenu total moyen le plus élevé.**

  Les familles qui exploitent des fermes bovines et horticoles ont les revenus non agricoles les plus élevés, alors que les revenus non agricoles les plus faibles sont observés chez les familles qui exploitent des fermes laitières et porcines.

Graphique C4.24
Revenu total moyen des familles agricoles par type de ferme, 2008



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : Les données de 2008 sont des prévisions.

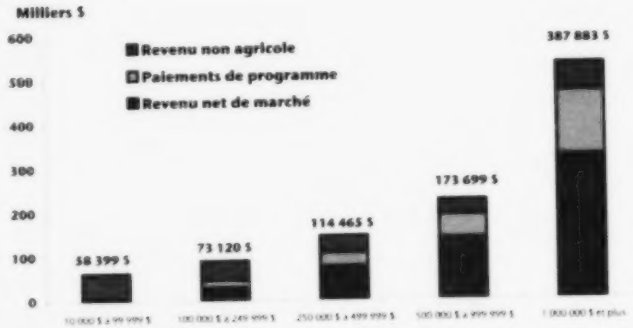
Les revenus non agricoles représentent une partie importante des revenus des familles agricoles

- **Les familles qui exploitent de plus petites fermes dépendent davantage des revenus non agricoles.**

  Dans le cas des plus petites fermes, les revenus non agricoles et les paiements de programme suffisent à compenser les revenus marchands nets faibles ou négatifs.

Graphique C4.25

Revenu moyen des familles agricoles par source de revenu, 2008



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Nota : Les données de 2008 sont des prévisions.
Le revenu net du marché ne comprend pas la DPA.

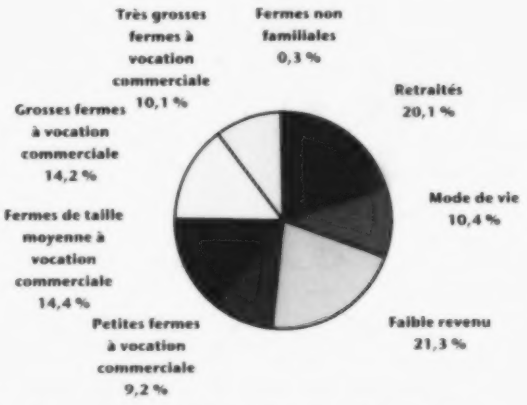
Les exploitants agricoles ont des motivations différentes, comme en témoignent les différents types de ferme

- **Les exploitants et les familles agricoles ont des motivations différentes. Les fermes peuvent être classées en fonction de l'âge de l'exploitant, du revenu ou de la vocation.**

Environ 38 % des fermes ont une vocation commerciale et peuvent être classées en fonction de la taille de l'exploitation, soit de petites à de très grosses fermes à vocation commerciale. Un autre 30 % des fermes sont gérées par des retraités ou des personnes en quête d'une mode de vie différent, alors que les autres 21 % sont des fermes à faible revenu.

Graphique C4.26

Répartition des fermes ayant des recettes agricoles brutes de 10 000 $ ou plus, selon le type de ferme, 2006



Source : Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes, 2007.

Graphique C4.27

Définition des types de ferme

Type	Définitions
Petites fermes familiales (recettes brutes se situant entre 10 000 et 249 999 $)	
Retraités	Fermes dont les exploitants sont âgés de 65 ans et plus ou de 60 à 64 ans et qui touchent un revenu de pension. Les fermes exploitées par plusieurs générations d'une même famille sont exclues.
Mode de vie	Fermes familiales dont le revenu brut se situe entre 10 000 et 49 999 $ et fermes familiales ayant un revenu de 50 000 $ ou plus provenant de sources autres que des activités agricoles.
Faible revenu	Fermes familiales dont le revenu familial total est inférieur à la mesure de faible revenu (MFR) de Statistique Canada.
Fermes à vocation commerciale	Fermes dont le revenu brut se situe entre 10 000 $ et 249 999 $ et qui ne font pas d'une des trois catégories ci-dessus.
Petites fermes à vocation commerciale	Fermes dont le revenu brut se situe entre 10 000 et 99 999 $.
Fermes de taille moyenne à vocation commerciale	Fermes dont le revenu brut se situe entre 100 000 et 249 999 $.
Grosses fermes familiales (recettes brutes de 250 000 $ ou plus)	
Grosses fermes à vocation commerciale	Fermes dont le revenu brut se situe entre 250 000 et 499 999 $.
Très grosses fermes à vocation commerciale	Fermes dont le revenu brut est égal ou supérieur à 500 000 $.
Fermes autres que les fermes familiales	Fermes constituées en sociétés non familiales, coopératives ou organismes communautaires. Ces fermes incluent également les fermes détenues en fiducie.

Nota : Les définitions ont changé par rapport aux années précédentes et ne sont pas directement comparables.

Les fermes d'agrément et les fermes ayant des revenus bruts inférieurs à 10 000 $ ne sont pas incluses dans cette répartition.

Le rendement financier des fermes dépend du mode de vie et des stratégies commerciales du producteur

- **En moyenne, seuls les exploitants de fermes à faible revenu ou les personnes en quête d'un mode de vie différent ont signalé un revenu d'exploitation net négatif en 2006.** Par ailleurs, les fermes exploitées par des personnes en quête d'un mode de vie différent et les petites fermes à vocation commerciale ont en moyenne eu le revenu non agricole le plus élevé pendant la même période.

Graphique C4.28
Données sur les types de ferme, 2006

	Type	Nombre de fermes	Revenu agricole brut moyen*	Part de la ferme détenue par le ménage**		Salaires et traitements reçus par la famille			
				Revenu net du marché	Paiements de programme ***	Salaires agricoles	Salaires non agricoles	Autres sources de revenus ****	Revenu familial
				(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F) (A+B+C+D+E)
Petites et moyennes fermes familiales – Revenus bruts - 10 000 $ - 249 999 $	Retraités	34 651	59 353	-2 906	8 520	1 902	9 026	28 753	45 295
	Mode de vie	13 972	26 503	-10 127	2 785	1 106	67 289	33 891	94 943
	Faible revenu	27 630	82 507	-18 175	8 881	2 815	10 014	8 125	11 660
	Petite ferme à vocation commerciale	12 242	62 352	1 846	9 061	1 502	46 327	41 658	100 395
	Ferme de taille moyenne à vocation commerciale	19 950	167 480	20 079	17 811	8 349	27 884	21 712	95 836
	Total	**108 445**	**81 250**	**-2 962**	**9 644**	**3 173**	**24 464**	**24 321**	**58 640**
Grosses fermes familiales – Revenus bruts - 250 000 $ ou plus	Grosse ferme à vocation commerciale	20 402	351 388	24 888	33 532	15 516	11 827	18 188	103 950
	Très grosse ferme à vocation commerciale	14 523	1 203 514	81 193	65 403	47 508	11 170	23 718	228 992
	Total	**34 925**	**705 741**	**48 302**	**46 786**	**28 820**	**11 554**	**20 487**	**155 948**
Fermes non familiales	**Total**	**446**	**2 936 803**	**n.d.**	**n.d.**	**n.d.**	**n.d.**	**n.d.**	**n.d.**

Source : Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes, 2007.

Nota : * Les revenus agricoles bruts incluent les paiements de programmes gouvernementaux.

** La part du ménage est axée le pourcentage de la ferme appartenant à un particulier ou à la famille.

*** Les paiements de programme n'incluent pas les paiements de transfert du gouvernement à des fins non agricoles.

**** Les autres revenus comprennent les revenus provenant d'un travail autonome non agricole, les revenus d'investissement, les revenus de pension et les autres revenus.

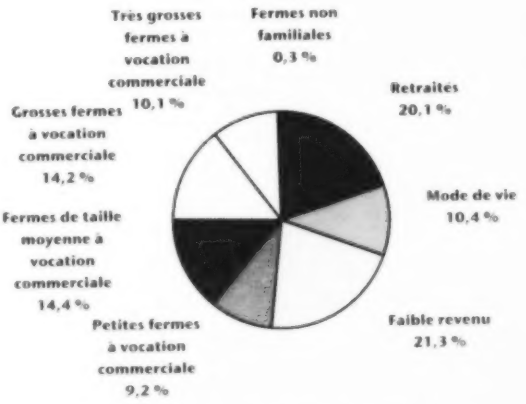
Les exploitants agricoles ont des motivations différentes, comme en témoignent les différents types de ferme

- **Les exploitants et les familles agricoles ont des motivations différentes. Les fermes peuvent être classées en fonction de l'âge de l'exploitant, du revenu ou de la vocation.**

Environ 38 % des fermes ont une vocation commerciale et peuvent être classées en fonction de la taille de l'exploitation, soit de petites à de très grosses fermes à vocation commerciale. Un autre 30 % des fermes sont gérées par des retraités ou des personnes en quête d'une mode de vie différent, alors que les autres 21 % sont des fermes à faible revenu.

Graphique C4.26

Répartition des fermes ayant des recettes agricoles brutes de 10 000 $ ou plus, selon le type de ferme, 2006



Source : Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes, 2007.

Graphique C4.27

Définition des types de ferme

Type	Définition
Petites fermes familiales (recettes brutes se situant entre 10 000 et 249 999 $)	
Retraités	Fermes dont les exploitants sont âgés de 65 ans et plus ou de 60 à 64 ans et qui touchent un revenu de pension. Les fermes exploitées par plusieurs générations d'une même famille sont exclues.
Mode de vie	Fermes familiales dont le revenu brut se situe entre 10 000 et 49 999 $ et fermes familiales ayant un revenu de 50 000 $ ou plus provenant de sources autres que des activités agricoles.
Faible revenu	Fermes familiales dont le revenu familial total est inférieur à la mesure de faible revenu (MFR) de Statistique Canada.
Fermes à vocation commerciale	Fermes dont le revenu brut se situe entre 10 000 $ et 249 999 $ et qui ne font pas d'une des trois catégories ci-dessus.
Petites fermes à vocation commerciale	Fermes dont le revenu brut se situe entre 10 000 et 99 999 $.
Fermes de taille moyenne à vocation commerciale	Fermes dont le revenu brut se situe entre 100 000 et 249 999 $.
Grosses fermes familiales (recettes brutes de 250 000 $ ou plus)	
Grosses fermes à vocation commerciale	Fermes dont le revenu brut se situe entre 250 000 et 499 999 $.
Très grosses fermes à vocation commerciale	Fermes dont le revenu brut est égal ou supérieur à 500 000 $.
Fermes autres que les fermes familiales	Fermes constituées en sociétés non familiales, coopératives ou organismes communautaires. Ces fermes incluent également les fermes détenues en fiducie.

Nota : Les définitions ont changé par rapport aux années précédentes et ne sont pas directement comparables.

Les fermes d'agrément et les fermes ayant des revenus bruts inférieurs à 10 000 $ ne sont pas incluses dans cette répartition.

Le rendement financier des fermes dépend du mode de vie et des stratégies commerciales du producteur

- **En moyenne, seuls les exploitants de fermes à faible revenu ou les personnes en quête d'un mode de vie différent ont signalé un revenu d'exploitation net négatif en 2006.** Par ailleurs, les fermes exploitées par des personnes en quête d'un mode de vie différent et les petites fermes à vocation commerciale ont en moyenne eu le revenu non agricole le plus élevé pendant la même période.

Graphique C4.28
Données sur les types de ferme, 2006

	Type	Nombre de fermes	Revenu agricole brut moyen*	Part de la ferme détenue par le ménage**		Salaires et traitements reçus par la famille			
				Revenu net du marché	Paiements de programme ***	Salaires agricoles	Salaires non agricoles	Autres sources de revenus ****	Revenu familial
				(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F) (A+B+C+D+E)
Petites et moyennes fermes familiales – Revenus bruts : 10 000 $ - 249 999 $	Retraités	34 651	59 353	2 906	8 520	1 902	9 026	28 753	45 295
	Mode de vie	13 972	26 503	-10 127	2 785	1 106	67 289	33 891	94 943
	Faible revenu	27 630	82 507	18 175	8 881	2 815	10 014	8 125	11 660
	Petite ferme à vocation commerciale	12 242	62 352	1 846	9 061	1 502	46 327	41 658	100 395
	Ferme de taille moyenne à vocation commerciale	19 950	167 480	20 079	17 811	8 349	27 884	21 712	95 836
	Total	**108 445**	**81 250**	**-2 962**	**9 644**	**3 173**	**24 464**	**24 321**	**58 640**
Grosses fermes familiales – Revenus bruts : 250 000 $ ou plus	Grosse ferme à vocation commerciale	20 402	351 388	24 888	33 532	15 516	11 827	18 188	103 950
	Très grosse ferme à vocation commerciale	14 523	1 203 514	81 193	65 403	47 508	11 170	23 718	228 992
	Total	**34 925**	**705 741**	**48 302**	**46 786**	**28 820**	**11 554**	**20 487**	**155 948**
Fermes non familiales	**Total**	**446**	**2 936 803**	**n.d.**	**n.d.**	**n.d.**	**n.d.**	**n.d.**	**n.d.**

Source : Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes, 2007.

Nota : * Les revenus agricoles bruts incluent les paiements de programmes gouvernementaux.

** La part du ménage est axée le pourcentage de la ferme appartenant à un particulier ou à la famille.

*** Les paiements de programme n'incluent pas les paiements de transfert du gouvernement à des fins non agricoles.

**** Les autres revenus comprennent les revenus provenant d'un travail autonome non agricole, les revenus d'investissement, les revenus de pension et les autres revenus.

Le rendement financier des fermes varie selon les compétences en gestion des exploitants agricoles, et ce, même au sein d'une même catégorie de revenu

- **Les objectifs varient selon le type de ferme.**

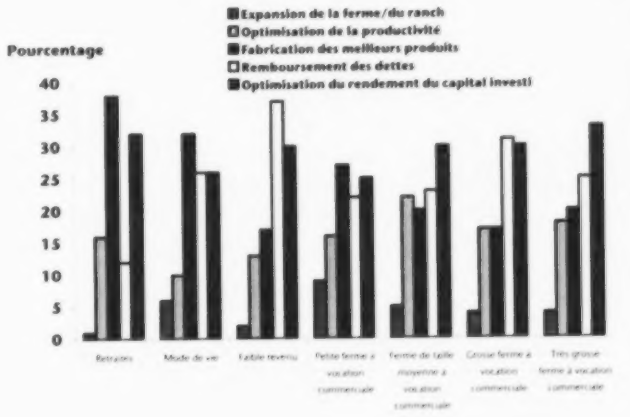
  Selon les résultats du Sondage national sur le Renouveau 2007, l'optimisation du rendement du capital investi et le remboursement des dettes étaient deux des principaux objectifs d'affaires de la majorité des exploitants de fermes à vocation commerciale.

  Dans le cas des retraités et des personnes en quête d'un mode de vie différent, le principal objectif était de fabriquer les meilleurs produits possibles.

  Dans le cas des fermes à faible revenu, le remboursement des dettes était le principal objectif, suivi de l'optimisation du rendement du capital investi.

Graphique C4.29

Principal objectif d'affaires par type de ferme, 2007



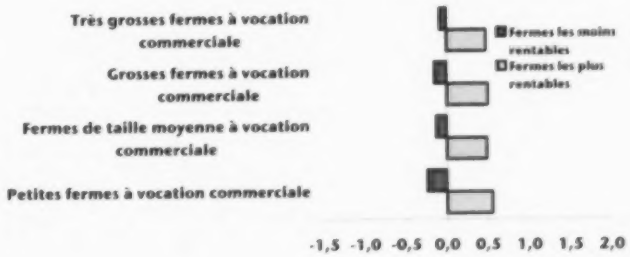
Source : AAC, Sondage sur le Renouveau 2007.
Nota : Fermes ayant un revenu brut de 100 000 $ ou plus.

- **Les fermes à vocation commerciale les plus rentables présentent des ratios de marge bénéficiaire brute comparables, quelle que soit leur taille.**

  À l'inverse, de tous les types d'exploitation agricole, les petites fermes à vocation commerciale les moins rentables génèrent la marge bénéficiaire négative la plus élevée.

Graphique C4.30

Ratios de marge bénéficiaire brute* signalés par les fermes les moins rentables et les plus rentables, par type de ferme, 2006



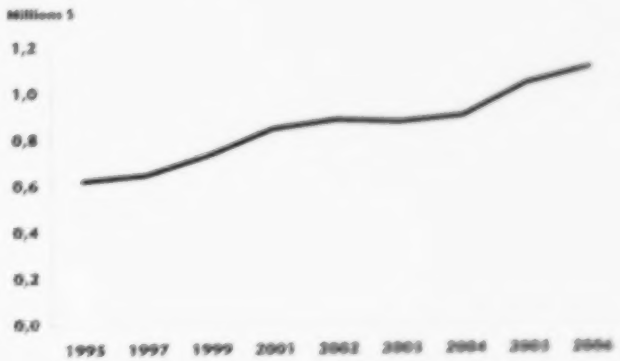
Source : Statistique Canada et AAFC, Enquête financière sur les fermes, 2007.
Nota : Fermes ayant un revenu brut de 10 000 $ ou plus.
* Les ratios de marge bénéficiaire brute désignent le coefficient du revenu d'exploitation net par rapport aux revenus agricoles bruts.
**Les fermes les plus rentables et les fermes les plus rentables représentent les 20 % supérieurs et inférieurs respectivement, selon la marge d'exploitation.

La situation financière des fermes tient compte des revenus et des mesures de la valeur nette, qui ont augmenté au fil des ans et varient d'une province à l'autre

- **La valeur nette moyenne peut servir à mesurer la situation financière nette des fermes.**

Au Canada, la valeur nette moyenne des fermes a continué d'augmenter au cours des dernières années après une légère baisse en 2003. En 2006, la valeur nette moyenne était de 1 102 537 $, soit une hausse de 6,4 % par rapport à 2005 et de 78 % par rapport à 1995.

Graphique C4.31
Valeur nette moyenne des fermes, 1995-2006



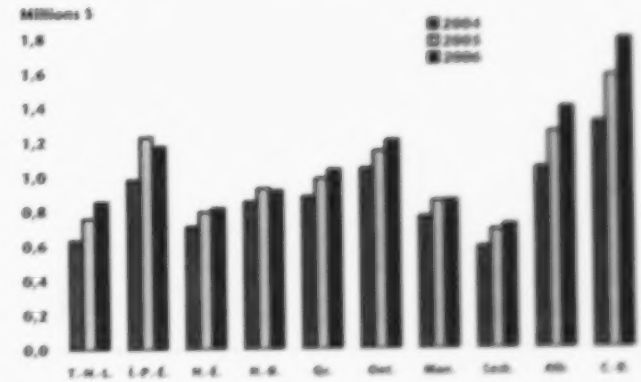
Source : Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes, années diverses.

Nota : Fermes ayant un revenu brut de 10 000 $ ou plus.

- **La valeur nette moyenne a augmenté dans toutes les provinces en 2006 comparativement à 2005 et à 2004, à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick où la valeur nette moyenne a diminué par rapport à 2005.**

La valeur nette moyenne a augmenté plus rapidement en Colombie-Britannique et en Alberta que dans les autres provinces, notamment en raison de la hausse de la valeur des terres dans l'Ouest canadien.

Graphique C4.32
Valeur nette moyenne des fermes par province, 2004-2006



Source : Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes, années diverses.

Nota : Fermes ayant un revenu brut de 10 000 $ ou plus.

La valeur nette moyenne des fermes varie également selon le type de ferme

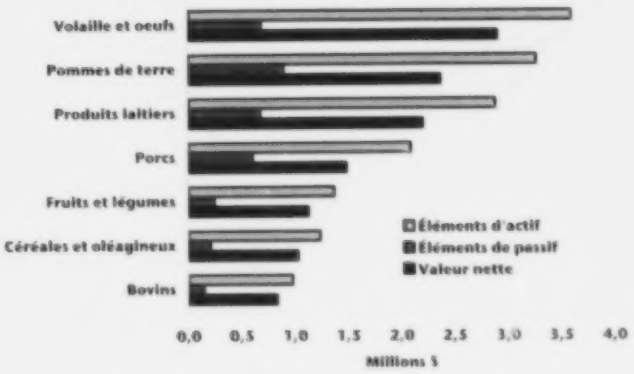
- **Les fermes de production de volaille et d'œufs, de pommes de terre, de lait et de porc présentent la valeur nette la plus élevée, entre 1,5 et 2,9 millions de dollars.**

La moyenne canadienne pour l'ensemble des fermes était de 1,1 million de dollars en 2006. En moyenne, les fermes bovines avaient le moins d'éléments d'actif et de passif et la valeur nette la moins élevée.

En moyenne, les producteurs de pommes de terre sont ceux qui ont la dette la plus élevée (898 700 $ par ferme); ils sont suivis des producteurs de volaille et d'œufs et des producteurs laitiers, dont les dettes atteignaient 687 200 $ et 679 600 $ respectivement.

Graphique C4.33

Éléments d'actif et de passif et valeur nette en moyenne par type de ferme, 2006



Source : Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes, 2007.

Nota : Fermes ayant un revenu brut de 10 000 $ et plus.

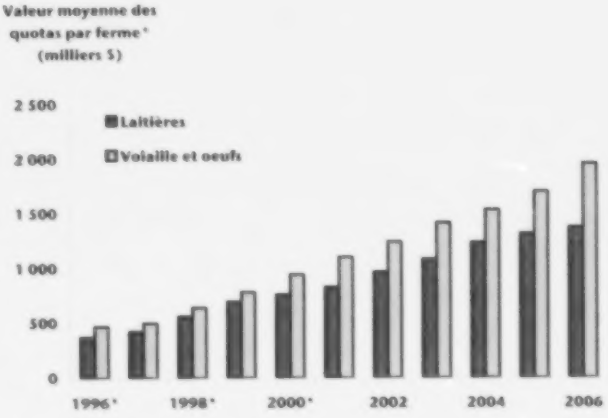
- **La valeur des quotas dans le cas des industries soumises à la gestion de l'offre a augmenté considérablement ces dernières années.**

En 2006, les fermes laitiers et les fermes de volaille et d'oeufs quotas en moyenne avaient des quotas d'environ 1,4 million de dollars et 1,9 million de dollars respectivement ce qui représentait 47 % et 46 % de l'actif agricole total respectivement.

Cette tendance est attribuable à l'augmentation de la valeur des quotas par animal et à l'augmentation du nombre d'animaux par ferme.

Graphique C4.34

Valeur moyenne des quotas des fermes soumises à la gestion de l'offre, 1995-2006



Source : Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes, années diverses.

Nota : *Fermes ayant un revenu brut de 10 000 $ ou plus.

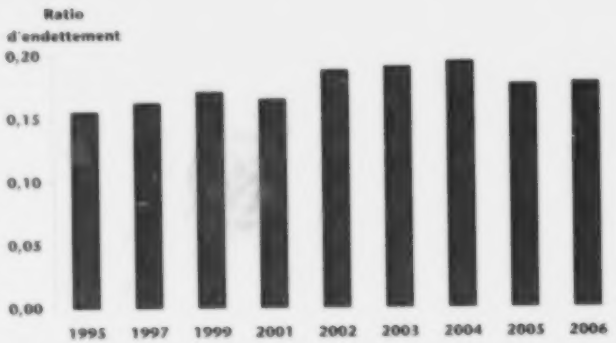
La situation financière des fermes est déterminée par les niveaux de liquidités et le ratio d'endettement

- **Le ratio d'endettement permet de mesurer le risque financier auquel sont exposées les fermes en déterminant dans quelle mesure les éléments d'actif de la ferme ont été financés par emprunt.**

En général, le ratio d'endettement de l'ensemble des fermes a diminué en 2005 et en 2006.

Le ratio d'endettement a diminué de 17,7 % en 2004 à 15,5 % en 2005 et en 2006, ce qui est un signe d'une amélioration de la situation financière.

Graphique C4.35
Ratios d'endettement* de l'ensemble des fermes du Canada, 1995-2006



Source : Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes, années diverses.
Nota : Fermes ayant un revenu brut de 10 000 $ ou plus.
*Moyenne par ferme.

- **La tension financière des fermes est déterminé par les niveaux de liquidités et de capitaux propres.**

La vaste majorité des fermes étaient en bonne situation financière à la fin de 2006.

Seulement 7,6 % des fermes subissaient une tension financière importantes, alors que 17,1 % subissaient une tension financière moyenne.

Graphique C4.36
Tension financière subi par l'ensemble des fermes du Canada, 2006

Catégories de liquidités	Capitaux propres, en pourcentage			
	Moins de 50 %	50 % à 75 %	Plus de 75 %	Toutes les catégories
Moins de 20 000 $	2,1 %	4,7 %	14,8 %	2,6 %
20 000 $ à 35 000 $	0,8 %	2,3 %	7,8 %	10,9 %
Plus de 35 000 $	5,2 %	12,4 %	49,9 %	67,5 %
Toutes les catégories	8,1 %	19,4 %	72,5 %	100,0 %

Légende : Risque important
Risque moyen

Source : Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes, 2007.

Nota : Fermes ayant un revenu brut de 10 000 $ ou plus excluant les coopératives et les fermes communautaires.

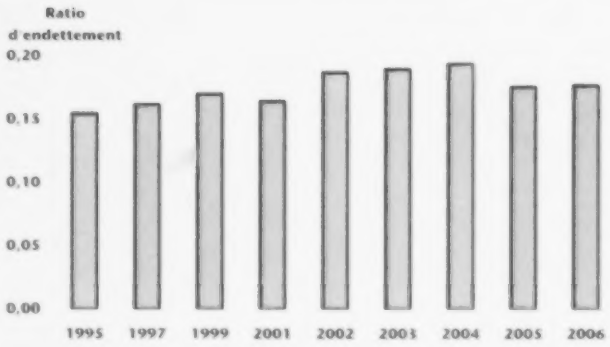
La situation financière des fermes est déterminée par les niveaux de liquidités et le ratio d'endettement

- **Le ratio d'endettement permet de mesurer le risque financier auquel sont exposées les fermes en déterminant dans quelle mesure les éléments d'actif de la ferme ont été financés par emprunt.**

  En général, le ratio d'endettement de l'ensemble des fermes a diminué en 2005 et en 2006.

  Le ratio d'endettement a diminué de 17,7 % en 2004 à 15,5 % en 2005 et en 2006, ce qui est un signe d'une amélioration de la situation financière.

Graphique C4.35
Ratios d'endettement * de l'ensemble des fermes du Canada, 1995-2006



Source : Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes, années diverses.
Nota : Fermes ayant un revenu brut de 10 000 $ ou plus.
*Moyenne par ferme.

- **La tension financière des fermes est déterminé par les niveaux de liquidités et de capitaux propres.**

  La vaste majorité des fermes étaient en bonne situation financière à la fin de 2006.

  Seulement 7,6 % des fermes subissaient une tension financière importantes, alors que 17,1 % subissaient une tension financière moyenne.

Graphique C4.36
Tension financière subi par l'ensemble des fermes du Canada, 2006

Catégories de liquidités	Capitaux propres, en pourcentage			
	Moins de 50 %	50 % à 75 %	Plus de 75 %	Toutes les catégories
Moins de 20 000 $	2,1 %	4,7 %	14,8 %	21,6 %
20 000 $ à 35 000 $	0,8 %	2,3 %	7,8 %	10,9 %
Plus de 35 000 $	5,2 %	12,4 %	49,9 %	67,5 %
Toutes les catégories	8,1 %	19,4 %	72,5 %	100,0 %

Légende : Risque important
Risque moyen

Source : Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes, 2007.
Nota : Fermes ayant un revenu brut de 10 000 $ ou plus excluant les coopératives et les fermes communautaires.

Les tensions financières des fermes varient également selon le type de ferme

- **Avec la hausse des prix des céréales, plus de trois quarts des fermes productrices de céréales et d'oléagineux étaient en bonne situation financière à la fin de 2006.**

  La vaste majorité des fermes productrices de céréales et l'oléagineux étaient en bonne situation financière, et 76,2 % de celles-ci ne subissaient aucune tension financière.

  Seulement 7,6 % des producteurs subissaient une tension financière importante, alors que 16,2 % des fermes subissaient une tension financière moyenne.

Graphique C4.37

Niveaux de tension financière subi par les producteurs de céréales et d'oléagineux au Canada, 2006

Catégories de liquidités	Capitaux propres, en pourcentage			
	Moins de 50 %	50 % à 75 %	Plus de 75 %	Toutes les catégories
Moins de 20 000 $	**2,4 %** **(1 232)**	**4,5 %** **(2 263)**	14,7 % (7 386)	21,6 % (10 881)
20 000 $ à 35 000 $	**0,7 %** **(345)**	1,5 % (746)	6,7 % (3 373)	8,9 % (4 464)
Plus de 35 000 $	4,2 % (2 117)	13,2 % (6 642)	52,2 % (26 296)	69,6 % (35 055)
Toutes les catégories	7,3 % (3 694)	19,2 % (9 652)	73,5 % (37 055)	100 % (50 401)

Légende : Risque important
Risque moyen

Source : Enquête financière sur les fermes, calculs d'AAC

- **En 2006, 28 % des fermes porcines subissaient une tension financière moyenne ou importante.**

  Parmi les fermes porcines, 16,3 % subissaient une tension financière importante, alors que 11,7 % d'entre elles subissaient tension financière moyenne. Un pourcentage relativement élevé de fermes (28,2 %) avaient des niveaux de liquidités inférieurs à 50 %.

Graphique C4.38

Niveaux de tension financière subi par les producteurs de porcs au Canada, 2006

Catégories de liquidités	Capitaux propres, en pourcentage			
	Moins de 50 %	50 à 75 %	Plus de 75 %	Toutes les catégories
Moins de 20 000 $	**7 %** **(302)**	**5,5 %** **(238)**	10,7 % (464)	23,2 % (1 004)
20 000 $ à 35 000 $	**3,8 %** **(166)**	1 % (43)	5,5 % (240)	10,4 % (451)
Plus de 35 000 $	17,4 % (752)	18 % (779)	31 % (1 341)	66,4 % (2 872)
Toutes les catégories	28,2 % (1 220)	24,5 % (1 062)	47,3 % (2 045)	100 % (4 327)

Légende : Risque important
Risque moyen

Source : Enquête financière sur les fermes, calculs d'AAC

Les tensions financières des fermes varient également selon le type de ferme

- **Avec la hausse des prix des céréales, plus de trois quarts des fermes productrices de céréales et d'oléagineux étaient en bonne situation financière à la fin de 2006.**

  La vaste majorité des fermes productrices de céréales et l'oléagineux étaient en bonne situation financière, et 76,2 % de celles-ci ne subissaient aucune tension financière.

  Seulement 7,6 % des producteurs subissaient une tension financière importante, alors que 16,2 % des fermes subissaient une tension financière moyenne.

Graphique C4.37

Niveaux de tension financière subi par les producteurs de céréales et d'oléagineux au Canada, 2006

	Capitaux propres, en pourcentage			
Catégories de liquidités	**Moins de 50 %**	**50 % à 75 %**	**Plus de 75 %**	**Toutes les catégories**
Moins de 20 000 $	**2,4 % (1 232)**	**4,5 % (2 263)**	**14,7 % (7 386)**	21,6 % (10 881)
20 000 $ à 35 000 $	**0,7 % (345)**	**1,5 % (746)**	6,7 % (3 373)	8,9 % (4 464)
Plus de 35 000 $	4,2 % (2 117)	13,2 % (6 642)	52,2 % (26 296)	69,6 % (35 055)
Toutes les catégories	7,3 % (3 694)	19,2 % (9 652)	73,5 % (37 055)	100 % (50 401)

Légende : Risque important.
Risque moyen.

Source : Enquête financière sur les fermes, calculs d'AAC.

- **En 2006, 28 % des fermes porcines subissaient une tension financière moyenne ou importante.**

  Parmi les fermes porcines, 16,3 % subissaient une tension financière importante, alors que 11,7 % d'entre elles subissaient tension financière moyenne. Un pourcentage relativement élevé de fermes (28,2 %) avaient des niveaux de liquidités inférieurs à 50 %.

Graphique C4.38

Niveaux de tension financière subi par les producteurs de porcs au Canada, 2006

	Capitaux propres, en pourcentage			
Catégories de liquidités	**Moins de 50 %**	**50 à 75 %**	**Plus de 75 %**	**Toutes les catégories**
Moins de 20 000 $	**7 % (302)**	**5,5 % (238)**	**10,7 % (464)**	23,2 % (1 004)
20 000 $ à 35 000 $	**3,8 % (166)**	**1 % (45)**	5,5 % (240)	10,4 % (451)
Plus de 35 000 $	17,4 % (752)	18 % (779)	31 % (1 341)	66,4 % (2 872)
Toutes les catégories	28,2 % (1 220)	24,5 % (1 062)	47,3 % (2 045)	100 % (4 327)

Légende : Risque important.
Risque moyen.

Source : Enquête financière sur les fermes, calculs d'AAC.

Les taux de rendement en agriculture varient également selon le type de ferme

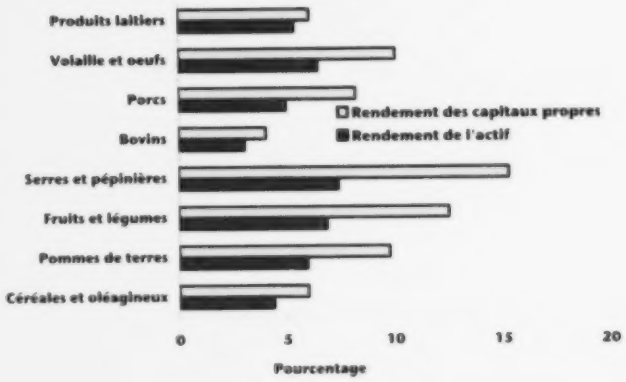
- **Les taux de rendement des exploitations serricoles et des pépinières et des fermes productrices de fruits et de légumes étaient supérieurs à ceux des exploitations bovines et des fermes productrices de céréales et d'oléagineux.**

Les exploitations serricoles ont enregistré le rendement de l'actif annuel le plus élevé, soit 7,4 %. Puisque ces exploitations n'occupent généralement pas beaucoup de terrain et que leurs bâtiments se déprécient avec le temps, elles ne font pas de gain de capital.

Les fermes bovines ont obtenu le plus faible rendement de l'actif, à 3,1 %, comparativement aux autres types de ferme, notamment en raison de la crise de l'ESB.

On prévoit que la majorité des secteurs auront un rendement supérieur, une fois que l'on aura tenu compte des gains en capital dans le rendement total.

Graphique C4.39
Taux de rendement moyens dans le secteur de l'agriculture par type de ferme, 1997-2006



Source : Statistique Canada, Base de données administratives sur les déclarants, années diverses.

- **Au Canada, le secteur des céréales et des oléagineux a connu de grandes fluctuations de rendement des capitaux propres et de l'actif entre 1997 et 2006.**

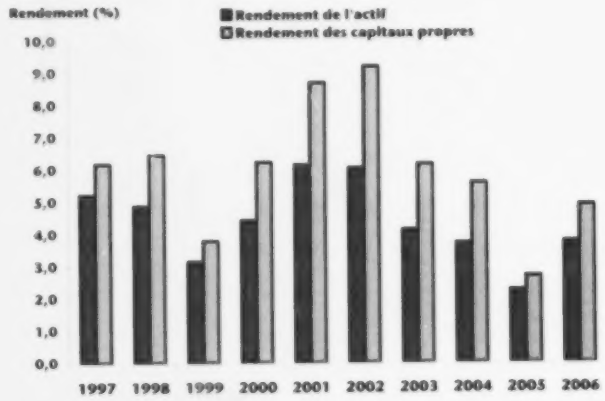
Les taux de rendement des fermes productrices de céréales et d'oléagineux ont augmenté en 2006 après de récentes baisses importantes.

Le rendement des capitaux propres était en moyenne de 6,6 % sur une période de 10 ans comparativement à 6,5 % pour l'ensemble des fermes au Canada.

Le rendement de l'actif était en moyenne de 4,39 % sur une période de 10 ans comparativement à 4,84 % pour l'ensemble des fermes au Canada.

Graphique C4.40

Taux de rendement des fermes céréalières, 1997-2006



Source : Statistique Canada, Base de données administratives sur les déclarants, années diverses.

Les taux de rendement en agriculture varient également selon le type de ferme

- **Le secteur porcin a également connu d'importantes fluctuations de rendement.**

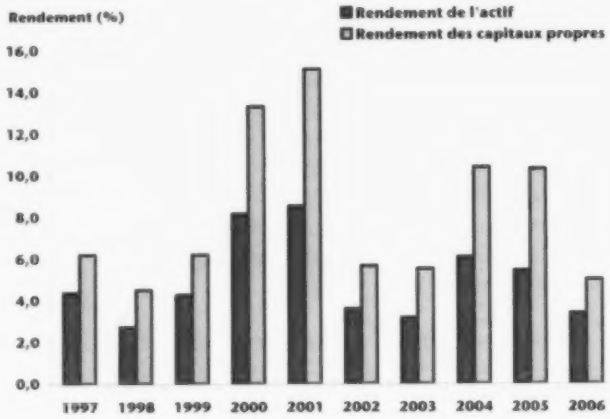
  En 2006, le rendement sur l'actif et le rendement des capitaux propres des fermes porcines constituées en sociétés ont diminué considérablement. En 2006, les taux ont diminué en raison de la baisse de compétitivité des fermes porcines, de l'appréciation du dollar canadien et de la hausse des prix des aliments pour animaux.

  Le rendement des capitaux propres dans le secteur porcin était en moyenne de 8,23 % sur une période de 10 ans comparativement à 6,5 % pour l'ensemble des fermes au Canada.

  Le rendement de l'actif dans le secteur porcin était en moyenne de 4,99 % sur une période de 10 ans comparativement à 4,84 % pour l'ensemble des fermes au Canada.

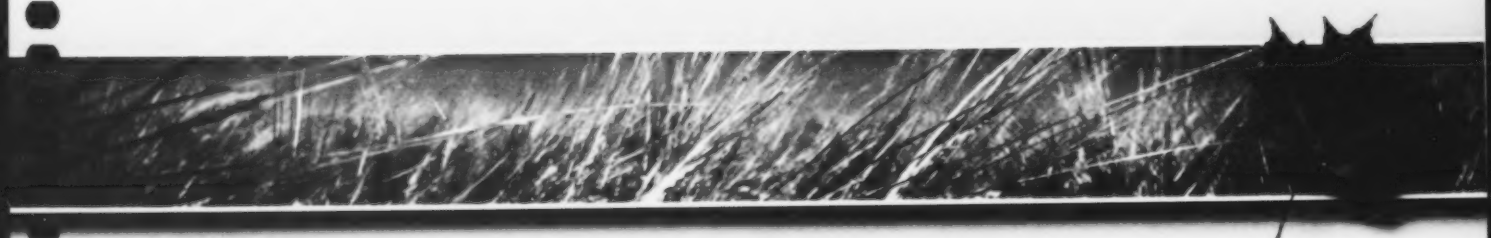
Graphique C4.41

Taux de rendement des fermes porcines, 1997-2006



Source : Statistique Canada, Base de données administratives sur les déclarants.

Les taux de rendement des capitaux propres et de l'actif sont calculés pour les fermes constituées en société ayant un revenu de 50 000 $ ou plus ou un actif de 50 000 $ ou plus.



SECTION C5

Fournisseurs d'intrants et de services agricoles

Les fournisseurs d'intrants et de services, qu'il s'agisse des entreprises multinationales, de courtiers, ou de petites entreprises locales, jouent un rôle majeur dans le contexte du système agricole et agroalimentaire canadien. Les prix de carburant plus élevés et la demande accrue ont contribué à la hausse des prix des intrants à l'échelle mondiale et ont eu des répercussions majeures sur les dépenses d'exploitation. Pour réduire les dépenses d'exploitation, bon nombre de producteurs achètent leurs intrants par l'intermédiaire de coopératives, achètent leurs intrants pendant les périodes d'inactivité ou adoptent des pratiques écoénergétiques.

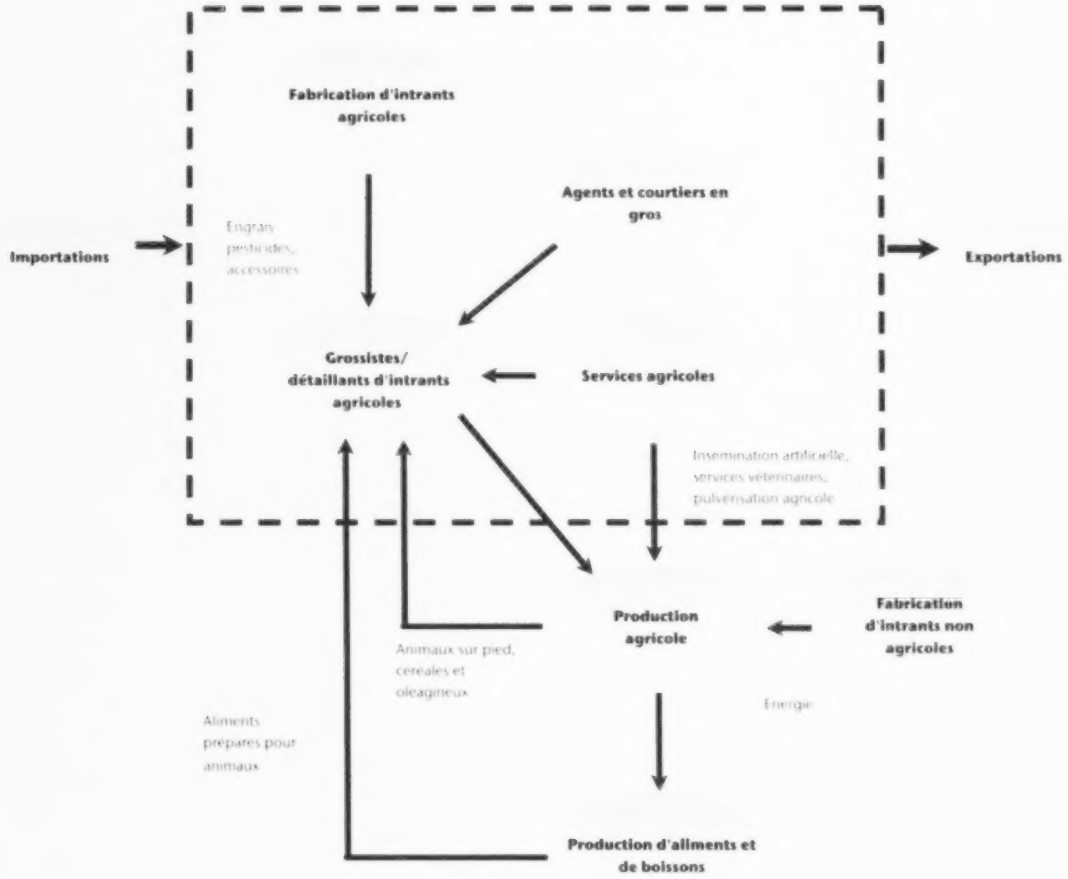
Les fournisseurs d'intrants constituent une chaîne de valeur complète

- **Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles forment une chaîne de valeur complète dans le contexte du système agricole et agroalimentaire. Ils comprennent les fabricants d'intrants, les fournisseurs de services et les détaillants et grossistes.** Ils approvisionnent et soutiennent le secteur de l'agriculture primaire et font également office d'acheteurs pour les industries en aval (p. ex., les aliments pour animaux achetés auprès de moulins à grains et à oléagineux ou les veaux d'engraissement achetés auprès d'exploitations de naissage).

  Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles constituent un groupe hétérogène formé notamment d'entreprises multinationales qui fabriquent des machines et des instruments agricoles, de petites entreprises locales qui vendent de la moulée et des pesticides, de courtiers internationaux en produits et de petits fournisseurs qui effectuent des travaux sur commande.

Graphique C5.1

Chaîne de valeur des fournisseurs d'intrants et de services agricoles



Source : AAC.

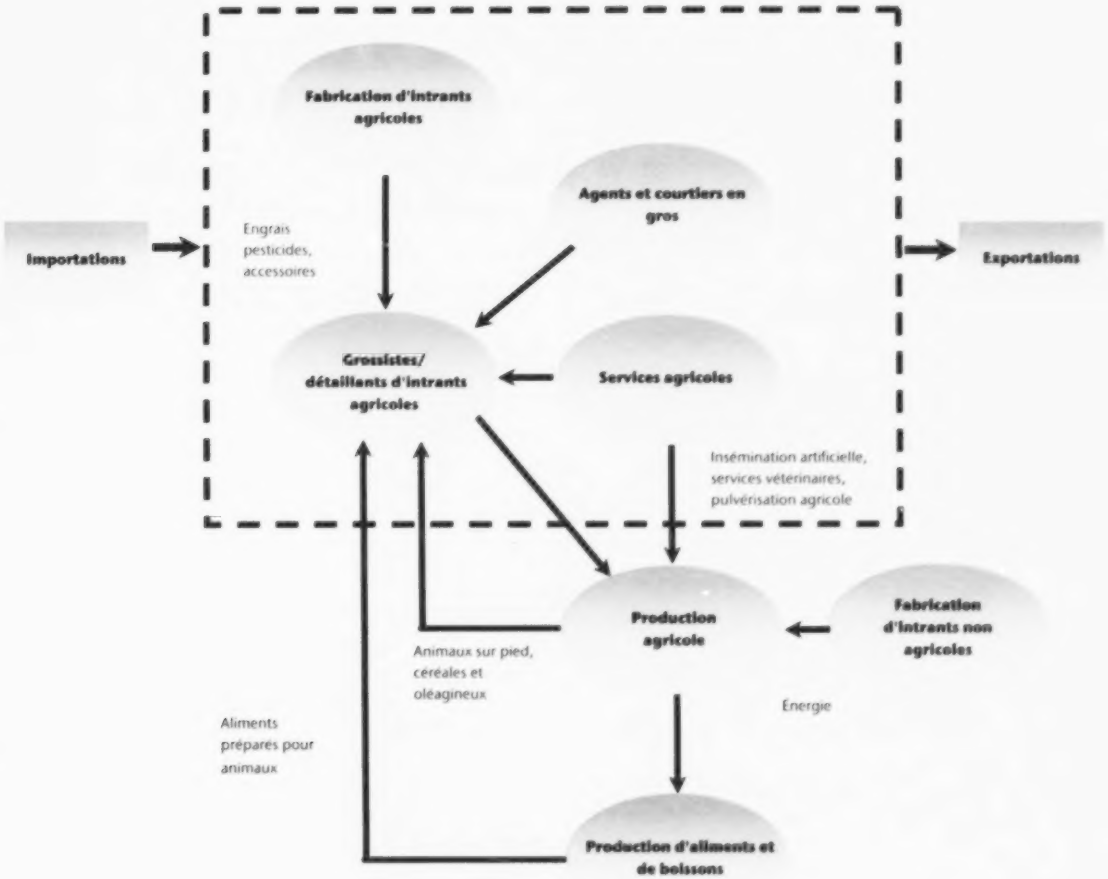
Les fournisseurs d'intrants constituent une chaîne de valeur complète

- **Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles forment une chaîne de valeur complète dans le contexte du système agricole et agroalimentaire. Ils comprennent les fabricants d'intrants, les fournisseurs de services et les détaillants et grossistes.** Ils approvisionnent et soutiennent le secteur de l'agriculture primaire et font également office d'acheteurs pour les industries en aval (p. ex., les aliments pour animaux achetés auprès de moulins à grains et à oléagineux ou les veaux d'engraissement achetés auprès d'exploitations de naissage).

  Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles constituent un groupe hétérogène formé notamment d'entreprises multinationales qui fabriquent des machines et des instruments agricoles, de petites entreprises locales qui vendent de la moulée et des pesticides, de courtiers internationaux en produits et de petits fournisseurs qui effectuent des travaux sur commande.

Graphique C5.1

Chaîne de valeur des fournisseurs d'intrants et de services agricoles



Source : AAC.

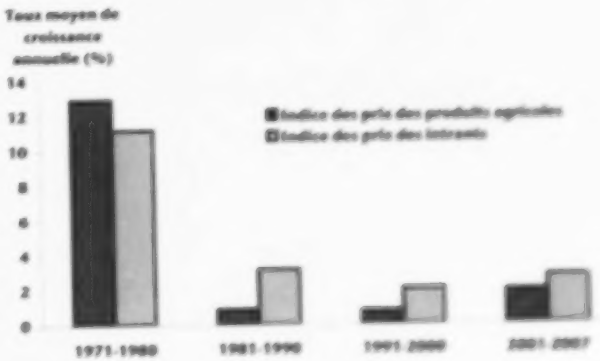
Les prix des intrants ont augmenté régulièrement à l'échelle mondiale

- **Depuis 1981, l'augmentation du prix des produits agricoles n'a pas suivi les hausses des prix des intrants agricoles.**

Les taux de croissance des prix des intrants et des extrants, qui avaient diminué dans les années 1980 et 1990, sont à nouveau à la hausse en raison de l'augmentation des prix des marchandises.

Graphique C5.2

Prix des intrants agricoles et prix des produits agricoles, 1971-2007



Source : Statistique Canada

- **In 2007, les dépenses nettes d'exploitation agricole et les frais d'amortissement s'élevaient à 38,9 milliards de dollars.**

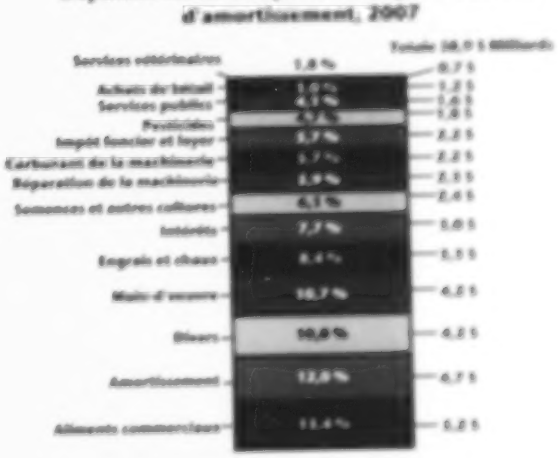
Les producteurs agricoles ont consacré 38,9 milliards de dollars aux dépenses d'exploitation après remises.

Les producteurs agricoles ont également engagé des frais d'amortissement de 4,7 milliards de dollars.

Les aliments commerciaux pour animaux sont la principale dépense distincte des producteurs agricoles (5,2 milliards de dollars en 2007), suivis des frais d'amortissement (4,76 milliards de dollars) et des frais divers et des coûts de main-d'œuvre (4,2 milliards de dollars dans les deux cas). Les coûts plus élevés des aliments pour animaux ont un impact négatif sur les éleveurs de bétail en particulier.

Graphique C5.3

Dépenses nettes d'exploitation agricole et frais d'amortissement, 2007



Source : Statistique Canada

Les fournisseurs d'intrants constituent une chaîne de valeur complète

- **Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles forment une chaîne de valeur complète dans le contexte du système agricole et agroalimentaire. Ils comprennent les fabricants d'intrants, les fournisseurs de services et les détaillants et grossistes.** Ils approvisionnent et soutiennent le secteur de l'agriculture primaire et font également office d'acheteurs pour les industries en aval (p. ex., les aliments pour animaux achetés auprès de moulins à grains et à oléagineux ou les veaux d'engraissement achetés auprès d'exploitations de naissage).

  Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles constituent un groupe hétérogène formé notamment d'entreprises multinationales qui fabriquent des machines et des instruments agricoles, de petites entreprises locales qui vendent de la moulée et des pesticides, de courtiers internationaux en produits et de petits fournisseurs qui effectuent des travaux sur commande.

Graphique C5.1

Chaîne de valeur des fournisseurs d'intrants et de services agricoles

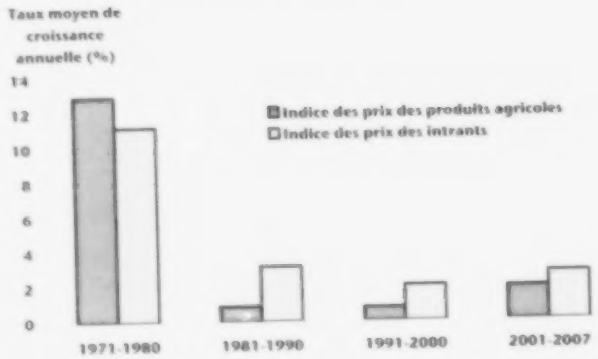
Les prix des intrants ont augmenté régulièrement à l'échelle mondiale

- **Depuis 1981, l'augmentation du prix des produits agricoles n'a pas suivi les hausses des prix des intrants agricoles.**

  Les taux de croissance des prix des intrants et des extrants, qui avaient diminué dans les années 1980 et 1990, sont à nouveau à la hausse en raison de l'augmentation des prix des marchandises.

Graphique C5.2

Prix des intrants agricoles et prix des produits agricoles, 1971-2007



Source : Statistique Canada

- **In 2007, les dépenses nettes d'exploitation agricole et les frais d'amortissement s'élevaient à 38,9 milliards de dollars.**

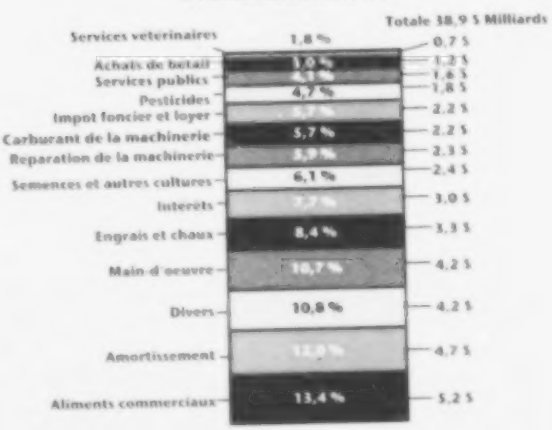
  Les producteurs agricoles ont consacré 38,9 milliards de dollars aux dépenses d'exploitation après remises.

  Les producteurs agricoles ont également engagé des frais d'amortissement de 4,7 milliards de dollars.

  Les aliments commerciaux pour animaux sont la principale dépense distincte des producteurs agricoles (5,2 milliards de dollars en 2007), suivis des frais d'amortissement (4,76 milliards de dollars) et des frais divers et des coûts de main-d'œuvre (4,2 milliards de dollars dans les deux cas). Les coûts plus élevés des aliments pour animaux ont un impact négatif sur les éleveurs de bétail en particulier.

Graphique C5.3

Dépenses nettes d'exploitation agricole et frais d'amortissement, 2007



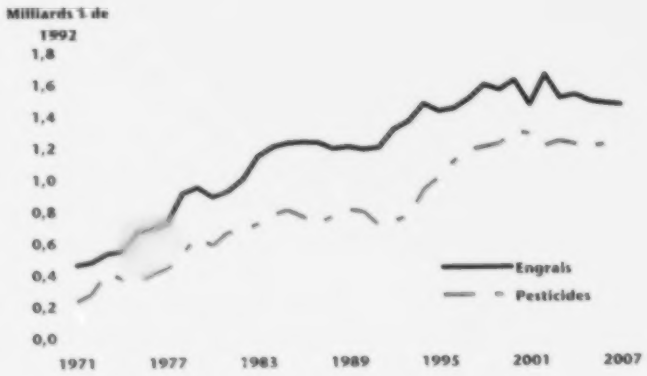
Source : Statistique Canada

L'utilisation de produits chimiques est en hausse, même si les prix plus élevés et les préoccupations environnementales ont récemment freiné leur utilisation

- **L'utilisation d'engrais et de pesticides a augmenté régulièrement au fil du temps. En conséquence, les rendements agricoles continuent d'augmenter. Toutefois, en raison des prix plus élevés des engrais et des préoccupations à l'égard de l'impact environnemental, l'utilisation des produits chimiques s'est stabilisée en 2007.**

Graphique C5.4

Utilisation de produits chimiques en agriculture, 1971-2007



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Le prix du carburant contribue de façon particulièrement importante à la hausse des coûts de production.**

  Les dépenses agricoles associées au carburant utilisé pour la machinerie ont augmenté considérablement depuis 2004 en raison de la hausse du prix du carburant.

Graphique C5.5

Dépenses agricoles associées au carburant utilisé pour la machinerie, 1980-2007

Source : Statistique Canada.

Les producteurs achètent une part importante de leurs intrants par l'intermédiaire de coopératives

- **Les coopératives de fournitures agricoles sont des entreprises appartenant à des agriculteurs qui visent à offrir des fournitures de haute qualité à d'autres agricultures à un prix abordable.**

  Le surplus de ces coopératives est retourné aux membres, contribuant ainsi aux revenus agricoles.

- **La part de marché des coopératives a augmenté entre 1986 et 2005 en ce qui a trait à la vente de carburant à des fins agricoles,** principalement en raison de l'expansion des activités dans l'Ouest canadien.

  Cependant, on a pu assister à une forte diminution de la part de marché des coopératives pour ce qui est des ventes d'engrais et de produits chimiques entre 2001 et 2005. Un facteur à l'origine de cette situation a été la démutualisation de la coopérative Agricore en 2001 et de la Saskatchewan Wheat Pool en 2005, qui vendaient de grandes quantités d'engrais et de produits chimiques.

Graphique C5.6

Part de marché des coopératives en ce qui a trait aux fournitures agricoles, 1986-2005

	1986	1991	1996	2001	2005
	% des dépenses agricoles				
Engrais et produits chimiques	31	36	35	38	13
Carburant agricole	22	29	27	41	52
Semences	23	17	17	8	8
Aliments pour animaux	26	25	17	15	14

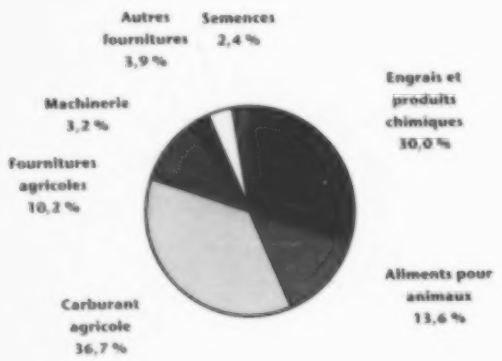
Source : Secrétariat aux coopératives, AAC et Statistique Canada.

- **Les ventes totales de fournitures par des coopératives atteignaient 3,8 milliards de dollars en 2005, comparativement à 3,4 milliards de dollars en 2004.**

  Les coopératives vendent toutes sortes de fournitures, notamment des engrais et des produits chimiques, des aliments pour animaux, de la machinerie agricole, ainsi que des fournitures agricoles (p. ex., des abreuvoirs et des brouettes) et non agricoles (semences pour jardin privé et vêtements de jardinage).

Graphique C5.7

Ventes de fournitures par les coopératives, 2005



Source : Secrétariat aux coopératives, AAC.

Nota : À l'exclusion des ventes en gros.

SECTION C6

Utilisation des ressources naturelles et répercussions environnementales

La production agricole dépend de l'accessibilité et de la qualité des terres et de l'eau. Les choix de cultures, les pratiques agricoles et les modes d'utilisation des intrants varieront en fonction des conditions du marché et de divers facteurs environnementaux. Les effets environnementaux de l'agriculture varieront de façon similaire, notamment en raison des différences dans les choix de cultures et les méthodes de culture ainsi que des conditions environnementales propres à chaque région.

Le Canada bénéficie d'une abondonace relative de terres arables

- **On a assisté à une expansion de la production agricole à l'échelle mondiale depuis 1961, comme en témoigne l'augmentation de la superficie des terres arables et des terres cultivées en permanence de 1,37 à 1,57 milliard d'hectares.**

  Durant la même période, la superficie des terres arables et des terres cultivées en permanence au Canada est demeurée relativement constante à 52 millions d'hectares.

Graphique C6.1

Terres arables et terres cultivées en permanence[1] à l'échelle mondiale, 1961-2005

Source : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).
http://faostat.fao.org

[1] Voir le glossaire.

- **Le Canada se classe au deuxième rang mondial en ce qui a trait à la superficie de terres arables par personne.**

  Cette abondance relative explique notre statut de grand exportateur net de produits agricoles.

Graphique C6.2

Superficie de terres arables au Canada comparativement à d'autres pays, 2005

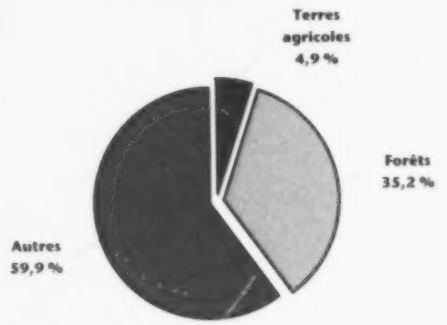
	Terres arables	% des terres arables mondiales	Population	ha/ personne	Rang
	(milliers d'hectares)		(milliers de personnes)		
Australie	49 742	3.2	20 000	2.49	**1**
Canada	**52 110**	**3.3**	**32 000**	**1.63**	**2**
Russie	123 581	7.9	143 000	0.86	**3**
Ukraine	33 353	2.1	47 000	0.71	**4**
É.-U.	17 7178	11.3	296 000	0.60	**5**
Brésil	66 600	4.3	184 000	0.36	**6**
Nigéria	35 000	2.2	134 000	0.26	**7**
Indonésie	36 600	2.3	220 000	0.17	**8**
Inde	169 650	10.9	1 102 000	0.15	**9**
Chine	156 327	10.0	1 304 000	0.12	**10**

Source : Nations Unies, Annuaire démographique, 2005.
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).
http://faostat.fao.org

Au Canada, la proportion des terres propices à la production agricole est relativement faible, même si nous sommes le plus grand pays du monde

- **En 2001, seulement 5 % de la superficie totale du Canada était utilisée à des fins agricoles.**

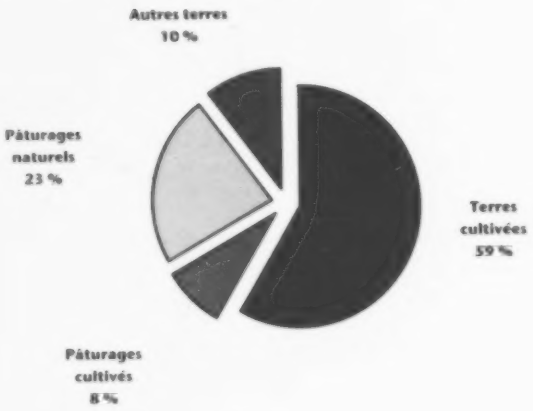
Graphique C6.3
Proportion des terres totales correspondant à des terres agricoles et à des terres forestières, 2001



Source : Ressources naturelles Canada, Inventaire forestier national du Canada.

- **En 2006, environ 60 % des terres agricoles étaient utilisées pour les cultures. Les pâturages représentent environ 30 % des terres utilisées à des fins agricoles**

Graphique C6.4
Utilisation des terres agricoles au Canada, 2006



Source : Recensement de l'agriculture, 2006.

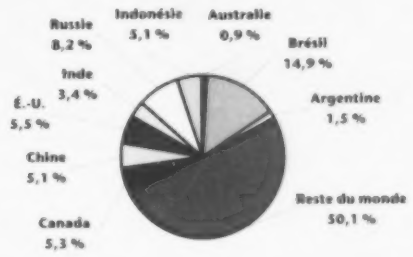
Les réserves d'eau douce provenant de sources renouvelables ne sont pas réparties uniformément dans le monde, et le secteur agricole est un grand utilisateur de cette ressource dans la majorité des pays

- **L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), un organisme des Nations Unies, a élaboré un indice qui fait état des ressources en eau, de toute source confondue, théoriquement accessibles aux fins de développement. Il s'agit de l'indice des ressources hydriques renouvelables actuelles totales (RHRAT).**

  Selon cet indice, les RHRAT sur la Terre chaque année sont supérieures à 55 mille kilomètres cubes d'eau. On retrouve au Brésil, en Russie, aux États-Unis et au Canada près de 34 % des RHRAT. La Chine et l'Inde, qui ont chacune une population de plus d'un milliard d'habitants, possèdent seulement 5 % et 3 % respectivement des RHRAT du globe.

Graphique C6.5

Proportion des ressources hydriques renouvelables globales possédées par les principaux pays, moyenne de 1998-2002



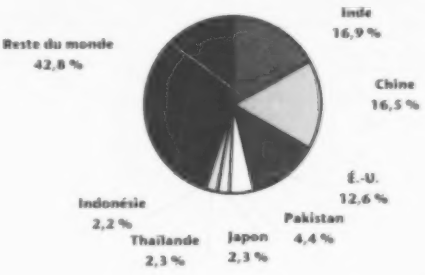
Source : Calculée à partir des données provenant de la base de données AQUASTAT de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

- **En moyenne, entre 1998 et 2002, seulement environ 7 % des RHRAT annuelles ont été prélevées.**

  Près de la moitié des prélèvements d'eau dans le monde ont été faits en Inde, en Chine et aux États-Unis. À l'échelle mondiale, environ 70 % des prélèvements d'eau étaient destinés au secteur agricole.

Graphique C6.6

Proportion des prélèvements d'eau dans le monde effectués par les pays sélectionnés, moyenne de 1998-2002



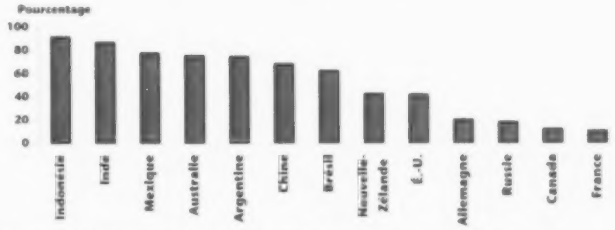
Source : Calculée à partir des données provenant de la base de données AQUASTAT de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

- **Les prélèvements d'eau aux fins agricoles correspondaient à plus de deux tiers des prélèvements d'eau totaux en Indonésie, en Inde, en Australie, au Mexique, en Argentine, au Brésil et en Chine.**

  En revanche, seulement près de 12 % des prélèvements d'eau au Canada étaient destinés à l'agriculture, alors que 69 % de ceux-ci visaient des fins industrielles.

Graphique C6.7

Prélèvements d'eau à des fins agricoles exprimés en pourcentage des prélèvements d'eau totaux dans les pays sélectionnés, moyenne de 1998-2002



Source : Calculée à partir des données provenant de la base de données AQUASTAT de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

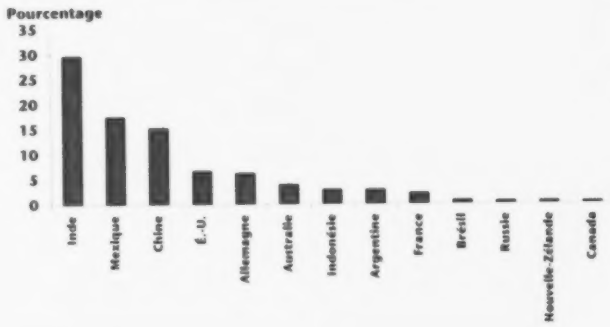
Au Canada, le secteur agricole utilise une proportion relativement faible de ses abondantes ressources d'eau renouvelables, principalement pour l'irrigation et le bétail

- **Au Canada, seulement 0,18 % des ressources d'eau renouvelables totales du pays sont utilisées par le secteur agricole, alors qu'en Inde, environ 30 % des ressources d'eau renouvelables totales étaient destinées à des fins agricoles.**

  Le Mexique et la Chine utilisaient également une proportion élevée de leurs ressources d'eau renouvelables à des fins agricoles.

Graphique C6.8

Prélèvements d'eau à des fins agricoles exprimés en pourcentage des ressources renouvelables totales des pays sélectionnés, moyenne de 1998-2002



Source : Calculée à partir des données provenant de la base de données AQUASTAT de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

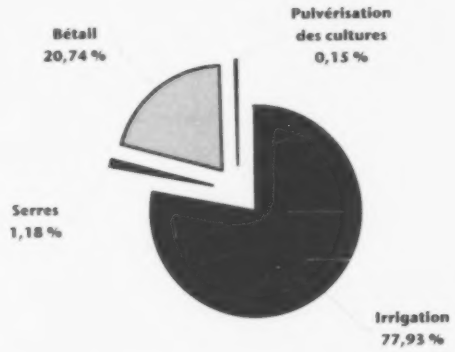
- **En 2006, le volume d'eau total utilisé par le secteur agricole canadien s'élevait à 4,6 milliards de mètres cubes, une hausse de 25 % par rapport à 2001.**

  L'irrigation des cultures est de loin le type d'utilisation de l'eau le plus important, suivi de l'eau destinée à l'élevage du bétail. Ces deux types d'utilisation d'eau représentent près de 99 % du volume d'eau total utilisé par le secteur agricole canadien.

  Le volume d'eau utilisé par les entreprises serricoles a augmenté de 21 % entre 2001 et 2006, même si celui-ci ne représente qu'une faible proportion du volume d'eau total utilisé par le secteur agricole.

Graphique C6.9

Répartition de l'utilisation totale de l'eau à des fins agricoles au Canada, par type, 2006



Source : Calculs d'AAC en utilisant le Modèle d'analyse régionale de l'utilisation de l'eau au Canada (CRAWUM).

L'utilisation d'eau à des fins agricoles est plus importante dans les régions présentant un déficit hydrique, où la production de fruits et de légumes est importante et où le secteur du bétail est concentré

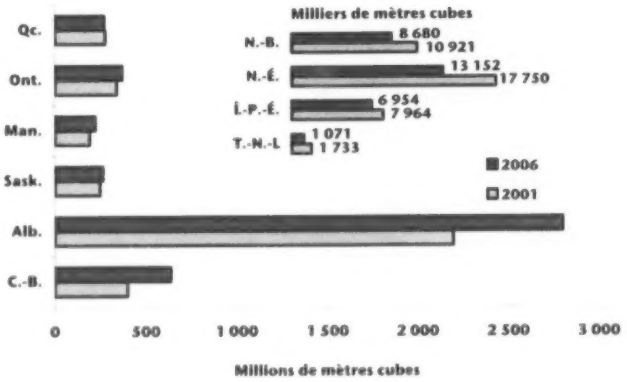
- **En 2006, 60 % du volume total d'eau utilisé par le secteur agricole canadien a été utilisé en Alberta, en raison de son important secteur du bétail et de son déficit hydrique, alors que le secteur horticole fait de la Colombie-Britannique le deuxième plus important utilisateur d'eau à des fins agricoles au pays.**

Le volume total d'eau utilisé à des fins agricoles a diminué dans les provinces de l'Atlantique et au Québec, principalement en raison d'une faible diminution de la production de bétail.

L'expansion des entreprises serricoles, des zones irriguées et de la production de bétail entre 2001 et 2006 a entraîné une utilisation d'eau accrue par le secteur agricole dans les provinces de l'Ouest et en Ontario.

Graphique C6.10

Volume total d'eau utilisé à des fins agricoles, par province, 2001 et 2006



Source : Calculs d'AAC en utilisant le Modèle d'analyse régionale de l'utilisation de l'eau au Canada (CRAWUM).

- **En 2005, le Canada comptait environ 845 000 hectares de terres cultivées irriguées, ce qui représente une légère hausse par rapport à 2000.**

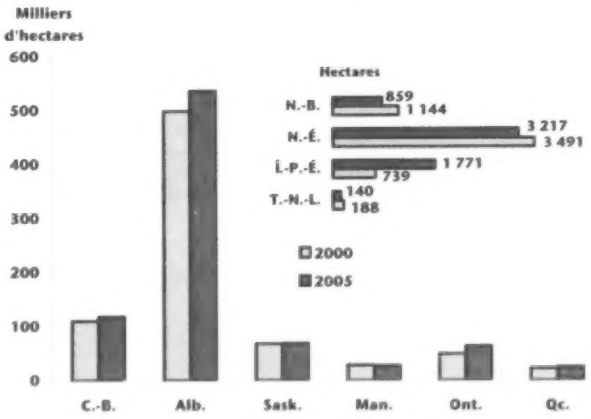
Dans de nombreuses régions, les producteurs n'ont pas recours à l'irrigation régulièrement, mais seulement lorsque les précipitations sont insuffisantes.

L'Alberta est la province qui possède la plus vaste superficie de terres irriguées, correspondant à 63 % de l'ensemble de terres irriguées au pays, suivie de la Colombie-Britannique, à 14 %.

Entre 2000 et 2005, on a observé une augmentation de la superficie des terres irriguées à l'Île-du-Prince-Édouard, en Ontario et en Alberta.

Graphique C6.11

Superficie des zones irriguées, par province, 2000 et 2005



Source : Recensement de l'agriculture, 2006.

Pour répondre aux conditions du marché et mieux préserver les sols, les agriculteurs canadiens changent leurs pratiques en matière d'utilisation et de travail de leurs terres

- **La superficie des terres destinées aux cultures a diminué entre 2001 et 2006 dans toutes les provinces à l'exception du Québec et de Terre-Neuve-et-Labrador.**

  En revanche, la superficie des terres destinées à des cultures de couverture telles que le foin et la luzerne a augmenté dans toutes les provinces, sauf en Colombie-Britannique, en Alberta et à Terre-Neuve-et-Labrador. Une superficie importante de terres a été convertie en pâturage ensemencés dans les provinces de l'Ouest, alors que la tendance opposée a été observée dans l'Est.

Graphique C6.12

Modification de l'utilisation des terres, par province, 2001 et 2006

Pourcentage des terres dont l'utilisation a été modifiée entre 2001 et 2006

	Terre cultivée	Jachère	Foin	Pâturage ensemencé	Pâturage naturel
C.-B.	-10,1 %	-30,4 %	-2,3 %	5,5 %	24,2 %
Alb.	-0,4 %	-26,7 %	-3,2 %	11,3 %	-2,2 %
Sask.	-7,1 %	-22,4 %	37,4 %	39,6 %	1,0 %
Man.	-2,1 %	-50,5 %	7,6 %	29,9 %	-2,0 %
Ont.	-0,7%	...	2,3 %	-3,1 %	-15,3 %
Qc.	0,9 %	...	9,4 %	-19,4 %	-14,7 %
N.-B.	-2,6 %	...	6,2 %	-6,6 %	-7,1 %
N.-É.	-7,0 %	...	0,7 %	2,2 %	-3,6 %
Î.-P.-É.	-8,4 %	...	9,8 %	-8,5 %	-4,7 %
T.-N.-L.	47,4 %	...	-1,5 %	-8,0 %	45,1 %

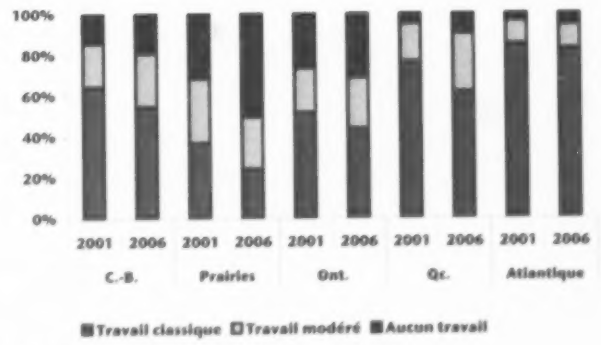
Source : Recensement de l'agriculture, 2006

- **Les cultures sans travail du sol deviennent de plus en plus populaires puisqu'elles permettent de réduire le coût du carburant et des engrais tout en favorisant la conservation des sols.**

  Le nombre d'agriculteurs ayant adopté les pratiques culturales sans travail du sol a augmenté au pays, sauf à Terre-Neuve-et-Labrador, alors que les pratiques classiques de travail du sol sont en baisse dans toutes les provinces. En 2006, environ 70 % des terres cultivées faisaient l'objet d'aucun travail du sol ou d'un travail modéré.

Graphique C6.13

Pratiques de travail du sol, par région, 2001 et 2006



Source : Recensement de l'agriculture, 2006.

Pour répondre aux conditions du marché et mieux préserver les sols, les agriculteurs canadiens changent leurs pratiques en matière d'utilisation et de travail de leurs terres

- **La superficie des terres destinées aux cultures a diminué entre 2001 et 2006 dans toutes les provinces à l'exception du Québec et de Terre-Neuve-et-Labrador.**

  En revanche, la superficie des terres destinées à des cultures de couverture telles que le foin et la luzerne a augmenté dans toutes les provinces, sauf en Colombie-Britannique, en Alberta et à Terre-Neuve-et-Labrador. Une superficie importante de terres a été convertie en pâturage ensemencés dans les provinces de l'Ouest, alors que la tendance opposée a été observée dans l'Est.

Graphique C6.12

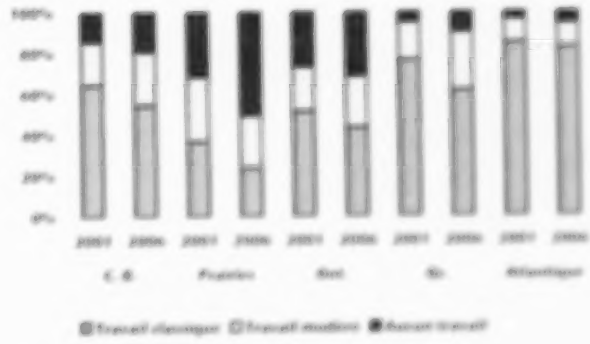
Modification de l'utilisation des terres, par province, 2001 et 2006

- **Les cultures sans travail du sol deviennent de plus en plus populaires puisqu'elles permettent de réduire le coût du carburant et des engrais tout en favorisant la conservation des sols.**

  Le nombre d'agriculteurs ayant adopté les pratiques culturales sans travail du sol a augmenté au pays, sauf à Terre-Neuve-et-Labrador, alors que les pratiques classiques de travail du sol sont en baisse dans toutes les provinces. En 2006, environ 70 % des terres cultivées faisaient l'objet d'aucun travail du sol ou d'un travail modéré.

Graphique C6.13

Pratiques de travail du sol, par région, 2001 et 2006

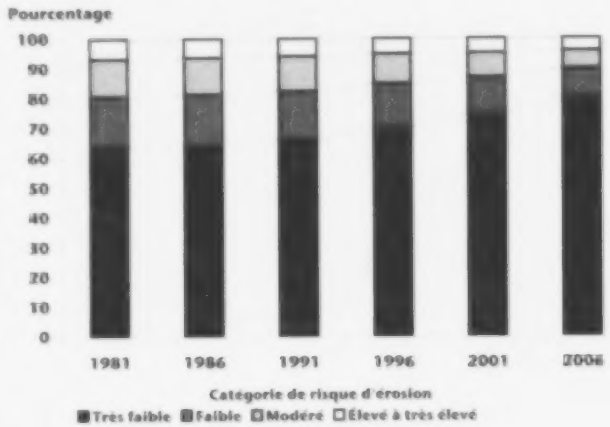


Davantage de cultures de couverture et de pâturages combinés à un travail du sol moins intensif aident à réduire l'érosion du sol

- **Le risque combiné d'érosion en raison du vent, de l'eau et du travail du sol a été réduit considérablement, particulièrement au cours des 15 dernières années.**

  À l'heure actuelle, seulement environ 10 % de l'ensemble des terres cultivées présentent un risque d'érosion modéré à très élevé. La réduction du risque d'érosion est le résultat d'une diminution générale de l'intensité du travail du sol, du recours à la jachère et de la superficie de cultures annuelles sur des terres très érodables. À l'heure actuelle, les zones présentant le risque le plus élevé d'érosion sont majoritairement les terres plus inclinées du Canada central et de l'Est du Canada.

Graphique C6.14
Répartition de la superficie totale des terres cultivées, par catégories de risque d'érosion, 1981-2006



Source : McConkey, B.G., Lobb, D.A., Li, S. et Black, J.M.W. (à venir) 2009

Les producteurs canadiens ont élevé un plus grand nombre d'animaux et ont épandu moins d'engrais sur leurs terres au cours des dernières années

- **C'est au Québec, en Ontario et en Alberta que l'on retrouve la plus forte concentration de porcs, de bœufs et de vaches laitières.**

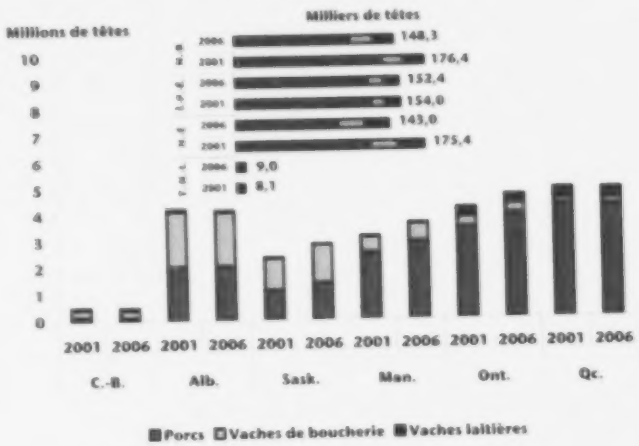
  Entre 2001 et 2006, le nombre de porcs a augmenté dans les Prairies ainsi qu'en Ontario.

  Durant la même période, le cheptel bovin s'est accru dans toutes les provinces à l'exception de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et de la Nouvelle-Écosse.

  La Colombie-Britannique, le Manitoba et Terre-Neuve-et-Labrador ont été les seules provinces où l'on a observé une augmentation de la taille des cheptels laitiers.

Graphique C6.15

Nombre d'animaux d'élevage par province, 2001 et 2006



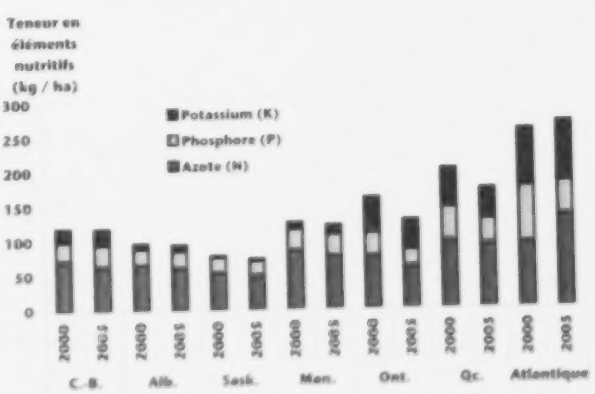
Source : Recensement de l'agriculture, 2006.

- **Entre 2001 et 2005, les producteurs canadiens ont épandu moins d'engrais azoté sur leurs cultures à l'exception des producteurs des provinces de l'Atlantique, où l'épandage d'engrais azoté a augmenté de plus de 40 %.**

  En conséquence, la teneur totale en éléments nutritifs dans le sol a diminué dans la plupart des provinces, particulièrement en Ontario et au Québec, mais a augmenté dans les provinces de l'Atlantique.

Graphique C6.16

Teneur en éléments nutritifs des zones fertilisées, par province, 2000 et 2005



Sources : Recensement de l'agriculture, 2006
Institut canadien des engrais

Les éléments nutritifs provenant de l'épandage de fumier et d'engrais peuvent avoir des répercussions sur la qualité de l'eau et de l'air

- **De 1981 à 2006, on a assisté à une hausse générale des concentrations d'azote des nitrates et des pertes d'azote encourues pendant l'hiver.**

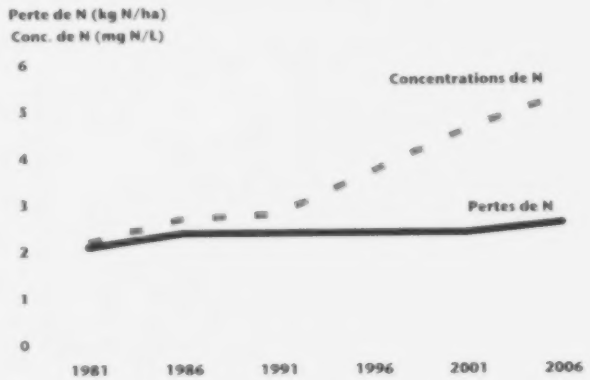
  En 2006, les pertes estimées de nitrates provenant des sols agricoles dans les provinces de l'Atlantique (de 33,8 à 40 kg N/ha) étaient supérieures aux pertes estimés au Québec (22,9 kg N/ha) et en Ontario (14,7 kg N/ha), alors que les provinces des Prairies (0,2 à 0,3 kg N/ha) affichent les plus faibles pertes.

  En 2006, les estimations des concentrations de nitrate au Manitoba (11,6 mg N/L), au Québec (11,7 mg N/L), au Nouveau-Brunswick (14,2 mg N/L), en Nouvelle-Écosse (11,4 mg N/L) et à l'Île-du-Prince-Édouard (11,6 mg N/L) étaient toutes supérieures à la norme de 10 mg N/L établies dans les recommandations sur la qualité de l'eau potable.

  L'utilisation accrue d'engrais, la hausse du nombre de bovins et l'augmentation de la superficie de cultures de légumineuses sont des facteurs qui contribuent à l'augmentation des pertes et des concentrations d'azote et de nitrate.

Graphique C6.17

Estimations des pertes d'azote encourues pendant l'hiver et des concentrations de nitrate dans les eaux de drainage à l'échelle nationale, 1981-2006



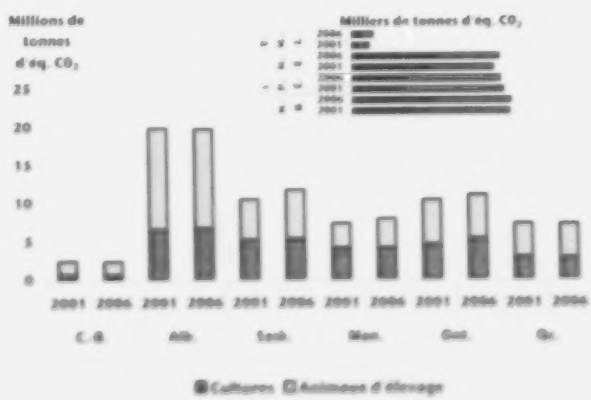
Source : De Jong, R., Drury, C.F. et Yang, J.Y. (à venir) 2009.

- **Entre 2001 et 2006, les émissions de gaz à effet de serre attribuables à l'agriculture primaire ont augmenté de 4 % pour atteindre 60,8 millions de tonnes d'équivalents CO_2.**

  Le principal secteur émetteur de gaz à effet de serre était la production animale, qui était responsable d'environ 60 % des émissions totales en moyenne. À l'échelle provinciale, les émissions étaient plus élevées dans les provinces où les animaux sont concentrés, mais leur niveau est demeuré relativement stable au fil des ans, à l'exception de la Saskatchewan et du Manitoba, où on a assisté à une expansion de la production porcine et bovine depuis 2001.

Graphique C6.18

Émissions de GES, 2001 and 2006, par secteur et province



Source : Le rapport d'inventaire national : 1990-2006. Sources et puits de gaz à effet de serre au Canada.

SECTION D

L'État et le système agricole et agroalimentaire

SECTION D1

Dépenses publiques

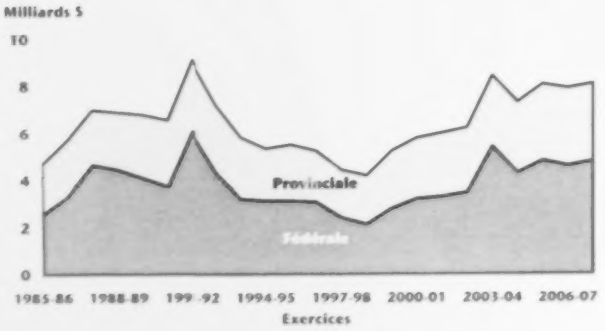
Les dépenses publiques à l'appui du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire ont atteint un sommet record en 2007-2008. Les dépenses publiques ont légèrement augmenté, pour atteindre 40 % du PIB total du secteur. Les paiements de programme constituaient la portion la plus importante des dépenses publiques visant le secteur.

L'aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire a augmenté au fil des ans, mais elle a diminué par rapport au PIB

- **Le gouvernement fédéral et les provinces aident énormément le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, et l'on observe une tendance à la hausse depuis 1998-1999.**

  L'aide gouvernementale totale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire était évaluée à 8,1 milliards de dollars en 2007-2008. Il s'agit là du troisième niveau le plus élevé pour ce qui est de l'aide accordée au secteur au Canada.

Graphique D1.1
Aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, exercices 1985-1986 à 2007-2008



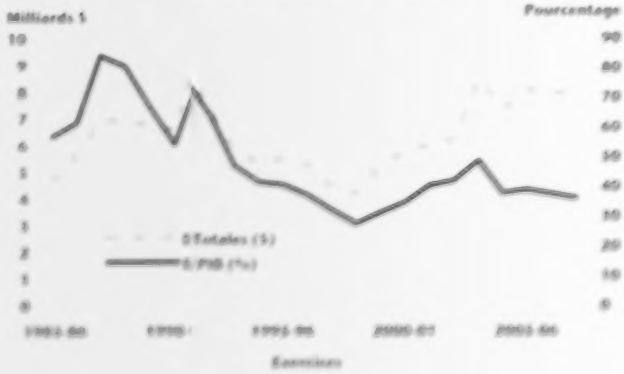
Source : AAC.

Nota : Les données de 2007-2008 sont des prévisions.

- **L'aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire a augmenté au cours de la dernière année, mais elle a diminué par rapport au PIB.**

  Durant les années 1990, les dépenses publiques, exprimées en dollars et en pourcentage du PIB du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, étaient en baisse. Depuis 1999-2000, ces deux valeurs ont augmenté, mais à des vitesses différentes. Plus récemment, les dépenses publiques exprimées en dollars ont continué à augmenter, mais leur pourcentage par rapport au PIB du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire a diminué.

Graphique D1.2
Aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, exprimée en pourcentage du PIB, 1985-1986 à 2007-2008



Source : AAC.

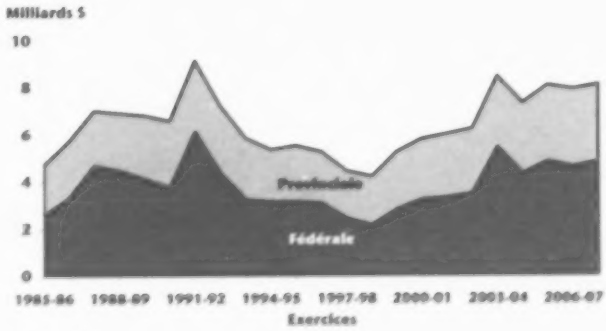
Nota : Les données de 2007-2008 sont des prévisions.

L'aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire a augmenté au fil des ans, mais elle a diminué par rapport au PIB

- **Le gouvernement fédéral et les provinces aident énormément le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, et l'on observe une tendance à la hausse depuis 1998-1999.**

  L'aide gouvernementale totale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire était évaluée à 8,1 milliards de dollars en 2007-2008. Il s'agit là du troisième niveau le plus élevé pour ce qui est de l'aide accordée au secteur au Canada.

Graphique D1.1
Aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, exercices 1985-1986 à 2007-2008



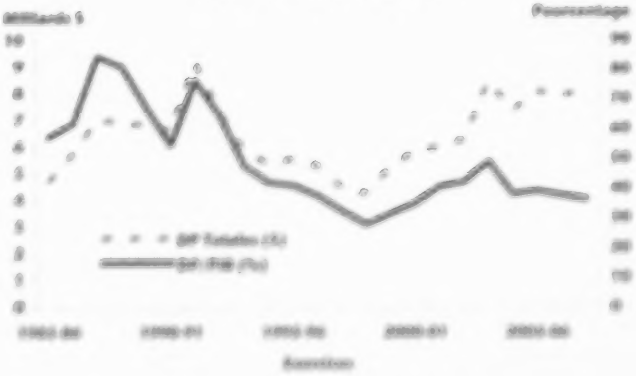
Source : AAC.

Nota : Les données de 2007-2008 sont des prévisions.

- **L'aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire a augmenté au cours de la dernière année, mais elle a diminué par rapport au PIB.**

  Durant les années 1990, les dépenses publiques, exprimées en dollars et en pourcentage du PIB du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, étaient en baisse. Depuis 1999-2000, ces deux valeurs ont augmenté, mais à des vitesses différentes. Plus récemment, les dépenses publiques exprimées en dollars ont continué à augmenter, mais leur pourcentage par rapport au PIB du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire a diminué.

Graphique D1.2
Aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, exprimée en pourcentage du PIB, 1985-1986 à 2007-2008



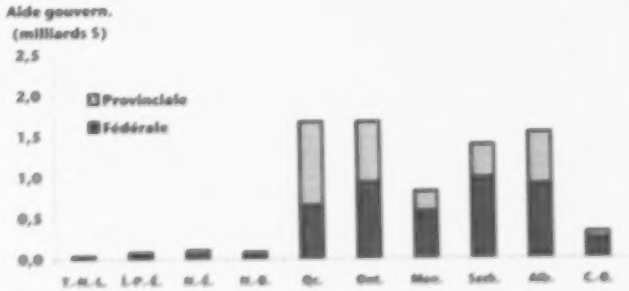
Source : AAC.

Nota : Les données de 2007-2008 sont des prévisions.

L'aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire varie selon la province

- **Même si le gouvernement fédéral fournit la plus grande part de l'aide totale dans la plupart des provinces, on observe des variations d'une province à l'autre.** Les gouvernements provinciaux du Québec, de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve-et-Labrador ont fourni une part plus importante de l'aide totale accordée aux provinces en 2007-2008.

Graphique D1.3
Aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, par province, en 2007-2008



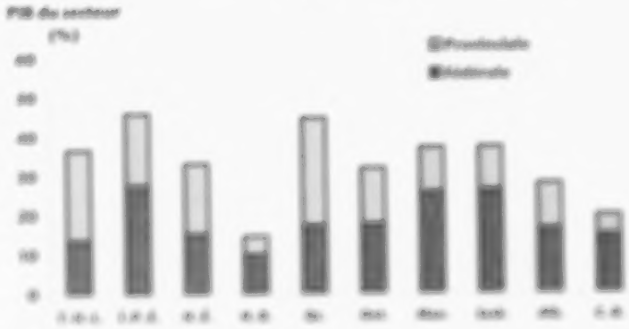
Source : AAC.

Nota : Les données de 2007-2008 sont des prévisions.

- **En 2007-2008, l'aide gouvernementale totale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire au Canada était évaluée à 36,3 % du PIB du secteur, mais il y a des écarts entre les provinces.**

C'est à l'Île-du-Prince-Édouard, au Québec, en Saskatchewan et au Manitoba que le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire a obtenu le plus d'aide gouvernementale (lorsque celle-ci est exprimée en pourcentage du PIB du secteur), alors qu'au Nouveau-Brunswick et en Colombie-Britannique, le secteur a obtenu le moins d'aide gouvernementale.

Graphique D1.4
Aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, exprimée en pourcentage du PIB du secteur, par province 2007-2008



L'aide accordée par les gouvernements fédéral et provinciaux est principalement constituée de paiements de programme

- **En 2007-2008, on évalue que les paiements de programme constituaient la principale dépense du gouvernement fédéral à l'appui du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire au Canada.**

  Les paiements de programme représentaient 50 % des dépenses fédérales dans le secteur en 2007-2008.

  Les dépenses liées à la recherche et à l'inspection constituent le deuxième poste de dépenses le plus important, soit 24 % de l'ensemble des dépenses, suivies des dépenses de fonctionnement et capital, avec 9 %.

Graphique D1.5

Aide gouvernementale fédérale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, par catégorie principale, exercice 2007-2008

Source : AAC.

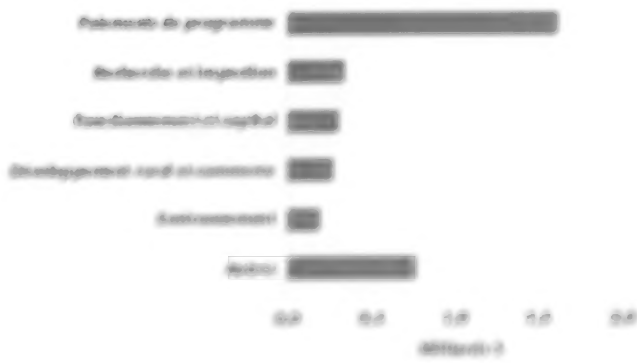
Note : Les données de 2007-2008 sont des prévisions.

- **À l'échelle provinciale, les paiements de programme constituent également les dépenses gouvernementales les plus importantes dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire.**

  Les paiements de programme représentaient 47 % des dépenses provinciales totales dans le secteur en 2007-2008. Cependant, seulement 10 % des dépenses totales étaient affectées à la recherche et à l'inspection, comparativement à 24 % à l'échelle fédérale.

Graphique D1.6

Aide gouvernementale provinciale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, par catégorie principale, exercice 2007-2008



Source : AAC.

Note : Les données de 2007-2008 sont des prévisions.

Les dépenses gouvernementales sous forme de paiements de programme comprennent les transferts aux producteurs agricoles et au secteur et peuvent inclure les programmes tels que l'assurance-production, le Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA), les paiements anticipés et les programmes de stabilisation provinciale.

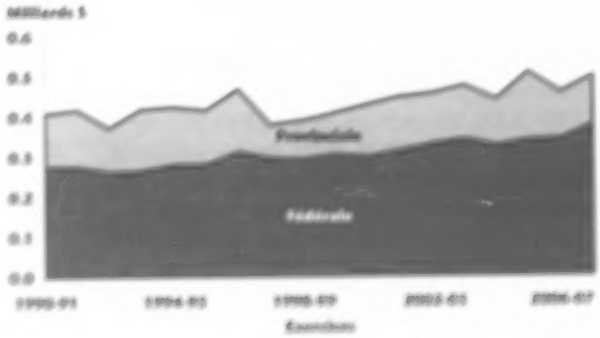
Les dépenses publiques consacrées à la recherche dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire constituent des investissements importants pour assurer la croissance future du secteur

- **On observe une tendance à la hausse des dépenses publiques totales consacrées à la recherche dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire au cours des dix dernières années, avec un sommet de 507 millions de dollars atteint en 2005-2006.**

Au Canada, les dépenses publiques consacrées à la recherche dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire sont engagées principalement par le gouvernement fédéral. En moyenne, les dépenses fédérales représentaient 71 % des dépenses publiques totales au cours des dix dernières années (de 1998-1999 à 2007-2008).

Graphique D1.7

Dépenses gouvernementales consacrées à la recherche dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, 1990-1991 à 2007-2008



Source : AAC.

Note : Les données de 2007-2008 sont des prévisions.

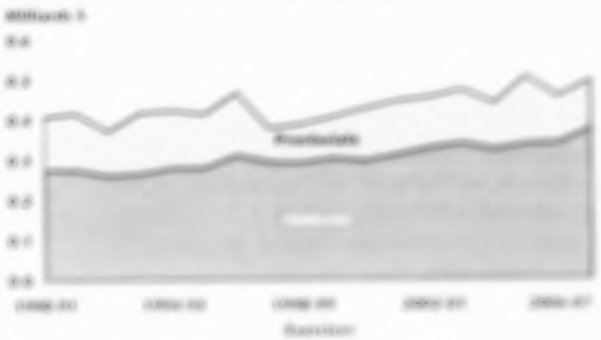
Les dépenses publiques consacrées à la recherche dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire constituent des investissements importants pour assurer la croissance future du secteur

- **On observe une tendance à la hausse des dépenses publiques totales consacrées à la recherche dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire au cours des dix dernières années, avec un sommet de 507 millions de dollars atteint en 2005-2006.**

Au Canada, les dépenses publiques consacrées à la recherche dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire sont engagées principalement par le gouvernement fédéral. En moyenne, les dépenses fédérales représentent 71 % des dépenses publiques totales au cours des dix dernières années (de 1998-1999 à 2007-2008).

Graphique 01.7

Dépenses gouvernementales consacrées à la recherche dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, 1990-1991 à 2007-2008

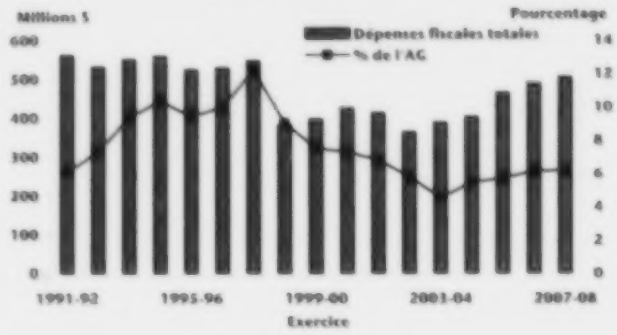


Les gouvernements utilisent également des mesures fiscales favorables pour soutenir le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire

- **Les recettes fiscales auxquelles renonce l'État (dépenses fiscales) constituent une source d'aide gouvernementale pour le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire. De 1990-1991 à 2007-2008, des dépenses fiscales représentaient 7,3 % de l'aide gouvernementale totale.**

  En 2007-2008, les exemptions fiscales et les remboursements accordés par les gouvernements provinciaux au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire étaient évalués à 506 millions de dollars. Les dépenses fiscales augmentent depuis 2002-2003.

Graphique D1.8
Aide gouvernementale accordée aux producteurs agricoles sous forme de remboursements de taxes et d'exemptions fiscales, 1991-1992 à 2007-2008



Source : AAC.
Nota : Les données de 2007-2008 sont des prévisions.

- **Le stock d'infrastructures publiques totales a augmenté considérablement depuis 1961.** Une croissance sans précédent a été observée au cours des dix dernières années, à un taux annuel moyen de près de 6 %. Comparativement à une croissance de seulement 1 % par année au cours de la décennie précédente.

  Le stock d'infrastructures publiques totales comprend les édifices, les routes, les égouts et toutes les autres immobilisations possédées par les gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et municipaux. Des recherches ont montré que la croissance du stock d'infrastructures publiques a été un facteur important de la croissance de la productivité dans les entreprises de transformation des aliments et des boissons.

Graphique D1.9
Stock d'infrastructure publique au Canada, 1961-2007

Source : Statistique Canada.

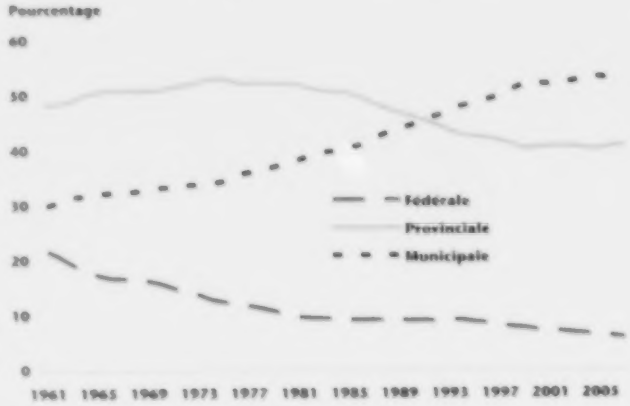
Les investissements dans les infrastructures publiques contribuent de façon importante à la croissance économique et à la croissance économique dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire

- **Le pourcentage des infrastructures de génie détenues par les provinces et les municipalités a changé considérablement depuis le début des années 1980.** Plus de 50 % du stock public d'infrastructures de génie au Canada est possédé et entretenu par les gouvernements locaux. Ce changement s'explique, en partie, par le fait que les gouvernements fédéral et provinciaux ont confié aux municipalités et aux autres gouvernements locaux la responsabilité à l'égard des immobilisations de génie.

Les principaux éléments d'infrastructure de génie sont les routes, les autoroutes, les égouts et les installations d'assainissement. Dans l'ensemble, ces infrastructures représentent généralement environ 60 % de toutes les infrastructures publiques au Canada.

Graphique D1.10

Infrastructures de génie : pourcentage par ordre de gouvernement, 1961-2007



Source : Calculs d'AAC

SECTION D2

Estimation du soutien au producteurs (ESP) et politiques agricoles en vigueur dans d'autres pays

Les politiques agricoles du Canada et d'autres pays ont évolué au fil des ans. Les modifications ont pris diverses formes; ainsi, le niveau de soutien a diminué et le type de soutien a changé. Certains pays ont procédé à une réforme majeure de leurs politiques agricoles, comme en font foi les indicateurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la classification de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en ce qui a trait au soutien interne.

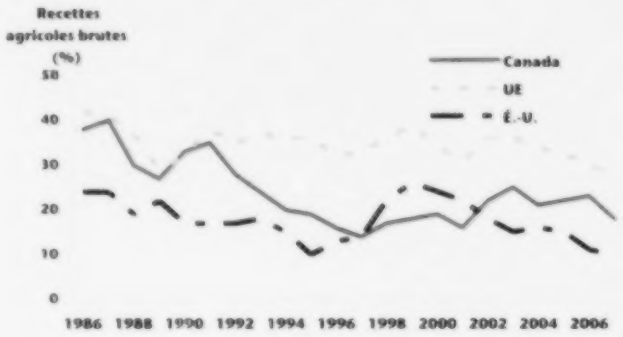
Au cours des dernières années, le soutien aux producteurs canadiens exprimé en pourcentage d'ESP a augmenté au-delà du soutien offert aux producteurs américains, mais demeure inférieur au soutien offert aux producteurs des pays membres de l'UE

- **En 2007, l'ESP au Canada correspondait à 18 % des recettes agricoles brutes comparativement à 26 % dans les pays membres de l'UE et à 10 % aux États-Unis.**

  En 2007, le soutien du Canada aux producteurs a diminué, tout comme dans la majorité des pays membres de l'OCDE, principalement en raison d'une hausse de la valeur des recettes agricoles brutes et d'une baisse du soutien des prix du marché (SPM) en raison des prix plus élevés des marchandises agricoles à l'échelle mondiale, à l'exception des États-Unis où le SPM a augmenté.

Graphique D2.1

Pourcentage de l'ESP, pays sélectionnés, 1986-2007



Source : OCDE, Direction des échanges et de l'agriculture, Estimation du soutien aux producteurs et aux consommateurs, base de données de l'OCDE de 1986-2007.

- **Au fil du temps, le Canada a adopté des types de soutien plus découplés et ayant moins d'effet de distorsion.**

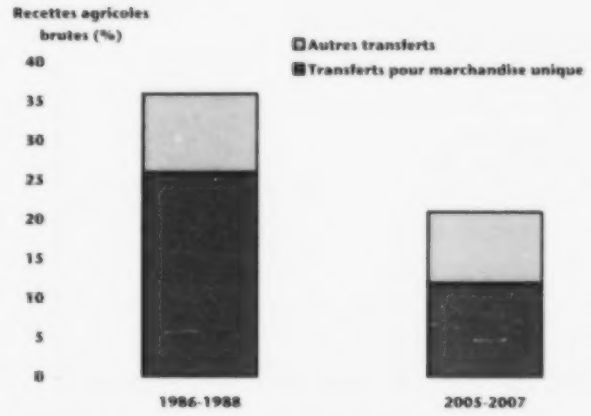
  Le soutien offert aux producteurs agricoles canadiens a été ramené de 36 % des recettes agricoles brutes en 1986-1988 à 21 % en 2005-2007.

  La part des transferts pour produit de base unique a diminué considérablement au profit de formes de soutien plus découplé et ayant moins d'effet de distorsion. En 2005-2007, ces formes de soutien représentent 55 % de l'ESP total comparativement à 71 % en 1986-1988.

  Quoi qu'il en soit, les transferts pour produit unique continuent de représenter plus de la moitié du soutien offert aux producteurs au Canada, ce qui se rapproche de la moyenne des pays membres de l'OCDE, soit 59 %.

Graphique D2.2

Composition du soutien aux producteurs, Canada, 1986-1988 et 2005-2007



Source : OCDE, Les politiques agricoles de l'OCDE : Panorama 2008.

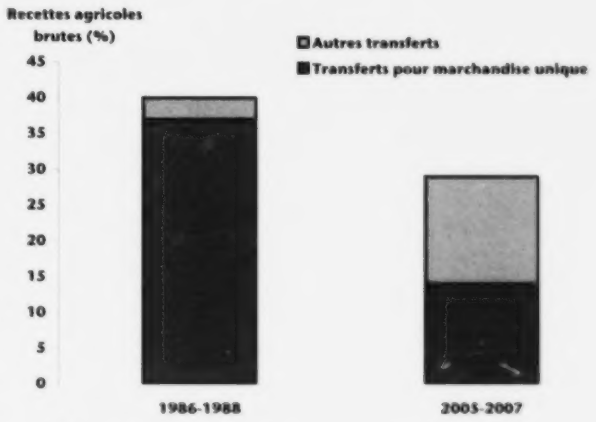
Les changements d'orientation stratégique dans d'autres pays dénotent une réduction de l'aide directe au profit d'une forme de soutien plus général

- **Entre 1986-1988 et 2005-2007, l'UE a réduit son soutien aux producteurs agricoles de 40 % à 29 % des recettes agricoles brutes.**

De plus, les transferts pour produit de base unique ont diminué considérablement au profit de formes de soutien plus découplé et ayant moins d'effet de distorsion. En 2005-2007, ces formes de soutien représentent 48% de l'ESP total comparativement à 94 % en 1986-1988. Les transferts pour produit de base unique représentent moins de la moitié du soutien offert aux producteurs à l'Union Européenne et ils continueront probablement à diminuer en raison de la réforme de la politique agricole commune de 2003 et du « Bilan de santé ».

Graphique D2.3

Composition du soutien aux producteurs, UE, 1986-1998 et 2005-2007



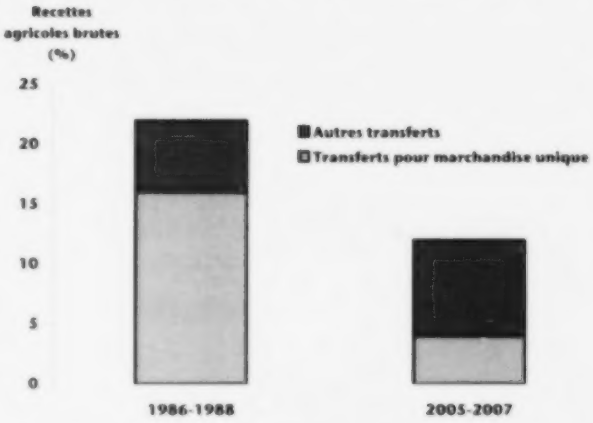
Source : OCDE, Les politiques agricoles de l'OCDE : Panorama 2008.

- **Entre 1986-1988 et 2005-2007, les États-Unis ont réduit son soutien aux producteurs agricoles de 22 % à 12 % des recettes agricoles brutes.**

De plus, les transferts pour produit de base unique ont diminué considérablement au profit de formes de soutien plus découplé et ayant moins d'effet de distorsion. En 2005-2007, ces formes de soutien représentent 36 % de l'ESP total comparativement à 72 % en 1986-1988. Même si les transferts pour produit de base unique ont diminué avec le temps, ils ont augmenté de 31 % en 2006 à 39 % en raison d'une hausse du SPM (soutien des prix du marché).

Graphique D2.4

Composition du soutien aux producteurs, É.-U., 1986-1988 et 2005-2007



Source : OCDE, Les politiques agricoles de l'OCDE : Panorama 2008.

Glossaire

Acronymes

AAC	Agriculture et Agroalimentaire Canada
ABT	Aliments, boissons et tabac
AFPN	Aliments fonctionnels et produits neutraceutiques
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
BICO	Bulk, Intermediate, and Consumer-Oriented, classification de produits en vrac, intermédiaires et de consommation
CANSIM	Système canadien d'information socio-économique
DPA	Déduction pour amortissement
ESB	Encéphalopathie spongiforme bovine
ESP	Estimation du soutien des producteurs
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
IA	Immobilisations admissibles
IED	Investissement étranger direct
IFPRI	International Food Policy Research Institute
Indice TCEC	Indice du taux de change effectif du dollar canadien
IPC	Indice des prix à la consommation
IPPA	Indice des prix des produits agricoles
MEEAC	Modèle économique et d'émissions pour l'agriculture canadienne
NPD Group	Une entreprise mondiale de recherche sur les marchés
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMC	Organisation mondiale du commerce
PAC	Politique agricole commune
PCSRA	Programme canadien de stabilisation du revenu agricole
PIB	Produit intérieur brut
PTF	Productivité totale des facteurs
RAN	Revenu agricole net
RC-4	Ratio de concentration
R-D	Recherche et développement
RHRAT	Ressources hydriques renouvelables actuelles totales
RPD	Revenu personnel disponible
SCIAN	Système de classification des industries de l'Amérique du Nord
SPM	Soutien des prix du marché
TVP	Taxe de vente provinciale
UE	Union européenne
USDA	United States Department of Agriculture
USDOE	United States Department of Energy

Composantes du système

Entreprises de transformation de denrées alimentaires seulement
Les entreprises de transformation de denrées alimentaires seulement sont des fabricants d'aliments au sens le plus étroit de ce terme (c.-à-d. que les boissons et les produits du tabac sont exclus).

Entreprises de transformation non alimentaire
La transformation non alimentaire comprend toutes les utilisations industrielles des produits agricoles autres que les aliments pour la consommation humaine et les aliments pour animaux. Ce secteur comprend les fabricants de bioproduits, ainsi que les industries non alimentaires plus traditionnelles, comme les tanneries et les usines de textile.

Secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire
Le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire englobe toutes les industries dont l'activité principale consiste essentiellement à fabriquer des produits alimentaires et agricoles. Il inclut l'agriculture primaire et la transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT).

Secteur de la distribution alimentaire
Le secteur de la distribution alimentaire comprend toutes les industries dont l'activité principale consiste à fournir directement des produits agricoles et alimentaires au consommateur final, ainsi qu'à assurer les services connexes. Il englobe les détaillants et les grossistes en alimentation et les établissements de services alimentaires.

Services alimentaires commerciaux
Les services alimentaires commerciaux comprennent les restaurants à service complet, les restaurants à service restreint, les traiteurs et les traiteurs à contrat, ainsi que les tavernes.

Les **restaurants à service complet** comprennent les restaurants chic détenant ou non un permis d'alcool, les restaurants de type familial et les restaurants-bars.

Les **restaurants à service restreint** comprennent les cafétérias, les restaurants-minute, les espaces-restauration, les établissements de mets à emporter et les établissements qui font la livraison.

Les **traiteurs** fournissent des services d'alimentation lors d'événements spéciaux.

Les **traiteurs à contrat** fournissent des services d'alimentation aux compagnies aériennes, aux compagnies de chemin de fer, aux organismes et dans les installations récréatives.

Les **tavernes** sont des établissements dont la principale activité consiste à servir des boissons alcoolisées pour consommation immédiate, notamment les brasseries, les bars-salons et les boîtes de nuit.

Services d'alimentation non commerciaux et services d'alimentation divers
Les autres services d'alimentation comprennent la restauration hôtelière, la restauration collective, les services d'alimentation de détail et les autres services d'alimentation.

La **restauration hôtelière** comprend les services d'alimentation offerts dans les hôtels, les motels et les centres de villégiature.

La **restauration collective** comprend les services d'alimentation offerts dans les hôpitaux, les établissements de soins, les écoles, les prisons, les usines et les bureaux.

Les **services d'alimentation de détail** sont offerts dans les grands magasins et les dépanneurs.

Les **autres services d'alimentation** comprennent les distributeurs automatiques, ainsi que les services offerts dans les cinémas, les stades et les autres établissements consacrés aux loisirs ou à des activités saisonnières.

Composantes du système (suite)

Système agricole et agroalimentaire canadien
Le système de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Canada est une chaine de valeur formée d'industries qui produisent des denrées agricoles et alimentaires. Il regroupe les fournisseurs d'intrants et de services agricoles, l'agriculture primaire, les entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac, les détaillants et grossistes en alimentation et les établissements de services alimentaires.

À moins d'indication contraire, les composantes du système agricole et agroalimentaire sont définies en fonction du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Le glossaire renferme une liste détaillée des industries incluses à chaque étape du système.

Agriculture primaire
L'agriculture primaire comprend les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des quatre chiffres :

1111 Culture de plantes oléagineuses et de céréales
1112 Culture de légumes et de melons
1113 Culture de fruits et de noix
1114 Culture en serre et en pépinière et floriculture
1119 Autres cultures agricoles
1121 Élevage de bovins
1122 Élevage de porcs
1123 Élevage de volailles et production d'œufs
1124 Élevage de moutons et de chèvres
1125 Aquaculture
1129 Autres types d'elevage

Détaillants et grossistes en alimentation
Les détaillants et grossistes en alimentation comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des trois chiffres :

411 Grossistes-distributeurs de produits agricoles
413 Grossistes-distributeurs de produits alimentaires, de boissons et de tabac
445 Magasins d'alimentation

Au niveau des cinq chiffres :

41911 Agents et courtiers de produits agricoles
41913 Agents et courtiers de produits alimentaires, de boissons et de tabac
44422 Pépinières et centres de jardinage
49312 Entreposage frigorifique
49313 Entreposage de produits agricoles

Entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac
Les entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac comprennent les industries suivantes, telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des trois chiffres :

311 Fabrication d'aliments
312 Fabrication de boissons et de produits du tabac

Composantes du système (suite)

Fournisseurs d'intrants et de services agricoles
Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) :

Au niveau des quatre chiffres
- 1151 Activités de soutien aux cultures agricoles
- 1152 Activités de soutien à l'élevage
- 3253 Fabrication de pesticides, d'engrais et d'autres produits chimiques agricoles
- 4171 Grossistes-distributeurs de machines et matériel pour l'agriculture, l'entretien des pelouses et le jardinage
- 4183 Grossistes-distributeurs de fournitures agricoles

Au niveau des cinq chiffres :
- 33311 Fabrication de machines agricoles

Services alimentaires
Les établissements de services alimentaires comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des trois chiffres :
- 722 Services alimentaires et débits de boissons

Au niveau des quatre chiffres :
- 4542 Exploitants de distributeurs automatiques

Secteurs d'activité non-financiers

Les secteurs d'activité non financiers comprennent les secteurs suivants, tels que définis par le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

11	Agriculture, foresterie, pêche et chasse
211	Extraction de pétrole et de ga
213	Activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz
22	Services publics
23	Construction
31-33	Fabrication
42	Commerce de gros
44-45	Commerce de détail
48-49	Transport et entreposage
51	Industrie de l'information
53	Services immobiliers et services de location et de location à bail
54	Services professionnels, scientifiques et techniques
56	Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement
61	Services d'enseignement
62	Soins de santé et assistance sociale
71	Arts, spectacles et loisirs
72	Hébergement et services de restauration
811	Réparation et entretien
812	Services personnels et services de blanchissage

Types de fermes

Fermes commerciales
Fermes à but lucratif qui tirent la majeure partie de leurs revenus de l'agriculture

Fermes communautaires/exploitants
Il s'agit d'un système d'exploitation agricole en vertu duquel les exploitants mettent leurs ressources en commun.

Fermes constituées en société
Fermes dont la structure organisationnelle est constituée en société.

Fermes de recensement
Exploitation agricole ayant un revenu brut supérieur à 2 499 $ et qui produit, en vue de la vente, au moins un des produits suivants : cultures (grandes cultures, fruits ou noix, baies ou raisins, légumes, semences), bétail (bovins, porcs, moutons, chevaux, oiseaux exotiques, etc.), produits d'origine animale (lait ou crème, œufs, laine, fourrure, viande) ou autres produits agricoles (produits de serre ou de pépinière, arbres de Noël, champignons, gazon, miel, produits de l'érable).

Fermes non commerciales
Fermes à but non lucratif.

Fermes non constituées en société
Fermes dont la structure organisationnelle n'est pas constituée en société telle qu'une ferme à propriétaire unique et un partenariat.

Fermes non familiales
Fermes organisées comme des sociétés non familiales, des coopératives ou des exploitations communautaires. Ces fermes incluent également les fermes détenues en fiducie.

Catégories commerciales

Classification commerciale
Les statistiques commerciales pour le système agricole et agroalimentaire sont classées selon le système de classification BICO, qui sépare les produits en trois différents groupes : produits en vrac, produits intermédiaires et produits de consommation.

- **Produits en vrac (B)**
  Les produits en vrac sont ceux qui ont fait l'objet d'une transformation minime ou nulle, comme le blé, les céréales fourragères et les oléagineux.

- **Produits intermédiaires (I)**
  Les produits intermédiaires sont ceux qui ont fait l'objet d'une certaine transformation, mais qui ne sont pas normalement encore prêts à la consommation, par exemple, la farine de blé, les huiles végétales et les animaux de boucherie.

- **Produits de consommation (CO)**
  Les produits de consommation nécessitent peu de transformation supplémentaire ou n'en nécessitent pas et ils sont généralement prêts pour la consommation humaine. Il s'agit notamment des produits laitiers, des œufs, du bœuf, des fruits frais, des produits de la floriculture, des soupes en conserve, des repas surgelés, des aliments pour bébé, etc.

Commerce à valeur ajoutée
Les exportations et importations à valeur ajoutée sont celles qui concernent tous les produits intermédiaires et de consommation.

Exportations agricoles et agroalimentaires
Les exportations agricoles et agroalimentaires comprennent l'exportation des produits agricoles, des aliments (à l'exception du poisson et des produits du poisson), des boissons non alcoolisées (y compris les eaux embouteillées), des boissons alcoolisées, des produits du tabac, et de la floriculture et des pépinières.

Importations agricoles et agroalimentaires
Les importations agricoles et agroalimentaires comprennent l'importation des produits agricoles, des aliments (à l'exception du poisson et des produits du poisson), des boissons non alcoolisées (y compris les eaux embouteillées), les boissons alcoolisées, des produits du tabac, de la floriculture et des pépinières.

Catégories d'aide gouvernementale

Dépenses publiques
Les dépenses publiques directes et indirectes (à tous les paliers de gouvernement) liées à l'agriculture et à la transformation des aliments engagées au cours d'une année, au profit de particuliers, d'organismes ou d'associations.

Infrastructure des transports
L'infrastructure des transports est une sous-catégorie des ouvrages de génie civil. Elle comprend les autoroutes, les routes, les rues, les pistes, les chemins de fer, les ponts et les tunnels.

Infrastructure publique
L'infrastructure publique s'entend de l'ensemble du capital physique appartenant aux gouvernements provinciaux ou fédéral ou aux administrations municipales du Canada. L'infrastructure comprend des édifices (écoles, bibliothèques, bureaux de poste, etc.), des ouvrages de génie civil et des machines (véhicules pour l'enlèvement de la neige, ambulances, etc.

Principales catégories de dépenses

Autres dépenses
Comprennent les dépenses publiques consacrées à l'aide alimentaire et à l'aide internationale, à la vulgarisation et à l'éducation, ainsi que les paiements au titre de programmes sociaux.

Dépenses d'aide à l'entreposage et au fret
Paiements de programme liés à l'entreposage et au fret.

Dépenses d'exploitation et d'immobilisations
Comprennent les dépenses publiques consacrées à l'administration générale et à la gestion, ainsi qu'aux politiques, aux services d'information et aux statistiques.

Dépenses de programme liées au développement, au commerce et à l'environnement
Comprennent les dépenses d'administration et d'immobilisations engagées par l'État pour favoriser le développement régional, le marketing et le commerce et protéger l'environnement, ainsi que les subventions et contributions gouvernementales accordées pour le travail consacré à ces activités.

Dépenses liées à la recherche et à l'inspection
Comprennent les dépenses d'administration et d'immobilisations engagées par l'État pour les activités de recherche et d'inspection, ainsi que les subventions et contributions accordées par le gouvernement pour le travail consacré à ces activités.

Paiements de programme
Comprennent les paiements de programme de soutien et de stabilisation du revenu, de programmes spéciaux et de réduction des coûts, des programmes d'assurance-récolte et des programmes d'aide financière.

Mesures d'aide gouvernementale

Estimation du soutien aux producteurs (ESP)
Mesure annuelle du soutien aux producteurs agricoles qui est la somme du soutien des prix du marché et des dépenses budgétaires sous forme de paiements aux producteurs, exprimée en pourcentage des recettes agricoles brutes.

> **Recettes agricoles brutes**
> La valeur de la production des marchandises plus les transferts directs reçus par les producteurs dans l'année en cours.

Soutien des prix du marché (SPM)
Transferts aux producteurs agricoles découlant de mesures de politique qui créent un écart entre les prix du marché intérieur et les prix de seuil de la frontière d'un produit agricole particulier.

Transferts pour produit de base unique
Transferts aux producteurs agricoles découlant de politiques associées à la production d'un produit de base unique. Ainsi le producteur doit produire le produit de base désigné pour avoir droit au transfert.

Terminologie économique et statistique

Amortissement géométrique (infini)
Valeur nette des stocks à la fin de l'exercice.

Bilan de santé
Le Bilan de santé est une important mise au point de la réforme de la PAC de 2003 et devrait mettre en place d'autres réformes entre 2009 et 2013, c.-à-d., d'ici la fin de la présente période budgétaire

Biomasse
Le terme biomasse fait référence aux matériaux provenant de la forêt, de l'agriculture (végétaux, produits animaux ou sous-produits), de la mer et de l'aquaculture, ainsi que des déchets industriels et municipaux.

Bioproduits
Les bioproduits sont des produits (autres que les aliments, les aliments pour animaux ou les médicaments) faits à partir d'intrants biologiques renouvelables (souvent appelés la biomasse). Le terme comprend les nouveaux bioproduits ainsi que les produits traditionnels qui ont été adaptés pour remplacer les intrants non renouvelables. Les produits industriels de fabrication traditionnelle (tels que le bois d'œuvre) sont exclus.

Commerce intrarégional
Commerce entre deux régions à un endroit donné, par exemple, le commerce entre provinces canadiennes.

Déduction pour amortissement
La déduction pour amortissement correspond au montant déduit pour des biens amortissables aux fins fiscales.

Dépenses agricoles
Les dépenses agricoles sont des estimations des dépenses de fonctionnement d'une exploitation agricole et représentent les coûts encourus par les exploitants agricoles pour les biens et services utilisés pour produire les produits de base agricoles. Tous les renseignements sur les dépenses sont fournis sur la base d'une année civile. Si des rabais directs sont versés aux producteurs pour réduire le coût d'intrants en particulier, alors les estimations des dépenses nettes sont utilisées dans le calcul du revenu net, même si les dépenses brutes et nettes peuvent être affichées. Puisque l'objectif est de produire des estimations provinciales du revenu net, les flux d'un ferme à l'autre sont exclues des estimations. La province peut être considérée comme une seule grande ferme.

Dépenses intra-murales consacrées à la R-D
Les dépenses intra-murales consacrées à la R-D sont toutes les dépenses liées à la recherche et au développement engagées par un organisme au cours d'une période donnée, y compris le travail financé par des tiers.

Dette en pourcentage de l'actif
La dette en pourcentage de l'actif à l'échelle d'une ferme correspond à la dette totale divisée par l'actif total.

Investissement étranger direct (IED)
L'IED est l'investissement par des non-résidents dans une entreprise où ces non-résidents détiennent 10 % ou plus des actions ordinaires ou des droits de vote dans le cas d'entreprises constituées en société, ou l'équivalent dans le cas d'entreprises non constituées en société.

Marge bénéficiaire d'exploitation
Il s'agit des revenus d'exploitation moins les dépenses d'exploitation.

Prix constants
Les prix constants désignent une valeur à partir de laquelle l'incidence générale de l'inflation a été supprimée.

Terminologie économique et statistique (suite)

Production à valeur ajoutée
La production à valeur ajoutée désigne les produits qui ont fait l'objet d'une certaine transformation.

Productivité du travail
La productivité du travail est une mesure des extrants de l'industrie par heure de travail.

Productivité multifactorielle
La productivité multifactorielle mesure l'efficacité de l'utilisation de tous les intrants. Sa croissance est calculée comme le taux de croissance des extrants, moins le taux de croissance de tous les intrants.

Productivité totale des facteurs (PTF)
La PTF est calculée en divisant les extrants par tous les intrants (p. ex., le capital et la main-d'œuvre etc.).

Produit intérieur brut (PIB)
Le produit intérieur brut d'un pays est la valeur totale sans double compte des produits et des services produits dans ce pays pendant une période donnée.

Quintiles
Les quintiles sont des classifications des ménages en ordre croissant de revenu total et organisées en cinq groupes de nombre égal.

Ratio de concentration (RC-4)
Le ratio de concentration mesure le niveau de concentration d'un secteur d'activité et exprime les ventes d'un nombre fixe d'entreprises parmi les plus importantes de ce secteur, c'est-à-dire le pourcentage de la valeur des ventes du secteur que totalisent ces entreprises. RC-4 est l'acronyme utilisé pour le ratio de concentration des quatre principales entreprises du secteur.

Ratio d'endettement
Le ratio d'endettement à l'échelle d'entreprise correspond aux emprunts auxquels s'ajoutent les emprunts et les comptes auprès des affiliés divisés par l'actif total. Ce ratio permet d'examiner la relation entre la dette (prêts, obligations garanties, obligations non garanties) et l'actif des actionnaires. Il permet de comparer la taille relative de la dette et les ressources investies par les propriétaires. Il indique dans quelle mesure une société dépend des fonds empruntés pour financer ses activités.

Ratio de marge bénéficiaire
Le ratio de marge bénéficiaire à l'échelle du secteur est calculé en divisant les bénéfices d'exploitation par les revenus d'exploitation. Le bénéfice d'exploitation représente les résultats nets des principales activités commerciales d'une entreprise. Il est calculé avant la prise en compte des frais d'intérêts, du revenu de placement, des pertes non récurrentes découlant de la dépréciation d'éléments d'actif, du bénéfice réalisé ou des pertes subies lors de la cession d'éléments d'actif, ainsi que de la charge d'impôts. Ce ratio indique la capacité de la direction de l'entreprise à réaliser un bénéfice à partir de ses activités principales.

Ratio de marge bénéficiaire brute
Le ratio de marge bénéficiaire brute est le ratio de la marge bénéficiaire brute générée par exploitation agricole par rapport à son revenu commercial.

Ratio du rendement des capitaux propres
Le ratio du rendement des capitaux propres à l'échelle du secteur est calculé en divisant le bénéfice après impôt par l'avoir total x 100. Ce ratio permet de mesurer le rendement obtenu par les propriétaires (investisseurs) et constitue une évaluation de leur rentabilité. Le bénéfice est calculé après impôts, déduction faite des frais d'intérêts (paiements aux prêteurs). Il s'agit du bénéfice net qui reste à la disposition des propriétaires (investisseurs). Le ratio indique combien de cents rapporte chaque dollar investi par les propriétaires.

Terminologie économique et statistique (suite)

Recettes agricoles brutes
Les recettes agricoles brutes comprennent le revenu monétaire provenant de la vente de produits agricoles et les paiements de programme directs.

Recettes monétaires agricoles
Les recettes monétaires agricoles désignent les recettes monétaires tirées de la vente de produits agricoles, mais excluent les paiements de programme versés directement aux producteurs.

Rendement de l'actif
Le taux de rendement sur l'actif à l'échelle d'une exploitation agricole est calculé en additionnant le revenu d'exploitation net et les frais d'intérêt et en soustrayant la déduction pour amortissement. On divise ensuite le résultat obtenu par la valeur totale de l'actif au coût. Dans le cas des exploitations laitières et avicoles, on soustrait également la dépense en capital admissible (DCA) attribuable aux quotas.

Rendement des capitaux propres
Le taux du rendement des capitaux propres à l'échelle de l'exploitation agricole est calculé en soustrayant du revenu d'exploitation net la déduction pour amortissement et en divisant le résultat obtenu par la valeur totale de l'actif au coût. Dans le cas des exploitations laitières et avicoles, on soustrait également la dépense en capital admissible (DCA) attribuable aux quotas.

Ressources hydriques renouvelables actuelles totales (RHRAT)
L'indice RHRAT élaboré par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) indique les ressources hydriques, de toute source confondue, théoriquement disponibles aux fins de développement dans un pays. Selon cet indice, les RHRAT par année à l'échelle du globe sont supérieures à 55 000 kilomètres cubes. Toutefois, en raison de la mauvaise répartition des ressources hydriques et des populations sur de vastes régions géographiques et des variations saisonnières du stock de ressources hydriques, seulement une fraction des ces ressources ont été prélevées à diverses fins. En moyenne, seulement 7 % des RHRAT environ ont été prélevées chaque année dans le monde entre 1998 et 2002. À l'échelle mondiale, environ 70 % des prélèvements d'eau sont destinés à l'agriculture.

Revenu agricole net réalisé
Le revenu agricole net réalisé est le revenu commercial net réalisé, plus les paiements au titre de programmes gouvernementaux.

Revenu d'exploitation net
Le revenu d'exploitation net correspond, en parlant d'une ferme, à la différence entre le revenu agricole brut et les dépenses agricoles totales.

Revenu familial agricole
Le revenu familial agricole est la somme du revenu total de l'exploitant et des membres de sa famille et inclut les revenus provenant d'activités agricoles et d'activités non agricoles.

Revenu net comptant
Le revenu net comptant mesure les liquidités des exploitations agricoles (recettes brutes moins les dépenses d'exploitation) qui proviennent des produits agricoles. Il représente l'argent dont disposent les producteurs pour rembourser leurs dettes, engager des investissements ou effectuer des retraits.

Revenu non agricole
L'expression revenu non agricole peut induire en erreur étant donné qu'elle inclut les salaires et traitements versés à des membres de la famille pour des travaux exécutés à la ferme. Les salaires et traitements gagnés à la ferme représentent en moyenne 22 % de l'ensemble des salaires et traitements d'une famille qui exploite une ferme non constituée en société. Le pourcentage varie selon le type de ferme et selon la province.

Terminologie économique et statistique (suite)

Taux de rendement sur le capital à long terme
Le taux de rendement sur le capital à long terme est le revenu d'exploitation (sans déduire les impôts et les intérêts payés), divisé par le capital à long terme, celui-ci étant la somme des avoirs des actionnaires et de la dette à long terme.

Terre arable
Selon la FAO, une terre arable est une terre couverte de cultures temporaires, de prés ou de pâturages. La FAO définit les terres cultivées en permanence comme des terres couvertes de cultures qui occupent le sol pendant de longues périodes et qui n'ont pas besoin d'être replantées après chaque récolte (p. ex., cacao, café et caoutchouc). Au Canada, la superficie des terres cultivées en permanence est équivalente à la superficie des fermes qui est couverte de forêts et de terrains boisés.

Terres cultivées en permanence
La FAO définit les terres cultivées en permanence comme des terres couvertes de cultures qui occupent le sol pendant de longues périodes et qui n'ont pas besoin d'être replantées après chaque récolte (p. ex., cacao, café et caoutchouc). Au Canada, la superficie des terres cultivées en permanence est équivalente à la superficie des fermes qui est couverte de forêts et de terrains boisés.

Valeur ajoutée nette
La valeur ajoutée nette mesure la contribution de l'agriculture à la production de biens et services dans l'économie canadienne au cours d'une année particulière. Elle est calculée en soustrayant de la valeur totale de la production du secteur agricole (y compris les paiements de programme) les coûts de production connexes (les dépenses au chapitre des intrants, les taxes d'affaires et l'amortissement). La valeur ajoutée nette est répartie entre les divers facteurs de production, dont le loyer payé aux propriétaires fonciers non exploitants, l'intérêt versé aux prêteurs, les salaires et les profits.

Valeur nette
La valeur nette correspond à l'actif total de la ferme moins le passif total.

Sources de données et références

Sources de données et références

Graphique	Source
Section A Section spéciale	
Section A1 : L'inflation des prix des aliments dans le monde	
A1.1	Fonds monétaire international (FMI) (http://www.imf.org/external/np/res/commod/externaldata.csv)
A1.2 et A1.3	OCDE, USDA, calculs d'AAC
A1.4	U.S. Census Bureau (http://www.census.gov/ipc/www/idb/worldpop.html)
A1.5	OCDE
A1.6	International Food Policy Research Institute (http://www.ifpri.org/pubs/fpr/pr18.pdf)
A1.7	Energy Information Administration (http://www.eia.doe.gov/pub/international/iealf/tablee1.xls)
A1.8	FMI, Renewable Fuels Association Annual Industry Outlook (années diverses) (http://www.imf.org/external/np/res/commod/externaldata.csv; http:// www.ethanolrfa.org/industry/outlook/)
A1.9	Ressources naturelles Canada et Ridgetown College, University of Guelph
A1.10	Australian Bureau of Agricultural and Resource Economics, OCDE
A1.11	OCDE
A1.12	Banque du Canada; Statistique Canada; Tableau CANSIM 326-00211- Indice des prix à la consommation (IPC), panier 2005, données annuelles (2002=100); FMI (http://www.banqueducanada.ca/fr/taux/ echange_avg_pdf-f.html; http:// www.imf.org/external/np/res/commod/ externaldata.csv)
A1.13	Statistique Canada (http://www.statcan.ca/francais/freepub/62-001-XIF/ 2008007/t033_fr.htm)
A1.14	Statistique Canada et calculs d'AAC Tableau CANSIM 326-00211- Indice des prix à la consommation (IPC), panier 2005, données annuelles (2002=100)
A1.15	OCDE; National Bureau of Statistics of China
A1.16	OCDE
A1.17	IFPRI et calcul d'AAC (http://www.ifpri.org/2020/dp/vp43.asp)

Sources de données et références (suite)

Graphique	Source
Section B	**Le système agricole et agroalimentaire et l'économie canadienne**
Section B1 : Le PIB et l'emploi	
B1.1 à B1.4	Tableau CANSIM 379-0017- Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), données annuelles*Terminé*
	Tableau CANSIM 301-0003- Enquête annuelle des manufactures*Terminé*
	Tableau CANSIM 301-0006- Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière
B1.5 et B1.6	Statistique Canada, Tableau CANSIM 379-0025- Produit intérieur brut (PIB) au prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et les provinces, données annuelles et calculs spéciaux effectués pour AAC
	Données sur l'Î.-P.-É. et le N.-B. les valeurs de PIB sont une estimation fondée sur la contribution du secteur agricole et agroalimentaire au PIB provincial, fondée sur les données sur le PIB fournies par le Conference Board
B1.7 et B1.8	Statistique Canada, Enquête sur la population active, calculs spéciaux effectués pour AAC
Section B2 : Commerce international	
B2.1	Atlas sur le commerce mondial et calculs d'AAC
B2.2	Banque du Canada (http://www.banqueducanada.ca/fr/taux/tcec-recherches-f.html)
B2.3 et B2.4	Statistique Canada et calculs d'AAC
	Base de données sur le commerce international canadien de marchandises par le biais du Système canadien de commerce agroalimentaire)
B2.5	Atlas sur le commerce mondial et calculs d'AAC
B2.6	Statistique Canada et calculs d'AAC
	(Base de données sur le commerce international canadien de marchandises)
B2.7 et B2.8	Atlas sur le commerce mondial et calculs d'AAC
B2.9 et B2.10	Statistique Canada et calculs d'AAC
	(Base de données sur le commerce international canadien de marchandises)
B2.11	Atlas sur le commerce mondial et calculs d'AAC
B2.12	Statistique Canada et calculs d'AAC
	(Base de données sur le commerce international canadien de marchandises par le biais du Système canadien de commerce agroalimentaire)
B2.13 à B2.18	Atlas sur le commerce mondial et calculs d'AAC

Sources de données et références (suite)

Graphique	Source
Section B3 : Productivité, R-D et innovation	
B3.1	Statistique Canada Tableau CANSIM 383-0022: Productivité multifactorielle, production brute, valeur ajoutée, facteurs capital, travail et intermédiaire au niveau de l'industrie détaillé, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) United States Department of Agriculture (Economic Research Service) Table 1 Indices of farm output, input, and total factor productivity for the United States 1948-2004 (fichier excel table 01.xls accessible sur la page Web http://www.ers.usda.gov/Data/AgProductivity)
B3.2	Statistique Canada Tableau CANSIM 383-0022: Productivité multifactorielle, production brute, valeur ajoutée, facteurs capital, travail et intermédiaire au niveau de l'industrie détaillé, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)
B3.3	Statistique Canada Tableau CANSIM 383-0022: Productivité multifactorielle, production brute, valeur ajoutée, facteurs capital, travail et intermédiaire au niveau de l'industrie détaillé, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) United States Bureau of Labor Statistics, 1987-2006 Aggregate Manufacturing and Manufacturing Industries KLEMS Multifactor Productivity Tables, (fichier excel klems_mfp_1987_to_2006.xls accessible sur la page Web http://www.bls.gov/mfp/mprdload.htm)
B3.4	Technologies du développement durable Canada (TDDC) (http://www.sdtc.ca/en/about/innovation_chain.htm)
B3.5 et B3.6	Statistique Canada, Enquête sur l'innovation 2005
B3.7	Statistique Canada, Bulletin de service Statistique des sciences « Recherche et développement industriels, 2003 to 2007 », novembre 2007. N° au catalogue 88-001-X.
B3.8	Statistique Canada, Bulletin de service Statistique des sciences « Recherche et développement industriels, 2003 to 2007 », novembre 2007. N° au catalogue 88-001-X. Statistique Canada, Tableau CANSIM 379-0023- Produit intérieur brut (PIB) au prix de base en dollars courants, les valeurs repères du système des comptes nationaux, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), données annuelles
B3.9 et B3.10	Agriculture et Agroalimentaire Canada, Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale, Recueil de données
B3.11	OECD, Les politiques agricoles de l'OCDE : Panorama 2008
B3.12	Calculées par les auteurs en se fondant sur les données de l'initiative ASTI (Agricultural Science and Technology Indicators); Pardey et Beintema (2001); RICYT (2005); Casas, Solh, et Hafez (1999); OCDE (2005); Eurostat (2005); et USDA/ CRIS (2006)

Sources de données et références (suite)

Graphique	Source
B3.11	OECD, Les politiques agricoles de l'OCDE : Panorama 2008
B3.12	Calculées par les auteurs en se fondant sur les données de l'initiative ASTI (Agricultural Science and Technology Indicators); Pardey et Beintema (2001); RICYT (2005); Casas, Solh, et Hafez (1999); OCDE (2005); Eurostat (2005); et USDA/ CRIS (2006)
B3.13	Galushko, Viktoriya et Gray, Richard (2008), « Benefits from wheat breeding research in Western Canada », document de travail du CAIRN, Université de la Saskatchewan. Scott ,T., Guzel, A., Furtan, H. et Gray, R. (2005). Returns to research, Western Grains Research Foundation, wheat and barley check-offs. Goddard, Ellen, Benkie, James et Boyd, Curtis (2008), « Impact of ACIDF Fund 2001 », présenté à l'assemblée générale de l'ACIDF, 10 juin. Boyd, Curtis, Goddard, Ellen et Benkie, James (2008), « An Assessment of returns to research in field peas and canola », document sélectionné de la SCA, présenté aux réunions de la SCA, 30 juin 2008.
B3.14	Galushko, Viktoriya et R. Gray, « Benefits from Wheat Breeding Research in Western Canada », document de travail du CAIRN à venir, 2008.
B3.15 à B3.18	Statistique Canada, Enquête sur le développement et la production de bioproduits, 2006.

Section C Éléments du système agricole et agroalimentaire

Section C1 : Consommateurs

C1.1 et C1.2	Statistique Canada, Tableau CANSIM 380-0024- Dépenses personnelles en biens et services de consommation, données annuelles
C1.3	Statistique Canada, Tableau CANSIM 380-0019, Comptes sectoriels : particuliers et entreprises individuelles, données annuelles Tableau 051-0001 CANSIM, Estimations de la population, données annuelles
C1.4	Statistique Canada, Les habitudes de dépenses au Canada, 2006, no de catalogue 62-202-X
C1.5	Statistique Canada, Tableau CANSIM 202-0405, Limites supérieures de revenu et parts du revenu par les quintiles de revenu total, selon le type de famille économique, dollars constants 2005, données annuelles
C1.6 et C1.7	Statistique Canada, Tableau CANSIM 380-0024, Dépenses personnelles en biens et services de consommation, données annuelles
C1.8	Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires (données tirées du rapport intitulé Eating Patterns in Canada Report 2005, NPD Group Canada Inc.)
C1.9	Statistique Canada, Tableau CANSIM 203-0002, Enquête sur les dépenses des ménages (EDM), dépenses des ménages au titre de l'alimentation, selon les provinces et territoires, données annuelles
C1.10 et C1.11	Fédération canadienne de l'agriculture et Meyers Norris Penny, « CFA Canadian Label Project: Branding Canada at Home Final Report », 18 juin 2007.

Sources de données et références (suite)

Graphique	Source
Section C2 : Distribution alimentaires (vente au détail ou en gros et serv. alimentaires)	
C2.1	Canadian Grocer, Statistique Canada et calculs d'AAC (Canadian Grocer, fév. 2008; Tableau CANSIM 355-0006 - Enquête mensuelle sur les services de restauration et débits de boissons, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), moyenne annuelle calculée)
C2.2	Canadian Grocer, Statistique Canada et calculs d'AAC.
C2.3	Statistique Canada, Enquête trimestrielle sur les statistiques financières des entreprises Tableau CANSIM 187-0001 - Les données trimestrielles du bilan et de l'état des résultats, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN); Tableau CANSIM 187-0002 - Les données trimestrielles de l'état de l'évolution de la situation financière, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), certains ratios financiers et certains composants désaisonnalisés.
C2.4	Statistique Canada, Enquête trimestrielle sur les marchandises vendues au Canada, calcul spécial
C2.5	A.C. Nielsen.
C2.6	Statistics Canada Tableau CANSIM 355-0006 - Tableau CANSIM 355-0006 - Enquête mensuelle sur les services de restauration et débits de boissons, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)
C2.7	Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires, Quarterly InfoStats.(http://www.crfa.ca/research/2008/foodservice_bankruptcies_at_27-year_low.asp)
C2.8	Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires (http://www.crfa.ca/research/2005/top_50_chains_capture_over_half_market_share.asp)
C2.9	Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires et calculs d'AAC (http://www.crfa.ca/research/statistics/sales_07-06.asp)
C2.10	Statistique Canada, Statistiques financières et fiscales des entreprises, données annuelles Tableau CANSIM 180-0003 - Statistiques financières et fiscales des entreprises, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), données annuelles
Section C3 : Transformation des aliments, des boissons et du tabac	
C3.1	Statistique Canada, modèle des entrées-sorties, 2004 et calculs d'AAC
C3.2	Statistique Canada, Tableau CANSIM 379-0017 - Produit intérieur brut (PIB) au prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), données annuelles

Sources de données et références (suite)

Graphique	Source
C3.3	Statistique Canada, Tableau CANSIM 281-0024 - Emploi (EERH), estimations non désaisonnalisées, selon le type d'employé pour une sélection d'industries, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), données annuelles
C3.4 et C3.5	Statistique Canada, tableau CAMSIM 304-0014 - Stocks, ventes, commandes et rapport des stocks sur les ventes pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), Canada, données mensuelles
C3.6 et C3.7	Statistique Canada, calculs spéciaux effectués à partir de l'Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière
C3.8 et C3.9	Base de données sur le commerce international canadien de marchandises via strategis.gc.ca Statistique Canada, Enquête mensuelle sur les manufactures, calculs spéciaux pour AAC
C3.10	Statistique Canada, Tableau CANSIM 301-0006 - Statistiques principales des industries manufacturières selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), données annuelles (dollars x 1 000)
C3.11	Statistique Canada et U.S. Bureau of Labor Statistics Tableau CANSIM 176-0064 - Taux de change des devises étrangères en dollars canadiens, moyenne annuelle calculée. ftp://ftp.bls.gov/pub/special.requests/ForeignLabor/ind3112 naics.txt
C3.12	Statistique Canada, calculs spéciaux effectués à partir de l'Enquête trimestrielle sur les statistiques financières des entreprises.
C3.13	AAC, « Base de données sur le taux d'imposition des sociétés : Canada et les provinces, 1960-2007 » via la page Web d'AAC
C3.14 et C3.15	Statistique Canada, calculs spéciaux effectués à partir de l'Enquête trimestrielle sur les statistiques financières des entreprises.
C3.16	Statistique Canada, Tableau CANSIM 031-0002 - Flux et stocks de capital fixe non résidentiels, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), données annuelles (dollars)
C3.17 à C3.19	Statistique Canada Tableau 376-0052 - Bilan des investissements internationaux, investissement direct canadien étranger et investissement direct étranger au Canada, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et par région, données annuelles (dollars)

Section C4 : Agriculture primaire

C4.1	Statistique Canada, modèle des entrées-sorties et calculs d'AAC
C4.2 et C4.3	Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006, Enquête sur la population active, données mensuelles, Tableau CANSIM 282-0007 - estimations tirées de l'Enquête sur la population active.
C4.4 et C4.5	Statistique Canada, Recettes monétaires agricoles CANSIM, Tableau 002-0001

Sources de données et références (suite)

Graphique	Source
C4.6	Statistique Canada et calculs d'AAC
C4.7	Statistique Canada, OCDE et calculs d'AAC
C4.8	IMF Primary Commodity Database (http://www.imf.org/external/np/res/commod/externaldata.csv)
C4.9	Statistique Canada
	Tableau CANSIM 002-0022 – Indice des prix des produits agricoles (IPPA), données annuelles (indice, 1997=100)
C4.10 et C4.11	Statistique Canada, Recettes monétaires agricoles
	CANSIM, Tableau 002-0001
C4.12 à C4.15	Statistics Canada and AAFC calculations http://www.4.agr.gc.ca/AAFC-AAC/display-afficher.do?id=1202760466112&lang=0
C4.16 et C4.17	Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, années diverses
C4.18	Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006
C4.19 à C4.25	Statistique Canada et calculs d'AAC http://www.4.agr.gc.ca/AAFC-AAC/display-afficher.do?id=1202760466112&lang=0
C4.26 et C4.27	Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes, 2007
C4.28	Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes, 2006
C4.29	AAC, Enquête national sur le renouveau, 2007
C4.30	Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes, 2007
C4.31 et C4.32	Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes, années diverses
C4.33	Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes, 2007
C4.34 et C4.35	Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes, années diverses
C4.36	Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes, 2007
C4.37 et C4.38	Enquête financière sur les fermes, calculs d'AAC
C4.39 à C4.41	Statistique Canada, Base de données administratives sur les déclarants, années diverses

Section C5 : Fournisseurs d'intrants et de services agricoles

C5.1	Agriculture et AgroalimentaireCanada (AAC)
C5.2	Statistique Canada
	Tableau CANSIM 002-0022 - Indice des prix des produits agricoles (IPPA), données annuelles (indice, 1997=100)
	Tableau CANSIM 328-0014 - Indice des prix des entrées dans l'agriculture, données annuelles (indice, 1992=100);
	Tableau 328-0001 - Indice des prix des entrées dans l'agriculture, données trimestrielles (indice, 1986=100)

Sources de données et références (suite)

Graphique	Source
C5.3	Statistique Canada
	Tableau CANSIM 002-0005 - Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement, données annuelles (dollars)
C5.4	Statistique Canada et calculs d'AAC
	Tableau CANSIM 002-0005 - Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement, données annuelles (dollars)
	Tableau CANSIM 328-0014 - Indice des prix des entrées dans l'agriculture, données annuelles (indice, 1992=100);
C5.5	Statistique Canada
	Tableau CANSIM 002-0005 - Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement, données annuelles (dollars)
C5.6	Secrétariat aux coopératives, AAC et Statistique Canada; Secrétariat aux coopératives, Publications générales « Profil des coopératives agricoles canadiennes », années diverses
C5.7	Secrétariat aux coopératives, AAC
Section C6 : Utilisation des ressources naturelles et répercussions environnementales	
C6.1	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Service de données statistiques en ligne FAOSTAT, Rome (http://faostat.fao.org)
C6.2	Nations unies, Annuaire démographique, 2005
	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Service de données statistiques en ligne FAOSTAT, Rome (http://faostat.fao.org)
C6.3	Ressources naturelles Canada, Inventaire forestier du Canada (CanFi), 2001
C6.4	Recensement de l'agriculture, 2006, Tableaux de données sur les exploitations et les exploitants agricoles
C6.5 à C6.8	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), base de données AQUASTAT
C6.9 et C6.10	Modèle d'analyse régionale de l'utilisation de l'eau au Canada (CRAWUM), AAC
C6.11 à C6.13	Recensement de l'agriculture, 2006.
C6.14	McConkey, B.G., Lobb, D.A., Li, S. et Black, J.M.W. (à venir) 2009, « Risk of Erosion », Série sur les indicateurs agroenvironnementaux, rapport n° 3, AAC
C6.15	Recensement de l'agriculture, 2006, Tableaux de données sur les exploitations et les exploitants agricoles
C6.16	Recensement de l'agriculture, 2006, Tableaux de données sur les exploitations et les exploitants agricoles
	Institut canadien des engrais
C6.17	De Jong, R., Drury, C.F. et Yang, J.Y. (à venir) 2009, « Indicator of the Risk of Water Contamination by Nitrogen (IROWC-N) », Série sur les indicateurs agroenvironnementaux, rapport n° 3, AAC

Sources de données et références (suite)

Graphique	Source
C6.18	Modèle canadien de planification économique et d'émissions pour l'agriculture (MCPEEA), AAC

Section D L'État et le système agricole et agroalimentaire

Section D1 : Dépenses publiques au Canada

D1.1 à D1.8	Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC); Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale - Recueil de données, Tableau C.1 (mise à jour : avril 2008)
D1.9	Statistique Canada Tableau CANSIM 031-0002 - Flux et stocks de capital fixe non résidentiels, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), données annuelles
D1.10	Calculs d'AAC Tableau CANSIM 031-0002 - Flux et stocks de capital fixe non résidentiels, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), données annuelles

Section D2 : Estimation du soutien aux producteurs (ESP) et politiques agricoles en vigueur au Canada et dans d'autres pays

D2.1	OCDE, Direction des échanges et de l'agriculture, Estimation du soutien aux producteurs et aux consommateurs, base de données de l'OCDE de 1986-2007
D2.2 à D2.4	OCDE, Les politiques agricoles de l'OCDE : Panorama 2008